



Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

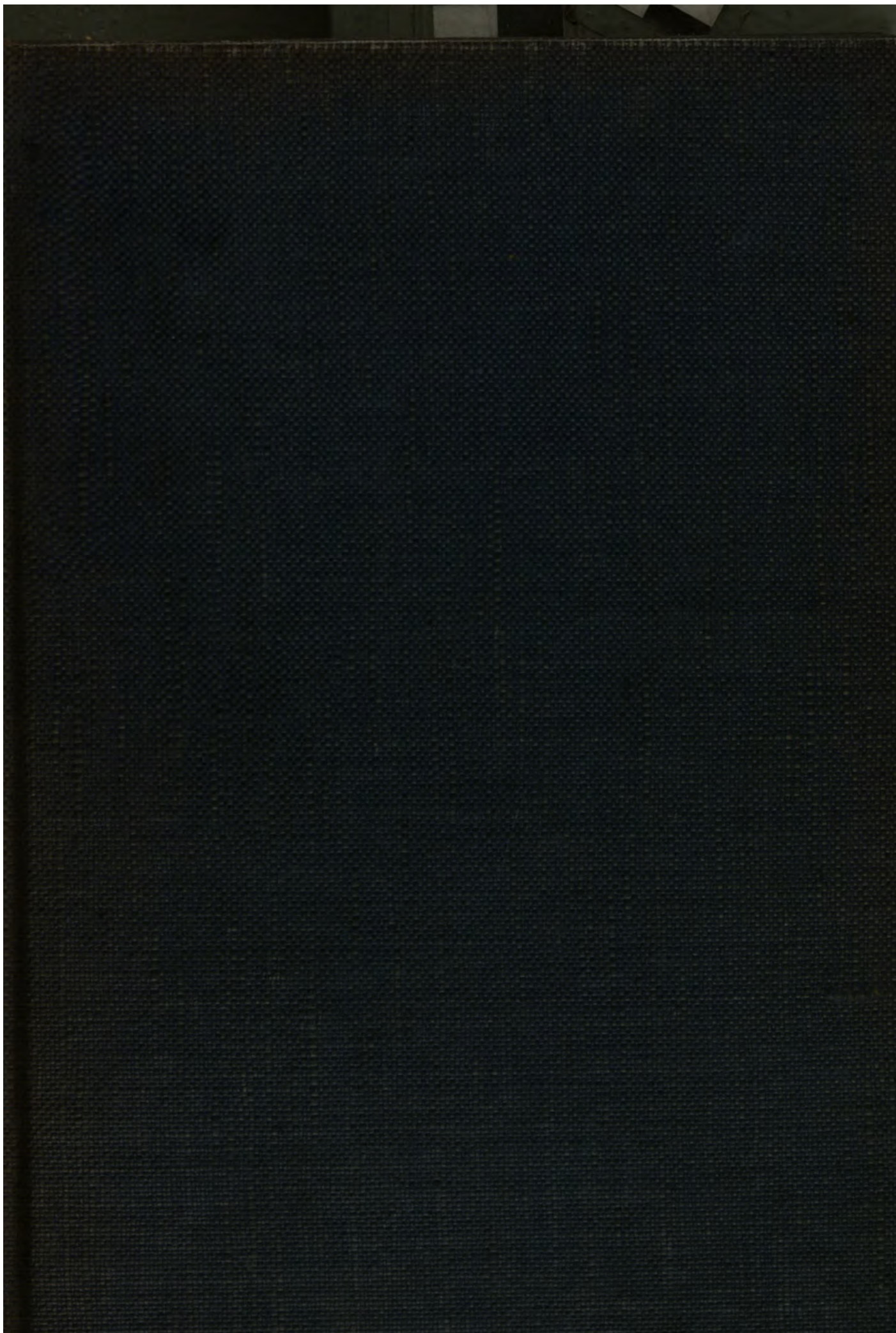
This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.



~~NS 29 d 10~~



REP.F 14 328

~~H/X 5171 A. 2~~



Œuvres Complètes
de
Prosper Mérimée

Justification

Il a été tiré de cet ouvrage :

*10 exemplaires sur Japon numérotés
de 1 à 10*

*50 exemplaires sur Hollande numérotés
de 11 à 60*

*100 exemplaires sur Arches numérotés
de 61 à 160*

*1500 exemplaires sur Vergé Navarre
numérotés de 161 à 1.660*

*Plus 50 exemplaires de Chapelle, sur
vergé Muller lettrés de A à Z de a à z*

N° du présent exemplaire: 286

LES ŒUVRES COMPLÈTES
de
Prosper Mérimée
Mémoires
Historiques
(*Inédits*)



Typographie
FRANÇOIS BERNOUARD
73, Rue des Saints-Pères, 73
A PARIS



Mémoires
Historiques

Philippe II et Don Carlos

M. Prescott s'est acquis par ses travaux historiques une réputation méritée aux Etats-Unis, sa patrie, et, ce qui vaut encore mieux, en Angleterre, où ses ouvrages ont eu plusieurs éditions. Il a même été traduit en France, et parmi les lecteurs de la *Revue* il y en a peu sans doute à qui son nom ne soit familier. L'histoire d'Espagne paraît avoir été de sa part l'objet d'une étude assidue. Sans parler de *la Conquête du Mexique* et de celle du *Pérou*, on lui doit une *Histoire des rois catholiques Ferdinand et Isabelle*, qui est devenue classique, même à Madrid. Celle de Philippe II, publiée à la fin de 1855, est son dernier ouvrage, dont deux volumes seulement ont paru ¹. On peut s'étonner que M. Prescott ait passé de Ferdinand à Philippe sans s'arrêter à l'époque la plus brillante de l'histoire d'Espagne, le règne de Charles-Quint. Il s'est borné à écrire sur la vie de ce prince une dissertation très remarquable : c'est une suite de notes et d'observations recueillies avec

1. Voir les notes à la fin du volume .

une excellente critique, coordonnées avec méthode; mais on voudrait que l'auteur, en les transformant en un récit historique, eût comblé lui-même l'espèce de lacune laissée dans ses travaux. Isabelle et Ferdinand ont préparé la grandeur de l'Espagne; toutefois, en réunissant en une seule monarchie des peuples autrefois divisés, en portant au dehors de la Péninsule les forces et l'activité qu'ils avaient pour ainsi dire créées, ils laissèrent à l'Espagne le germe d'une maladie politique que le génie de Charles-Quint parvint à dissimuler peut-être, mais dont Philippe II hâta l'explosion fatale. Ainsi, à mon avis, les trois règnes s'enchaînent par une liaison intime et l'on regrette qu'un auteur si éclairé et si impartial dans son appréciation des *rois catholiques* n'ait pas traité dans tous ses développements cette grande trilogie.

Probablement ce n'est ni l'étendue ni les difficultés du sujet qui ont retenu l'historien américain dans une carrière qui lui semblait réservée. Je crains qu'il n'ait cédé à un sentiment de modestie selon moi exagéré. *L'Histoire de Charles-Quint* par Robertson est en possession d'une si grande renommée partout où la langue anglaise est en usage, que, M. Prescott le dit lui-même dans sa préface, " les lecteurs du dernier siècle n'étaient pas fort exigeants en matière de recherches historiques. " Robertson n'a pas fait toutes celles qu'il aurait pu faire; je n'en veux d'autre preuve que la facilité avec laquelle il a admis les traditions romanesques sur le séjour de Charles-Quint à Yuste. D'ailleurs, bien des sources autrefois fermées sont ouvertes aujourd'hui, et un assez grand nombre de documents jusqu'alors inconnus se sont produits de nos jours, qui n'ont

pas été refondus encore dans une histoire générale. Si l'on trouvait, ce qu'à Dieu plaise, un manuscrit complet de Polybe, si, dans les fouilles que M. Beulé fait près de Tunis, on découvrirait des tables de bronze contenant les dépêches d'Annibal au sénat de Carthage, il faudrait se résigner à écrire une nouvelle histoire romaine après Tite-Live, si Tite-Live s'était trompé, ce que je soupçonne quelquefois. Je ne compare pas Robertson à Tite-Live; je dis seulement qu'il écrivit à une époque où l'usage des gens de lettres était de composer une histoire avec des livres imprimés. On polissait l'œuvre rude et grossière d'un ancien, on réformait ses jugements, on en prononçait de nouveaux, rarement après une enquête nouvelle. Aujourd'hui, bien que nous n'ayons pas entièrement perdu l'habitude d'exploiter à notre profit les labeurs de nos devanciers, nous accordons difficilement une estime durable à l'écrivain qui se borne à dire en langage moderne ce que ses prédécesseurs avaient dit dans le style de leur temps. Au contraire, celui qui a le courage de remonter aux sources originales, qui s'applique patiemment à vérifier ce que personne ne s'est mis en peine d'examiner, quand même il n'arriverait qu'à prouver la certitude d'une opinion reçue de confiance, cet écrivain, dis-je, s'il ne s'attire pas les applaudissements du vulgaire, obtiendra toujours l'estime et la reconnaissance des personnes studieuses. Perfectionnement dans les méthodes de recherche, perfectionnement dans l'art de la critique, voilà les progrès que les études historiques ont faits depuis le commencement du siècle, et c'est, je pense, un des titres de gloire qui recommandera à la postérité la littérature de notre époque.

Historia quoquo modo scripta delectat. Cet aphorisme n'est point admis par M. Prescott, qui apporte autant de soin à travailler son style qu'à bien choisir les matériaux dont il fait usage; peut-être même pourrait-on parfois lui adresser le reproche de n'avoir pas assez caché le travail et d'avoir prodigué des fleurs de rhétorique qui n'ajoutent rien à l'intérêt de sa narration. Loin de moi, bien entendu, la pensée de prétendre critiquer, ou même juger, au point de vue grammatical, le style d'un auteur qui écrit dans une autre langue que la mienne : je suis persuadé que M. Prescott s'exprime dans l'anglais le plus pur, mais les observations que je me permets de lui adresser ne s'appliquent pas à l'anglais particulièrement; elles conviennent à toutes les langues. L'histoire est un genre de composition trop grave pour admettre des ornements sans une certaine réserve; elle doit surtout se garder des phrases agréables à l'oreille lorsqu'elles n'expriment pas une idée juste. Lord Macaulay, comme tous les écrivains de génie, a fait école. Sa phrase, d'un tour tantôt familier, tantôt poétique, toujours vive et pleine d'images, exerce une séduction irrésistible. Je l'ai entendu pourtant accuser par quelques-uns de ses compatriotes, partisans, et pour cause, du style parlementaire, c'est-à-dire négligé, de trop sacrifier aux grâces et d'usurper pour la narration historique des couleurs qu'ils prétendent n'appartenir qu'à la poésie. Je ne partage nullement la sévérité de cette opinion. Si lord Macaulay écrit l'histoire en poète, c'est un défaut qu'il a en commun avec Hérodote, et dont je ne me plaindrai point. Ce que je sais, c'est que jamais le poète ne fait oublier à l'historien ses devoirs, et qu'il est vrai, même lorsqu'il est le

plus brillant. Pourquoi le blâmer de donner à son récit le coloris d'un poëme, s'il n'en abuse pas pour me faire illusion, si ses phrases éloquentes n'ont en définitive pour but comme pour résultat que de me faire comprendre mieux sa pensée et de resserrer, pour ainsi parler, le lien qui doit unir le lecteur à l'écrivain? M. Prescott, qui paraît avoir été frappé de la manière de lord Macaulay, ne l'imité pas toujours avec bonheur. On s'aperçoit qu'en cherchant le pittoresque, il admet quelquefois trop aisément une idée fautive pour ne l'avoir pas examinée avec assez d'attention. Il décrit, par exemple, l'entrée d'un prince et nous montre des chevaliers du xvi^e siècle *revêtus de mailles (mail-clad, in complete mail)*. M. Prescott savait pourtant mieux que personne que les Espagnols de Philippe II ne s'armaient pas comme les Normands de Guillaume ou les Anglais de Richard Cœur-de-Lion. Plus loin, c'est un roi qui paraît revêtu d'un manteau d'hermine *sans tache (spotless hermine)*. Qu'est-ce que de l'hermine sans tache? Pour quiconque n'a pas les connaissances d'un marchand fourreur, ce qui constitue l'hermine, ce sont précisément les taches noires tranchant sur le fond blanc de la fourrure. Voilà des critiques bien minutieuses sans doute; ces négligences passeraient inaperçues dans un auteur moins élégant que M. Prescott. Par contre, je voudrais, pour être juste, pouvoir citer une foule de passages où le lecteur, sous le charme d'un récit plein de vie et de mouvement, croit assister aux grandes scènes du xvi^e siècle et les suit avec l'intérêt passionné d'un contemporain.

L'inconvénient inévitable d'une histoire de Philippe II, et qu'aucun talent ne saurait complètement

pallier, vient de la grandeur même du sujet. Sans imposer à l'historien des règles dont le poète dramatique s'affranchit à présent, on voudrait qu'il trouvât un lien commun entre les épisodes qu'il doit raconter. Pour l'auteur comme pour le lecteur, c'est une bonne fortune que de rencontrer un de ces personnages qui dominent leur époque, et qui, de même que le protagoniste des tragédies antiques, est le centre de toutes les péripéties et tient sans cesse la scène occupée : ici, le théâtre est si grand, que l'acteur principal, quelle que soit sa taille, est nécessairement rapetissé. L'empire de Charles, il est vrai, était encore plus vaste que celui de son fils ; mais, grâce à sa prodigieuse activité, on le trouve partout où se passent de grandes choses. Il prend une part d'action considérable à tous les événements de son époque, et il en est en quelque sorte l'âme qui lui imprime son mouvement. Avec une ambition non moins effrénée, Philippe n'aimait ni la guerre ni les aventures. Prudent à l'excès, il délibérait souvent lorsqu'il aurait dû agir. Dans une circonstance où Charles serait monté à cheval, Philippe écrivait vingt lettres, dont aucune peut-être ne contenait un ordre précis. Travailler était sa vie, mais trop souvent ce travail était stérile. Le maître d'un empire immense se perdait dans des détails d'administration et différait toujours à prendre un parti. Il hésitait encore plus pour autoriser ses lieutenants. Craignant de leur laisser trop d'initiative, il les accablait d'ordres minutieux ; il les retenait dans les occasions ; il les trahissait même, soit en les abusant de vaines espérances, soit en leur cachant ses véritables intentions. Philippe ne ressemblait à son père qu'en un seul point : la méfiance. Du moins Charles, qui était payé

pour en avoir, savait la dissimuler et prendre au besoin un air de bonhomie et de franchise où la multitude se laissait facilement gagner. Plusieurs de ses généraux l'avaient trahi. Le connétable de Bourbon, avec ses bandes noires, avait rêvé de se créer en Italie une souveraineté indépendante. Après lui, le marquis de Pescaire avait eu la même pensée; car l'exemple Quichotte, s'attendant de chevalier errant à devenir empereur, n'était pas tout à fait une idée de fou. Seulement il ne fallait pas commencer par courir les déserts pour redresser les torts, mais par rassembler une troupe de bandits braves et dévoués.

Les *riches-hommes* de Castille et d'Aragon, qui autrefois bouleversaient l'Espagne à leur gré, avaient perdu leur goût pour la guerre civile sous le gouvernement ferme et sévère de Ferdinand et d'Isabelle. Les guerres étrangères offrirent un nouveau but à leur ambition. En conquérant des terres à leurs maîtres, ils essayèrent d'en conquérir pour eux-mêmes. Le premier, Gonsalve, le *grand capitaine*, fut véhémentement soupçonné d'avoir trop de goût pour le royaume de Naples, qu'il avait gagné à Ferdinand. La composition des armées à cette époque donnait aux généraux habiles et heureux un pouvoir considérable dont ils étaient tentés d'abuser. L'infanterie se recrutait en majeure partie d'aventuriers de toutes les nations, gens de sac et de corde, faisant de la guerre un commerce et vendant leur épée au plus offrant. La cavalerie n'était guère mieux disciplinée ni plus facile à gouverner que l'infanterie. Les hommes d'armes étaient des gentilshommes, pleins d'ambition et d'orgueil, dont la susceptibilité n'était pas moins dangereuse parfois que l'avarice des aventuriers. Lautrec livrait à son désavantage la bataille

de La Bicoque, forcé de combattre parce que ses Suisses, faute de solde, allaient l'abandonner. La gendarmerie française, et Bayard des premiers, refusaient nettement de monter à la brèche de Padoue, parce que des gentilshommes n'étaient pas faits pour combattre à pied. Dans toutes les armes, le bien du pays que l'on servait était le moindre souci de l'homme de guerre. La gloire pour quelques-uns, pour tous l'espoir du pillage et de prisonniers à mettre à rançon, tels étaient les mobiles les plus puissants qui animaient une armée du xvi^e siècle. Le général qui avait la réputation d'enrichir ses soldats était sûr d'être suivi par eux, de quelque côté qu'il déployât sa bannière.

Charles-Quint, avec le coup d'œil du génie, avait su discerner les hommes rares sur le dévouement desquels il pouvait toujours compter, et les ambitieux habiles qu'il pouvait employer avec avantage, tant que leurs intérêts seraient communs avec les siens. Il se servit avec succès des uns et des autres. La première leçon dans l'art de gouverner qu'il donna à son fils fut pour le mettre en garde contre ses futurs serviteurs. " Le duc d'Albe, disait l'empereur dans une lettre confidentielle qui s'est conservée, est le plus habile ministre et le meilleur capitaine que j'aie dans mes États. Consultez-le surtout pour les affaires militaires, mais ne vous en rapportez pas entièrement à lui sur ce sujet, pas plus que sur tout autre. Ne vous en rapportez à personne qu'à vous-même. Les seigneurs seront trop heureux de capter votre bienveillance, afin de gouverner sous votre nom; mais si vous vous laissez mener de la sorte, ce sera votre ruine. Le seul soupçon que vous souffrez qu'on prenne de l'influence sur vous ferait un tort immense.

« Servez-vous de tous, mais ne comptez sur aucun absolument. » Tels furent les conseils que Philippe reçut à dix-sept ans (1543), lorsque Charles lui confia la régence d'Espagne; il ne les oublia jamais.

M. Prescott, après avoir fait un portrait fidèle et très impartial de Philippe II, en résume les traits principaux, et conclut en le présentant comme le type complet du caractère espagnol. Pour moi, qui ne connais pas de personnage plus haïssable que Philippe II, ni de nation que j'estime plus que le peuple espagnol, je ne puis laisser passer sans commentaire la conclusion de M. Prescott. Au fond, nous sommes assez près de nous entendre. A mon sentiment, le caractère d'un peuple ne consiste pas dans les préjugés qu'il doit à des circonstances fortuites, pas plus que le caractère d'un homme ne doit se confondre avec l'éducation qu'il a reçue. Philippe, sans conteste, représentait tous les préjugés des Espagnols au xvi^e siècle, mais il n'avait pas leurs vertus nationales; la noblesse des sentiments, la générosité, l'esprit chevaleresque, ne trouvaient aucune place dans son cœur desséché. On s'explique facilement l'intolérance religieuse des Castellans. Un peuple qui a passé sept siècles sous les armes à reconquérir pied à pied son territoire envahi, à défendre sa religion opprimée par les barbares, qui a trouvé dans sa foi seule la force de résister et de vaincre, n'est que trop enclin à confondre dans une même haine les adversaires de sa religion avec les ennemis du pays. Assurément le fanatisme des Espagnols au xvi^e siècle est aussi excusable que le patriotisme exclusif des Romains ou des Grecs. L'amour de la patrie a toujours ses violences, et pour les Espagnols, patrie et religion avaient eu longtemps la même signi-

fication. M. Prescott a dit que les autodafés furent la *légitime* conséquence des longues guerres des chrétiens contre les musulmans; ce mot est une distraction sans nul doute, et son *Histoire de Ferdinand et Isabelle* le dément ou l'explique. Lorsque Isabelle fonda l'inquisition dans ses Etats, le peuple de Castille se méprit sur le but de cet abominable tribunal. D'abord il n'y vit qu'une suite naturelle de la guerre qu'il venait de faire à des ennemis acharnés et encore redoutables. La victoire n'avait pas éteint la haine qu'inspiraient les infidèles. Pendant les longues discordes civiles qui avaient déchiré l'Espagne depuis le xiv^e siècle, les juifs et les musulmans soumis aux princes de la Péninsule avaient cultivé le commerce et l'industrie et s'étaient enrichis aux dépens des chrétiens. Le gentilhomme qui avait vendu son bien à un banquier juif pour s'acheter un cheval et des armes, et servir la cause de son souverain, était tombé dans la misère, et voyait les vaincus de la veille de nouveau possesseurs de la terre qu'il avait conquise, arrosée de son sang. On applaudit aux premiers jugements de l'inquisition, parce que la multitude, toujours injuste dans sa passion, se crut vengée. Torquemada se chargea promptement de démontrer qu'il n'en voulait pas seulement aux Maures relaps, et que son effrayante impartialité n'épargnerait ni les patriotes les plus éprouvés, ni les plus vieux chrétiens, du moment qu'ils trouveraient un dénonciateur. Ce ne fut pas sans une vive opposition que l'inquisition s'établit en Espagne, et telle fut l'horreur qu'elle inspira à ses débuts, que Torquemada et ses acolytes durent rendre leurs jugements et les faire exécuter presque par surprise, et qu'ils furent obligés de s'entourer longtemps d'un

appareil militaire assez imposant pour comprimer l'indignation publique.

Mais après deux générations, lorsque l'insurrection des *comuneros* eut épuisé l'énergie du pays, l'inquisition régna par la terreur, et son règne fut long et paisible. Loin de chercher à combattre le monstre, on ne pensa plus qu'à le désarmer à force de soumission. La terreur fait vite l'éducation d'un peuple. Une mère qui a vu brûler son voisin, peut-être parce qu'il se baignait trop souvent (ce qui sent son Morisque, selon les docteurs)¹, laissera son fils dans sa crasse baptismale, et tâchera d'en faire un bigot, pour qu'il ne passe pas pour un hérétique. " Donnez-moi l'instruction publique, disait Leibnitz, et je changerai le monde. " Il y a quelques années, me trouvant à Barcelone, je voyais souvent un bambin de sept ou huit ans, nouvellement arrivé de Buenos-Ayres, et recueilli par une famille avec laquelle j'étais fort lié. Plusieurs fois par jour, en se levant, en se couchant, à l'heure des repas, il ne manquait jamais de dire à haute voix, et d'un ton de fausset : " Meurent les sauvages unitaires ! " Dans la République Argentine, dès qu'un enfant pouvait articuler un mot, on lui apprenait ces belles paroles, de par le dictateur, et mieux eût valu pour un écolier oublier de réciter son *credo* que d'omettre cette imprécation contre les sauvages unitaires. J'essayai de savoir quelles gens étaient ces unitaires; on me l'expliqua, mais tout ce que j'ai retenu, c'est qu'en certaines choses ils ne partageaient pas la manière de voir de Rosas. L'enfant n'en savait pas un mot; mais s'il fût resté en Amérique à recevoir cette belle éducation, peut-être à vingt ans eût-il trouvé tout simple qu'on fusillât quelqu'un pour le fait d'être unitaire.

“ Meurent les hérétiques! ” c’était la prière qu’on apprenait aux enfants dans l’Espagne du xvi^e siècle, et probablement ce fut la première que bégaya Philippe. Devenu roi, il assistait à un autodafé, et disait que si son fils avait encouru la sentence du saint tribunal, il mettrait lui-même le feu aux fagots.

Il n’y a rien de si dangereux que les convictions profondes chez les hommes d’un esprit médiocre appelés à exercer un grand pouvoir. Philippe était convaincu de son infaillibilité; il se croyait fermement une mission divine, et de la meilleure foi du monde il pensait que les ennemis de sa politique étaient les ennemis de la religion. Quand il tuait les gens, je ne doute pas que par surrogation il ne crût les envoyer en enfer. Son fanatisme, augmenté de son orgueil immense, avait détruit chez lui tout sentiment d’humanité, et peut-être ses plus mauvaises actions ne lui coûtèrent-elles pas un remords. Quant à ses peccadilles, car il en fit plus d’une, étant d’un pays où le soleil est fort ardent, il pensait sans doute, comme cette grande dame, que Dieu y regarderait à deux fois avant de condamner un prince d’une si bonne maison, le fils d’un empereur et le souverain dont le soleil ne quittait jamais les États.

“ Cette intrépidité de bonne opinion ” chez Philippe II se montre avec toute son horrible naïveté dans la vengeance si longtemps préparée qu’il exerça contre le baron de Montigny. C’est un des épisodes les plus intéressants de l’histoire de M. Prescott, et je n’hésiterais pas à le traduire tout entier, s’il n’avait été déjà dans la *Revue* l’objet d’une analyse approfondie par M. L. de Viel-Castel¹. Quelques mots suffiront pour rappeler au lecteur cette horrible tragédie.

Le seul crime de Florent de Montmorency, baron

de Montigny, était d'avoir osé porter à Philippe les respectueuses représentations des seigneurs flamands contre des édits tyranniques. Il fut arrêté à Madrid lorsque l'exécution des comtes d'Egmont et de Hoorne y fut connue. Pendant près de trois ans, on le tint prisonnier en Espagne, tandis qu'on lui faisait secrètement son procès en Flandre. Lorsque grâce au duc d'Albe l'ordre régnait dans les Pays-Bas, lorsque Montigny commençait à être oublié, lorsque le terrible gouverneur écrivait au roi que le moment était venu de compléter la soumission des Flamands en leur accordant une amnistie, alors seulement Philippe fit étrangler Montigny. Il le fit étrangler dans le plus grand secret, après s'être fait écrire officiellement que Montigny était malade, qu'il était au plus mal, qu'il n'y avait plus d'espoir. En signifiant la sentence au condamné, on lui laissa espérer, toujours en vertu des instructions du roi, qu'il pourrait faire une sorte de testament, c'est-à-dire acquitter ses dettes et faire des legs pieux, à la condition de déclarer dans cet acte qu'il mourrait de mort naturelle. Tout avait été merveilleusement calculé pour tromper les contemporains et dérober le crime à la postérité; mais Philippe ne craignait que les contemporains. Il fit déposer aux archives de Simancas toutes les pièces de l'affaire, ses ordres, ses dépêches, le procès-verbal vrai et le procès-verbal faux de la mort de Montigny. Bien plus, il en fit part au duc d'Albe, qu'il n'avait pas consulté et qu'il n'avait pas besoin d'instruire. Il semble que, tourmenté d'une certaine vanité d'auteur, il eût regretté que de si belles inventions restassent ignorées. Cette relation, qui était adressée à Bruxelles, fut prudemment traduite en chiffres. Le roi, minutieux en tout,

et qui ne pouvait voir une feuille de papier écrit sans y mettre une apostille, après avoir rappelé les sentiments de dévotion que Montigny avait fait voir à ses derniers moments, et ce mot du confesseur chargé de l'assister qui disait : " Il s'est montré aussi bon catholique que je désire l'être moi-même, " le roi avait dicté d'abord cette observation : " Peut-être est-ce une illusion de Satan, qui, nous le savons, n'abandonne jamais l'hérétique à sa dernière heure. " Puis par réflexion, en marge de la minute, il écrivit de sa main : " Effacez cela dans la traduction en chiffres; des morts il faut toujours bien penser. " Pourtant il ne voulut pas perdre sa remarque, qui subsiste, et qu'on voit avec la minute de sa lettre au duc d'Albe dans les archives de Simancas.

L'impassibilité de Philippe dans les actions les plus horribles et les plus honteuses confond tellement les idées, qu'on se demande si l'homme capable de pareilles choses mérite d'être poursuivi comme une bête féroce par le fer et par le feu, ou seulement d'être enfermé dans une loge de fou. Assurément sa conscience n'était pas celle du reste des hommes. S'il lui échappe un trait d'humanité, il s'en excuse. Il donne quelques aunes de drap noir pour que les domestiques de Montigny accompagnent décemment à l'église les restes de leur maître, mais il a grand soin de dire au duc d'Albe " que la dépense était minime, les domestiques étant en très petit nombre ". On ne peut comparer la tranquillité d'âme de Philippe qu'à celle du bourreau qui verse le sang et n'a point de remords, sachant qu'il est l'instrument de la loi. Philippe était, croyait-il, l'instrument de la Providence, et ses passions haineuses lui semblaient des voix d'en haut.

Comme on ne prête qu'aux riches, les contemporains de Montigny, qui avaient dû croire à sa mort naturelle, se dédommagèrent en faisant honneur à Philippe II de la mort violente de don Carlos son fils. M. Prescott, après avoir étudié ce grand problème historique avec le soin le plus scrupuleux, n'a pas trouvé de preuves suffisantes pour prononcer un verdict de meurtre contre le monarque, comme dans l'affaire de Montigny; mais il laisse voir des soupçons terribles qui, de la part d'un écrivain d'ordinaire si plein d'impartialité et de circonspection, ressemblent fort à une conviction morale. Quant à moi, je ne connais sur la mort de don Carlos d'autres documents que ceux dont M. Prescott a fait usage, et cependant mes conclusions seraient toutes différentes. Il me semble que l'historien américain ne s'est pas assez complètement dégagé des idées de son pays et de notre temps pour examiner les pièces de cet étrange procès, et que contre son habitude il a tiré des inductions un peu trop hardies de quelques passages qui se prêtent à une interprétation beaucoup plus naturelle et moins tragique. J'essaierai d'exposer ici le petit nombre de faits bien avérés sur lesquels on peut fonder un jugement. Je présenterai en la discutant l'opinion à laquelle M. Prescott paraît donner la préférence, et le lecteur décidera.

Les poètes et les romanciers se sont tellement exercés sur le personnage de don Carlos, qu'ils ont à peu près complètement fait oublier les témoignages des contemporains sur le caractère de ce prince. Il importe de les rappeler, et d'abord je citerai Brantôme, observateur toujours curieux et d'ordinaire exact, témoin désintéressé, et trop avide de scandale pour nous cacher les découvertes qu'il

aura pu faire en ce genre. Il séjourna quelque temps à la cour d'Espagne en 1564, c'est-à-dire un peu plus de trois ans avant la catastrophe que nous aurons à raconter. "Don Carlos, dit-il, étoit fort *nastre*, étrange, et avoit plusieurs humeurs bigarrées." *Nastre* est un mot encore usité dans le Périgord dans le sens de sournois, mauvais garnement. *Les humeurs bigarrées*, c'étoit, je pense, un terme du langage courtoisanesque qu'il n'est pas trop facile de comprendre aujourd'hui; cependant la suite du portrait fait voir que Brantôme croyait que la tête de son altesse étoit un peu dérangée. Les ambassadeurs vénitiens, qui avoient mission, comme on sait, d'étudier le caractère des princes et d'en entretenir le conseil de la république, écrivoient à leur gouvernement qu'il annonçoit une cruauté précoce, et entre autres preuves qu'un de ses amusements étoit de faire rôtir des lièvres tout vivants. Ce trait de gentillesse n'annonce pas des dispositions pour abolir les autodafés. De bonne heure il avoit été tourmenté par la bile. Il avoit de fréquents accès de fièvre. Sa croissance avoit été arrêtée, et peu de personnes croyoient qu'il pût arriver à l'âge d'homme. Le duc d'Onate possède un portrait de don Carlos peint par Sancho Coello ou dans son école. Au point de vue de l'art, c'est un ouvrage médiocre, mais il est évident qu'il a été fait d'après nature, et il est permis de le croire ressemblant, à la façon dont il est étudié. A vrai dire, le principal défaut, c'est l'exécution trop minutieuse de toutes les parties, et la vérité des accessoires est une présomption en faveur de la ressemblance du personnage. Ce qui frappe d'abord, c'est la triste tournure du modèle, ses épaules voûtées, sa tête penchée en avant et son expression mélancolique.

colique. Le teint est pâle, les yeux morts, toute l'habitude du corps dénote un être maladif. Strada dit qu'il avait une épaule plus haute que l'autre et qu'il boitait, *humero elatior et tibia altera longiore erat*. Pour surcroît, à l'âge de seize ans, il tomba sur la tête en trébuchant dans un escalier, et il fallut le trépaner, opération toujours assez délicate, et qui l'était encore plus pour les chirurgiens de ce temps. Il fut longtemps entre la vie et la mort, jusqu'à ce qu'on s'avisât de lui apporter des reliques d'un frère Diego, mort un siècle auparavant en odeur de sainteté. C'est ce moine qu'on voit aujourd'hui au musée du Louvre, peint par Murillo au moment où il est soulevé de terre par la ferveur de sa prière, tandis que des anges font la cuisine à sa place, car il était le cuisinier de son couvent. Le saint apparut la nuit au malade et lui annonça sa guérison. Par jalousie de métier, le médecin du prince prétendit s'en attribuer l'honneur, mais on ne l'écouta guère. Fray Diego pour ce fait fut canonisé. Malheureusement don Carlos n'en devint pas plus sage. " Il aimoit fort à ribler le pavé, dit Brantôme, et faire querelles à coups d'épée, fust de jour, fust de nuit, car il avoit avecque luy dix ou douze enfans d'honneur des plus grandes maisons d'Espagne, les uns les forçant d'aller avecque luy et en faire de mesme, d'autres y allans d'eux-mêmes de très-bon cœur... Quand il alloit par les rues quelque belle dame, et fust-elle des plus grandes du pays, il la prenoit et la baisoit par force devant tout le monde. Il l'appelloit bagasse, chienne, et force autres injures leur disoit-il... " Je suis obligé d'abrégier la citation. Les querelles à coups d'épée dans la rue étaient alors fort communes en Espagne, et les comédies de Lope de Vega et de Calderon en font

foi. De mon temps, en Andalousie, les jeunes gens qui donnaient des sérénades la nuit interdisaient l'entrée de la rue où demeurait leur maîtresse, et rossaient les téméraires qui osaient vouloir rentrer chez eux malgré la consigne. Quant aux autres divertissements de son altesse, ils devaient sembler fort étranges, car le respect pour les femmes fut de tout temps un des traits du caractère castillan. Brantôme et Cabrera content bien d'autres gentilleses de don Carlos. Un jour, mécontent de son cordonnier, qui lui avait fait des bottes trop étroites, il les lui fit manger, coupées en morceaux et fricassées. Le prince aimait les bottes larges, non du pied, car on ne dit pas qu'il eût des cors, mais la mode était aux bottes à tiges en forme d'entonnoir, et de plus il avait coutume de cacher dans les siennes une paire de pistolets, mauvaise habitude pour un homme si colérique.

Une fois il rossa son gouverneur, une autre fois il voulut jeter par la fenêtre son chambellan. Mécontent du cardinal Espinosa, président du conseil de Castille, qui venait de chasser de Madrid un acteur qu'il aimait, il prit au collet son éminence, et la main sur la poignée de sa dague : " Faquin, dit-il, vous osez vous en prendre à moi ? Par la vie de mon père, je vais vous tuer ! " Ses brutalités, ses polissonneries à la rigueur pourraient passer pour jeux de prince, j'entends de prince élevé comme pouvait l'être un fils de Philippe II, systématiquement entouré d'imbéciles ou de coquins subalternes intéressés à le corrompre. Don Carlos avait une vertu qu'il ne tenait pas de son père. Il était fort généreux. Il disait : " Qui est-ce qui donnera, si un prince ne donne pas ? " Malheureusement ses bienfaits tom-

baient le plus souvent sur les compagnons de ses débauches.

Au milieu de la vie dissolue qu'il menait, il avait des velléités de se mêler des affaires publiques et s'irritait que son père ne l'admît pas à ses conseils. Tout prouve que Philippe II ne fit aucun effort sérieux pour le corriger; seulement il lui laissait voir clairement l'aversion que lui inspirait sa conduite. Il l'éloignait de lui et l'entourait d'espions. Enfant, don Carlos avait peur de son père; jeune homme, il le prit en haine. Seul il osait braver le despote tout-puissant, et même se moquer de lui. Brantôme, que je cite toujours, rapporte que don Carlos avait fait relier un gros livre de papier blanc auquel il mit ce titre : *Grands et admirables voyages du roi don Philippe*. Le texte portait : *Allé de Madrid à l'Escorial, — de l'Escorial à Madrid, — de Madrid à Aranjuez, etc.*, " et ainsi de feuillet en feuillet en emplît le livre par telles inscriptions et escritures ridicules, se moquant ainsi du roy son père et de ses voyages et pourmenades qu'il faisoit en ses maisons de plaisance; ce que le roy sceut et en vist le livre, dont il en fußt fort aigri contre luy. " Cette méchante plaisanterie du petit-fils de Charles-Quint aurait été bien plus dangereuse, s'il avait eu réellement du goût et de l'aptitude pour les affaires. Malheureusement il pensait, comme le gentilhomme de Molière, qu'un prince sait tout sans avoir rien appris. Il voulait jouer un rôle, avoir une cour, et probablement il se figurait qu'il aurait alors de meilleures occasions de rosser les gens et de les insulter. Au moment où la nécessité de remplacer l'infante Marguerite comme gouvernante des Pays-Bas fut bien reconnue, don Carlos crut que ce gouvernement était son fait.

On ne sait s'il le demanda à son père; mais lorsqu'il apprit la nomination du duc d'Albe, il s'emporta, défendit au duc d'accepter, et, selon son habitude, le menaça de le tuer. De fait, il le désarma et le tint en respect jusqu'à ce que le prince, voyant qu'il n'était pas le plus fort, alla cacher son désespoir et sa fureur dans son appartement. C'est peu de jours après cette scène de violence que don Carlos fut arrêté. Malheureusement à partir de ce moment les témoignages contemporains deviennent plus rares et plus obscurs.

Un des plus curieux, sinon des plus vraisemblables, vient d'un valet de chambre du prince qui a écrit la relation manuscrite des faits dont il prétend avoir été le témoin. M. Prescott en a obtenu une copie, et paraît en faire cas. On ignore le nom de l'auteur, par conséquent on ne peut guère apprécier sa véracité; mais en beaucoup de points il se montre aussi bien renseigné que les ministres étrangers qui ont pris le plus de soin pour approfondir cette ténébreuse affaire. C'est une présomption en faveur de son exactitude. On ne peut douter d'ailleurs, d'après certains détails, qu'il n'ait vécu à la cour, à portée de voir et d'apprendre beaucoup de choses inconnues au public.

Selon cette relation, don Carlos, aux approches de la Noël de l'année 1567, paraissait en proie à une agitation extraordinaire. Il dit et répéta devant ses gens qu'il voulait tuer un homme avec lequel il avait querelle. Il tint le même propos devant son oncle don Juan d'Autriche, qu'il aimait et respectait plus que personne à la cour. Le 28 décembre, toute la famille royale, selon l'usage, devait communier publiquement. La veille, don Carlos, allant se

confesser, ne fit point de difficulté de révéler à l'ecclésiastique qu'il avait choisi son désir et son intention de commettre un meurtre. Epouvanté de cet aveu, le confesseur lui refusa l'absolution. Don Carlos, plus surpris qu'irrité, essaya de trouver des prêtres moins sévères, et ayant réuni en consultation jusqu'à seize moines, casuïstes renommés, il leur demanda s'il ne pouvait pas recevoir l'absolution et communier avant d'expédier son ennemi. Tous répondirent avec fermeté qu'il n'y avait pas d'absolution pour lui tant qu'il entretiendrait de semblables pensées. Alors le prince se rabattit à demander qu'on voulût bien lui donner à la communion une hostie non consacrée, afin d'éviter le scandale que le refus de communion ne manquerait pas d'occasionner. Un des casuïstes, persuadé qu'il avait affaire à un maniaque, et jugeant qu'il était important de savoir à qui le prince en voulait, lui fit entendre que, pour se prononcer, les docteurs avaient absolument besoin de savoir quel était cet ennemi si détesté dont il voulait se défaire, à quoi don Carlos, sans la moindre hésitation, répondit : " C'est mon père. " Aussitôt, on avertit le roi, qui se trouvait alors à l'Escurial.

Telle est la version du valet de chambre. Nous remarquerons d'abord qu'il a pu entendre les menaces de mort proférées par le prince, mais qu'il n'a pas assisté à la consultation des docteurs. Toute cette partie de son récit, outre l'étrangeté, se concilie difficilement avec les dates. La scène de la consultation aurait eu lieu avant le 28 décembre 1567. Don Carlos ne fut arrêté que le 18 janvier 1568. Quelque temporisateur que fût Philippe II, on a peine à croire qu'il ait attendu si longtemps pour prendre un parti

à l'égard d'un homme qu'il avait tout lieu de craindre, et qui portait des pistolets dans ses bottes.

Poursuivons. L'auteur de la relation déjà citée ajoute, et cette fois le fait est confirmé par la correspondance du nonce apostolique, que le 17 janvier don Carlos envoya commander pour le lendemain huit chevaux au directeur des postes. Celui-ci se hâta de répondre qu'il n'en avait pas, et fit aussitôt prévenir le roi, après avoir par provision envoyé loin de Madrid tous les chevaux qu'il avait. Philippe savait déjà, du moins en partie, les projets de son fils, car, " depuis quelques jours, écrivait le nonce, ce très religieux monarque faisait dire des prières dans plusieurs monastères pour que le ciel l'inspirât dans une affaire de la dernière gravité ". S'il faut en croire le valet de chambre, don Juan d'Autriche, de son côté, aurait prévenu le roi que don Carlos était parvenu à emprunter une somme considérable, 150.000 ducats (?), et lui avait proposé à lui, don Juan, de l'accompagner dans sa fuite. Le 18 janvier, don Juan étant allé voir le prince, celui-ci l'avait accusé de trahison, aurait mis l'épée à la main, et don Juan aurait été obligé de se défendre et d'appeler les gens pour prévenir un duel entre oncle et neveu. Cette scène est rapportée par d'autres contemporains avec quelques variantes, et n'est pas absolument improbable.

Don Carlos, toute la cour le savait, avait fait une espèce d'arsenal de sa chambre à coucher. Notons en passant cette manie de s'entourer d'armes, si fréquente chez les personnes dont la raison est altérée. La porte de cette chambre à coucher était munie de verrous formidables, et le prince y avait fait adapter un mécanisme qui lui permettait, en tirant un cordon de son lit, d'ouvrir lui-même sa porte aux gens.

qu'il voulait recevoir. Ces précautions, et surtout les armes, inquiétaient fort le roi. On commença par déranger le mécanisme des verrous sans que le prince s'en aperçût. Le 18 janvier, au milieu de la nuit, le valet de chambre susdit, étant de service en dehors de la chambre à coucher du prince, vit arriver le roi, revêtu d'une armure et ayant un casque sur la tête. Il était accompagné du duc de Féria, son capitaine des gardes, de quatre ou cinq gentilshommes, et d'une douzaine de soldats. Don Carlos dormait profondément, et la porte fut ouverte sans bruit. Le duc de Féria, entrant le premier sur la pointe du pied, se saisit d'abord d'une épée et d'un poignard placés au chevet du lit, puis d'une arquebuse chargée à balle, déposée un peu plus loin, mais à portée du dormeur. En ce moment, le prince s'éveillant demanda : " Qui va là ? " Le duc répondit : " Le Conseil d'Etat. " Aussitôt le prince saute à bas du lit et cherche ses armes, mais déjà les soldats s'en étaient emparés. Le roi, qui attendait ce moment pour entrer, se présenta alors, et lui intima l'ordre de se recoucher et de se tenir tranquille. " Que me voulez-vous ? demanda le prince. — Vous l'apprendrez bientôt, " répondit le roi, qui fit aussitôt fermer et cadénasser portes et fenêtres. En même temps il faisait enlever une cassette remplie de papiers et tous les meubles qui auraient pu servir d'armes ; on emporta jusqu'aux chenets. En se retirant, le roi dit au duc de Féria qu'il lui confiait la garde du prisonnier, dont il aurait à répondre sur sa tête. " Vous feriez mieux de me tuer tout de suite ! criait don Carlos. Si vous ne me tuez pas, je me tuerai moi-même. — Vous n'en ferez rien, dit le roi ; ce serait l'action d'un fou. — Je ne suis pas fou ; mais vous me

traitez si mal que vous me réduirez au désespoir! ” La voix du prince était à demi étouffée par les sanglots. Il demeura étendu sur son lit, versant un torrent de larmes. Le lendemain, le roi réunit son conseil et fit instruire le procès du prisonnier. La séance dura, dit le valet de chambre, depuis une heure de l’après-midi jusqu’à neuf heures du soir, et le procès-verbal ou le dossier formait un cahier épais d’un demi-pied.

Que croire dans tout cela? Le récit de l’arrestation paraît authentique; il est confirmé par les rapports des ministres étrangers, et une scène qui avait quinze ou vingt témoins n’a pu être cachée au public. Quant au procès, il est également incontestable que, le lendemain de l’arrestation de don Carlos, le Conseil d’Etat, ou plutôt une commission spéciale nommée par le roi, délibéra sur l’affaire par son ordre, et sous sa présidence; mais s’agit-il d’un procès, ou d’une enquête? Don Carlos, arrêté par son père, fut-il représenté comme un conspirateur ou comme un maniaque? Parmi les membres de la commission, je ne trouve pas de médecin; mais le médecin du prince a pu être appelé comme témoin, ou, ce qui est plus dans les usages du temps, on a pu lui demander son opinion par écrit. D’ailleurs, et le fait est remarquable, dans les communications diplomatiques faites par Philippe aux cours étrangères, on ne dit pas que le prince soit devenu fou. Le roi annonce seulement que, pour *s’acquitter de ses devoirs envers Dieu et l’État*, il est contraint de tenir son fils en captivité. “ Cette résolution, écrit-il à la reine de Portugal, sa tante, n’a pas été provoquée par une faute de mon fils, ni un manque de respect de sa part. Ce n’est pas un châtement qui lui soit infligé, car

bien que ce châtement ne fût que trop mérité, il aurait son temps et sa limite. Je n'espère pas que cela lui serve de leçon pour se corriger. Cette affaire a une autre cause et une autre raison. Le remède ne consiste pas dans le temps et les expédients." Si Philippe a cherché à être obscur, convenons qu'il y a bien réussi. Pour moi, il me semble que ces phrases entortillées ne dénotent autre chose que la difficulté qu'éprouve un roi si orgueilleux à dire simplement que son fils et son héritier présomptif est fou, et qu'il n'espère pas de guérison.

M. Prescott interprète d'une tout autre manière ce langage mystérieux. A son sentiment il y a dans le fait de don Carlos autre chose que de la folie, car s'il eût été fou, pourquoi lui eût-on fait son procès? Pourquoi une commission spéciale aurait-elle été chargée de le juger? — Elle se composait du cardinal Espinosa, le même que don Carlos avait menacé de son poignard, du prince d'Eboli et de Briviesca de Muntañones. Rien n'indique que le prince ait eu un défenseur choisi par lui ou nommé d'office. Il ne fut même pas interrogé comme il semble, et la procédure demeura absolument secrète. Le prince mort, toutes les pièces furent remises au roi, qui les envoya aux archives de Simancas, selon son habitude. On dit qu'elles ne s'y trouvent plus, qu'en 1828 le roi Ferdinand VII, ayant eu la curiosité de les examiner, les fit venir à Madrid, et que là elles ont disparu. Malgré l'opinion de beaucoup d'Espagnols lettrés, je doute un peu de ce fait, et surtout que le roi Ferdinand, qui n'avait pas d'intérêt dynastique à cacher la vérité, n'ait révélé à personne la solution d'un problème historique qui n'était pas compromettante pour sa maison. D'ail-

leurs le roi était incapable sans doute de lire des écritures du xvi^e siècle, et son premier soin eût été de s'adresser à quelque membre de l'*Académie de l'Histoire* pour se faire faire une traduction du grimoire de Simancas. Comment ne saurait-on pas quel fut ce traducteur? Comment n'aurait-il pas dit quelque chose de son travail?

Quoi qu'il en soit, et pour revenir au chef d'accusation, M. Prescott tire une induction conforme à sa manière de voir d'une lettre écrite par le nonce du pape à la suite d'une conversation qu'il avait eue avec le cardinal Espinosa le 24 janvier 1568, c'est-à-dire six jours après l'arrestation de don Carlos. " Serait-il vrai, comme on le dit partout, demanda le nonce, que le prince ait voulu attenter aux jours de sa majesté? — Ce ne serait rien, répondit le cardinal, s'il ne s'agissait que d'un danger personnel pour sa majesté, car il serait facile de la bien garder; mais c'est bien pire, — s'il peut y avoir quelque chose de pire. Depuis deux ans, le roi y cherche un remède en le voyant prendre la mauvaise voie; mais il n'a pu l'arrêter ni morigéner cette cervelle, tellement qu'il en a fallu venir à ce que vous voyez. " Selon M. Prescott, cette confidence du cardinal ne peut s'entendre que d'une accusation d'hérésie. Pour deux hommes d'église en effet, c'est le seul crime qu'on puisse appeler pire que le parricide. De fait, le nonce lui-même et le ministre de Toscane interprétèrent dans ce sens les paroles du cardinal. C'est une présomption grave sans doute que les deux ministres aient entendu de la même manière les paroles du cardinal, mais ce n'est pas une preuve qu'ils les aient bien comprises. Il a évidemment évité de prononcer le mot propre, et son langage ne convient

pas moins au cas de démence qu'à celui d'hérésie.

Le fait d'un procès intenté au prince, qui est pour M. Prescott un argument sans réplique, ne me semble pas plus convaincant que les paroles à double sens du cardinal Espinosa. Et d'abord n'attachera-t-on pas trop d'importance au mot *procès*? Ne serait-il pas plus exact de dire qu'une commission fût chargée de *procéder* à l'égard du prince? En effet, personne ne peut dire si elle eut à juger un crime, ou bien à statuer sur l'état mental du prince, ou enfin à suggérer au roi les mesures à prendre pour changer l'ordre d'hérédité, supposé que le prince fût reconnu indigne ou incapable de monter sur le trône. J'irais plus loin, et je dirai qu'il est impossible que la commission ait eu à délibérer sur autre chose que les deux dernières hypothèses que j'ai proposées. En effet, si don Carlos eût conspiré contre son père ou contre la religion catholique, il aurait eu quelque complice qui eût été assurément pendu ou brûlé, ou à toute force dépêché en secret comme Montigny. Or on ne parle d'aucune exécution, d'aucune sentence, d'aucune arrestation décrétée contre un serviteur ou un ami du prince. Je m'étonne que cette remarque ait échappé à M. Prescott; il devrait savoir qu'un prince ne conspire jamais seul. On se rappelle que la veille de son arrestation don Carlos avait commandé huit chevaux de poste. A coup sûr, ce n'était pas pour lui seul. En 1568, il est plus que douteux qu'on pût aller de Madrid à la frontière en carrosse; il s'agit donc de chevaux de selle, et en tenant compte des postillons qui devaient ramener les chevaux, la suite du prince devait être au moins composée de trois ou quatre personnes. D'où vient qu'aucune de ces personnes n'ait été recherchée ou

punie? Une seule explication se présente, c'est que le plan d'évasion appartenait tout entier au prince, et que les gens qu'il devait emmener furent les premiers à prévenir le roi.

Je ne nie pas que les discours d'un jeune homme qui parlait à tout propos de poignarder ceux qui lui déplaisaient n'eussent pu fournir matière à une accusation d'hérésie. Il serait fort extraordinaire qu'un étourdi si mal élevé et si colérique n'eût pas laissé échapper quelque boutade irréligieuse, ne fût-ce que pour se plaindre lorsqu'un devoir pieux l'obligeait à renoncer à une partie de plaisir; mais que de propos délibéré il fût hérétique, c'est ce que je ne saurais croire. Où aurait-il trouvé un convertisseur? où se serait-il procuré un livre? Voudra-t-on qu'une tête si faible ait médité sur les Ecritures et en ait tiré des conclusions hétérodoxes? Rien de tout cela n'eût été possible, dans le palais du roi d'Espagne, à Madrid, en 1568, et surtout de la part d'un jeune fou qui passe ses nuits à *ribler le pavé*. M. Prescott le reconnaît lui-même; seulement il explique ce qu'il faut entendre par l'hérésie de don Carlos. Il admet, et fort gratuitement, que don Carlos, sans communications avec les chefs des confédérés flamands, ait laissé voir un intérêt singulier pour les libertés des Provinces-Unies, dont la cause, aux yeux de Philippe et de ses ministres, aurait été identifiée (toujours selon M. Prescott) avec le triomphe des doctrines luthériennes. A ce compte, les menaces faites au duc d'Albe s'expliqueraient par la sympathie du prince pour les mécontents de Flandre; mais convenons d'abord que, sauf sa réputation de bon catholique¹ et de soldat inflexible, le duc d'Albe n'avait donné à personne de motif pour deviner de quelle manière il entendait

gouverner les Pays-Bas. Puis quelle apparence y a-t-il qu'un jeune homme élevé à la cour d'Espagne, dans l'oisiveté la plus crapuleuse, ait pris un si grand intérêt à la cause d'un petit peuple dont il n'avait jamais entendu parler que comme de sujets assez turbulents et indociles? M. Prescott, avec son excellente critique, a fait justice de ces correspondances ridicules que, longtemps après l'événement, quelques écrivains ont supposées entre don Carlos et les chefs des luthériens. Que par dépit contre son père ou contre le duc d'Albe, par pique d'amour-propre lorsque ses prétentions au gouvernement des Pays-Bas furent repoussées, il ait tenu quelque propos séditieux, cela est aussi possible qu'un propos hérétique et tout aussi peu concluant. Ce qui est le mieux établi, c'est qu'il aurait laissé échapper des menaces violentes contre son père, et qu'il se préparait à faire quelque mauvais coup. Tout bien considéré, don Carlos me paraît avoir été un maniaque dangereux, et on en a renfermé sur des présomptions moins graves.

Mais avec l'arrestation le mystère ne cesse point. Le prince mourut le 14 juillet 1568, plus de cinq mois après avoir été privé de sa liberté. Sa mort fut-elle naturelle? — Llorente, sur la foi d'un manuscrit dont seul il a eu communication et dont il n'a pas même indiqué l'origine, raconte que le 9 juillet la commission chargée de juger le prince fit son rapport au roi. Elle avait trouvé l'accusé coupable de haute trahison au premier et au second chef: 1^o pour avoir conspiré la mort de son père; 2^o pour avoir tenté de s'emparer de la souveraineté des Pays-Bas. En rappelant que ces deux crimes entraînaient la peine de mort, la commission s'en

référait à sa majesté pour décider si cette peine pouvait être appliquée à l'héritier présomptif. Remarquons en passant que Llorente, qui avait été secrétaire de l'inquisition, ne dit pas un mot d'hérésie, sachant fort bien que, dans une commission instituée pour juger un crime de cette nature, un laïque n'aurait pu siéger. Le prince d'Eboli en faisait partie; quant à Briviesca, je n'ose affirmer qu'il ne fût pas ecclésiastique. — Le roi aurait répondu à la commission que la loi était faite pour tous, mais qu'il y avait moyen peut-être d'éviter le scandale d'une exécution. La santé du prince était très dérangée; qu'on lui permît de suivre son mauvais régime, il mourrait infailliblement et vite. Seulement il fallait s'arranger pour qu'il eût le temps de se reconnaître et de sauver son âme. Là-dessus le médecin du prince lui aurait administré un violent purgatif qui aurait produit l'effet désiré.

Je me hâte de dire avec M. Prescott que rien n'est plus suspect que cette version admise par M. Llorente d'après une appréciation qu'il ne nous a donné aucun moyen de contrôler. J'ajouterai que ce récit semble inventé après la mort de don Carlos, afin d'expliquer ce qu'elle a de mystérieux. Des témoignages nombreux et irrécusables vont nous faire voir comment le prince fut traité pendant sa captivité. Le roi dicta lui-même les mesures à prendre, et son ordre est daté du 2 mars, c'est-à-dire plus de quarante jours après son arrestation. Le prince d'Eboli fut chargé de la surveillance générale avec six gentilshommes, dont deux devaient toujours être de garde auprès du prisonnier. Pendant le jour, leurs instructions portaient qu'ils devaient tâcher de distraire le prince par leur conversation; mais il leur était défendu de

parler politique, et surtout des motifs de sa détention. Si le prince les questionnait à cet égard, il leur était enjoint de garder le silence. Nul message ne devait lui être transmis; on devait refuser de se charger de tous ceux qu'il pourrait donner. Les seules personnes admises en sa présence étaient le médecin du roi (*proto-medico*), le confesseur du prince, son barbier et un valet de chambre, ce dernier désigné par le roi parmi ses gardes particuliers (*monteros*). A cette occasion, M. Prescott observe que ce règlement était bien fatigant, et pour le prince d'Eboli, et pour les six seigneurs transformés en geôliers, et il est conduit à soupçonner que dans l'intention de Philippe la captivité de don Carlos ne devait pas durer trop longtemps. La remarque est bien naturelle de la part d'un citoyen des Etats-Unis, où probablement on ne trouverait pas facilement six personnes de bonne compagnie pour monter la garde auprès d'un prisonnier; mais alors et dans une cour ces fonctions ne paraissaient pas fort pénibles. Longtemps après, Louis XIV persuada aux plus grands seigneurs de France qu'ils étaient fort honorés de loger dans les chambres médiocrement meublées et assez mal commodes qu'il leur donnait à Versailles. Tous se félicitaient d'être ainsi à portée de se lever avant le jour pour faire antichambre à l'Œil-de-Bœuf, et assister au lever de sa majesté. Les plus fiers, et le duc de Saint-Simon entre autres, étaient heureux de faire ce métier, qui ne durait pas des mois, mais la vie d'un homme. Que don Carlos fût gardé par des gentilshommes, rien de plus simple, et il n'en faut pas conclure que, pour ne pas abuser de leur patience, le roi voulût abrégér les jours de son fils.

Don Carlos montra d'abord une irritation furieuse, et même essaya, dit-on, de se donner la mort, puis à ces accès de rage succéda une sorte de désespoir stupide. Indifférent pour tout ce qui l'entourait, il refusait de parler; il rejetait les livres de dévotion qu'on lui présentait; il ne voulait admettre ni son confesseur si son médecin. Sa santé déclinait rapidement. Il était miné par une fièvre lente. Le médecin déclara au roi que sa fin était prochaine et inévitable. Alors une idée terrible vint assaillir Philippe II : si, mourant dans le désespoir, son fils allait perdre son âme, il en serait peut-être responsable.

Un père Suarez, autrefois aumônier du prince, passait pour avoir conservé quelque influence sur le désespéré, qui parfois lui avait montré de l'affection. Le roi le pria d'écrire à don Carlos, et la lettre de cet ecclésiastique, datée du 18 mars, est une des pièces qu'on cite à l'appui des hypothèses inventées pour expliquer la catastrophe. M. Prescott, toujours préoccupé de l'accusation d'hérésie, fait ressortir en faveur de son système un des passages de cette lettre; mais j'ai le regret de trouver sa traduction un peu trop libre. On en jugera. Après avoir assez durement déclaré au prisonnier que personne ne s'intéresse à son sort, Suarez ajoute, selon la traduction de M. Prescott : " Que dira le monde en apprenant que vous refusez de vous confesser? et aussi quand il découvrira d'autres *choses terribles dont vous vous êtes rendu coupable*, parmi lesquelles il y en a d'une telle nature, que si elles concernaient tout autre que votre altesse, le saint-office aurait lieu de rechercher si elles sont le fait d'un chrétien ¹ ? " Le texte espagnol porte : " Quand viendront à se

découvrir d'autres choses terribles, si terribles qu'elles mènent à ce que le saint-office aurait beaucoup de sujets, dans un autre que votre altesse, de s'informer s'il est chrétien ou non. " Suarez ne dit pas les *choses terribles dont vous vous êtes rendu coupable* et sa phrase, si l'on en retranche cette addition plus importante qu'elle ne semble au premier abord, s'explique fort naturellement par la tentative de suicide attribuée à don Carlos. Admettons pour un moment avec l'historien américain que don Carlos fût hérétique. Comment, dans ce cas, Suarez chercherait-il à le toucher en lui disant qu'il a commis des actions qui pourraient être recherchées par le saint-office? Un ami de Polyeucte, qui voudrait le ramener à des sentiments païens, n'ira pas lui dire : Savez-vous que vous passez pour chrétien? Evidemment Suarez cherche à le calmer et à le détourner de ses idées de suicide en lui parlant de l'opinion publique. Il le croit si peu hérétique, qu'il lui montre le danger de passer pour tel, s'il ne s'amende pas.

Pour le moment, la lettre de Suarez ne produisit aucun effet. Bien que gardé à vue, don Carlos jouissait en effet d'une étrange liberté. Il se tenait presque nu dans un courant d'air, inondait sa chambre d'eau et s'y promenait nu-pieds. Il faisait bassiner son lit avec de la glace. Après être demeuré plusieurs jours sans manger, il dévorait dans un seul repas un pâté de quatre perdrix avec la croûte, et buvait en un jour dix ou douze litres d'eau glacée. Que penser d'un tel régime suivi au vu et au su du prince d'Eboli et de ses six gentilshommes? Était-il bien nécessaire d'administrer du poison à l'infortuné qui se traitait de la sorte? Aussi le nonce du pape, en envoyant à sa cour les détails qui précèdent, ajou-

tait-il : “ Dans l'impossibilité de se donner la mort par un moyen expéditif, le prince paraît avoir l'intention d'y parvenir non moins sûrement par le régime qu'il suit. ”

Arrivé au dernier degré d'épuisement et averti de sa fin prochaine, don Carlos parut soudainement devenir un autre homme. Il appela lui-même le mépecin et l'aumônier, accomplit avec recueillement ses devoirs de dévotion, et comme la nature de sa maladie ne lui permettait pas de recevoir l'hostie, il l'adora avec humilité, “ montrant tant de contrition et de mépris pour les choses de ce monde, tant d'aspiration vers le ciel, qu'on eût dit que Dieu lui avait réservé le comble de toutes les grâces pour sa dernière heure ¹ ”. Il avait annoncé, par un de ces pressentiments que les malades ont quelquefois, qu'il vivrait jusqu'à la vigile de Saint-Jacques. On lui dit qu'elle arriverait dans quatre jours. “ Encore quatre jours de misère ! ” s'écria-t-il. Il demanda à voir son père, mais le confesseur prit sur lui de dire au roi qu'il valait mieux pour le moribond ne pas le rappeler aux choses de ce monde. Pendant que don Carlos céda à un de ces assoupissements qui précèdent la mort, le roi entra doucement dans sa chambre, et, se cachant derrière le prince d'Eboli, il envoya de loin sa bénédiction à son fils, “ après quoi, dit naïvement son biographe Cabrera, il se retira dans son appartement avec plus de chagrin au cœur et moins de souci en tête. ”

Le 24 juillet 1568, un peu après minuit, on dit au prince que la vigile de Saint-Jacques commençait. Sa figure amaigrie s'illumina d'un rayon de joie; il demanda qu'on lui mît dans la main un cierge bénit, et, de l'autre se frappant la poitrine, il exhala son

dernier soupir. “ Nul catholique, écrit le nonce du pape, ne fit une fin plus catholique. ”

Je crois avoir exposé fidèlement tous les témoignages sur lesquels on peut, dans l'absence de documents inconnus ou perdus aujourd'hui, tenter la solution de cette grande énigme historique. De toutes les hypothèses, la plus simple et à mon sentiment la mieux fondée est celle qui fait de don Carlos un maniaque mourant de mort naturelle, si l'on peut appeler ainsi une mort hâtée par la négligence la plus étrange. Il est vrai, et cette remarque appartient à M. Prescott, que les médecins du xvi^e siècle, n'avaient pas les lumières de ceux de notre époque, et que ce qui nous paraît monstrueux aujourd'hui pouvait être admis autrefois par les praticiens les plus célèbres. On traitait alors les fous par le nerf de bœuf, et il ne paraît pas qu'on ait employé cette méthode à l'égard de don Carlos.

Je résume en quelques mots son histoire. L'héritier du plus puissant monarque de l'Europe est un jeune homme maladif, toujours miné par la fièvre, usé prématurément par la débauche, trépané à la suite d'une blessure grave à la tête. Naturellement violent et brutal, il menace de mort les ministres, il tire l'épée à tout propos, laisse voir l'envie de tuer son père, blasphème peut-être contre la religion, loue peut-être des sujets révoltés parce qu'ils sont révoltés contre son père, qu'il déteste. Un jour il veut s'enfuir : on l'arrête, on l'enferme, on le soigne fort mal assurément ; il meurt après cinq mois de détention.

L'enfermer, c'était le seul parti à prendre lorsqu'il montra l'envie de s'enfuir ; mais il avait été solennellement reconnu par les Cortès pour successeur

du roi régnant. Philippe était âgé et d'une santé déjà chancelante. S'il mourait avant son fils, l'Espagne allait tomber aux mains d'un maniaque. Quel allait être le fruit de tant d'efforts pour maintenir la pureté de la foi, pour arrêter les progrès de l'hérésie, dont jusqu'à présent les rois d'Espagne avaient été les adversaires les plus redoutables? Telles devaient être les pensées de Philippe en apprenant les dernières violences de don Carlos. Ses conseils secrets, les prières qu'il fait adresser de toutes parts pour obtenir une inspiration d'en haut, le procès enfin, s'il faut admettre qu'il y ait eu un procès, toutes ces mesures prises avec tant de mystère s'expliquent pour moi par le projet d'exclure juridiquement du trône un prince incapable de gouverner. Le déclarer fou et le mettre en tutelle ne remédiait à rien. Jeanne la Folle avait été reine et aurait peut-être régné, si elle avait eu un moment lucide. La folie est une maladie dont on peut guérir; par conséquent les droits du malade ne sont que suspendus. Evidemment pour Philippe, de même que pour tous ceux qui approchaient le prince, la conviction était que le mal était incurable. Le roi voulut non pas le mettre en tutelle, mais l'éloigner à jamais du trône. Les moyens qu'il employa pour y parvenir, je les ignore; mais voici un fait fort remarquable qui ne permet guère de se méprendre sur le but du procès. Une des premières pièces remises aux commissaires nommés pour juger don Carlos fut une traduction du catalan en espagnol de la procédure dirigée vers le milieu du xv^e siècle par ordre de don Juan II, roi d'Aragon, qui, gouverné par sa femme, voulait donner sa couronne à un enfant du second lit au préjudice du prince de Viana, son fils aîné. Le précédent était assez mal

choisi peut-être, car jamais prince ne fut plus sensé ni plus digne d'être aimé que le fils aîné de Juan II; mais il fallait trouver une apparence de formes légales, et on les prenait où l'on pouvait. Faut-il s'étonner que dans un temps, dans un pays, sous un roi où tous les actes de la politique se faisaient dans l'ombre, on ait apporté tant de mystère au décret qui devait déshériter don Carlos?

Jusqu'à présent je n'ai point parlé d'Elisabeth de France, femme de Philippe II, ni du roman qui fait de don Carlos un rival de son père et de celui-ci un autre Barbebleue empoisonnant son épouse innocente après son fils imprudent. M. Prescott a examiné cette tradition fort peu historique avec le soin minutieux qu'il apporte dans toutes ses recherches et l'attention parfois exagérée qu'il accorde à toutes les opinions. A tout ce lugubre drame il n'a pas trouvé le moindre fondement. Il est vrai qu'il avait été question de marier don Carlos à Elisabeth pour consolider la paix entre l'Espagne et la France; mais comme ce mariage n'aurait pu se conclure immédiatement, Elisabeth n'ayant que quatorze ans et don Carlos quelques mois de moins, les plénipotentiaires français furent les premiers, dit-on, à proposer que Philippe épousât la fille de Henri II. Philippe, qui venait d'essuyer un refus de la part d'Elisabeth d'Angleterre, charmé de lui prouver qu'il ne manquait pas de bons partis, se hâta d'accepter la main de la princesse française. Lorsqu'il l'épousa, elle avait quinze ans, et lui environ trente-deux. Il est très possible qu'en voyant sa charmante belle-mère, don Carlos ait regretté que la diplomatie l'eût trouvé trop jeune pour cimenter l'alliance entre les deux couronnes; mais on a vu qu'il se consola bien

vite. S'il se montra reconnaissant de la bienveillance avec laquelle le traitait Elisabeth, s'il semblait l'excepter seule du mépris qu'il montrait pour les femmes, il est impossible de trouver dans leurs relations la moindre trace d'amour. Elisabeth voulait le retirer de la vie crapuleuse qu'il menait, et son projet était de le marier à sa sœur Marguerite de Valois. C'eût été un assez triste cadeau à lui faire. Ajoutons que M. Prescott a rassemblé les témoignages les plus nombreux et les plus authentiques pour prouver la confiance et l'affection qui, jusqu'au dernier moment, régnèrent entre Philippe et sa femme. J'en citerai un seul exemple, c'est la permission de paraître sans voile, contrairement à l'étiquette espagnole, qu'il avait donnée à Elisabeth¹. La cour de la reine était toute française. Telle était la séduction exercée par cette jeune et belle princesse que l'austère Philippe II lui-même en subissait l'influence. On sait qu'elle mourut en couches quelques mois après don Carlos. Philippe déclara que c'était le coup le plus rigoureux qui l'eût encore frappé.

Au moment où j'achevais cette analyse d'un épisode du grand ouvrage de M. Prescott, un journal m'apprend qu'il vient de mourir subitement à Boston, dans un âge où l'on pouvait espérer de lui de nombreux et utiles travaux. J'ignore s'il a pu terminer la tâche qu'il avait entreprise, et pour laquelle il s'était si consciencieusement préparé. Peu d'historiens ont apporté dans la rédaction de leurs ouvrages de si louables scrupules. Loin de partir d'un système trouvé *à priori* pour y plier les faits qu'il avait à raconter, M. Prescott croyait que rassembler tous les documents existants, les classer, les épurer par une ritique sévère était le premier devoir de l'historien,

et que tous ses efforts devaient tendre à la découverte de la vérité. De même qu'Augustin Thierry, il a surmonté par la force de sa volonté les obstacles, presque invincibles, qui semblaient devoir lui interdire les recherches de l'historien. Il était encore au collège lorsqu'un accident lui fit perdre l'usage d'un œil et affaiblit l'autre au point de lui rendre toute lecture prolongée excessivement pénible et dangereuse. En exerçant sa mémoire, il parvint à lui donner une puissance extraordinaire, et l'on assure qu'il citait au bout de plusieurs années presque textuellement des passages que son secrétaire ne lui avait lus qu'une fois. Sa vie était admirablement réglée. Pour ménager sa vue, il ne lisait jamais plus de deux heures par jour. Il composait en marchant ou en montant à cheval, et dictait ses ouvrages ou bien les écrivait lui-même au moyen d'une machine à l'usage des aveugles. Pas un moment n'était perdu pour l'étude. Esprit juste et droit, il avait horreur du paradoxe. Jamais il ne s'y laissa entraîner, et souvent, pour réfuter les assertions les plus audacieuses, il se condamnait à de longues investigations. Sa critique, à la fois pleine de bon sens et de finesse, ne se trompe jamais sur le choix des documents, et son discernement est aussi remarquable que sa bonne foi. Si l'on peut lui reprocher d'hésiter souvent, même après un long examen, à porter un jugement définitif, il faut reconnaître qu'il n'a rien négligé pour le préparer, et que l'auteur, peut-être trop timide à conclure, laisse toujours son lecteur assez instruit pour n'avoir plus besoin de guide.



Histoire de Jules César

I

Lorsqu'un prince ou un homme d'Etat se fait auteur, c'est ordinairement pour raconter ce qu'il a fait, expliquer sa politique et la défendre devant la postérité.

Le nouvel historien de Jules César nous paraît avoir pris la plume dans une vue plus désintéressée. A notre sentiment, l'étude très sérieuse et très attachante dont nous avons à entretenir les lecteurs du *Journal des Savants* a été une distraction à de graves travaux et non une occasion de parler de politique moderne par voie d'allusions. Ce n'est pas qu'avec un peu de bonne volonté on ne puisse découvrir, dans plusieurs pages de ce livre, des récits ou des appréciations d'événements qui réveillent des souvenirs contemporains; mais il y a bien d'autres ouvrages, à commencer par Hérodote ou les lettres de Cicéron, qui nous feraient penser aux hommes et aux longues agitations de notre époque. Toutes les

révolutions ont leurs points de ressemblance; en effet, partout et toujours les hommes sont les mêmes et, comme dit Machiavel, “ ils sont nés, ils ont vécu, ils sont morts, tous selon une “ même loi de nature.”

“ Donde nasce che infiniti che leggono pigliano piacere di udire quella varietà delli accidenti che in esse si contengono, senza pensare altrimenti d’imitarle, giudicando la imitazione non solo difficile, ma impossibile; come se il cielo, il sole, gli elementi, gli uomini fossero variati di moto, d’ordine, e di potenza, da quello ch’egli erano anticamente. ” (*Dei discorsi, etc.* Prefazione.) Et plus loin : “ Perchè gli uomini, come nella prefazione si disse, nacquero, vissero e morirono sempre con un medesimo ordine. ” (*Dei discorsi, lib. 1, cap. XI.*)

Nos troubles civils ont eu sans doute de grands rapports avec ceux des Romains. Nous avons imité leurs lois, nous parlons une langue dérivée de la leur, leur littérature forme encore la base de notre éducation. Faut-il s’étonner que l’élève ressemble à son maître?

Ces analogies entre des révolutions si éloignées par le temps ont cet avantage qu’elles jettent une vive lumière sur l’étude de l’antiquité. L’histoire moderne nous explique souvent l’histoire ancienne, et celui qui a pris une part active aux événements de son époque comprendra mieux la vie politique d’Athènes ou de Rome que l’érudit qui s’est borné à l’étude des auteurs grecs ou latins. Toutefois, dès qu’on veut pénétrer dans tous les détails d’une civilisation qui n’est plus, on se trouve à chaque instant arrêté par des problèmes difficiles, pour lesquels il faut recourir à l’érudition et à l’archéologie. Ce n’est pas assez de connaître les anciens auteurs et leurs

scholiastes, il faut encore interroger les monuments les inscriptions, les médailles. Nul renseignement n'est à négliger. Et pourtant, quelque approfondies que soient ces recherches, il est bien rare qu'elles dissipent complètement l'obscurité qui enveloppe des âges si éloignés. Le système électoral des Romains par exemple, disons mieux, leurs systèmes, ont été l'objet de nombreuses et savantes dissertations; on a commenté tous les textes de Tite-Live, de Denys d'Halicarnasse, de Cicéron et de tant d'autres; on a exploré tous les recueils épigraphiques, comparé entre elles toutes les variantes des médailles des familles Hostilia, Mussidia, Silia; nombreux sont les témoignages recueillis, et pourtant nous ignorons encore par quel procédé matériel les magistrats étaient élus. Qu'importe? diront ceux que rebutent la longueur et la sécheresse de ces études. Il suffit de connaître les grands résultats. De quelque façon que se tinssent les comices à Rome, nous savons, à n'en pas douter, que la corruption y décidait du vote.

Machiavel et Montesquieu se sont contentés de ces notions générales; souvent même ils se sont médiocrement mis en peine d'en contrôler l'exactitude, du moment qu'ils pouvaient alléguer un témoignage autorisé. L'illustre historien de César n'a pas cru devoir suivre leur exemple. Placé à un point de vue si élevé pour juger un grand politique et un grand homme de guerre, il n'a pas dédaigné des travaux minutieux, du moment qu'ils pouvaient jeter quelque jour sur le sujet de son étude. Pour bien comprendre les révolutions du peuple romain, n'était-il pas nécessaire de s'appliquer à découvrir quels ont été les idées, les besoins, les aspirations d'une société organisée sur des bases si différentes de la nôtre?

Le volume que nous avons sous les yeux prouve l'étendue des recherches entreprises par son auteur. Nous croyons qu'il n'y a pas de texte qui n'ait été consulté, pas de commentaire dont la valeur n'ait été pesée avec un soin scrupuleux. Gardons-nous de penser que de pareilles investigations aient seulement pour résultat de satisfaire la curiosité de l'érudit. Elles ont leur importance lorsqu'il s'agit d'asseoir un jugement sur les actions des hommes de l'antiquité. Prenons un exemple : en 707, César débarque en Afrique avec une poignée de soldats, en présence des nombreuses armées de Juba et de Scipion. Tous ceux qui négligeront de se rendre compte de la différence existant entre la guerre moderne et celle des anciens n'hésiteront pas à taxer le dictateur de témérité. Au contraire, si on a étudié leur tactique et leurs armes, on dira avec l'empereur Napoléon I^{er} que César ne fit point une manœuvre imprudente. Les moyens de défense pour un camp romain étaient très supérieurs aux moyens d'attaque. Retranché au bord de la mer ouverte à ses vaisseaux, César n'avait rien à redouter, et il ne se compromit pas, en effet.

Tout le monde a entendu parler des recherches topographiques entreprises depuis quelques années par les ordres et sous la direction de l'Empereur, pour déterminer les marches, les batailles, les campements de César. Jusqu'alors ces questions avaient été abandonnées aux conjectures des érudits ou des militaires. Les uns, peu soucieux des règles de la stratégie, ne s'en rapportaient qu'aux textes autorisés; les autres voulaient plier les textes à leurs théories militaires; personne, d'ailleurs, ne s'appliquait à découvrir des témoignages matériels pour appuyer

son opinion. Conduites avec méthode, les explorations nouvelles ont donné les résultats les plus satisfaisants. Nous devons à un heureux hasard d'en avoir suivi quelques-unes sur le terrain même, et nous en avons pu apprécier l'importance. Quiconque a vu les fouilles exécutées autour d'Alise et sur le mont Saint-Pierre, près de Compiègne, ne mettra plus en doute l'exactitude des descriptions contenues dans les *Commentaires de César*. La terre partout en révèle la fidélité. Plus d'un érudit s'était demandé si les *Commentaires* avaient été écrits jour par jour et pendant les campagnes mêmes qu'ils racontent, comme la correspondance de Napoléon I^{er} par exemple; ou bien, s'ils avaient été rédigés dans les loisirs du cabinet, plus ou moins longtemps après les événements, comme les mémoires de Frédéric II. Après avoir examiné, les *Commentaires* à la main, les deux localités que nous venons de citer, il nous paraît incontestable que tant de précision dans les détails ne peut s'expliquer que dans l'hypothèse d'un journal tenu pendant la guerre même, ou, tout ou plus, par la possession de documents authentiques, tels que des rapports écrits sur les lieux par les officiers chargés des différents services d'une armée.

Conduit par ce même besoin de tout approfondir, l'auteur de l'*Histoire de J. César* a remonté jusqu'aux premiers âges du peuple romain. En effet, la maladie d'un homme mûr s'explique souvent par la vie qu'il a menée pendant son enfance et sa jeunesse. L'Empereur divise l'histoire de Rome en époques, dont il résume les caractères principaux avec brièveté, avec sagacité, avec un grand bonheur d'expressions. Il s'attache à montrer que, par un singulier privilège, les premiers gouvernements de

Rome ont réuni les conditions les plus propres à favoriser le développement de son énergie, à préparer sa future grandeur, et, selon les paroles mêmes de l'illustre écrivain, " à donner l'imposant spectacle " d'une ville qui devient un peuple, et d'un peuple qui embrasse l'univers " .

Les bornes de cet article ne nous permettent pas de nous arrêter à ce qui n'est, en quelque sorte, qu'une préface à la biographie de César. Nous ne pouvons qu'appeler l'attention du lecteur sur les chapitres consacrés à l'examen de la conquête de l'Italie, et surtout au grand et magnifique tableau du " bassin de la Méditerranée " , cette mer destinée à relier entre elles toutes les parties du monde antique, et à favoriser l'échange des premiers germes de la civilisation. Pour l'élégante précision du style, la fidélité du dessin, la profondeur des aperçus, ce morceau peut être comparé à la fameuse description de l'Italie, qui, dans les *Mémoires de Napoléon I^{er}*, ouvre le récit de ses campagnes de 1796 et 1797. Nous avons hâte d'arriver à l'entrée de César dans l'histoire et au jugement qu'en porte l'Empereur.

De tous les grands hommes de l'antiquité, César est peut-être celui que la postérité a traité le plus sévèrement. Personne sans doute ne s'est avisé de contester son génie, mais on n'a voulu voir en lui qu'un ambitieux sans scrupules et sans conscience, déterminé à plier les hommes sous sa volonté, et ne reculant devant aucun crime pour y parvenir. Montesquieu a résumé toutes les accusations dans une seule phrase célèbre : " Il avait tous les vices et pas un défaut. " Pourtant, si on y regarde de près, il nous semble que tous les crimes de César se réduisent au seul fait d'avoir changé le gouvernement de son pays.

Ce fut le grand reproche de ses contemporains; la postérité l'a reproduit, pour ainsi dire, de confiance. Mais s'est-on donné la peine de rechercher quelles étaient les institutions qu'il a renversées? A-t-on examiné si Rome et le monde y ont gagné ou perdu? Enfin a-t-on essayé d'apprécier la valeur du témoignage porté contre César par ses contemporains?

Nous le croyons avec le nouvel historien de César, et nous-même autrefois, dans quelques essais sur l'histoire romaine, nous avons cherché à le démontrer, on doit appeler d'un arrêt émanant de juges suspects de partialité ou de légèreté. Sans doute César visait à constituer une monarchie. Bien que cette forme de gouvernement ait prévalu chez les nations les plus civilisées aujourd'hui, les modernes se sont trouvés d'accord avec les anciens pour condamner César. A notre avis, ce concert singulier est dû à la facilité avec laquelle, en dépit des différences de temps et de mœurs, se transmettent les opinions les plus étranges au moyen de l'éducation littéraire. Les Romains ont répété la leçon des Grecs, nous répétons la leçon des Romains.

Très probablement l'horreur des Grecs pour le gouvernement monarchique commença avec le grand développement de leur civilisation, c'est-à-dire peu après l'expulsion des chefs qu'ils nommaient tyrans¹. Nous admettrons volontiers que le gouvernement de ces tyrans, dont l'histoire ne nous dit rien, fut, en effet, déplorable, et qu'ils méritèrent leur sort. Libres, les cités grecques formèrent de petites républiques, partout divisées en deux factions, celle des pauvres et celle des riches. Partout, et quelle que fût la faction dominante, la vanité, l'envie, la haine de

toute supériorité, furent les caractères saillants du patriotisme hellénique. Les citoyens d'une ville grecque se disaient et se croyaient descendus d'un dieu, ou tout au moins d'un héros. Ils méprisaient et détestaient les étrangers, c'est-à-dire leurs voisins. Non seulement ils ne les admettaient pas à partager leurs droits de citoyen, mais ils veillaient même à ce que leur propre cité, leur famille divine ou héroïque, ne s'agrandît pas. Si la population augmentait, on en exilait une partie, car, dans l'étroite enceinte d'une acropole antique, la place était trop précieuse pour être partagée. L'esclavage, avec tous les maux qui le suivent, était une condition indispensable à l'existence de ces républiques chétives. En effet, pour gouverner l'Etat, pour le défendre, pour juger, pour administrer, tous les moments, toute la force, toute l'intelligence du citoyen, étaient réclamés par la patrie. Quelle industrie, quel commerce pouvaient exercer des gens obligés de prendre les armes au premier appel, ou de se réunir à l'*agora* dès qu'il plaisait à un de leurs compatriotes de proposer un décret? Travailler n'était pas alors le fait d'un homme libre.

Cet amour de l'autonomie, que l'on confond trop souvent avec l'amour de la liberté, n'excluait pas une certaine ambition nationale. Le Spartiate, l'Athénien, rêvaient l'agrandissement de leur patrie, mais ils se seraient bien gardés de partager leurs privilèges. Ils voulurent avoir des sujets, non des concitoyens; les ilotes de Lacédémone, les alliés d'Athènes, auraient pu dire comment étaient traités les sujets d'une *nation* libre.

Toujours en querelle, les deux factions, aristocratique et démocratique, ne se trouvaient d'accord

que sur un point, c'est à savoir une haine aveugle contre toute supériorité. Aussi l'on s'appliqua à rendre le pouvoir médiocre de fait, et toujours transitoire, quelque bienfaisant, quelque utile qu'il se fût montré. Le mérite fut suspect; on inventa l'ostracisme pour le réprimer, ou l'on s'en remit au hasard pour désigner celui qui commanderait. Avec de semblables institutions, on comprend que l'éloquence devînt le seul moyen de gouvernement, car les Grecs, quoique assez corrompus pour vendre leurs suffrages, étaient trop pauvres pour les acheter. Nulle part l'éloquence ne fut autant cultivée qu'en Grèce; nulle part elle n'atteignit à une si grande hauteur; on sait aussi le peu d'effet qu'elle eut pour assurer son indépendance. Il y eut des orateurs pour conseiller l'expédition de Sicile, pour dénoncer l'ambition de Philippe, mais on ne sut trouver ni généraux ni soldats lorsqu'il fallut combattre.

Il y a des admirateurs très sincères de ces institutions pour répondre que la Grèce leur doit cette multitude de grands hommes utiles à la civilisation qu'elle a produits. Voilà un de ces théorèmes qui, ne pouvant se prouver, ne méritent guère d'être discutés que comme un exercice de rhétorique; mais, le fait fût-il admis, tout le monde reconnaîtra, nous le pensons, que, si la Grèce a donné l'exemple du plus sublime développement de l'esprit humain, il faut aller chercher ailleurs un modèle de gouvernement pour un grand peuple qui veut vivre indépendant, libre et tranquille.

Græcia capta ferum victorem cepit.

Il serait plus exact de dire que, dès avant la conquête romaine, la Grèce initia les Italiotes aux systèmes qui devaient causer sa perte. Le moyen de

résister à tant de génies bien-disants, si habiles dans l'art de persuader? Dès que des relations suivies s'établirent entre Rome et la Grèce, les mœurs romaines, les idées romaines, furent profondément modifiées. Les vertus sauvages de l'ancienne république disparurent, on en eut honte comme de la barbarie. Dans la bonne compagnie de Rome on parla grec autant que latin. Ses matrones écrivirent en grec leurs billets doux, et la littérature romaine ne compta que des traducteurs. En matière de philosophie, de morale et de politique, les opinions grecques furent seules admises, en théorie du moins; car, dans la pratique, le bon sens profond de la race latine, son génie positif et un peu routinier, la préservèrent d'applications trop hasardées. Ces opinions devinrent comme le fondement de l'éducation, et c'est sur elles qu'à notre avis s'appuient la plupart des écrivains qui ont jugé César. Convaincu de *tyrannie*, c'est-à-dire d'avoir introduit un gouvernement monarchique, son cas était irrémédiable. Il fut condamné par tous les littérateurs; on éleva aux nues ses assassins; on leur attribua des motifs sublimes, qui, en réalité, leur avaient été fort étrangers. Il semble que le successeur de César ne mît pas beaucoup de soin à défendre sa mémoire, trouvant peut-être quelque avantage à laisser attaquer le destructeur d'une république que personne ne songeait plus à rétablir.

Cette république, tant regrettée, qui succomba à Pharsale, était depuis longtemps minée à sa base, et n'avait plus conservé que l'ombre des institutions qui avaient fait sa grandeur. Dès que les anciennes rivalités entre les patriciens et les plébéiens eurent cessé de troubler Rome, et que l'égalité eut été proclamée entre les deux ordres, surgit, pour la rem-

placer, la rivalité entre les familles qui se disaient nobles et les hommes nouveaux. On était noble quand on comptait parmi ses ancêtres, patriciens ou plébéiens, des hommes ayant exercé des charges publiques telles que le consulat ou la préture. Les nobles auraient voulu que ces charges fussent réservées à eux seuls, et ils s'appliquaient à en exclure tous ceux qui n'étaient que les fils de leurs propres œuvres. Outre l'honneur qui s'attache partout à un nom célèbre, les nobles (ou les honnêtes gens, *virī boni*¹, comme ils s'appelaient entre eux) possédaient encore une clientèle héréditaire et de grandes fortunes. Les élections, livrées à la corruption ou à la violence, étaient presque toujours dominées par eux; car malheureusement, au contact des Grecs et des Asiatiques, les Romains avaient perdu vite leur farouche probité et leur orgueilleux mépris des jouissances matérielles. “ Les Romains, dit avec “ beaucoup de justesse l'historien de César, avaient “ subi une influence comparable à celle qu'exerça sur “ les Français du xv^e et du xvi^e siècle, l'Italie, alors, “ il est vrai, supérieure en intelligence, mais morale- “ ment pervertie. La séduction du vice est irrésistible, “ lorsqu'elle se présente sous les formes de l'élé- “ gance, de l'esprit et du savoir. Comme à toutes les “ époques de transition, les liens moraux s'étaient “ relâchés; le goût du luxe et l'amour effréné de “ l'argent avaient gagné toutes les classes. ”

Pour satisfaire cette dernière passion, l'industrie et le commerce ne suffisaient pas, et cependant les personnages les plus distingués de la noblesse se livraient à une foule de spéculations dont beaucoup répugneraient maintenant, non seulement au descendant d'une famille aristocratique, mais encore à qui-

conque veut passer pour honnête homme. La plupart des nobles prêtaient à usure; ils tiraient de gros revenus du travail de leurs esclaves. Atticus, l'aimable et doux Atticus, non content d'avoir un grand atelier de librairie, entretenait une école de gladiateurs, qu'il prêtait ou donnait à ses amis, comme M. Jourdain, "pour de l'argent."¹ Caton l'Ancien, et nous remontons avec lui aux beaux temps de la vertu romaine, Caton conseillait à ses collègues, les propriétaires d'esclaves, de séparer les deux sexes avec soin, et de ne permettre leur rapprochement que moyennant finance. "Outre le profit, cette sage mesure les empêche, disait-il, d'efaire des sottises."² Mais c'était par d'autres moyens beaucoup plus rapides que se faisaient les immenses fortunes des derniers temps de la république. Elles étaient le fruit de la conquête et surtout de l'administration des provinces tributaires. Autour d'un proconsul et d'un préteur, il y avait une troupe de fonctionnaires, *cohors*, pillant à l'exemple du maître. Chacun rançonnait selon son rang, d'après une certaine hiérarchie, les malheureux sujets de la république, et la populace de Rome, au retour de ces sangsues, vivait des miettes de leurs rapines.

D'après des lois fort anciennes, la carrière des *honneurs* ou des magistratures publiques était graduée, et on n'arrivait au poste le plus élevé, au consulat, qu'après avoir passé par toutes les charges inférieures. Les candidats débutaient par solliciter la questure, qui donnait entrée au sénat. Puis on tâchait d'obtenir l'édilité, place très recherchée, bien qu'elle entraînaît à des dépenses énormes. Officiellement les édiles étaient chargés de la surveillance des travaux publics, des jeux, de l'entretien des monu-

ments et des routes; mais, au lieu de faire exécuter les travaux avec les fonds fournis par l'Etat, c'était à qui se ruinerait pour faire davantage, en dépassant les crédits. L'un bâtissait un aqueduc de ses deniers, un autre des thermes, un troisième un théâtre. Les jeux publics surtout fournissaient l'occasion de déployer une magnificence extraordinaire et les édiles n'épargnaient rien pour éblouir le peuple par des spectacles nouveaux. Lorsqu'on voit, dans la correspondance de Cicéron, l'insistance de son ami M. Cœlius, pour qu'il lui procure, à tout prix, certaines panthères asiatiques, on comprend par quels moyens se gagnait alors la faveur du peuple. D'ailleurs, tout cet argent, employé à embellir la ville éternelle ou à distraire ses habitants, était en réalité placé à gros intérêts. Un édile qui avait fait paraître dans le cirque des animaux encore inconnus, qui avait ouvert au public des jardins ou des portiques splendides, obtenait d'emblée la préture, puis le consulat. On devine que les provinces qu'il allait gouverner lui payaient au centuple ses avances.

Une si cruelle oppression devait amener la révolte. Pourtant ce ne fut pas dans les provinces sujettes qu'elle éclata d'abord, mais en Italie même, et parmi les peuples alliés. L'esclavage abrutit et rend apathique; les sujets de Rome n'osaient lever la tête. Les alliés, un peu moins maltraités que les provinciaux, excités par le parti populaire à Rome, habitués à combattre avec les légions romaines, avaient encore assez d'énergie pour revendiquer leur liberté complète. D'abord ils réclamèrent le droit de cité romaine; puis irrités par des refus, ils coururent aux armes. La guerre fut courte, mais désastreuse; de part et d'autre, mêmes armes, même discipline, même

courage. Vainqueurs, après deux ans de combats continuels, les Romains comprirent qu'il fallait faire des concessions, et tous les peuples de l'Italie, qu'on nommait alors les *Alliés*, obtinrent ces droits de cité qu'ils réclamaient.

Bien que le nombre des citoyens se trouvât si notablement augmenté, nulle mesure ne fut prise pour modifier le système des élections, qui, établi à une époque où les Romains étaient renfermés dans l'enceinte d'une ville, devenait absurde lorsqu'ils étaient répandus dans toute l'Italie. Les comices durent se tenir à Rome, et seulement à Rome, sans doute parce qu'une vieille superstition refusait à tout autre lieu la sainteté nécessaire pour attirer la protection divine. Ainsi, pour user de leurs nouveaux droits, il fallait que les Italiotes vinsent voter au Champ-de-Mars; il fallait qu'ils acceptassent les candidats de la capitale, car les hommes politiques s'y trouvaient réunis; en sorte que, la plupart du temps, les nouveaux citoyens avaient à donner leurs suffrages à des candidats qui leur étaient inconnus. De là leur renoncement volontaire à un privilège onéreux et difficile à exercer; ou bien, s'ils paraissaient dans les comices, ils y venaient entraînés par quelque prétendant ambitieux, plutôt comme une horde envahissante que comme des citoyens qui remplissaient un devoir envers la patrie. Observons que ce système électoral qui nous paraît aujourd'hui si défectueux, ne fut jamais amendé, bien que, dans les derniers temps de la république, on en reconnût tous les vices. Pourtant on avait vu déjà un essai qui aurait dû frapper les bons esprits. Pendant la guerre sociale, les Italiotes avaient remis l'autorité à un sénat ou à une diète, composés de membres

élus par les différents peuples confédérés. C'est encore aujourd'hui le système suivi dans tous les pays qui possèdent une représentation elective.

A cette guerre sanglante succéda une effroyable anarchie, plus désastreuse peut-être que la guerre elle-même, et l'on peut s'étonner que Rome y ait vécu. Les armées, composées en grande partie d'esclaves affranchis, car les hommes libres avaient été moissonnés, recrutées dans des provinces où la langue latine même n'était pas en usage, couvraient toute la Péninsule et la ravageaient. Les soldats nommaient leurs généraux, en faisaient des consuls, ou les assassinaient quand ils en étaient las. Cependant les Samnites, et d'autres peuples de l'Italie méridionale, refusaient le droit de cité romaine, et voulaient constituer un Etat indépendant. A Rome, la faction populaire dominait; mais, à aucune époque, le peuple n'avait été moins libre ni traité avec plus de mépris. Il n'y avait plus de lois, et on ne reconnaissait d'autre pouvoir que celui du glaive.

Telle était la situation de la république lorsque Sylla revint d'Asie à la tête d'une formidable armée. C'était un patricien imbu de tout l'orgueil et de tous les préjugés de sa caste; mais il avait les qualités d'un grand capitaine, et, toujours servi par la fortune, il avait fini par se croire l'instrument de la Providence. Audacieux jusqu'à la témérité, sans pitié, sans remords, il suivait ses desseins avec une inflexible énergie. Ses inspirations ou ses caprices, il les respectait comme des arrêts de la destinée. Il s'annonça comme le restaurateur de l'ordre et le vengeur des opprimés. De fait, en quelques mois, il mit un terme à l'anarchie ou plutôt la noya dans le sang. Des champs de bataille couverts de cadavres,

des populations entières exterminées ne lui parurent pas un exemple assez terrible pour dégoûter les auteurs de désordres. Il proscrivit 4.700 citoyens, confisqua leurs biens et déclara leurs enfants incapables d'exercer des charges publiques. Le sénat décimé fut renouvelé; le peuple même de Rome, qui manquait après tant de massacres, fut pareillement renouvelé par des esclaves qu'il affranchit en masse et auxquels il donna son nom. Pour faire revivre l'ancienne constitution de la république, ce qui était le but avoué de ses efforts, il anéantit les privilèges des tribuns du peuple, rétablit la prépondérance au sénat, lui confia exclusivement les pouvoirs politiques, judiciaires et administratifs. Après s'être emparé des biens des proscrits, après en avoir gorgé ses créatures, après avoir remplacé les populations du Samnium et de l'Etrurie avec des soldats colonisés par légions entières, il fit des lois contre la brigue, la corruption, les abus de pouvoir des magistrats. Tous ses décrets pour le rétablissement de l'ordre avaient été des actes de violence, et, selon la remarque de l'historien de César, " parmi les actes qualifiés " de crime contre la république par les lois de " Sylla, il n'y en avait pas un dont il ne se fût rendu " coupable. "

En abdiquant la dictature pour user le reste de sa vie dans la débauche, Sylla semblait dégoûté lui-même de son œuvre et douter de sa durée. Il savait qu'on peut arrêter quelque temps un fleuve par une digue, mais qu'on ne parvient pas à le ramener à sa source. Le sénat, trié par lui, composé de ses partisans, souillé du sang des proscrits et enrichi de leurs biens, n'avait ni considération, ni autorité. Il ne représentait qu'une faction exécrée. Le peuple, du

moins la *plebs* de Rome, ramassis d'étrangers et d'esclaves affranchis, sans industrie, sans propriété, ne vivait que des largesses des ambitieux dont il faisait des préteurs et des consuls. Les soldats de quarante-sept légions colonisées en Italie, ennemis du travail, au lieu de labourer les champs que le dictateur leur avait assignés, s'étaient empressés de les vendre et d'en dissiper le prix. Pauvres maintenant, ils revenaient à Rome grossir la populace turbulente, offrant leurs services à qui voudrait les payer. L'armée, profondément démoralisée par plusieurs années de guerre civile, n'avait plus de patrie, ne connaissait que ses généraux et rêvait de nouveaux troubles, de nouvelles proscriptions, de nouvelles distributions de terre. " Ainsi, dit l'historien de " César, tout était frappé de décadence : la force " brutale donnait le pouvoir, et la corruption les " magistratures ; l'empire n'appartenait plus au sénat, " mais aux commandants des armées ; les armées " n'appartenaient plus à la république, mais aux " chefs qui les conduisaient à la victoire. " Pour personne il n'était douteux que tout général heureux pouvait devenir un Sylla, et, pour augmenter les inquiétudes d'un si sombre avenir, on se disait que les Cimbres, détruits par Marius à Vercellae, n'étaient que l'avant-garde de hordes innombrables en marche vers l'Occident, qui pouvaient, au premier jour, s'abattre sur l'Italie.

Était-il possible, par des remèdes ordinaires, de rendre la vie à un corps si profondément gangrené ? La république pouvait-elle reprendre son antique énergie, sans changer radicalement un système de gouvernement dont les vices frappaient tous ceux qui n'étaient pas intéressés à leur conservation ?

En résumé; le pouvoir dominant était la richesse, pouvoir tempéré, en de certaines et rares occasions, par l'éloquence, ou plutôt par l'art d'exciter les masses; car, pour soulever une multitude malheureuse, il n'est besoin ni d'un Démosthène ni d'un Cicéron. Jusqu'alors les modifications qu'avait subies la constitution de la république n'avaient été que de brusques secousses qui faisaient pencher la balance tantôt du côté du sénat, tantôt vers les tribuns du peuple. Le sénat absorbait tout et ne rendait rien. Il avait le pouvoir judiciaire, et les juges étaient prévaricateurs; il administrait les provinces, et ses gouverneurs étaient concussionnaires. Les tribuns faisaient des lois subversives et changeaient la place publique en un champ de bataille. Une aristocratie égoïste et démoralisée, une démagogie factieuse visaient au même but, à s'emparer des richesses de l'Etat et du monde entier. Nul effort n'avait été tenté pour que les citoyens possédassent en fait cette égalité de droits que les lois leur accordaient en théorie, pour que les provinces dépouillées de leur autonomie fussent gouvernées avec justice, pour qu'elles obtinssent même la sécurité. Une centralisation abrutissante pesait sur le monde romain. La capitale même, sans cesse agitée par des factions, en proie à tous les vices, épuisée par la guerre et par tous les genres de corruption, perdait chaque jour de son prestige. Et cependant l'empire acheté par tant de sang était menacé, et la grande invasion des barbares se préparait au fond de l'Orient.

C'est cet état de choses que César a changé en passant le Rubicon à la tête de cinq à six mille hommes. S'il lui suffit d'une légion pour mettre en fuite le sénat, les consuls et Pompée; si l'empire a duré tant

de siècles malgré les invasions des barbares, l'indiscipline des armées, les crimes et les folies des souverains, il faut bien reconnaître que la société était lasse de la république et qu'elle croyait avoir gagné à son renversement.

L'Empereur s'élève, avec raison, contre les écrivains qui, pour se donner le plaisir de déclamer contre l'ambition de César, en ont fait une sorte de prophète instruit des secrets de l'avenir, et poursuivant dès son enfance l'asservissement de sa patrie. Chacune de ses actions, ils l'attribuent à un calcul. Ils le voient semant des pièges sous les pas de ses ennemis, dans lesquels ils ne manquent pas de tomber. Il leur persuade de servir ses desseins, il les compromet, puis les accable dès qu'ils lui deviennent inutiles. Tant de perversité, réunie à une si extraordinaire clairvoyance, dépasse la nature humaine. Sans doute César fut un des hommes les plus admirablement doués pour la guerre et la politique; mais il n'était pas sorcier, car il avait institué parmi ses légataires plusieurs de ses assassins. Il n'était pas non plus un monstre de dissimulation et de duplicité. Si l'on examine de près sa conduite, on s'aperçoit, au contraire, que sa principale force devant ses contemporains fut sa hardiesse et sa constance à poursuivre au grand jour des plans hautement avoués et qui lui avaient été transmis comme une sorte d'héritage par tous les réformateurs malheureux qui l'avaient précédé.

Il avait sur eux de grands avantages, outre celui d'arriver à son temps, et lorsque la coupe allait déborder. A une haute naissance, qui commandait le respect, même à ses ennemis, il joignait l'alliance de sa famille avec Marius. Les Julius avaient depuis

longtemps soutenu les intérêts populaires. Un L. Julius Caesar avait eu la gloire non seulement de vaincre les Alliés, mais encore de les désarmer en leur accordant les droits de cité romaine. La famille Julia avait souvent défendu les intérêts des provinciaux et comptait une nombreuse clientèle parmi les Gaulois transpadans. Le jeune C. Julius Caesar semblait avoir été choisi par Marius lui-même pour diriger son parti lorsqu'il ne serait plus, car, en le créant pontife à l'âge de quatorze ans, il cherchait à entourer d'un sorte d'auréole protectrice une tête menacée par l'impitoyable faction qui avait massacré les Gracques et assassiné M. Livius Drusus.

Ce hasard de naissance et cet héritage de faveur populaire préservèrent César d'un danger auquel échappent difficilement les hommes politiques moins favorisés par la fortune. D'une part, pour arriver à une position élevée, ils ont de grands sacrifices, de pénibles concessions à faire au parti qui les adopte, souvent en les détestant; d'un autre côté, l'habitude de servir une faction, de vivre avec elle, de suivre ses inspirations, ne s'efface jamais, même lorsqu'on arrive à en être reconnu comme le chef. Un homme nouveau surtout, appelé à diriger un vieux parti, craint toujours de perdre son estime et sa faveur. Il manque de confiance en lui-même et finit par prendre son entourage pour l'opinion publique. Un des plus honnêtes hommes de son temps et un des plus sages politiques, Cicéron, nous servira d'exemple. Orateur éloquent et hardi du parti populaire, il parvient à se faire un nom par la voie la plus courte aux hommes nouveaux, en attaquant les abus. Il fait condamner Verrès. Séduit bientôt par le parti oligarchique, Cicéron met à son service sa parole puis-

sante et risque même sa vie pour le défendre. Plus tard, mûri par le malheur, et connaissant l'ingratitude des hommes pour lesquels il a combattu, il voit l'orage prêt à éclater sur la république. Son expérience des hommes ne le trompe pas. " Depuis longtemps Pompée, écrit-il à Atticus, rêve le rôle de Sylla et prépare des tables de proscription : *sullaturit et proscripserit diu* ¹. Les honnêtes gens (*boni*, lisez les gens du parti oligarchique) veulent affamer l'Italie, et rentrer dans Rome avec des soldats étrangers pour tout mettre à feu et à sang. Et pourtant comment puis-je, moi consulaire, me dispenser d'émigrer et de rejoindre ces furieux? " Atticus, homme d'esprit, qui comprenait la faiblesse de Pompée, écrit à Cicéron de demeurer en Italie. Un instant Cicéron adopte ce conseil si prudent : " Tu m'as convaincu, lui répond-il, mais j'ai besoin que d'autres de ma coterie fassent ce que tu me dis de faire : *Tu modo auctoritatem tuam defendito ; adversus me nihil oportet ; sed consciis egeo aliis.* ² "

Voici quelques autres passages qui montrent l'opinion qu'avait Cicéron de ses amis les honnêtes gens :

" Nec vero ille (Pompeius) urbem reliquit, quod eam tueri non posset; nec Italiam, quod ea pelletur; sed hoc a primo cogitavit, omnes terras, omnia maria movere, reges barbaros incitare, gentes feras armatas in Italiam adducere, exercitus conficere maximas. Genus illud Sullani regni jam pridem appetitur, multis qui una sunt cupientibus. "

(*Ad Att.* VIII, XI.)

" In quo (bello) tanta vis sceleris futura est, ut,

“ quum parentes non alere nefarium sit, nostri
 “ principes antiquissimam parentem, patriam,
 “ fame necandam putent. Atque hoc non opinione
 “ timeo sed interfui sermonibus. ”

(*Ad Att.* IX, XI.)

“ Quid enim tu illic Scipionem, quid Faustum,
 “ quid Libonem praetermissurum sceleris putas?...
 “ Quid eas autem, quum vicerint, in cives effecturos? ”

(*Ad Att.* IX, XI.)

Il en parle de même après les avoir quittés pour retourner en Italie :

“ Me discessisse ab amicis numquam poenituit;
 “ tanta erat in illis crudelitas, tanta cum barbaris
 “ gentibus conjunctio, ut non nominatim, sed gene-
 “ ratim proscriptio esset informata : ut jam omnium
 “ judicio constitutum esset, omnium vestrum bona
 “ praedam esse illius victoriae; vestrum plane dico;
 “ nunquam enim de teipso nisi crudelissime cogi-
 “ tatum est. ”

(*Ad Att.* XI, VI, 2.)

Cette peur du qu'en dira-t-on ne pouvait toucher le petit-fils de Vénus, le neveu du vainqueur des Cimbres, le gendre de Cinna. César n'eut jamais de coterie. Il écoutait la grande voix du peuple; il méditait l'histoire de ses devanciers, il proclamait leurs principes, résolu de n'imiter ni leurs fautes ni leurs crimes. “ César, comme me le disait M. Royer-Collard, il y a une vingtaine d'années, était un
 “ homme comme il faut. ”

Passons rapidement en revue ses premiers actes politiques.

Il avait dix-huit ans lorsque Sylla, tout-puissant alors, voulut l'obliger à répudier sa femme, Cornelia, fille du collègue de Marius, L. Cornelius Cinna, César refusa, fut proscrit, et, pendant plusieurs mois, sa vie fut en danger. Dès qu'il peut reparaitre à Rome et aborder la tribune aux harangues, il dénonce les abus de pouvoir et les concussions des magistrats nommés par le dictateur. Il prend en main la cause des Italiotes persécutés, des Gaulois transpadans qui gémissent sous l'oppression des proconsuls. César devait se sentir le génie de la guerre : pourtant il ne veut ni servir sous les généraux de Sylla, ni porter son grand nom et son épée au camp de Sertorius, le dernier des lieutenants de Marius. Par haine de Sylla, Sertorius s'était fait Espagnol ; César voulait rester Romain. "Tout en demeurant fidèle à ses convictions, " dit son illustre historien, il semble, dans les premières années de sa carrière, avoir évité avec soin " de mettre entre ses adversaires et lui cette barrière " infranchissable qui sépare toujours, après le sang " versé, les enfants d'une même patrie. Il avait à " cœur de conserver à ses hautes destinées un passé " pur de toutes violences, afin que, dans l'avenir, " au lieu d'être l'homme d'un parti, il pût rallier à " lui tous les bons citoyens. "

Plus tard, César prend à partie un de ces hommes exécrables tels qu'en créent les révolutions, un certain Rabirius, qui, au milieu d'une orgie, avait exposé sur un plat, aux outrages de ses convives, la tête d'un tribun du peuple, tué dans une émeute¹. L'émeute avait été réprimée militairement, par ordre du sénat, et, à la vérité, César poursuivait moins le

crime d'un assassin vulgaire que la prétention souvent élevée par le sénat de se mettre au-dessus des lois en proclamant la république en danger. Les honnêtes gens, on sait que les partisans de l'oligarchie se donnaient ce nom, jetèrent les hauts cris, et Rabirius eut pour patrons tout ce que Rome renfermait de vieux politiques, consulaires, pontifes, censeurs. Cicéron fut son avocat. Il plaida, comme on dirait aujourd'hui, *les circonstances atténuantes*, rappelant que l'émeute avait été vaincue par l'oncle de César, le grand Marius, le père de la patrie¹, le sauveur de la liberté.

Il cita beaucoup la loi Porcia, qui ne reconnaît que le peuple pour juge lorsqu'il s'agit de la vie d'un Romain², Rabirius fut sauvé par une de ces supercheres légales protégées alors par une sorte de superstition; mais, quelques jours après, Cicéron, oubliant la loi Porcia, faisait étrangler presque furtivement les complices de Catilina. Alors les rôles étaient renversés. Cicéron était devenu accusateur et prêchait d'exemple la toute-puissance du sénat, César prêtait aux accusés le secours de la parole, non pour excuser leur crime, qui était manifeste, mais pour empêcher la violation de la loi Porcia et défendre la plus belle prérogative politique du citoyen romain. Catilina fut accablé; le succès et la vanité tournèrent la tête à Cicéron, qui s'aliéna Pompée; César seul grandit dans cette lutte, où il avait toujours soutenu l'honneur de son drapeau et les principes de son parti.

En s'alliant plus tard avec Pompée et Crassus, démentait-il sa conduite passée? Nullement: car Pompée et Crassus, tous deux lieutenants de Sylla, désertaient leur parti et changeaient de politique. Pompée rendait au tribunal ses anciennes préroga-

tives : il retirait au sénat le pouvoir judiciaire dont ce corps avait honteusement abusé; il décrétait enfin une amnistie en faveur des vaincus de la guerre civile. N'était-ce pas Pompée qui venait à César, soit par amour de la popularité, soit par instinct politique? César avait trop de bon sens et d'esprit pour répudier ses propres principes quand un ancien adversaire les adoptait, et il n'était pas homme à imiter ces méprisables vaniteux toujours prêts à blâmer et à combattre une mesure dont ils ne sont pas les auteurs.

Parvenu au consulat, César continue à proposer ou à soutenir les projets de lois qui, depuis le temps des Gracques, étaient sans cesse écartés par le sénat, et que cependant les citoyens les plus éclairés croyaient alors les seuls propres à remédier aux trois grands maux de cette époque : la dépopulation de l'Italie, la misère croissante de la plèbe urbaine, et l'augmentation des esclaves coïncidant avec la diminution des hommes libres. Le premier cri d'alarme avait été jeté, au commencement du II^e siècle, par Tiberius Gracchus. Il avait proposé ses lois agraires; elles furent repoussées et il périt avec elles. C. Gracchus les avait reproduites, et, comme son frère, était mort à la peine; Drusus et tant d'autres avaient eu le même sort. Plus heureux et plus politique, César, en réduisant la mesure à de justes proportions, réussit à la faire adopter en dépit de tous les efforts, de toutes les subtilités légales et illégales mises en œuvre pour la combattre. Inutile, nous le pensons, de rappeler au lecteur que la loi Julia, de même que toutes les lois agraires, n'avait pas pour but une division nouvelle de la propriété. On ne prenait rien à personne. L'Etat disposait d'un territoire inculte, dont il ne tirait presque aucun revenu, et le partageait entre

des familles pauvres, à la condition qu'elles le cultiveraient. Créer de petits propriétaires, avoir des laboureurs libres, c'était alors le grand problème. Tout le monde convenait de la nécessité d'un sacrifice, mais, dès qu'il était question de partager l'*ager publicus*, le sénat, et avec lui tous les riches de Rome, s'écriaient qu'on allait ruiner la république et lui ôter ses meilleurs revenus. Or l'*ager publicus* était loué à vil prix en général, très souvent par une collusion entre le locataire et l'argent de l'Etat, de sorte que peu de personnes, et seulement celles qui auraient eu le moins besoin de ces terres, en profitaient. Au lieu de les cultiver, les locataires privilégiés y élevaient des troupeaux gardés par des esclaves, ou bien les convertissaient en parcs et en jardins de plaisance. César n'avait pas de peine à prouver que la république pouvait se passer des revenus produits par la portion d'*ager publicus* dont il disposait et, pour justifier de l'esprit vraiment politique dans lequel son projet de loi était conçu, il faisait remarquer que le premier effet serait d'éloigner de Rome une partie de la plèbe urbaine, rendue par la misère turbulente et dangereuse. César était alors le chef du parti populaire, et, s'il eût été un factieux tel que ses ennemis l'ont représenté, il n'eût pas assurément travaillé à se priver du concours d'une multitude à sa dévotion. En pesant avec impartialité les témoignages qui nous restent sur la loi Julia, nous avons lieu de croire la grande opposition du parti oligarchique fondée sur ce seul fait, qu'elle était une loi agraire et qu'elle reproduisait quelques-unes des dispositions présentées par les Gracques. Son titre, plutôt que sa teneur, suffisait à effrayer le sénat. Cicéron la déclare pernicieuse, mais il n'y

voit que la perte d'un revenu pour l'Etat¹. Bibulus, collègue de César dans le consulat, essaya d'en arrêter la discussion à l'aide des subtilités du droit augural. Caton, pour empêcher qu'on allât aux voix, parla toute une journée. Ces misérables moyens d'opposition, qui ont trouvé des admirateurs, furent sans effet. César, qui avait montré la plus parfaite courtoisie à l'égard du sénat, et qui, pendant ces longs débats, avait fait preuve d'une grande patience, porta sa loi à l'assemblée du peuple et la fit adopter. Il n'est peut-être pas inutile de faire remarquer, à cette occasion, la différence entre la conduite de César et celle de Pompée. César, se plaignant de la mauvaise foi, des menaces de ses adversaires, supposant même que la violence serait employée pour empêcher le vote des tribus, et le fait semblait probable, fit appel à Pompée et lui demanda s'il pouvait toujours compter sur son appui. " Assurément, répondit Pompée, et, si l'on tire l'épée, je viendrai à ton aide avec l'épée et le bouclier. " N'est-ce pas là le langage du lieutenant de Sylla, toujours prêt à faire intervenir la force des armes dans une question civile? Tel était cet homme dont on a fait le défenseur de la république et de la liberté.

Nous le répétons, la vraie cause du triomphe de César est sa constance à poursuivre la réalisation d'une idée qu'approuvait la grande majorité des Romains. Il fut un de ces hommes *carrés par la base*, comme disait Napoléon I^{er}, qui marchent vers leur but d'un pas ferme, sans jamais se détourner. Ses adversaires n'avaient que des vues courtes et changeaient de tactique et de principes au jour le jour, selon le besoin du moment. Ils ne représentaient pas en réalité un grand parti, mais une coterie entichée de préjugés,

favorisant tout abus ancien, contraire à toute innovation, car elle prenait l'état de choses qui faisait sa grandeur pour l'équilibre éternel.

Cet aperçu, que nous empruntons à l'illustre auteur de *l'Histoire de César*, nous semble juste et fondé sur les faits. Il explique et justifie la politique de César, du moins jusqu'à la fin de son premier consulat. Nous attendons avec impatience la suite de cette belle étude qui nous promet un second volume au moins aussi intéressant que le premier. Nous avons été frappés par la solidité des jugements portés sur César; nous avouerons pourtant que son historien nous a paru céder parfois à cette séduction irrésistible, particulière aux grands hommes, que César exerça sur ses contemporains et qu'il exerce encore maintenant sur ceux qui lisent sa vie. Peut-être a-t-il un peu d'indulgence pour toutes les actions de son héros. Peut-être va-t-il trop loin en avançant que le bien public fut le grand mobile de César. Nous conservons quelques doutes. Celui qui pleurait à Gade devant la statue d'Alexandre, désolé de n'avoir pas encore un nom aussi grand que le Macédonien, n'eut-il pas un amour passionné de la gloire, la conscience de son génie, une ambition immense? Mais y a-t-il des grands hommes dépourvus d'ambition? Et, pour justifier César, n'est-ce pas assez que son ambition fût inséparable de la grandeur et du bien-être de sa patrie?

II

Ce second volume, dont nous avons à rendre compte, est presque entièrement rempli par le récit de la conquête des Gaules, grande et intéressante époque de notre histoire nationale, où, malgré notre patriotisme gaulois, force nous est d'admirer le génie du vainqueur. S'il est pénible d'avoir été conquis, c'est une consolation de se dire quel homme et quels efforts il a fallu pour soumettre nos ancêtres, divisés entre eux et encore à demi barbares. César ne se vante jamais dans ses prouesses, il avait trop d'esprit pour cela. Il raconte simplement la lutte, longtemps incertaine, qu'il a soutenue; il rend hommage à la valeur de ses adversaires. Il les a vaincus, mais il ne les a pas humiliés. On rapporte que, la dernière année qu'il passa dans la Gaule, uniquement occupé à réparer les désastres de la guerre, il entra dans un temple, probablement à Gergovie, où il trouva sa propre épée suspendue comme un trophée devant

l'image de la divinité du lieu. Quelques mois auparavant, César avait couru risque d'être pris ou tué devant cette ville, et avait dû faire retraite assez vite pour oublier de ramasser ses armes. Ses officiers, en reconnaissant l'épée de leur général, voulurent l'enlever : " Laissez-la, dit César; elle est consacrée à un dieu¹. " Cette anecdote montre qu'il connaissait le peuple auquel il avait à faire. Une année, une seule, lui suffit pour effacer le souvenir de huit sanglantes campagnes, et, lorsqu'il mena ses légions en Italie et en Espagne, non seulement les Gaulois ne se soulevèrent point, mais ils lui fournirent de nombreux auxiliaires, braves et dévoués. C'est avec sa cavalerie gauloise qu'il obligea les lieutenants de Pompée à mettre bas les armes sur les bords de l'Ebre, et qu'il réduisit les Espagnes.

Napoléon I^{er}, dans ses remarquables dictées, se plaint de l'obscurité des *Commentaires* et du peu de renseignements qu'ils fournissent aux militaires qui les étudient. " César, écrivait-il à Sainte-Hélène, " ne dit jamais la force de son armée, ni le lieu où il se " bat. Ses batailles n'ont pas de nom¹" Sans doute nous regrettons que César ne soit pas entré dans plus de détails, mais une partie de l'obscurité que nous déplorons tient peut-être à ce que nous ne connaissons pas assez la langue dans laquelle les *Commentaires* ont été écrits. Il y a dans la nôtre bien des mots que les dictionnaires n'expliquent pas et que tout le monde comprend aujourd'hui. César a écrit pour ses contemporains, qui l'entendaient à demi-mot. Un jour, peut-être, reprochera-t-on à Napoléon d'avoir parlé de bataillons et d'escadrons, sans marquer le nombre d'hommes qui les composaient de son temps. Chaque profession a sa langue qui

lui est propre, et, de la langue militaire des Romains, nous ne savons que ce que César nous apprend. Quant à donner un nom à ses batailles, nous pensons qu'il aurait été souvent embarrassé pour y parvenir. Outre la difficulté de faire accepter par ses compatriotes des mots tirés d'un idiome barbare, peut-être impossibles à figurer en caractères latins, quelques-uns des plus rudes combats qu'il ait soutenus et des plus décisifs ont été livrés dans des lieux éloignés de toute habitation. La défaite des Nerviens, par exemple, eut pour théâtre les bords de la Sambre, entre Hautmont et Neuf-Mesnil, comme l'établit avec toute probabilité l'illustre historien de César, mais ni Hautmont ni Neuf-Mesnil n'existaient alors, et l'on se battit à la lisière d'une immense forêt, où, selon toute apparence, pas un Romain n'avait encore pénétré. Si Napoléon I^{er} avait eu à sa disposition l'ouvrage que nous avons sous les yeux, s'il avait pu consulter les plans détaillés qui l'accompagnent, s'il en avait pu lire les notes instructives, résumé de tant d'études approfondies, il aurait suivi, campagne par campagne, la marche des armées gauloises et romaines, aussi facilement qu'il voyait sur ses cartes d'Allemagne les mouvements de Frédéric II et du maréchal Daun. On a beau avoir lu et relu les récits de César, on aura un nouveau plaisir à les trouver rajeunis en quelque sorte, et complétés par des explications dignes des méditations du politique, du militaire et de l'érudit.

Le charme particulier qu'offre la lecture des *Commentaires* a empêché les contemporains de César de traiter les mêmes sujets. " Ils sont, dit Cicéron, droits " et élégants dans leur nudité dépourvue de toute " parure d'emprunt. " ¹ De là vient que, de son temps,

personne n'a osé les retoucher, et, plus tard, on n'a fait que les copier ou les traduire. Nous sommes donc, nous autres modernes, privés des moyens ordinaires de la critique pour vérifier ses relations. Nul témoignage écrit ne nous est resté, qui puisse être comparé au sien. Mais, à défaut des livres que nous n'avons pas, le nouvel historien de César s'est appliqué à rechercher sur le terrain toutes les traces matérielles que le temps pouvait avoir conservées. Au premier abord on est porté à augurer mal d'une semblable étude, et à n'en attendre que des résultats nuls ou insignifiants. Comment, après vingt siècles, retrouver l'emplacement d'un camp, lorsque les fondations de tant d'immenses édifices ont disparu? Ceux qui ont cherché en vain, à Lyon, les vestiges du grand temple d'Auguste, ceux qui, à Rome, n'ont trouvé, à la place de monuments magnifiques, que des ruines inintelligibles, n'espéreront pas sans doute qu'une terre continuellement labourée conserve le tracé d'une fortification de campagne. L'historien de César a deviné, et l'expérience a prouvé pourtant, qu'un camp romain, c'est-à-dire une enceinte formée par un fossé et un parapet, laisse des marques plus certaines et plus durables qu'une muraille bâtie à chaux et ciment. Partout, le grand destructeur, c'est l'homme. Il abat un palais pour bâtir une chaumière avec les matériaux. Il n'y a pas, dans le midi de la France, d'édifice antique qui ne montre les longs efforts des barbares pour arracher les crampons de métal destinés à relier les pierres entre elles. Nous accusons les barbares, mais ils ont fait moins de mal que les agents de la civilisation, qui détruisent avec suite et méthode. Combien de monuments romains ont servi de carrière à nos

ingénieurs ! Qui retrouvera dans les bastions modernes de Narbonne les édifices antiques qui en ont fourni les pierres ! Qui reconstruira tant de dolmens convertis en macadam ? Dans une fortification de campagne il n'y a rien de bon à prendre, le temps est le seul ennemi qu'elle ait à craindre, et, d'ordinaire, il ne parvient qu'à en changer l'apparence. Il la recouvre d'une sorte de déguisement qu'on apprend bientôt à deviner. Il est fort rare qu'un camp romain ne conserve pas un relief que sa régularité révèle, malgré les moissons ou les bois qui le recouvrent. Qu'on essaye de fouiller le terrain, aussitôt on retrouve le travail des légions. Si on ouvre une tranchée perpendiculaire à la ligne de fortification, quand bien même le parapet aurait été nivelé, le fossé sera toujours reconnaissable. Il est comblé de terre, bien entendu ; le parapet éboulé l'a rempli ; les pluies y ont entraîné maint dépôt successif ; mais ces terres et ces dépôts se distinguent à première vue du sol primitif, par leur couleur et leur stratification. Il suffit de les enlever pour mettre à nu les talus du fossé, si nettement dessinés, qu'on mesure avec la dernière exactitude l'angle sous lequel le *præfectus fabrum* les a fait creuser.

C'est ainsi que, grâce aux explorations ordonnées et dirigées par l'Empereur, on a retrouvé quelques-uns des plus grands travaux de César. On peut voir aujourd'hui, autour d'Alise-Sainte-Reine, ses lignes de circonvallation et contrevallation, tandis qu'il ne reste plus vestige des remparts de pierre que Vercingétorix a défendus¹. Des recherches du même genre ont fixé d'une manière définitive l'emplacement de la ville d'Uxellodunum au Puy-d'Issolu, département du Lot. On sait que la circonstance la

plus remarquable de ce siège et qui détermina la prise de la place, fut une mine conduite par les Romains de manière à détourner la source qui servait à la garnison. La galerie de mine a été découverte, l'année dernière, conservant encore, à l'état de pétrification, les madriers de bois qui ont servi à la blinder. De pareils témoignages, on en conviendra, valent bien les récits de quelque rhéteur grec ou romain qui n'a jamais mis le pied dans la Gaule. Nous n'avons cité que les découvertes les plus remarquables et qui terminent une longue polémique dans laquelle maint érudit a commenté et tourmenté les *Commentaires* de César, tandis que la pioche des terrassiers allait résoudre la question. L'honneur d'avoir été saccagée par César est le noble sujet et l'ambition de plusieurs villes. Il s'en est trouvé trois qui prétendent à être l'Alésia de Vercingétorix, et au moins autant pour Uxellodunum. Il est vrai qu'on en compte neuf qui se sont disputé la gloire d'avoir vu naître Homère; c'était dans le temps qu'on croyait encore à Homère.

César raconte plusieurs sièges mémorables et toujours avec des détails plus circonstanciés qu'il ne fait pour des batailles décisives. Il est évident qu'il compte parmi les opérations militaires les plus considérables, exécutées par ses ordres, le siège d'Avaricum, celui de l'oppidum des Aduatuques, enfin celui d'Alésia. Nous ne parlons pas du plus difficile de tous, peut-être, celui de Marseille, où l'art grec et l'art romain se trouvèrent aux prises. On remarquera encore avec quel soin, nous dirions presque avec quelle complaisance, il décrit les travaux pour la construction d'un pont sur le Rhin. Il semblerait que ce fût non pas un fleuve, mais un peuple qu'il

eût dompté. N'est-il pas extraordinaire qu'il ne cite jamais ses officiers du génie, pour emprunter ce mot à la langue militaire de nos jours? Il avait pourtant un général du génie, un *præfectus fabrum*, et un homme habile dans son art. On connaît son nom, ou plutôt son surnom, mais ce n'est pas César qui nous l'apprend.

C'était ce Mamurra dont Catulle a dit :

*Quis hæc potest videre ? Quis potest pati,
Nisi impudicus et vorax et belluo,
Mamurram habere quod Comata Gallia
Habebat unctum, et ultima Britannia ?*¹

Après Catulle, vient Pline, qui rapporte que Mamurra fut le premier des Romains qui s'avisa de bâtir une maison avec des colonnes et des revêtements en marbres précieux². Ses richesses, il les devait à la libéralité, peut-être à l'indulgence de César. Il lui avait donc rendu des services signalés. L'empereur Napoléon I^{er}, avec sa sagacité ordinaire, fait la remarque suivante sur les travaux exécutés devant Alésia. " César, dit-il, entassa dans ses lignes " toute espèce d'ouvrages, des trous de loups, des " abatis de bois, auxquels les soldats donnèrent des " noms divers. Il paraîtrait donc que ces ouvrages " étaient nouveaux pour eux³ " A qui, demandons-nous, doit revenir le mérite de l'invention? Pendant le siège de Marseille, une tour fut élevée pour dominer le rempart et protéger les approches de l'assiégeant. La construction de cette tour est minutieusement décrite, mais de l'ingénieur pas un mot. Bien plus, d'après le texte de César, on pourrait conclure que les soldats travaillaient sans guide et

comme d'instinct, ce qui assurément est inadmissible. " Les légionnaires, écrit César, s'aperçurent qu'une tour leur serait fort utile pour résister aux sorties de l'assiégé. D'abord ils la firent petite; puis l'expérience, à qui tous les arts doivent leurs progrès, leur apprit qu'il fallait l'élever davantage¹ ". Le moyen de croire que de pareils travaux, que des dispositions si ingénieuses ne fussent pas dirigés par un officier habile et expérimenté? On remarquera que César se plaît à louer ses lieutenants toutes les fois que l'occasion se présente. Il parle dans les termes les plus honorables de P. Sylla, de Trebonius, de D. Brutus, de Labienus même, qui plus tard devint son ennemi acharné. Sur sa parole, on est tenté de prendre Q. Cicéron, le frère de l'orateur, pour un grand général². D'un autre côté, on ne saurait supposer que César ne reconnût de mérite militaire qu'à ceux qui combattaient de la main. Pareille erreur se comprend chez un écrivain du moyen âge, chez Froissart par exemple, ce grand admirateur de beaux coups de lance, qui n'a pas un éloge pour les manœuvres de Duguesclin, lorsqu'il détruisit une armée anglaise sans avoir livré un seul combat. César connaissait la guerre, et il a dit : " Non minus est imperatoris consilio superare, quam gladio³. " Nous ne pouvons nous empêcher de soupçonner que, dans le silence de César au sujet de Mamurra, il y a une sorte de condamnation, et qu'après l'avoir payé de ses services avec une largesse inouïe, après avoir peut-être toléré ses rapines pour mettre à profit ses talents d'ingénieur, il l'a puni en lui refusant sa part de gloire, la seule récompense dont César ne fut jamais prodigue.

En racontant les derniers efforts de la Gaule pour

défendre son indépendance devant Alise et Uxellodunum, l'auteur de la *Vie de César* laisse voir plus d'une fois cette partialité patriotique, cette sympathie si naturelle, qu'après tant de siècles un Français ne peut refuser aux Gaulois; mais le jugement de l'historien sur cette lutte suprême est tiré de considérations de l'ordre le plus élevé: " Tout en honorant
" la mémoire de Vercingétorix, dit-il, il ne nous est
" pas permis de déplorer sa défaite. Admirons l'ar-
" dent et sincère amour de ce chef gaulois pour l'in-
" dépendance de son pays, mais n'oublions pas que
" c'est au triomphe des armées romaines qu'est due
" notre civilisation. Institutions, mœurs, langage,
" tout nous est venu de la conquête. Aussi sommes-
" nous bien plus les fils des vainqueurs que ceux des
" vaincus; car, pendant de longues années, les pre-
" miers ont été nos maîtres pour tout ce qui élève
" l'âme et embellit la vie, et, lorsque enfin l'invasion
" des barbares vint renverser l'ancien édifice romain,
" elle ne put pas en détruire les bases. Ces hordes
" sauvages ne firent que ravager le territoire, sans
" pouvoir anéantir les principes de droit, de justice,
" de liberté, qui, profondément enracinés, sur-
" vécutrent par leur propre vitalité, comme ces mois-
" sons qui, courbées momentanément sous les pas des
" soldats, se relèvent bientôt d'elles-mêmes et repren-
" nent une nouvelle vie. Sur ce terrain ainsi préparé
" par la civilisation romaine, l'idée chrétienne put
" facilement s'implanter et régénérer le monde¹. "

La conquête des Gaules avec ses travaux et ses dangers de tous les jours, les soins d'une immense administration civile et militaire, ne suffisaient pas au génie de César. Au milieu de ses campagnes les plus difficiles, sur les champs de bataille même, il

suivait la lutte des partis à Rome et il ne cessait de diriger ses amis, de maintenir ses alliances, de les fortifier et de les étendre. Son nom, sa pensée, intervenaient dans tous les débats de la curie et du forum, et il y semblait toujours présent et pour ses partisans et pour ses adversaires. Il ne négligeait aucun moyen pour s'attacher les hommes influents de son époque. Tout occupé des préparatifs de son expédition en Bretagne, il trouvait le temps de lire un poème de Cicéron et de lui adresser des compliments et des observations bienveillantes, car il avait reconnu que, pour avoir l'appui du grand orateur, il fallait admirer sa prose et même ses vers¹.

Cette prodigieuse activité de César subjuguant et civilisant les Gaulois, tandis qu'il prenait une part si considérable à tous les événements qui avaient lieu à Rome, rend la tâche de l'historien difficile. Mêler les guerres contre les barbares avec les intrigues du sénat et les débats de la place publique, c'est ôter au récit de la conquête des Gaules et son unité et une partie de son intérêt; c'est amoindrir le mérite du général, que de raconter ses opérations militaires par lambeaux, au lieu d'en marquer l'enchaînement et la savante conduite. Mais, d'un autre côté, n'est-il pas nécessaire de mettre sous les yeux du lecteur ce contraste si remarquable entre le génie de César se développant et grandissant au milieu des obstacles, tandis que l'oligarchie restaurée par Sylla précipite, par ses divisions et ses fautes, la ruine de la République? N'est-il pas aussi curieux qu'instructif de comparer l'indolence de Pompée, si longtemps gâté par la fortune, maintenant endormi au milieu de ses flatteurs, avec ce prodige d'épouvantable vigilance, de vitesse, d'activité, qui bientôt

laissera la Gaule conquise, pour voler en Italie ?² A chaque victoire de César correspond une émeute dans les rues de Rome, ou une crise politique provoquée par de mesquins intérêts; et, tandis qu'il arrête l'inondation des barbares qui menacent l'Occident, d'autres barbares, mais enfants de Rome, ont fait de la capitale du monde une sentine de crimes et de désordres. Le coup d'œil qui embrasse ainsi la Gaule et l'Italie a vu la lutte fatale se préparer. Déjà on en devine l'issue.

Ainsi, dans ce vaste sujet, le double besoin de distinguer et de rapprocher des choses de nature si différente constitue une sorte de problème littéraire dont la solution paraîtra fort embarrassante à tous ceux qui comprennent l'importance de la composition dans un ouvrage historique. Cette difficulté a été heureusement surmontée par l'auteur de la *Vie de César*, et tous les lecteurs lui sauront gré, sans doute, du plan très simple, mais très habile, qu'il a suivi. La première partie et la plus considérable du volume est exclusivement consacrée aux guerres des Gaules. C'est un récit suivi tiré des *Commentaires*, car, ainsi que nous le disions tout à l'heure, nous n'avons pas d'autre guide, mais un récit divisé avec méthode, et accompagné d'explications savantes et substantielles, où les résultats de nombreuses recherches sont présentés avec une concision digne de César. La dernière partie du volume contient le résumé rapide de chaque campagne et des événements qui se passent en même temps à Rome et dans le monde romain, depuis l'an 696 jusqu'en 705, au moment où la guerre civile va éclater. La situation de la République est peinte à grands traits, mais avec précision avec exactitude.

Dix ans de travaux et de gloire ont fait de César l'homme nécessaire. Eloigné des tristes intrigues où s'agitent les continuateurs de l'œuvre ruineuse de Sylla, il est le seul qui ne soit pas usé, le seul qui tienne toujours le même drapeau, le seul qui ait le peuple derrière lui. Cependant le sénat est plus divisé que jamais; la plupart de ses membres, ne songeant qu'à leur fortune privée, briguent des honneurs et des provinces à piller; ils s'allient, s'abandonnent, se trahissent sans pudeur. Tout est à vendre, les consulats comme les arrêts judiciaires. Quelques hypocrites parlent encore des lois, mais personne ne se fait scrupule de les éluder ou de les enfreindre ouvertement. A tous les excès d'une corruption déplorable se joignent les violences. Il n'y a plus d'élection qui ne donne lieu à une émeute, et qui ne soit accompagnée d'incendies et d'assassinats. Jadis, plus d'une fois le sang coula sur la place publique, mais c'était dans la lutte passionnée des deux grands partis ou des deux grandes causes qui se partageaient la nation. Aujourd'hui les citoyens ne se battent guère. Le combat est entre des esclaves, des gladiateurs payés pour le jour des comices; le cri de guerre est le nom d'un homme; autrefois c'était un intérêt public. Il ne s'agit plus de l'autorité du sénat ni des franchises des tribuns. Qui l'emportera dans les comices, Clodius ou Milon? On ne sait des deux qui est le plus mauvais citoyen; on se demande qui a le plus de gladiateurs, et qui les paye le mieux.

Un pareil état de choses ne pouvait pas durer. Sylla avait voulu ramener le peuple romain aux institutions du iv^e siècle de la République, et, après avoir impitoyablement abattu tous ses contradicteurs,

après avoir massacré des peuples entiers, il avait abandonné sa tâche avec dégoût. Ce que Sylla n'avait pu faire, qui aurait osé l'entreprendre? Tout le monde sentait la nécessité d'un grand changement dans les institutions, mais le sénat et les classes élevées étaient trop intéressés aux abus pour les réformer, le peuple trop dégradé et trop abruti peut-être, pour demander autre chose que du pain et des spectacles. Rome absorbait les richesses des provinces au profit d'une caste privilégiée et ne leur donnait en échange ni les bienfaits d'une civilisation supérieure, ni un gouvernement juste et régulier, ni même la sécurité matérielle.

Toutes armes sont bonnes à la haine, et il n'y a sorte d'imputation qui n'ait été inventée contre César pour avoir mis fin à l'anarchie. On a prétendu qu'il était allé en Gaule pour s'y enrichir par le pillage d'une province encore vierge de l'avarice romaine. Suétone dit qu'il ne descendit en Angleterre que pour y chercher des perles¹. Il fait du proconsul une manière de chevalier errant qui parcourt le monde, l'épée au poing, pour rapporter des cadeaux et des curiosités à sa dame. Suétone aurait pu ajouter que César avait passé le Rhin pour procurer à la toilette de Servilie les blondes nattes des Germanes. L'auteur de la *Vie de César* a fait justice des calomnies inventées par les vaincus de Pharsale. Il établit, et, selon nous, en toute vérité, qu'en partant pour les Gaules, et pendant tout le cours de ses campagnes, César ne songeait nullement à se préparer à la guerre civile, et même qu'il fut longtemps à s'y résoudre.

Déjà, dans un précédent article, nous nous sommes élevés contre cette singulière erreur des écrivains qui, jugeant toutes les actions des grands hommes

par les résultats, leur attribuent le don de prescience. Celui qui a la conscience de ses forces et de son génie se préoccupe en général beaucoup plus de tirer parti du présent que de prendre des dispositions pour un avenir éloigné ou incertain. Tel fut sans doute César, si prompt à saisir toute occasion offerte par la fortune. La province des Gaules lui fut conférée comme un poste périlleux, au moment où une formidable invasion des Helvètes insultait les frontières de l'Italie. En outre, pour César, une guerre contre les Gaulois avait quelque chose d'un devoir traditionnel de famille. Dans la maison de son oncle C. Marius¹, où il fut élevé, César dut contempler bien souvent des trophées d'armes étranges, suspendus dans le vestibule selon l'usage du temps². Les premiers récits de guerre qu'il entendit des vétérans de son oncle furent les sanglantes batailles d'*Aqua Sextia* et de *Vercellæ*, où Marius avait défait les Cimbres, que tous les Romains confondaient alors avec les Gaulois. Marius seul avait pu repousser ces barbares si redoutables, toujours prêts à descendre des Alpes et à dévaster l'Italie. Pour le neveu de Marius, les Gaulois furent ce que les Romains avaient été pour le jeune Hannibal, l'objet de ses rêveries de haine, de gloire et d'ambition.

On peut remarquer dans les *Commentaires* une trace curieuse de ce sentiment. César, qui parle si rarement de ses propres impressions, ne peut taire un mouvement de joie lorsqu'il raconte que les premiers barbares qu'il défit furent les Tigurins, peuplade qui jadis avait détruit une armée romaine et tué l'arrière-grand-père de sa femme Calpurnia, L. Calpurnius Pison. " Ainsi, dit-il, César vengea non seulement les injures de la République, mais encore

ses injures privées¹. ” Il entra dans la Gaule avec l'idée qu'il succédait à Marius dans la mission de défendre les frontières romaines, comme il lui avait succédé dans la direction du parti populaire. Il espérait faire mieux encore, et, au lieu de repousser les barbares, il voulait les accabler dans leur propre pays. Une nouvelle carrière s'ouvrait devant lui, pleine de péril et d'aventure. De quelle ardeur devait s'y élancer celui qui pleurait naguère devant la statue d'Alexandre ! Y avait-il place alors dans son esprit pour la pensée de former une armée en Gaule, avec laquelle il reviendrait dicter des lois à Rome, comme avait fait Sylla, ce champion de l'aristocratie, qu'il détestait et qu'il n'eût jamais voulu prendre pour modèle¹ ?

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, qu'en partant pour sa province, où il ne s'attendait à rester que cinq ans, César laissait à Rome des amis et des alliés puissants, sur lesquels il avait le droit de compter, car leurs intérêts étaient intimement liés avec les siens. Il avait enlevé Pompée aux *optimates* du sénat, il venait de lui donner sa fille. La plupart des tribuns du peuple étaient à sa dévotion. Grâce à sa liaison avec Pompée et Crassus, il avait dans le sénat même une majorité considérable. Il pouvait donc, et il devait emporter l'espoir qu'à son retour il retrouverait ses amis aussi attachés qu'auparavant à la cause commune, et il se flattait d'y ajouter un appui nouveau par la gloire qu'il allait acquérir. Tout porte à croire que ses vues ne s'élevaient qu'à faire prévaloir, comme consul, les principes qu'il avait constamment professés depuis son entrée dans la vie politique. Les grandes âmes, à l'instinct qui les pousse aux grandes actions, mêlent toujours ce sentiment profond

qu'elles développent leur force, accroissent leur puissance, et préparent, par là même, le triomphe des causes qu'elles représentent.

Tels étaient, nous le pensons, les projets et les espérances de César, et longtemps toute son énergie tendit à les réaliser. Mais, en même temps, il est impossible que le grand pouvoir d'une armée permanente entre les mains d'un général heureux et aimé n'eût pas frappé un esprit comme le sien. Il se rappelait l'inutilité des efforts tentés par tous les réformateurs qui n'avaient eu d'autre moyen de succès que leur éloquence et la faveur du peuple. Les Gracques, M. Livius Drusus, et bien d'autres, avaient succombé à la peine avant d'avoir accompli leur tâche. Au contraire, Sylla, qui avait dominé tous les partis et constitué l'ordre de choses qui durait encore, Sylla s'était élevé au pouvoir par le prestige de ses victoires et l'avait conservé, grâce à l'appui d'une armée dévouée. Si Pompée, bien inférieur à Sylla, exerçait une autorité incontestée, il la devait sans doute, d'abord à ses succès militaires, puis à cette réunion d'heureux hasards qui lui avait donné, même en pleine paix, le commandement de nombreuses légions. Cette seule considération devait obliger César à rechercher la gloire des armes. A cette époque, il n'y avait pas un homme politique qui ne fît les mêmes réflexions, et, lorsqu'on voit le vieux Crassus solliciter la province de Syrie pour faire la guerre aux Parthes, il faut l'attribuer, non pas à son avarice, comme ont fait la plupart des écrivains, mais au soin de son intérêt politique, ou, si l'on veut, à son ambition. Pour conserver son influence à Rome et pour n'être pas effacé par des associés tels que Pompée et César, il sentait le besoin d'avoir

une armée. Telle était, en effet, la situation de la République, qu'il n'y avait de sécurité que pour qui se faisait craindre.

Les négociations qui précédèrent le passage du Rubicon sont assez mal connues, et on a longtemps disputé sur le point de savoir si César avait le droit de conserver le commandement de sa province et de son armée au commencement de l'année 705. Cicéron trouvait la question obscure¹. Peut-on espérer aujourd'hui d'y porter une lumière nouvelle? Après avoir exposé de la manière la plus claire et la plus impartiale toutes les pièces du procès, l'auteur de *l'Histoire de César* conclut que c'était un de ces cas où la légalité tue, et qu'en obéissant au sénat César se perdait et perdait la République avec lui. C'est, à notre avis, l'opinion la plus probable.

Il fut nommé consul pour l'année 695. Aux termes de la loi Sempronia [de C. Gracchus], dont nous ne connaissons le texte qu'imparfaitement, le sénat devait attribuer une province à chaque consul élu; celui-ci pouvait s'y rendre et en prendre le commandement, soit pendant son consulat, soit après l'expiration de son année de magistrature. Or le sénat, qui avait vu avec grand dépit l'élection de César, s'en était vengé d'une manière peu digne d'une pareille assemblée. Il lui avait conféré l'inspection des voies publiques. Pour les Romains, cette charge était une province, mais il ne peut être douteux pour personne que tel n'était pas l'esprit de la loi Sempronia.

Un corps politique qui se permet de semblables taquineries y perd toujours beaucoup de sa dignité et de son pouvoir. En effet, un tribun du peuple fit rendre un plébiscite qui donna à César le gouvernement de la Cisalpine pour cinq ans, puis, bientôt

après, le sénat, soit par crainte, soit par un de ces changements de majorité qu'explique la division des partis, ajouta à cette province la Gaule transalpine pour le même nombre d'années. En 698, sous le consulat de Pompée et de Crassus, la loi Trebonia prorogea pour cinq années nouvelles le gouvernement de César. Voilà les points fondamentaux de la discussion.

Plusieurs questions se présentent : il s'agit de savoir si ce gouvernement devait compter à partir du jour de la promulgation du plébiscite, ou bien à partir du commencement de l'année 695, époque du consulat de César, ou à partir de l'expiration de sa magistrature ou enfin à partir de la promulgation de la loi Trebonia. Nous ne connaissons ni la date précise du plébiscite, ni celle de la loi Trebonia, et l'on ne peut faire sur leur teneur que des conjectures fort hasardées, qui d'ailleurs ne pourraient ajouter que quelques mois, mais non pas une année, au gouvernement de César. Mais, comme le remarque fort judicieusement son nouvel historien, César aurait pu quitter Rome et prendre possession de sa province en qualité de consul, avant l'expiration de sa charge. Ainsi fit Crassus, qui partit pour sa malheureuse expédition avant la fin de son consulat. On en conclura naturellement que les adversaires de César avaient, en leur faveur, au moins l'usage, lorsqu'ils soutenaient que sa magistrature finissait légalement avec l'année 704. On remarquera encore que le continuateur des *Commentaires*, césarien déclaré, rapporte qu'on craignait quelque mouvement dans les Gaules au commencement de l'année 705, parce que la province allait perdre son redouté proconsul¹. D'un autre côté, selon une loi de Sylla, d'ailleurs

assez mal observée, nul n'était admis à briguer un nouveau consulat qu'après un intervalle de dix ans; voilà pourquoi César, qui ne pouvait être élu que pour l'année 706, devait se présenter aux comices en 705. Mais un plébiscite, rendu sur la proposition des dix tribuns du peuple et de Pompée lui-même, avait autorisé César à briguer un second consulat, quoique absent, et par dérogation spéciale aux règlements sur la candidature. Or le but de cette disposition ne saurait être méconnu, et il est évident qu'on voulait lui conserver sa province et son armée, car le seul prétexte pour ne pas exiger sa présence au moment des comices était que le service de la République le retenait loin de Rome. Au moment où cette loi fut adoptée, la concorde régnait encore entre les triumvirs. Peut-être donnait-on alors à la loi Trebonia une interprétation favorable aux prétentions de César, ou peut-être même avait-on laissé à dessein quelque obscurité dans sa rédaction. Plus tard, Pompée, déjà circonvenu par les ennemis de César, ayant fait adopter une loi sur les charges publiques (*de jure magistratum*), qui rendait obligatoire pour les candidats leur présence à Rome, fut contraint de céder aux réclamations des tribuns, et confirma l'exception déjà faite en faveur de César. Il l'inscrivit dans sa loi, mais un peu tardivement, comme il semble, et certainement d'une manière insolite, qui, dans nos idées modernes, serait complètement illégale, car il ajouta cette clause après que la loi avait été déjà gravée sur une table d'airain et déposée dans l'*ærarium* ou les archives de l'Etat¹. Ce qu'il est important de noter, c'est que ces lois, ou obscures ou contradictoires, allaient être interprétées, en 704, dans un esprit absolument opposé

à celui qui les avait dictées, car maintenant la rupture était complète entre César et Pompée; les consuls étaient des ennemis déclarés du premier, et la majorité du sénat semblait disposée à suivre toutes leurs inspirations.

Examinons maintenant quelle était la situation de César revenant à Rome après avoir remis sa province et ses légions au successeur qu'on voulait lui donner. Il pouvait obtenir le triomphe, et probablement on n'eût pas osé le lui refuser, mais, en descendant du Capitole, les accusations allaient pleuvoir contre lui. Un grand nombre de personnages éminents les avaient préparées de longue main. Il y avait plusieurs années que Caton avait proposé de le livrer aux Germains. L'expédition d'Angleterre, le passage du Rhin, la plupart des conquêtes de César, fournissaient un prétexte à lui intenter un procès pour crime de lèse-majesté. En effet, la loi Cornélia *De majestate* (de Sylla) qualifiait de crime de lèse-majesté et punissait de mort toute expédition entreprise par un proconsul hors de sa province, tout traité fait par lui avec des rois ou des peuples étrangers, toute guerre non autorisée par le sénat. Gabinius venait d'être poursuivi pour un fait semblable¹, et bien que les actions de grâces décrétées à l'occasion des victoires de César pussent être alléguées comme preuve de l'approbation donnée à sa conduite, elles ne pouvaient pourtant empêcher les effets d'un procès politique intenté par ses adversaires. On sait quelle était alors la corruption des juges; le parti aristocratique leur aurait payé la tête de César au prix qu'ils auraient fixé. Mais ce n'est peut-être pas ainsi qu'on eût procédé. Cicéron avait donné un exemple terrible, en faisant exécuter, malgré l'appel

au peuple, la sentence capitale rendue dans la curie contre les complices de Catilina. Le crime de Lentulus et de ses coaccusés était précisément celui qu'on pouvait imputer au proconsul des Gaules : le crime d'avoir traité avec des nations étrangères. Qu'un sénatus-consulte déclarât la patrie en danger, un consul audacieux pouvait arrêter César et le juger séance tenante, exécuter aussitôt le décret, puis paraître devant le peuple terrifié, et dire : " Il a vécu ! " Toutes les manœuvres, toutes les violences que la haine suggérait étaient à craindre, et malgré ses habitudes de prudence et son irrésolution, le sénat, dans un moment d'entraînement et de confiance, pouvait, grâce à l'appui des légions de Pompée, avoir l'audace de tenter un coup d'Etat.

Au contraire, si César conservait sa province et son armée jusqu'au commencement de l'année 706, où il devait prendre possession du consulat, il demeurerait protégé contre toute accusation par sa qualité de magistrat en exercice, et jouissait d'une inviolabilité légale, jusqu'à la fin de sa charge, c'est-à-dire jusqu'en 707. Au premier jour de cette année expirait aussi l'immense pouvoir de Pompée. Les deux rivaux rentraient à la fois dans la vie privée; leurs querelles ne seraient plus soutenues par des légions. César réclamait donc pour lui-même l'exécution du plébiscite qui l'autorisait à garder sa province et à briguer le consulat sans venir à Rome, et, avec quelque apparence d'équité, il alléguait qu'après neuf ans de rudes travaux et de victoires il avait droit à n'être pas plus mal traité que Pompée, avec lequel, jusqu'alors, il avait partagé la faveur du peuple romain. Dans son allocution aux soldats de la 13^e légion, qui fut comme son manifeste, il se plaint

qu'on n'ait point d'égard pour sa "dignité¹". Ce mot *dignitas*, un peu vague en latin comme en français, devint, par cela même, comme le cri de guerre de ses partisans, si bien qu'un de ses vieux centurions, qui menait à la charge la 10^e légion, à la bataille de Pharsale, disait à ses camarades : "En avant pour la dignité de notre général !" Ce que César voulait, c'est que l'équilibre fût maintenu entre les partis, qu'il obtînt pour lui-même un traitement égal à celui qu'on faisait à Pompée.

Sans doute, si l'on se reporte aux beaux temps des Camille et des Cincinnatus, on s'indignera de voir un citoyen faire ses conditions au gouvernement de son pays et marchander, en quelque sorte sa soumission aux lois; mais il faut se souvenir qu'on est au VIII^e siècle de Rome, et se représenter l'épouvantable anarchie qui régnait depuis dix ans. Après avoir longtemps hésité entre toutes les factions, le sénat venait de se jeter dans les bras du parti aristocratique. Il accordait à Pompée beaucoup plus que ne permettaient les lois, dont il ne se montrait gardien jaloux que contre César. Il conservait à Pompée sa province d'Espagne sans qu'une guerre ou qu'un danger pressant servît de prétexte à cette dérogation aux lois et aux coutumes. Non seulement il lui maintenait l'*imperium* et une armée plus nombreuse que celle de César, mais encore il l'avait autorisé à demeurer en Italie et à gouverner les Espagnes par ses lieutenants. Pompée représentait en réalité le pouvoir exécutif, et les consuls n'avaient que l'autorité qu'il voulait bien leur laisser. Par déférence pour le texte d'une vieille loi, il ne franchissait pas l'enceinte du Pomœrium, mais le sénat sortait de la ville pour aller tenir séance au faubourg où était

son quartier et conférer avec lui sur toutes les affaires publiques. En Italie, et aux portes mêmes de Rome, Pompée retenait les deux légions qu'on avait enlevées à César, sous prétexte de les envoyer contre les Parthes. En un mot, il exerçait de fait la dictature, et remarquons en passant que ces sénateurs si entichés des privilèges et de l'orgueil de leur ordre ne trouvaient dans Pompée ni cette bienveillance, ni cette politesse, ni ces ménagements que tout le monde s'accordait à louer dans César.

Il faut bien le reconnaître, au point où les choses en étaient venues, Rome n'avait que le choix entre deux maîtres. L'un avait de grands desseins, une ambition élevée, qui confondait la gloire de son pays avec la sienne propre, une capacité militaire et administrative prouvée par dix ans de succès éclatants, une générosité sans borne, une aversion encore plus d'instinct que de calcul pour la violence et la cruauté. Dans l'autre, on était choqué d'abord par une vanité insatiable, pour laquelle il fallait inventer tous les jours de nouveaux hommages et de nouvelles complaisances. Sans système politique et sans convictions, il s'était jeté dans tous les partis et les avait bientôt abandonnés, après s'en être servi pour ses intérêts particuliers. Sa réputation militaire était plus brillante que solide, son commandement, impérieux jusqu'à la dureté. Enfin un passé odieux et son apprentissage à l'école de Sylla faisaient pressentir qu'il pourrait être aussi cruel que son maître. Entre ces deux hommes le sénat choisit celui dont il attendait le maintien de tous les abus.

Il nous paraît constant que César se flatta plus longtemps que personne d'arriver à son but sans allumer la guerre civile. On dit qu'il avait acheté

Curion, et les historiens, qui savent tous les secrets, ont dit combien de millions de sesterces. Curion, très décrié pour ses mœurs¹, mais homme d'esprit et bon orateur, ouvrit alors le seul avis qui, au jugement de tous les hommes impartiaux, pouvait conjurer la tempête. Il demandait, avec l'assentiment de César, dont il était devenu la créature, que les deux rivaux licenciassent leurs armées le même jour et redevinssent à la fois simples citoyens. Pompée, à qui on attribue fort gratuitement les sentiments du patriotisme le plus pur, avait alors une belle occasion d'en faire preuve. Accueillie d'abord avec faveur par les esprits modérés de tous les partis, cette proposition fut écartée par l'obstination de Pompée, le mauvais vouloir des consuls et la vanité du sénat, qui ne voyait dans les ménagements de César qu'une marque de faiblesse. La majorité décréta de fureur la déposition de César, sans tenir compte de l'intercession de plusieurs tribuns. Cette décision du sénat décida l'explosion de la guerre civile. Il est certain que, même à cette époque, aux derniers jours de l'année 704, César n'y était nullement préparé. Ses troupes étaient encore dans leurs cantonnements, au nord et dans le centre de la Gaule. En deçà des Alpes, il n'avait qu'une seule légion. Sa caisse militaire était vide, et, loin de pouvoir corrompre ses officiers et ses soldats, il était réduit à leur emprunter leur argent. Il passa le Rubicon avec environ 5.000 hommes, mais partout le peuple se prononça pour lui. Une promenade militaire le rendit maître de toute l'Italie¹. Les villes lui ouvraient leurs portes, et les soldats levés pour lui faire la guerre accouraient se ranger sous ses drapeaux.

Même après le passage du Rubicon, César croyait

encore possible une réconciliation avec Pompée, et il fit les plus grands efforts pour qu'il consentît à une entrevue, mais Pompée s'y refusa obstinément, ayant conscience de la supériorité de son rival. En effet, il avait toujours cédé à l'ascendant de César, et il le craignait autant dans son cabinet que sur un champ de bataille. Il était revenu d'Asie fort irrité contre César, qu'il accusait, non sans raison comme il semble, d'avoir séduit sa femme Mucia. Alors il ne l'appelait qu'Egisthe, car il aimait à se comparer lui-même au roi des rois, Agamemnon¹. Peu de jours après son retour à Rome, il était intime avec César, et, à la prière de ce dernier, il se réconciliait avec Crassus, qu'il détestait. Les deux lieutenants de Sylla changeaient de politique et n'agissaient plus que sous l'inspiration du neveu de Marius. Il est probable que, même en 705, Pompée aurait pu être encore entraîné. César n'en doutait pas, et sa confiance en cette espèce de fascination qu'il exerçait explique les concessions qu'il était prêt à faire, lorsque la fortune se déclarait ouvertement pour lui.

Il y a des moments où les âmes les plus fortes et les plus habituées à cacher leurs sentiments les trahissent sous l'empire d'une grande émotion. Après la journée de Pharsale, César, qui avait vu tant de champs de bataille, ne put contempler sans horreur la terre couverte de cadavres romains, et un de ses lieutenants, Asinius Pollion, l'entendit s'écrier : " Ils l'ont voulu ! Ils m'ont réduit à cette nécessité ! " " Moi, C. César, après toutes mes campagnes, si je " m'étais éloigné de mon armée, ils me condam- " neraient ! " ¹ Il y a dans ces mots un accent de vérité qu'il est impossible de méconnaître.

Nous ne saurions mieux terminer cet article qu'en

citant les réflexions si remarquables que la conduite de César inspire à son historien.

“ César, qui si souvent avait affronté la mort sur
“ les champs de bataille, ne devait-il pas aller l’af-
“ fronter à Rome sous une autre forme, et renoncer
“ à son commandement, plutôt que d’engager une
“ lutte qui devait jeter la République dans tous les
“ déchirements d’une guerre civile. Oui, si, par
“ abnégation, il pouvait arracher Rome à l’anarchie,
“ à la corruption, à la tyrannie. Non, si cette abné-
“ gation devait compromettre ce qui lui tenait le
“ plus au cœur, la régénération de la République.
“ César, comme tous les hommes de sa trempe,
“ faisait peu de cas de la vie, et encore moins du
“ pouvoir pour lui-même; mais, chef du parti popu-
“ laire, il sentait une grande cause se dresser derrière
“ lui; elle le poussait en avant et l’obligeait à vaincre
“ en dépit de la légalité, des imprécations de ses
“ adversaires, et du jugement incertain de la posté-
“ rité. La société romaine en dissolution demandait
“ un maître; l’Italie opprimée, un représentant de ses
“ droits; le monde courbé sous le joug un sauveur.
“ Devait-il, désertant sa mission, tromper tant de
“ légitimes espérances, tant de nobles aspirations?
“ Eh quoi! César, redevable au peuple de toutes ses
“ dignités et se renfermant dans son droit, se serait
“ retiré devant Pompée, qui, devenu l’instrument
“ docile d’une minorité factieuse du sénat, foulait
“ aux pieds le droit et la justice; devant Pompée, qui,
“ de l’aveu même de Cicéron, aurait été, après sa
“ victoire, un despote cruel, vindicatif, et eût laissé
“ exploiter l’univers dans l’intérêt de quelques fa-
“ milles; incapable d’ailleurs d’arrêter la décadence
“ de la République et de fonder un ordre de choses

“ assez solide pour retarder de plusieurs siècles l’in-
“ vasion des barbares! Il aurait reculé devant un
“ parti qui lui faisait un crime de réparer les maux
“ causés par les fureurs de Sylla et les rigueurs de
“ Pompée, en rappelant les exilés; de donner des
“ droits aux peuples d’Italie; de distribuer des
“ terres aux pauvres et aux vétérans, et d’assurer
“ par une administration équitable la prospérité des
“ provinces! C’eût été insensé. La question n’avait
“ pas les proportions mesquines d’une querelle
“ entre deux généraux se disputant le pouvoir :
“ c’était la rencontre décisive entre deux causes enne-
“ mies, entre les privilégiés et le peuple; c’était la
“ continuation de la lutte formidable de Marius et de
“ Sylla.

“ Il y a des circonstances impérieuses qui condam-
“ nent les hommes politiques soit à l’abnégation,
“ soit à la persévérance. Tenir au pouvoir lorsqu’on
“ ne saurait plus faire le bien, et que, représentant
“ du passé, on ne compte, pour ainsi dire, de parti-
“ sans que parmi ceux qui vivent des abus, c’est une
“ obstination déplorable; l’abandonner lorsqu’on
“ est le représentant d’une ère nouvelle et l’espoir
“ d’un meilleur avenir, c’est une lâcheté et un crime. ”

**Histoire
de la Fausse Elisabeth II**



I

Grâce à la libéralité de l'empereur Alexandre II, les archives impériales de Russie sont aujourd'hui d'un accès facile pour les lettrés. C'est dans ce vaste dépôt que puisent plusieurs revues, qui, à Saint-Pétersbourg et à Moscou, publient périodiquement une foule de pièces historiques de nature à jeter un jour nouveau sur des événements mal connus et sur l'état des mœurs et de la civilisation pendant les deux derniers siècles. Les documents que je me propose d'analyser proviennent des archives impériales et ont paru en 1867, les uns dans un petit volume anonyme imprimé à Berlin, les autres dans les mémoires de la Société historique de Russie.

Parmi beaucoup de méfaits attribués à Catherine II, on lui impute la mort d'une princesse Tarakanof¹, fille d'Elisabeth Petrowna. C'est maintenant une sorte de légende qui a souvent inspiré les poètes, les romanciers et les artistes². Selon l'opinion vulgaire

accréditée par des biographies et des mémoires de contemporains, cette infortunée, enlevée en Italie, transportée à Pétersbourg et jetée dans un cachot de la forteresse, y aurait péri dans une inondation de la Néva, le sol de sa cellule étant plus bas que les eaux du fleuve. Catherine, pour se débarrasser d'une rivale dangereuse, l'avait condamnée à une prison perpétuelle.

Voici maintenant ce que révèlent les pièces authentiques publiées en Russie et en Prusse au sujet de la prisonnière de Catherine.

L'auteur anonyme de sa biographie imprimée à Berlin, après avoir dépouillé minutieusement toute la correspondance de l'héroïne, déposée aux archives impériales, n'a rien pu découvrir de certain sur le lieu de sa naissance et ses premières années. Il est probable qu'elle était allemande. Les deux langues qu'elle parlait et écrivait avec quelque facilité étaient le français et l'allemand; or il suffit de lire une de ses lettres pour s'apercevoir qu'elle n'était pas française. A l'en croire, elle était née en 1752, mais il y a grande apparence qu'elle ne disait pas la vérité et qu'elle avait au moins vingt-cinq ou vingt-six ans lorsqu'elle s'avisa de jouer un rôle politique. Le comte Alexis Orlof et le prince Golitsyne, écrivant à l'impératrice, font un portrait assez peu agréable de la fausse princesse, mais l'un l'avait vue malade, l'autre malade et prisonnière. Elle était de taille moyenne, maigre, le nez aquilin et long, les yeux bruns, grands et vifs, louchant un peu ¹, les sourcils et les cheveux noirs. " Elle à l'air d'une Italienne, dit le prince Golitsyne; elle est fine, spirituelle, emportée, très instruite; elle parle le français et l'allemand avec une bonne prononciation. Elle dit qu'elle sait l'anglais et l'italien,

le persan et l'arabe. " Il est certain qu'elle comprenait l'anglais et l'italien, mais personne ne mit à l'épreuve son savoir dans les langues orientales.

Sa correspondance, saisie et transportée avec elle à Pétersbourg, ne remonte pas au delà de 1772. Cette année-là nous la trouvons à Londres en compagnie d'un soi-disant baron d'Embs, lequel n'était que le fils d'un négociant gantois, nommé Vantoers, courant le monde pour fuir sa femme légitime et ses créanciers. Il y a grande apparence qu'elle était sa maîtresse, mais elle ne voulait pas passer pour sa femme et se faisait appeler Ali Emettée, princesse de Woldomir en Circassie. Inutile de rechercher où se trouve cette principauté. Après avoir fait des dettes en Angleterre, Vantoers et Ali Emettée arrivèrent à Paris vers la fin de l'été et y vécurent quelques mois, on ne sait trop par quelle industrie. La princesse de Woldomir y fit des connaissances qui lui prêtèrent de l'argent. Il semble même qu'elle fut un moment à la mode. Circassienne, à Paris c'était une recommandation. " Comment peut-on être Circassienne! " Le mystère dont elle était entourée lui prêtait des charmes. Sa conversation était agréable et elle s'entendait à merveille à exciter la curiosité sans la satisfaire complètement. Elle laissait entendre qu'elle était l'héroïne d'un roman lamentable, et qu'elle avait de grands biens quelque part en Asie. Bref, elle se trouva liée avec plusieurs personnes distinguées, surtout parmi les nombreux étrangers qui viennent chercher le plaisir à Paris. Un noble Polonais, Oginski, hetman de Lithuanie et un des chefs de la Confédération de Bar, se prit pour elle d'une amitié très vive, mais toute platonique. C'est peut-être de lui qu'elle reçut ses premières notions sur l'histoire

de Russie. Au nombre de ses adorateurs, il faut encore noter le maréchal de Cour du prince de Limbourg et de Styrum, le comte de Rochefort-Valcourt, qui devint sérieusement amoureux d'elle et voulait l'épouser.

Après un hiver passé à Paris sans y trouver la fortune, Ali Emettée se rend en Allemagne au printemps de 1773, suivie de Vantoers et de plusieurs de ses amis, dont quelques-uns sont ses créanciers qui ne veulent pas la perdre de vue. On attend tous les jours de l'argent de Perse, mais les communications avec l'Orient sont très difficiles et incertaines. A Francfort-sur-le-Mein, les amis créanciers mettent Vantoers en prison, à la suite d'explications fort vives entre les membres de la petite société, qui, avec la princesse de Circassie, sont chassés de l'hôtel où ils étaient descendus. Par fortune le comte de Rochefort se trouvait là, et il fit au prince de Limbourg un tableau si touchant de la position où il venait de laisser la jeune étrangère, que Son Altesse désira la voir, et, comme dans les romans, un seul regard décida de son sort.

Philippe-Ferdinand, comte régnant de Limbourg, seigneur de Styrum, copropriétaire du comté d'Oberstein, avait conservé, à l'âge de quarante-deux ans, l'étourderie et la naïveté d'un écolier sortant du collège. Il avait plusieurs procès devant la Chambre impériale, un entre autres au sujet des duchés de Schleswig et de Holstein, sur lesquels sa naissance lui donnait des prétentions. Avec ses espérances et des revenus assez minces, il vivait aussi magnifiquement que petit prince d'Allemagne de ce temps, et avait un chargé d'affaires auprès de l'Empereur et du roi de France. Catholique très zélé, il était cependant,

comme M. de Pourceaugnac, “ de complexion amoureuse, ” et cherchait vainement une compagne selon son cœur. Le comte de Rochefort lui ayant demandé la permission d'établir au château d'Oberstein la princesse circassienne, en attendant qu'elle reçût les fonds qui viendraient de Perse, il y consentit très gracieusement, paya les créanciers les plus incommodes, apaisa les autres, et cependant eut la précaution de laisser Vantoers en prison. Puis, comme M. de Rochefort devenait pressant et voulait épouser Ali Emettée, il le mit aux arrêts et le tint prisonnier quelques mois. Philippe-Ferdinand était un bon homme au fond, mais jaloux comme Orosmane. Le biographe allemand a consacré un grand nombre de pages aux amours du prince et de la Circassienne. Je ne le suivrai pas dans les détails de cette liaison, qui n'a rien que de très ordinaire, et le spectacle d'une intrigante qui exploite un amant aveugle se voit partout. Lorsque le prince s'imaginait que son amour n'était pas partagé, il prêtait l'oreille à quelques-uns de ses amis qui élevaient des doutes sur l'origine et les grands biens de la Circassienne; alors elle lui déclarait qu'elle allait partir pour la Perse ou pour la Russie, et, à l'idée de la perdre, il oubliait ses soupçons. Redevenu le plus soumis des amants, il jurait que, si elle se séparait de lui, il irait tout aussitôt s'enfermer dans un cloître. En revanche, elle lui promettait monts et merveilles. Elle rachèterait toutes les hypothèques mises sur les terres de S. A... dès qu'elle aurait reçu les millions promis par ses banquiers d'Ispahan. Comme elle prétendait connaître intimement tous les personnages les plus influents de l'Europe, elle lui offrait sa protection à Vienne, à Berlin, à Saint-Pétersbourg, lui

garantissait qu'elle lui ferait gagner tous ses procès, et, preuve convaincante de son crédit, elle lui montrait des brouillons de lettres ou de mémoires qu'elle adressait à des ministres ou à des rois.

Le plus sensé des amis de Philippe-Ferdinand était un comte de Hornstein, ministre de l'Electeur de Trèves. Bien qu'un peu ébloui lui-même par les récits magnifiques de la Circassienne, il ne pouvait s'empêcher de trouver à redire à la vie qu'on menait au château d'Oberstein. Il appelait le prince Télémaque, Ali Emettée Calypso, et lui-même prenait le nom et la sévérité de Mentor. " Il fallait faire cesser, disait-il, le scandale d'une liaison non autorisée. Rien de mieux que d'épouser une étrangère remplie de grâces; mais, avant tout, il fallait démontrer à l'Allemagne que le comte de Limbourg ne se mésalliait pas; et, second point non moins important, la princesse n'est pas catholique. A vrai dire, on ne sait quelle est sa religion. Qu'elle entre au giron de l'Eglise, et, pendant qu'elle se préparera, une séparation est indispensable; elle ne sera que momentanée. "

Le prince amoureux consentit à faire un petit voyage. La lettre suivante montre les combats que se livraient dans son cœur le devoir et l'amour :

" Celle-ci n'est que pour vous prévenir, mon très-cher enfant, que je ne serai rendu que demain le X septembre, à Francfort, et qu'il m'a été impossible d'y arriver plus tôt. Je n'arriverai donc que dimanche à Coblenz, où j'espère recevoir de vos nouvelles. Je puis donc être rendu *indubitablement* la semaine prochaine à vos pieds. En attendant je vous supplie de ne point répondre à M. de Hornstein, car il

serait impossible que vous puissiez éviter de tomber en contradiction avec ce que j'ai avancé, quoique ce n'est que la pure vérité, mais vous m'avez rendu un peu politique. Il s'agit donc d'être un peu d'accord entre nous; je ne puis rien vous dire de nos affaires, sinon que je me tue à les réparer, et à trouver des moyens pour ne point vous exposer à redevenir la risée des... curieux; mon amour pour vous, mon cher enfant, redouble chaque jour, malgré tout le mal que vous m'avez fait. Je me meurs de douleur quand je pense quelquefois que la raison pourrait bien ne point être d'accord. Tâchez donc, vous qui êtes la sagesse même, d'y apporter remède. Il s'agit de penser sérieusement à notre bonheur futur. Je m'attends surtout que vous m'accorderez cette fois de pouvoir mettre ma conscience en repos, et que je prenne toutes les précautions pour pouvoir vous aimer avec autant de pureté (que) de sincérité! Soyez persuadée qu'il est de notre intérêt qu'il en soit ainsi, et que, mettant Dieu de la partie, nous nous moquerons de l'univers, car je suis résolu de vivre dorénavant en bon chrétien, de tout sacrifier à celui dont je tiens tout et de qui j'espère tout, même notre union, qui seule peut faire mon bonheur dans ce monde.

“ Adieu, mon adorable cher petit enfant, je t'aime plus que jamais. ”

Sans lieu, ni date ¹.

La Circassienne ne demandait pas mieux que de se faire catholique, car elle se flattait de gagner ainsi le comte de Hornstein, qui tirerait gloire de sa conversion. Quant à fournir des preuves de son origine, rien de plus facile, mais il fallait du temps. En atten-

dant, elle annonça au prince et à ses amis qu'elle était dame d'Azof. Azof est une des seigneuries des Woldomir. On l'avait mise sous le séquestre en 1749 pour vingt ans. Maintenant le séquestre était levé. Tout enfant elle avait été obligée de se réfugier en Perse et n'en était revenue que depuis quatre ou cinq années. Elle irait à Ispahan chercher les preuves qu'on réclamait, mais elle laissait entendre que le schah avait un parti tout prêt pour elle et qu'il lui serait peut-être difficile de le refuser. C'est par des fables si grossières qu'elle apaisait les soupçons du prince de Limbourg et du comte de Hornstein, et, tout en leur parlant de ses trésors de Perse, elle tirait de l'un et de l'autre assez d'argent pour embarrasser notablement leurs affaires. Assurée de sa dupe, elle ne prenait plus la précaution de ménager la jalousie de Philippe-Ferdinand, et il paraît que, dans l'hiver de 1773 à 1774, elle lui donna un rival pendant un petit voyage qu'elle aurait fait à Mosbach².

Quel était cet amant favorisé? Le biographe allemand conjecture avec toute vraisemblance que c'était un certain Domanski, gentilhomme polonais, que nous retrouverons bientôt, et qui voyageait alors en Allemagne avec une mission secrète du prince Radziwill, dans l'intérêt des Confédérés de Bar. Ce qui est certain, c'est que de cette liaison, je devrais dire de cette rencontre, date un nouveau système de mensonges produit par Ali Emettée. En effet, ce fut alors qu'elle commença à se donner pour la fille de l'impératrice Elisabeth Petrowna. Le comte Oginski, avec lequel elle avait toujours été en correspondance, était incapable de lui suggérer une pareille fraude; rien dans ses lettres n'indique qu'il en eût

même le soupçon. Et lorsqu'il l'apprit enfin, ce fut avec une complète incrédulité qu'il en accueillit la nouvelle.

Le prince de Limbourg en fut-il la dupe? c'est ce qu'il n'est pas facile de décider. Telle était sa passion, que rien ne pouvait plus la détruire. Qu'il surprit sa maîtresse en flagrant délit de mensonge, il s'en affligeait, mais ne l'en aimait pas moins. Par moments il semble accepter son illustre origine; d'autres fois il la supplie de ne plus inventer de fables, la conjure de lui dire la vérité, prêt à tout lui pardonner, jusqu'à ses trahisons. Elle venait de perfectionner son roman. Son vrai nom, dit-elle, était celui de sa mère, Elisabeth. Tout enfant on l'avait enlevée à son père le comte Razoumofski pour la mener en Sibérie. Après une tentative d'empoisonnement qu'une gouvernante fidèle avait déjouée, on l'avait conduite en Perse à la cour du schah, parent de son père. Restait à montrer qu'elle était héritière du trône de Russie. Elle prit encore quelque temps pour préparer l'imposture.

La guerre durait toujours entre la Russie et la Perse ottomane, mais les Turcs, découragés par l'incendie de leur flotte dans la baie de Tcheshmé ¹, semblaient disposés à la paix. Les Confédérés de Bars'y opposaient de tous leurs efforts, favorisés peut-être secrètement par la France, qui permettait à un grand nombre d'officiers de prendre du service en Turquie ou de s'enrôler dans les corps levés par des seigneurs polonais. Les plus riches des Confédérés avaient engagé leurs biens pour recruter des soldats et offrir un corps auxiliaire aux Ottomans. Ils représentaient au grand vizir que la Russie était épuisée d'hommes et d'argent, qu'elle était déchirée par une

guerre civile épouvantable. L'insurrection excitée par Pougatchef montrait combien le gouvernement de Catherine était détesté. Encore un peu de constance, la Porte verrait son triomphe assuré et la Pologne morcelée reprendrait ses anciennes limites. Tels étaient les rêves dont se berçaient les Confédérés au commencement de l'année 1774.

Grâce à ses relations, peut-être même par suite des communications qu'elle devait à l'inconnu de Mosbach, la princesse de toutes les Russies, car c'est ainsi qu'on la nommait maintenant, avait appris que le prince Charles Radziwill, palatin de Wilna, se rendait à Venise, pour passer de là à Constantinople avec l'espérance d'y faire prévaloir la politique de son parti. Elle annonça au prince de Limbourg qu'elle avait besoin de conférer avec Radziwill, et peut-être de profiter de sa compagnie pour aller à Constantinople et de là en Perse. D'abord Philippe-Ferdinand voulait partir avec elle, mais le comte de Hornstein parvint à l'en détourner, d'autant plus facilement que la fausse princesse se souciait peu d'avoir un surveillant auprès d'elle, résolue, comme il semble, d'essayer auprès du palatin ses moyens ordinaires de séduction. Toutefois le projet fut modifié. Elle chargerait un agent d'aller à Constantinople sous la protection de Radziwill, et, après son départ, elle se rendrait à Vienne pour s'occuper des procès du prince de Limbourg, qu'elle se chargeait de mener à bien. En outre, elle avait quelques propositions confidentielles à faire au roi de Prusse. " Elle était disposée à permettre qu'il étendît ses frontières du côté de l'Est, moyennant qu'il s'alliât à M. de Puhaczef. (Cette orthographe montre qu'elle avait appris ce nom d'un Polonais.) Cependant elle

occuperait la Russie à l'aide de la Suède, et l'Autriche au moyen de la Turquie." Le pauvre Philippe-Ferdinand lui donna sa procuration pour ses procès devant la Chambre impériale, et tout l'argent dont il pouvait disposer, ce qui n'était pas considérable. Après l'avoir accompagnée jusqu'à Deux-Ponts, il la quitta en lui recommandant sur toutes choses de voir à Venise un bon prêtre qui la préparât pour sa conversion. Il était bien résolu de l'épouser à son retour, et les amis du prince étaient convaincus qu'elle emportait une promesse de mariage en bonne forme.

Rentré dans ses petits Etats, Philippe-Ferdinand y recevait coup sur coup une série de mauvaises nouvelles. Il avait perdu son procès devant la Chambre impériale; Pougatchef était battu; Oginski refusait nettement de se mêler des affaires d'Elisabeth et semblait prendre ses précautions pour une méchante plaisanterie; enfin, ce qui l'affligea le plus peut-être, maint rapport alarmant lui parvenait sur l'origine, la moralité et la fidélité de sa belle. Aussitôt il lui écrit de revenir, de renoncer à ses mensonges, il lui tend les bras, lui pardonne tout... et lui envoie 200 ducats qu'il a eu beaucoup de peine à se procurer et dont il pensait avec raison qu'elle avait grand besoin.

La prétendue Elisabeth, accompagnée d'un baron de Knorr, colonel¹, et qu'on appelait son Maître du palais, arriva à Venise vers la fin de mai 1774, sous le nom de comtesse de Pinneberg. C'est une seigneurie du Schleswig, qu'elle considérait déjà probablement comme acquise au prince de Limbourg, et par conséquent à sa disposition. Radziwill, qui l'avait devancée de quelques jours, l'attendait et lui

avait fait retenir un logement. “ Madame, lui écrivait-il, je regarde l’entreprise de Votre Altesse comme un miracle de la Providence, qui veille sur notre infortunée patrie, en envoyant à son secours une si grande héroïne. ” Il s’excusait de ne pouvoir aller lui faire sa cour, “ étant habillé en Polonais, ce qui exciterait la curiosité des lynx. ” Admirons la prudence de ce mystérieux diplomate qui voyage en costume polonais et qui se flatte de dérouter la police vénitienne, en logeant dans une maison retenue par lui une personne qui déjà depuis quelque temps occupait l’attention du public. Il paraît que cette maison appartenait au ministre de France auprès de la République, mais probablement celui-ci ignorait à qui elle était destinée, et le prince de Radziwill, étant parent de la feuë reine de France, Marie Leczinska, avait droit à des égards particuliers. Au reste le mystère cessa bientôt. Radziwill fit sa visite de cérémonie à la princesse Elisabeth, qui daigna en faire une à la comtesse Morawska, sœur du palatin. Tous les Polonais affiliés à la Confédération qui se trouvaient à Venise, beaucoup d’officiers français qui se préparaient à passer en Turquie, allèrent à l’envi présenter leurs hommages à la comtesse de Pinneberg. On la traitait de princesse de toutes les Russies. Parmi les plus empressés on trouve M. Edouard Wortley Montagne¹, cet étrange original qui, après de longs voyages, s’était fait musulman et résidait à Venise, se préparant, disait-il, au pèlerinage de la Mecque. Malgré un accueil si flatteur, les banquiers montrèrent seuls beaucoup d’incrédulité. La princesse, voulant faire un emprunt, offrit inutilement pour gage sa terre d’Oberstein et certaines mines d’agate appartenant au prince de

Limbourg; elle eut beaucoup de peine à obtenir une avance de 200 ducats.

Après une quinzaine de jours passés à Venise, elle en partit avec Radziwill et un assez grand nombre d'officiers qui voulaient comme eux se rendre en Turquie. La méfiance des capitalistes vénitiens, et peut-être aussi les inquiétudes que causait au gouvernement de la République la présence de tant d'aventuriers, les avaient probablement obligés d'abrégé leur séjour et de chercher un pays plus hospitalier. Ce fut dans la petite république de Raguse qu'ils résolurent d'attendre le firman que Radziwill avait demandé à la Porte, et sans lequel il leur eût été impossible d'aller à Constantinople. Raguse était d'ailleurs comme le rendez-vous de tous les Confédérés qui allaient en Orient pour se battre ou pour intriguer. Déjà le comte Kossakowski s'y était arrêté dans le courant du mois de mai, muni des pleins pouvoirs de Radziwill, à l'effet d'engager ses biens et de réaliser un emprunt de deux millions de sequins pour lever un corps de 6.000 hommes parmi les chrétiens de la Bosnie et de l'Albanie¹. Un autre Polonais, M. Klucewski, avait également engagé toute sa fortune pour enrôler des soldats en Dalmatie, et, grâce à la protection de quelques patriciens, il espérait que la République de Venise fermerait les yeux.

La traversée fut longue et pénible, et notre héroïne ne débarqua à Raguse qu'au commencement de juillet 1774. Là comme à Venise, elle logea dans la maison du résident de France, qui ne crut pas pouvoir la refuser à un parent de la feue reine. Dans la suite il fut blâmé par son gouvernement pour cette complaisance. J'extraits de la correspondance de

M. Desrivaux, c'était le nom de cet agent, quelques observations sur notre fausse princesse.

Le 12 juillet 1774, M. Desrivaux annonce à M. de Boynes l'arrivée à Raguse du prince Radziwill, du prince Staroste de Pinsk et de la princesse Elisabeth Volodimir, sœur du prince Joglokof, chef des révoltés en Russie, et soi-disant fille de l'impératrice Elisabeth¹.

Il écrit de nouveau de Raguse, le 10 août 1774 :

“ Le prince Radziwill et sa suite attendent avec impatience l'effet des négociations qu'il fait faire à Constantinople et près du grand vizir pour avoir des firmans et de l'argent pour se rendre à l'armée et rentrer dans sa patrie à main armée. Mais il ne paraît pas que ces négociations fassent de progrès; ils (les Polonais qui avaient débarqué à Raguse au mois de mai précédent) ne lui ont encore écrit qu'une seule fois, et je ne crois pas qu'ils lui aient donné de grandes espérances.

“ Il a à sa suite une dame qui l'a joint vers les derniers temps de son départ de Venise, qui se dit fille de la feu impératrice Elisabeth et du comte Rozoumowski, et qui prétend avoir été appelée à l'empire russe par testament de feu sa mère. Son frère est à la tête des révoltés en Russie, sous le nom de Pierre III, et connu dans la gazette sous celui de Pugatschew. Son vrai nom est Joglokoff¹. Ce frère a déclaré ne combattre que pour elle, et l'a annoncé ainsi dans des imprimés qu'il a distribués. Elle dit avoir été reléguée en sa jeunesse par la méchanceté de Catherine II, en Sibérie, et que cette princesse lui avait fait donner du poison pour se débarrasser d'elle; mais elle a eu l'adresse, par des remèdes pris à propos et par

la fuite, d'échapper à l'activité du poison et à la poursuite de cette ennemie. Elle se sauva en Perse, chez un parent de M. Rozoumowski¹, d'où elle n'est sortie que depuis peu. Elle dit être connue et très estimée de l'Electeur de Trèves. Elle donne à entendre qu'elle a épousé secrètement le prince de Limbourg de Holstein, qui doit aussi se rendre ici pour passer avec elle à Constantinople, où M. le prince de Galitzin, vice-chancelier de Russie, attaché à son parti et l'un des conjurés contre Catherine, se rend de son côté, après avoir bien dressé ses batteries à Pétersbourg, pour négocier conjointement avec eux près du Grand-Seigneur, à qui il apporte le testament de la feuë impératrice Elisabeth, pour la faire reconnaître comme la vraie héritière de l'empire russe, et former avec Sa Hautesse des traités offensifs et défensifs.

“ Elle m'a confié que Catherine et son successeur devaient perdre la vie par les mains des conjurés à sa dévotion, et qu'elle avait des avis que la scène devait être déjà terminée en ce moment.

“ M. le prince de Radziwill me paraît très persuadé de la vérité de ces détails, mais je crains bien qu'il ne soit abusé, ayant remarqué dans les conversations et même dans la conduite de la prétendue héritière de l'empire russe plusieurs traits qui sentent beaucoup l'aventure. Au reste, les deux princes (Radziwill et Staroste de Pinsk) ont pour elle un respect infini et lui marquent tous les égards dus à une souveraine. Dans peu on saura si tout ceci n'est qu'une comédie ou s'il peut y avoir quelque réalité. En attendant le sénat de Raguse, qui a été informé que cette princesse se donnait publiquement pour prétendante au trône de Russie, lui a député deux sénateurs pour la

prier de sortir de la république, craignant des reproches de la part de Catherine, si par hasard elle échappait aux trames qu'elle prétend avoir fait ourdir contre elle; mais cette espèce d'aventurière leur a répondu en impératrice déjà régnante, et les députés ont été contraints de s'en retourner sans avoir obtenu d'autre réponse que des railleries de leur pusillanimité. La république n'a pas voulu user de violence envers elle par respect pour M. le prince de Radziwill.

“ Tout ceci, Monsieur, sent beaucoup le roman, mais je dois compte à Votre Excellence de tout ce qui se passe dans ce petit Etat, sauf à elle à en faire le cas qu'elle jugera à propos ”¹.

M. Desrivaux était bien informé. En effet, dès son arrivée à Raguse, elle avait affiché ses prétentions au trône, et son entourage de Polonais confédérés et d'officiers français les avait proclamées aussi bruyamment que possible. Elle avait fabriqué de prétendus testaments de Pierre I^{er}, de Catherine I^{re} et d'Elisabeth; ce dernier lui léguait la couronne. N'ayant personne qui pût traduire en russe et contrefaire de pareilles pièces, elle n'en produisait que des copies, ou plutôt des traductions en français. Les minutes qui existent sont de la main de l'aventurière. Son biographe allemand a cru remarquer que le texte de ces instruments est d'un meilleur style que la correspondance française de la fausse Elisabeth et il en conclut qu'elle a eu un secrétaire. Pour moi, je n'observe en aucune façon cette différence de style, et je trouve la rédaction de ces pièces tellement ridicule, pour la forme comme pour le fond, que je m'étonne qu'elle ait pu faire des dupes. J'en donnerai la preuve.

Au testament supposé d'Elisabeth sont joints des conseils sur la manière de gouverner. Quelques extraits feront apprécier l'ignorance du faussaire :

“ ... Je veux que la nation russe soit toujours en bonne harmonie avec ses voisins, et, tant qu'il sera possible, ménage la nation, de crainte que le pays ne se trouve dépeuplé par des guerres inutiles. ”

“ Je prétends qu'Elisabeth envoie des ambassadeurs dans toutes les cours et qu'elle les change tous les trois ans.

“ ... Quand il y aura quelques découvertes de faites, de pays ou d'autre nature, utiles à la nation ou à la gloire de la souveraine, ils produiront leurs découvertes en secret aux ministres, et, six semaines après, à la chancellerie du gouvernement relative à la découverte, et, après trois mois, chacun recevra la résolution à l'audience publique, en présence de l'impératrice, et sera publiée au son du tambour au coin des rues pendant neuf jours de suite.

“ ... Elisabeth seconde sera maîtresse absolue de transiger, de changer, d'acheter tels biens qu'il lui plaira, c'est-à-dire quand ce sera pour le bien de la nation et avec l'agrément de la nation. ”

Ce mot est grave. On serait d'abord tenté d'y voir l'aurore d'un gouvernement représentatif, mais on se tromperait fort, car on lit ailleurs :

“ Les impôts seront réglés par Elisabeth, ma fille...

“ Si avant son règne, il s'agissait de quelque guerre ou autre discussion, ou traité, ou loi, ou règlement,

le tout n'aura de pouvoir ni force qu'après son consentement, et le tout sera annulé par son autorité souveraine et à jamais héréditaire.

“ Je laisse à son bon plaisir de révoquer ou d'abolir tout ce qui aura été fait avant son règne ¹. ”

Quelque léger et étourdi qu'on suppose le prince Radziwill, je ne crois pas possible qu'il ait pris la moindre part à la rédaction de pareilles sottises. Assurément il n'y avait pas alors de gentilhomme polonais qui ne connût mieux la situation de la Russie et qui ne comprît quelque chose au grand mouvement qui agitait alors le midi de cet empire. Si la fausse Elisabeth avait eu un secrétaire tant soit peu intelligent, comment n'aurait-il pas dit un mot de l'insurrection de Pougatchef et de l'effroyable guerre civile qu'il avait allumée? Comment un Polonais aurait-il oublié de parler de sa patrie? A mon sentiment, tout se réunit pour faire croire que l'aventurière, une fois son rôle accepté, voulut le jouer toute seule et n'admit personne dans sa confiance.

Il est important de remarquer que la fausse Elisabeth, traitée d'abord en reine par Radziwill, écrit, dès le 23 juillet, c'est-à-dire environ quinze jours après son arrivée à Raguse, que le palatin a changé de manières à son égard. Elle lui a remis des copies de testaments pour le Grand-Seigneur, et se plaint qu'il ne les a pas envoyées, ou qu'il a chargé son agent à Constantinople de les retenir. N'est-il pas probable que la communication de ces pièces étranges a ouvert les yeux au prince et lui a montré le danger et le ridicule où il s'exposait? Ce n'est pas tout : à côté de la grande pièce politique, il s'en jouait une petite, d'un caractère tout privé. La

princesse de toutes les Russies, tout en composant ses manifestes, ne dédaignait pas de s'occuper d'une intrigue amoureuse. A Venise et à Raguse elle avait retrouvé l'étranger de Mosbach, c'est-à-dire Domanski, ce gentilhomme polonais attaché à Radziwill et son agent en Allemagne. Des deux côtés la passion était vive, et il paraît qu'elle ne put se contraindre. Pour une prétendante au trône, c'était une grosse faute que de s'engager dans une affaire de galanterie, mais ce qui était bien plus grave, c'était de vouloir prendre pour mari un simple gentilhomme polonais. Les choses en vinrent à ce point comme il semble et l'intervention de Radziwill fut nécessaire pour empêcher le scandale. Il ne put toutefois arrêter les propos des personnes de sa suite. Les officiers français qui devaient discipliner l'armée turque ne se gênaient plus pour plaisanter de la folle princesse qu'ils allaient servir, et quelques domestiques mal payés publiaient qu'elle avait mené une vie fort désordonnée en France, et qu'elle y avait joué plus d'un tour voisin de l'escroquerie. Enfin, au milieu de ces rumeurs fâcheuses, arrivait la nouvelle de la paix conclue entre la Russie et la Porte, et celle de la déroute complète et de la prise de Pougatchef. Quelque temps le prince Radziwill conserva les apparences, et la rupture ne fut déclarée que vers le milieu d'octobre. Il repartit alors pour Venise avec les officiers qu'il avait attirés à Raguse. De toute sa suite il ne resta auprès de la fausse Elisabeth que Domanski, un autre gentilhomme nommé Czernowski, et un ex-jésuite appelé Chanecki.

La lettre suivante du prince de Limbourg à sa maîtresse infidèle expliquera en partie ce qui s'était passé à Raguse. On voit qu'un simple prince ne peut

se consoler qu'un simple gentilhomme ait été son successeur.

“Malgré... malgré... malgré... je fais toujours ce que vous voulez, et comment pourrait-on chagriner ce qu'on a si tendrement et sincèrement aimé! Quand on aime pour soi, on cherche son plaisir, quand on aime comme je le fais, on sait y renoncer quand il le faut. Je vous conjure donc, mon cher enfant, de ne vous occuper que de vous, de ce qui peut vous procurer votre vraie satisfaction. Je saurai toujours renoncer à mes droits, lorsqu'il s'agira de les céder pour vous rendre heureux (*sic*); mais, de grâce, ne vous faites pas illusion à vous-même. Vous êtes à un âge où il est temps de réfléchir, et dans une position où toute méprise devient irréparable. Consultez-vous d'abord avec Dieu, implorez son secours, sacrifiez-lui votre cœur, qui est la seule chose qu'il ambitionne, et que vous ne devez qu'à votre créateur, qui l'a créé pour lui. Il usera de tous les moyens pour le gagner, et si vous persistez enfin à résister, il vous abandonnera à votre aveuglement *volontaire*.

“Si je ne cherchais à vous éviter de la peine, je vous communiquerai (*sic*) une pasquinade qu'on dit annoncée dans une feuille périodique, et qui ne peut concerner que vous et l'étranger de Mosbach¹. Elle est très humiliante et vous donne un objet de tendresse indigne du rang que... Je connais ce personnage parce qu'il appartient au Palatinat¹. Je compatis à votre faiblesse, si ça est, mais je ne vous pardonnerai jamais une bassesse, surtout après... Je me garderai bien de vous donner des conseils. Il y a des gens de mérite dans la lie du peuple, et

dont les sentiments ennoblissent la naissance. La vertu seule est digne d'un trône, mais elle doit être reconnue et éprouvée; elle ne se mesure pas à l'aune.

“ Le bonheur ne dépend que de la tranquillité de l'âme; tout ce qui y mène doit être l'objet de nos désirs. Tout le reste est vanité, erreur; mais jamais on n'en peut jouir que par la vertu. Si donc vous trouvez de quoi vous procurer ce bonheur, M^{me} Franck, M^{me} Schöll ou M^{me} Trémouille, ça reviendra au même, que ce soit par la flûte ou par le tambour¹. Mais qu'il est rare, mon cher enfant, de ne pas se tromper lorsque la seule passion nous guide. *Maudit amour, raison sévère, à qui des deux dois-je céder?* (dit Racine). *Qu'un instant de plaisir me va coûter des pleurs* (sic). Vous voyez que je suis raisonnable et que je ne gronde point, mais je veux que vous le soyez aussi et que vous me regardiez comme un vrai ami. Ces sentiments, je crois, me méritent ce titre, et c'est tout ce que j'ambitionne, puisque votre *sang chaud* m'a privé de celui d'amant. Je suis chaud aussi, mais que Dieu me damne éternellement si j'en ai fait l'essai depuis le départ de Betty, et j'ai juré au Dieu éternel que jamais plus n'arrivera...

“ J'ai fait dire des messes et ai fait mes dévotions pour que Dieu vous bénisse et surtout qu'il vous éclaire, ou plutôt qu'il amollisse une fois votre cœur, qui ne cherche que les ténèbres et n'aime que la vanité et l'illusion. Excusez, ma chère amie; on vous flatte assez pour que j'ose vous dire la vérité. Le musicien officier a écrit à sa famille et prétend que le Pr. R.² s'y est seul opposé. Serait-il possible qu'il en eût eu connaissance? Dans ce cas je ne serais plus surpris de son changement... Tout le monde vous aime et estime ici, cependant, ça n'empêche

point qu'on ne me propose des jeunes vertus de tous côtés pour me marier, mais Dieu, qui gouverne mon cœur, m'inspire d'autres sentiments, et j'espère que les vôtres ne me déshonoreront jamais, car mon amitié est à toute épreuve.

“ P. D. L. ”

(Sans date.)

Je n'en ai point encore fini avec les aventures de la fausse Elisabeth à Raguse. Non contente de vouloir communiquer au Sultan le testament fabriqué, elle en avait expédié une autre copie au comte Alexis Orlof, le commandant de la flotte russe dans la Méditerranée, qui, pour rétablir sa santé, ou, comme le bruit en courait, pour se rapprocher de sa maîtresse en titre, M^{me} Demidof, était allé s'établir à Pise et se reposait sur ses lauriers à Tchesmé. Nul doute que le bruit de la disgrâce de son frère Grégoire Orlof ne fût parvenu aux oreilles de l'aventurière, et elle dut en conclure que le comte Alexis en gardait du ressentiment contre Catherine. Il se vantait d'avoir fait une impératrice; pourquoi n'en ferait-il pas encore une autre? La fausse Elisabeth lui envoya les testaments, et elle y joignit une sorte de manifeste et l'ordre de les communiquer à la flotte dont il avait le commandement. Ce manifeste est tout aussi ridicule que l'instruction sur le gouvernement, dont on a vu quelques extraits, et est à peine intelligible. Enfin une lettre particulière, en français, adressée en même temps à Orlof, lui annonçait l'existence d'une fille d'Elisabeth, résolue à revendiquer ses droits au trône. “ Il s'agit de savoir, lui disait-on, si vous voulez être dans nos intérêts

ou non? Si vous y voulez être, voici la conduite qu'il faudra que vous teniez, M. le comte. Vous commencerez par publier un manifeste qui renfermera les articles que voici ci-joints¹, sinon, nous n'aurons pas de regrets de vous avoir fait part de nos démarches, et cela vous prouvera que nous ambitionnons de vous avoir dans nos intérêts... Nous sommes alliés avec la Sublime Porte; nous n'entrerons point en composition, ni même en explication; tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous déclarons hautement et à la face de toute la terre que l'on nous a usurpé notre empire, en nous voulant faire subir une mort honteuse, mais la Providence, toujours juste, nous a délivrée miraculeusement des mains injustes qui croient couper le fil de nos jours. Il est bon de vous prévenir que tout ce que l'on fera contre nous n'aura nul effet, vu que nous sommes dans l'empire turc, et nous allons avec une escorte du Grand-Seigneur. ”

Quelques lignes plus loin l'aventurière, oubliant qu'elle est en Turquie, offre à Orlof d'aller le voir à Livourne. Elle termine en l'assurant de sa reconnaissance : “ Tout ce que nous pourrons vous assurer, c'est que, dans quelques circonstances que vous vous trouviez, nous prendrons fait et cause de votre personne (*sic*), et nous vous promettons d'être, dans tous les temps, votre défense et votre appui. De la reconnaissance il n'est pas nécessaire que nous vous en parlions, elle est si douce aux âmes sensibles, qu'elle ne laisse point d'espace entre la sensibilité et la *susceptibilité*¹, sentiments que nous vous prions de croire à toujours sincères. ”

Une dernière lettre, écrite dans un galimatias tout semblable, fut adressée au comte Panine, ministre des

affaires étrangères à Saint-Pétersbourg, et signée :
Princesse Elisabeth.

Elle lui annonce qu'une effroyable catastrophe va éclater et qu'il est de son intérêt de se déclarer au plus vite pour sa souveraine légitime. " Je me prépare, dit-elle, pour me rendre à Saint-Pétersbourg, et c'est votre faute si je n'y suis pas depuis longtemps. Je vous prie de prendre des mesures pour que je passe sûrement; mon arrivée doit être à petit bruit. " Puis elle lui dit d'adresser sa réponse à Coblentz, d'où l'on peut conclure qu'elle comptait sur le prince de Limbourg pour retirer ses lettres et les lui faire tenir. Aujourd'hui probablement, l'homme d'Etat qui recevrait des lettres telles que la fausse Elisabeth en adressait à Panine s'empresserait de les jeter au feu et de faire défendre sa porte à l'impertinent qui les aurait signées. Panine se crut obligé d'informer l'impératrice de l'existence d'une prétendante au trône, et Orlof envoya partout des agents pour découvrir sa retraite.

II

Peu de jours après le départ du prince Radziwill, la fausse Elisabeth, fort à court d'argent, quitta Raguse avec sa suite (commencement de novembre 1774), traversa l'Adriatique et débarqua à Barlette, d'où après une quarantaine de quelques jours, elle se rendit à Naples. Là elle obtint un passe-port pour Rome de sir William Hamilton, ministre d'Angleterre¹. A cette époque, ces petites faveurs s'accordaient facilement, et l'ex-jésuite Chanecki, chargé de la négociation, se présenta au nom d'une princesse russe voyageant sous le plus strict incognito. Un service rendu autorise à en demander un autre, et, arrivée à Rome, la fausse Elisabeth s'adressa encore à sir William Hamilton pour lui emprunter de l'argent. A cette occasion elle lui racontait son histoire, mais avec quelques variantes. M. de Pougatchef n'était plus son frère; c'était un Cosaque élevé par Razoumofski et envoyé à Berlin, où, à l'école de

Frédéric, il avait appris le métier de la guerre. Loin d'être prisonnier comme on l'annonçait faussement, il faisait des progrès rapides. Elle pria sir William de lui avancer 7.000 ducats sur son comté d'Oberstein, et de lui donner un passe-port pour Vienne et Constantinople avec des recommandations pour les ministres de S. M. B. Sir William Hamilton se garda de répondre et s'empressa d'envoyer la lettre au comte Orlof.

Les embarras d'argent redoublèrent à Rome, et la fausse princesse frappait en vain à toutes les portes. M. Montagne, à qui elle voulait emprunter 3.000 sequins, lui répondait par des excuses galantes, et la renvoyait à ses amis polonais de Raguse. Par son ordre, le baron Knorr, son *maître de cour*, qu'elle avait laissé à Venise, s'adressait inutilement au banquier Martinelli, qui, par charité, lui donnait 12 sequins pour s'en retourner en Allemagne, abandonnant la princesse à sa destinée. Le prince de Limbourg lui envoya 50 ducats; déjà elle avait emprunté à Domanski tout ce qu'il possédait. En ce moment un conclave ouvert à Rome par suite de la mort de Clément XIV préoccupait les esprits et personne ne pensait à une princesse détrônée. Dans sa détresse elle eut l'idée d'écrire au cardinal Albani, et parvint, par l'entreprise de Chanecki, à lui faire tenir un billet qui piqua sa curiosité à tel point que le cardinal envoya un de ses affiliés, l'abbé Roccatani, pour recevoir communication des grands secrets qu'elle voulait révéler. Bien que prévenu défavorablement contre l'étrangère, et la soupçonnant de quelque entreprise contre la bourse du cardinal, Roccatani fut frappé de ses grandes manières et de son aplomb. " Je suis bien malade, disait-elle (et cela était vrai),

et pourtant j'ai besoin d'aller à Varsovie pour parler au roi. S'il plaît à Dieu que je vive encore six mois, la Pologne recouvrera ses anciennes frontières. Catherine sera heureuse de garder Pétersbourg et les provinces de la Baltique." Ce fier langage éblouissait l'abbé. Lorsqu'elle le crut tout à fait persuadé, elle lui parla de sa correspondance avec le sultan, Orlof et Panine. " Si l'on m'avait crue, s'écriait-elle, les malheurs qui ont frappé la Pologne lui auraient été épargnés." A l'entendre elle avait des partisans nombreux en Russie et jusque dans la cour de Catherine. Elle parlait de tous les personnages du temps comme si elle les connaissait de longue date. " Panine, disait-elle, est une créature de ma mère et m'est attaché au fond. Seulement, sa position lui rend difficile de se déclarer à présent. Quant à Orlof, c'est un homme de basse naissance, et je ne compte pas sur lui; mais il y a devant Livourne une flotte russe, et j'y ai des amis. *Mylord* Montagne fait pour moi un emprunt, dont j'attends le montant au premier jour." Pour gagner plus sûrement l'abbé et le cardinal Albani, elle donnait à entendre qu'elle avait envie de se convertir, et, par son exemple, de ramener son peuple à la religion catholique, et, afin de bien montrer la grandeur du sacrifice, elle ajoutait aussitôt qu'elle ne se dissimulait pas les conséquences fatales que pourrait avoir pour elle son abjuration.

Sur le rapport de l'abbé Roccatani, le cardinal répondit à la princesse par une lettre polie, dans laquelle il faisait des vœux pour le succès de son entreprise, *si le bon droit était de son côté*. L'abbé parvint encore à exciter l'intérêt ou, du moins, la curiosité du ministre de Pologne, le marquis d'Antici, avec lequel l'aventurière eut une conférence secrète

dans une église de Rome. Charmé de son esprit et croyant qu'il avait affaire à quelque fille naturelle d'Elisabeth, le marquis d'Antici essaya de la convaincre qu'elle n'avait aucune chance de réussir, et que le meilleur parti qu'elle pût prendre était de chercher un refuge en Italie ou en Allemagne. Tant qu'il ne s'agissait que de trouver des auditeurs bénévoles pour une histoire romanesque, la fausse princesse se faisait écouter avec intérêt; elle rencontrait même des admirateurs crédules, mais d'ordinaire ses séductions échouaient lorsqu'elle demandait de l'argent. Déjà l'abbé Roccatani avait observé sa détresse croissante; l'ex-jésuite Chanecki l'avait abandonnée; les fournisseurs se lassaient d'attendre, et quelques domestiques réclamaient insolemment leurs gages. Au premier mot d'emprunt, l'abbé déclara la chose impossible. On se rabattit à prier le cardinal Albani de demander 7.000 ducats à l'Électeur de Trèves; nouveau refus. La situation était des plus critiques.

Dès avant l'envoi de la lettre de Raguse, Alexis Orlof avait appris l'existence d'une prétendante au trône de Russie et avait mis ses espions en campagne. De son côté, Catherine, avertie par ses agents en Allemagne et en Italie, mandait à son amiral de découvrir et d'arrêter à tout prix la personne qui se donnait pour la fille d'Elisabeth Petrowna. Plus tard, apprenant que cette femme était à Raguse, elle ordonnait à Orlof de faire demander son extradition par quelques vaisseaux de son escadre, et de jeter même une ou deux bombes dans la ville, si le sénat de cette petite république osait faire quelque difficulté. Bien que les dépêches expédiées de Raguse eussent dû mettre Orlof sur la voie, il fit

d'abord fausse route, et prit pour la prétendante une dame qui se trouvait à Paros, dépensant beaucoup d'argent et ayant un navire à ses ordres. Cette dame était une marchande de modes patentée par le harem du sultan. Puis, successivement, il reçut des renseignements plus précis; d'abord d'un officier russe venant du Monténégro, qui, passant par Raguse, avait failli se faire maltraiter pour avoir révoqué en doute l'existence d'une fille d'Elisabeth; plus tard, la communication de sir William Hamilton l'avertit que la femme qu'il cherchait était à Rome et qu'elle paraissait éprouver des embarras d'argent. Aussitôt Orlof lui dépêcha son premier aide de camp, Kristenek, avec l'ordre de la surveiller et de se mettre en relation avec elle. D'abord la fausse Elisabeth montra de la défiance et pria même l'abbé Roccatani de sonder Kristenek et de chercher à connaître ses projets; mais bientôt son assurance ordinaire prenant le dessus, elle consentit à voir l'aide de camp et à causer avec lui. Kristenek, qui avait deviné tout de suite la situation déplorable de ses finances, parla du désir qu'avait Orlof de conférer avec elle, et laissa voir qu'il serait heureux de mettre à sa disposition la somme qu'elle désirerait. Cette offre inespérée arrivait au moment où le cardinal Albani venait de lui refuser mille ducats, et où ses créanciers impatients menaçaient de se porter contre elle aux dernières extrémités.

Elle prit sans balancer le parti de se rendre à Pise et d'y voir Orlof, trop souffrant, au dire de Kristenek, pour aller au-devant d'elle. Fort malade elle-même, elle lui fit dire " qu'elle aimait trop la Russie pour hésiter dans l'accomplissement d'un devoir. Depuis six semaines on lui faisait attendre

2.000 ducats qu'elle avait demandés; elle était obligée d'en accepter l'avance, selon la proposition faite par Kristenek; " puis avec son effronterie coutumière, elle offrait à Orlof de le recommander à Rome ou dans toute autre cour d'Europe. L'argent vint aussitôt, et le marquis d'Antici dit qu'au lieu de 2.000 ducats elle en reçut 11.000. Orlof avait de grandes manières.

Après avoir payé ses dettes et fait quelques cadeaux, notamment à l'abbé Roccatani, elle écrivait le 31 janvier au cardinal que, dans dix jours, elle allait quitter Rome et le monde; elle n'avait plus besoin d'argent et ne lui demandait que sa bénédiction et les papiers qu'elle avait confiés entre ses mains. Il s'agissait probablement de son manifeste ou de quelque pièce semblable. Le cardinal fit répondre par Roccatani qu'il les avait brûlés, petit mensonge dont l'abbé s'excusait quelques jours plus tard. En même temps elle prenait congé du marquis d'Antici par une lettre où elle le remerciait de son bon conseil, dont elle allait profiter, en se retirant dans une de ses terres d'Allemagne. A cette occasion elle s'expliquait sur son titre de comtesse de Pinneberg; elle l'avait pris, dit-elle, *par le conseil d'Orlof*. On a peine à deviner le but de tous ces mensonges, et, pour ma part, je n'en vois d'autre explication qu'une habitude invétérée. Retenue quelques jours dans son lit par la fièvre, elle eut, dès qu'elle put se lever, le caprice le plus extravagant: c'était de s'habiller en homme et d'aller au conclave rendre visite au cardinal. On voit qu'elle aimait les difficultés et les recherchait comme un chevalier errant. Roccatani eut toutes les peines du monde à lui remontrer la folie et l'impossibilité de cette mascarade.

Le 11 février 1775, elle quitta Rome en grande pompe, jetant à pleines mains de l'argent aux mendiants qui bénissaient la plus charitable des princesses. Le 16 elle arrivait à Pise sous le nom de comtesse Silinska. Cette fois peut-être l'avait-elle pris par le conseil d'Orlof. Une maison avait été préparée pour elle et sa suite, et, pendant tout le temps de son séjour à Pise, huit ou dix jours, elle fut traitée en princesse. Orlof se montra non seulement respectueux et empressé, mais encore il feignit d'être ébloui de ses charmes, et, recevant quelques encouragements, prit le rôle d'un adorateur passionné. Partout il l'accompagnait, la promenait en calèche découverte, et, selon le rapport du ministre de France, se tenait debout derrière elle au spectacle, ou ne s'asseyait qu'après des instances réitérées. A Pise, on ne savait que penser de cette inconnue toujours suivie par l'amiral russe, et l'opinion générale fut qu'elle était une de ses anciennes maîtresses auprès de laquelle il venait de rentrer en grâce. Madame Demidof, en effet, avait été congédiée.

Depuis longtemps le plan d'Orlof était fait et il n'attendait qu'une occasion. Il voulait enlever la prétendante, la mettre à bord d'un vaisseau de guerre russe et l'envoyer à Catherine. Déterminé à employer la violence, si elle était nécessaire, il préférait cependant recourir à la ruse, et il n'épargna rien, ni les attentions délicates, ni les flatteries, ni les serments amoureux, pour gagner la confiance de sa victime. Il alla jusqu'à lui proposer de l'épouser, à Pise même, et publiquement, mais la fausse princesse, qui de son côté semblait admirer la taille gigantesque d'Orlof, sa figure martiale et sa balafre, qu'on supposait héroïquement gagnée¹, lui répondit qu'elle voulait

attendre un retour de la fortune. Cependant elle daigna accepter son portrait et maints cadeaux. Quelques jours plus tard Orlof écrivait à Catherine que sa proposition avait été fort sérieuse : “ Finalement, disait-il dans une lettre du 14-25 février 1776, je l’assurai que je serais charmé de l’épouser, et, pour preuve de ma sincérité, j’ajoutai que j’étais prêt, et le jour même, ce qui la flatta beaucoup et augmenta sa confiance. Votre Majesté doit être assurée que j’aurais accompli ma promesse, si je n’avais pu exécuter autrement ses ordres; mais cette femme me répondit que ce n’était pas le moment, tandis qu’elle était dans le malheur; qu’elle reprît un jour la place où sa naissance l’appelait, alors elle me rendrait heureux. Cela me rappela mes fiançailles d’autrefois avec la Schmitt¹. Je puis me vanter d’avoir eu de fameuses fiancées! Mille pardons d’écrire sur ce ton à Votre Majesté². ”

Fort peu de jours lui avaient suffi pour gagner la confiance de la fausse Elisabeth et même son affection. Cependant il ne paraît pas qu’il en ait profité pour s’enquérir des projets qu’elle avait formés, ni même des complices qu’il lui supposait; son rôle d’amant passionné l’occupait trop entièrement sans doute. De son côté, Elisabeth, bien qu’elle l’entretînt parfois de ses relations avec les rois et les princes de l’Europe, des personnages puissants qu’elle avait à sa dévotion dans toutes les cours, ne s’expliqua jamais sur les moyens qu’elle avait de remonter sur le trône, et ne fit rien pour l’engager à soulever la flotte russe à l’ancre devant Livourne. Du moins, Orlof, qui, dans ses rapports à Catherine, entre dans maint détail minutieux, ne dit pas un mot sur ce point important. Il est permis de penser qu’éblouie par la

générosité d'Orlof, et persuadée de la sincérité de ses sentiments, l'aventurière ne pensait alors qu'à exploiter l'immense fortune qu'elle lui supposait.

Elle exprima le désir, ou plus probablement Orlof le lui suggéra, d'aller à Livourne. De Pise le voyage est court, et ils descendirent vers midi chez le consul d'Angleterre, sir John Dick¹ qui les attendait pour dîner. La fausse princesse fut reçue avec de grands témoignages de respect, mais sans qu'on la nommât. Le consul lui présenta sa femme, et Orlof celle du contre-amiral Greigh, commandant l'escadre russe. Après le dîner, lady Dick proposa de visiter l'escadre, et Orlof laissa échapper qu'on avait fait de grands préparatifs pour une fête qui serait donnée à l'occasion de cette visite. La fausse Elisabeth demanda à voir le vaisseau amiral, et se rendit au port accompagnée des deux dames avec lesquelles elle venait de dîner, d'Orlof, de Kristenek, de Domanski et de Czernomski. Sa principale femme de chambre la suivit également. Une chaloupe couverte de riches tapis était prête. On s'embarqua et l'on aborda le vaisseau amiral en traversant une sorte de haie formée par des embarcations détachées de l'escadre. Le vaisseau se pavosa, on tira le canon, les matelots étaient dans les vergues. Enivrée de sa réception, la fausse Elisabeth entra dans la chambre du conseil sans s'apercevoir qu'Orlof ne la suivait pas. Là, un officier lui déclara qu'il avait ordre de la retenir prisonnière. On arrêta en même temps les deux gentilshommes polonais, ainsi que Kristenek, Orlof voulant, jusqu'au dernier moment, conserver les apparences. La femme de chambre de la fausse Elisabeth fut conduite à terre sous bonne garde, et, dès qu'elle eut désigné les malles de sa maîtresse qui

n'avaient pas encore été déballées, on s'en saisit, ainsi que de ses domestiques et on les amena à bord. Il paraît qu'à Livourne l'affaire ne produisit aucune sensation, et l'on crut que l'étrangère n'était venue dans le port que pour s'y embarquer volontairement.

Après un moment de stupeur la fausse Elisabeth, encore persuadée du dévouement d'Orlof, lui écrivit pour réclamer sa protection. Il lui répondit aussitôt qu'il venait lui-même d'être arrêté, mais qu'il espérait être bientôt libre, et que son premier soin serait de la chercher *dans tous les coins de la terre*. Il l'assurait qu'elle serait traitée avec égard par l'amiral Greigh, mais il lui conseillait de ne pas tenter de mettre sa loyauté à l'épreuve, parce que, pour cette fois, il serait très circonspect¹.

On se demande pourquoi tout ce luxe de mensonges? Orlof croyait que l'aventurière était à la tête d'un grand parti: " Au premier jour, écrivait-il à Catherine, je m'attends à être empoisonné ou à recevoir un coup de fusil de ses complices. Je redoute surtout les jésuites; elle s'est trouvée en relations avec quelques-uns de ces messieurs.² " Selon Orlof, les jésuites étaient les irréconciliables ennemis de la Russie, et il allait jusqu'à croire que Pougatchef était leur agent.

L'escadre mit à la voile vingt-quatre heures après l'arrestation de la fausse Elisabeth, avec l'ordre de ne s'arrêter qu'à Cronstadt et d'éviter particulièrement toute communication avec les côtes d'Angleterre. Probablement Greigh en instruisit sa prisonnière, qui en conclut qu'en entrant dans la Manche Orlof trouverait quelque moyen de la délivrer. Elle montra d'abord du calme et de la résignation, mais, lorsque

le vaisseau qui la portait donna dans le canal, elle parut inquiète et agitée. Nul message ne venant, elle eut un accès de fureur qui se termina par un évanouissement. Pendant un quart d'heure on la crut morte. Reprenant ses sens tout à coup, elle essaya de se jeter dans une embarcation anglaise qui avait accosté son vaisseau; un instant après elle voulut se précipiter dans la mer. Le brave contre-amiral écossais, qui avait peu de goût pour le métier de geôlier, écrivait à Orlof qu'il n'avait jamais fait un service si pénible. Le 11 mai 1775 il jetait l'ancre devant Cronstadt, et quelques jours après remettait ses prisonniers à un officier chargé de les conduire à la citadelle de Pétersbourg.

Dès le 22 mars Catherine avait donné l'ordre écrit au feld-maréchal prince Alexandre Golitsyne de mettre en état d'arrestation et d'interroger une femme qui se disait fille de feu l'impératrice Elisabeth Petrowna. " Cette femme, après avoir erré partout avec Radziwill, célèbre par son libertinage, est heureusement tombée dans un piège tendu par le comte Orlof, et le contre-amiral Greigh est chargé de la conduire en Russie." Le 26, Golitsyne la visitait et la faisait écrouer dans la forteresse. " L'émotion, disait-il, l'a rendue malade; elle a une toux sèche et des crachements de sang. J'ai cru devoir lui donner une chambre dans l'appartement du commandant." D'abord, il avait interrogé les gens de sa suite et n'avait pu en tirer aucune lumière, mais il pensait que les deux Polonais n'avaient pas été ses dupes et qu'il fallait les regarder plutôt comme ses complices.

Peu de jours après, il transmettait à l'impératrice un long rapport, qui paraît être le résumé de l'interrogatoire qu'il avait dirigé. " La prisonnière a déclaré

qu'elle s'appelle Elisabeth, et qu'elle a vingt-trois ans. Elle ne sait où elle est née et ne connaît ni son père ni sa mère; elle sait seulement qu'elle a été baptisée dans la communion grecque et qu'elle a été élevée à Kiel chez des négociants nommés Peret ou Péran. Lorsqu'elle demandait qui étaient ses parents, on lui répondait qu'elle les connaîtrait bientôt. A l'âge de neuf ans, elle quitta Kiel en compagnie d'une dame du Holstein nommée Catherine, qui avait été sa gouvernante, et de trois messieurs. Elle est allée avec eux en Russie, en passant par la Livonie, traversant Pétersbourg et ne s'arrêtant qu'aux frontières de la Perse. On lui avait dit qu'on la menait à Moscou chez ses parents. Sa gouvernante s'aperçut qu'on les trompait, et elle lui jura qu'elle ne la quitterait pas. On l'établit dans une maison; elle ignore le nom du pays où elle se trouvait, elle sait seulement qu'à 6 ou 7 verstes il y avait une *borde*. Dans la maison vivaient trois vieillards et une femme fort âgée qui disait être dans ce lieu depuis vingt ans, ce qui fit croire à la prisonnière qu'on l'avait conduite là elle-même pour son malheur ¹. Pendant quinze mois qu'elle demeura avec ces gens, elle fut toujours malade, et elle croit qu'on l'avait empoisonnée. Tandis qu'elle se désolait, la vieille lui dit qu'elle était retenue par l'ordre de l'empereur Pierre III. La langue du pays, qu'elle et sa gouvernante avaient apprise, ressemblait au russe; mais elle l'a oubliée. La gouvernante ayant gagné un Tartare d'un village voisin, ils partirent de nuit et marchèrent durant quatre jours, le Tartare la portant, ainsi que quelques hardes. Après avoir traversé des bois et des déserts, ils arrivèrent à un autre village dont elle ignore le nom et la situation, mais où ils trouvèrent un *starchine* (chef) qui eut

pitié d'eux et leur fournit des chevaux avec lesquels ils arrivèrent à *Bagdad, ville de Perse*. Là sa gouvernante alla chercher un riche Persan, nommé Hamet, qui lui fit entendre par signes qu'il s'intéressait à elle, la mena dans sa maison et la traita parfaitement. Dans cette maison vivait un prince persan nommé Hali, possédant de grands biens à Ispahan. Ce prince la prit en amitié et lui promit de ne jamais l'abandonner. L'année suivante, il la mena à Ispahan, puis il fut obligé d'aller dans le Chirvan pour inspecter cette province, et pendant son voyage, qui dura six semaines, il la confia à un homme nommé Jean Fourrier, d'une famille française, mais depuis longtemps établi en Perse et professant la religion du pays. A son retour, Hali, qui continuait à la traiter avec la plus grande distinction, lui dit plus d'une fois qu'elle était la fille de feu l'impératrice Elisabeth, ce que confirmèrent les gens de la maison et les visiteurs. Quant à son père, les uns disaient qu'il s'appelait Razoumofski, les autres lui donnaient un autre nom qu'elle a oublié. Hali lui offrait d'employer tous ses biens pour lui rendre la position qui lui appartenait; elle ignore les motifs d'une telle générosité. Elle séjourna avec lui à Ispahan, jusqu'en 1769. Alors survinrent, en Perse, des troubles qui obligèrent Hali à voyager. Il lui offrit de venir avec lui, ou bien de demeurer et de prendre la religion du pays, où elle serait une grande dame. Elle accepta le premier parti, mais en demandant de ne pas aller en Russie, où sa naissance l'exposerait à des dangers. Comme Hali ne voulait pas passer par la Turquie, il fallut prendre la route d'Astrakhan. Ils n'y séjournèrent que quarante-huit heures; il avait pris le nom de Krymof, gentilhomme persan, et elle passait

pour sa fille. Là, on lui donna des habits d'homme et elle traversa ainsi toute la Russie, sans être arrêtée. Ils ne demeurèrent qu'une nuit à Pétersbourg; de là ils allèrent à Riga, puis à Kœnigsberg où ils s'arrêtèrent six semaines. Dans cette ville leurs deux domestiques s'enrôlèrent¹. Six autres semaines ils demeurèrent à Berlin; enfin ils arrivèrent à Londres où ils séjournèrent quelque temps. Le prince Hali, ayant reçu une lettre de Perse, fut obligé d'y retourner en diligence. Il faisait de grandes affaires avec l'Inde et la Chine et avait soixante navires à lui. En partant il lui laissa des pierreries, de l'or en lingots et beaucoup d'argent monnayé, en sorte qu'elle faisait de grandes dépenses et qu'elle paya pour d'autres 100.000 ducats. Après le départ d'Hali, elle resta encore cinq mois en Angleterre, puis passa en France, où elle résida deux ans sous le nom de princesse Hali, qu'elle portait à Londres. En France, elle a vu la meilleure compagnie. On lui disait qu'elle cachait son vrai nom, mais qu'on savait bien qu'elle était la fille de l'impératrice Elisabeth; elle l'a toujours nié. Elle avait l'intention d'acheter une propriété en Allemagne pour y vivre tranquille, et elle en cherchait une, lorsque le duc de Schleswig-Holstein lui remit une lettre du comte Philippe-Ferdinand de Limbourg-Styrum, qu'elle avait connu en France, et qui, désirant la voir, l'invitait à se fixer dans ses Etats. Elle s'y rendit et le comte lui demanda sa main. Avant de se décider, elle voulait approfondir le mystère de sa naissance, et, à cet effet, se présenter à l'impératrice, à qui, d'ailleurs, elle avait à communiquer un plan de relations commerciales avec la Perse très avantageux pour la Russie. Pour prix de ce service, elle espérait que l'impératrice lui accor-

derait une récompense et un titre, avec lequel elle épouserait le prince de Limbourg. Les affaires de ce dernier (et elle entra dans de longs détails à cette occasion, mêlant le vrai et le faux) l'avaient obligée d'ajourner son voyage en Russie. Philippe-Ferdinand lui ayant fait part du besoin d'argent où il se trouvait, elle voulut profiter du crédit qu'Hali lui avait ouvert en Perse, et, à cet effet, se rendit à Venise avec une dame et le colonel Knorr. En traversant le Tyrol sous le nom de comtesse de Pinneberg, elle apprit que le prince Radziwill était à Venise. Elle lui écrivit pour le prier de prendre avec lui un de ses gens. Sachant qu'il allait à Constantinople, elle désirait mettre sous sa protection la personne qu'elle devait envoyer en Perse par la Turquie. Radziwill, qui avait appris à Paris qu'elle était fille d'Elisabeth, crut qu'elle pourrait être utile à son pays et entra en relation avec elle; mais elle s'aperçut bientôt que c'était un homme de peu d'intelligence et renonça à lui confier son message. Elle prit même le parti d'aller en Perse par Constantinople, et Radziwill dut l'y accompagner. Ils séjournèrent cinq mois à Raguse, attendant un firman de la Porte. Elle fut obligée d'envoyer à Venise M. Czernomski chercher de l'argent auprès de *mylord* Montagne et traiter d'un emprunt que lui offraient des négociants génois. Vers la fin de son séjour à Raguse, arriva de Venise un courrier qui lui rendit une lettre anonyme, par laquelle on la conjurait d'aller à Constantinople pour sauver la vie de plusieurs personnes, ce qu'elle pourrait faire en remettant un paquet joint à la lettre et adressé au sultan. Son impression sur le moment fut qu'en effet, si elle se trouvait à Constantinople, elle pourrait parvenir, en déclarant sa naissance, à faire un traité

d'alliance entre la Russie et la Porte. On la pria encore d'envoyer un second paquet à Livourne, au comte Alexis Orlof. Après avoir décacheté ce dernier paquet et avoir pris copie du contenu, elle le recacheta de son sceau et l'expédia à son adresse. Elle garda le paquet destiné au sultan, et une lettre qu'il renfermait l'obligea d'abandonner le dessein d'aller à Constantinople.

“Vers le même temps, apprenant que la paix était faite entre la Russie et la Porte, elle conseilla au prince Radziwill de retourner dans son pays, mais il la quitta pour aller à Venise, en lui laissant deux gentilshommes de sa suite, MM. Domanski et Czernomski. De son côté, elle partit pour l'Italie, se rendit à Naples, puis à Rome, où elle demeura deux mois. Son intention était d'en repartir pour retourner auprès du comte de Limbourg en passant par Gênes, afin d'y conclure l'emprunt qu'on lui avait proposé. Peu avant l'époque fixée pour son départ, un aide de camp du comte Orlof se présenta chez elle et lui demanda si les papiers que le comte avait reçus à Livourne venaient d'elle. Sur sa réponse affirmative, il lui dit que le comte désirait la voir. Elle répondit qu'elle allait à Pise, et qu'elle l'y recevrait avec plaisir. A Pise, où elle était arrivée sous le nom de comtesse Silinska, Orlof lui fit des offres de service qu'elle ne lui demandait pas. Elle témoigna devant lui le désir d'aller à Livourne, et il l'y accompagna. Le jour de leur arrivée ils dînèrent chez le consul d'Angleterre. Après le dîner elle demanda à voir l'escadre russe. Orlof s'offrit pour la conduire et la mena au vaisseau-amiral ainsi que les personnes de sa suite. C'est là que, tandis qu'on faisait l'exercice à feu, Orlof la quitta et qu'elle fut arrêtée.”

La prisonnière ajoutait “ qu'elle n'avait jamais pris un nom qu'elle n'avait pas le droit de porter et qu'elle n'avait de sa vie rien dit ou fait pour qu'on la crût fille d'Elisabeth; qu'elle n'avait rien su que par le prince Hali; et que, lorsque le comte de Limbourg, Radziwill et maint autre personnage, lui demandaient pourquoi elle cachait son nom, et ne se faisait pas appeler princesse russe, elle répondait toujours qu'on pouvait l'appeler fille du schah, fille du sultan ou princesse russe; que, quant à elle, elle ne savait rien de sa naissance. A Venise, le baron Knorr lui avait demandé la permission de lui donner le titre d'Altesse, mais elle le lui avait expressément défendu.”

Pressée de s'expliquer au sujet des testaments et du manifeste, elle dit qu'ils lui avaient été envoyés dans une lettre sans date ni signature; quant au manifeste, on avait tort d'appeler ainsi une pièce dans laquelle on recommandait seulement de donner connaissance à la flotte russe du testament d'Elisabeth, et qu'elle l'avait envoyé à Orlof, pensant qu'il découvrirait l'auteur de cette communication. Elle jura qu'elle ne connaissait pas l'écriture et qu'elle n'avait eu aucune part à la rédaction de ces pièces. Elle avoua qu'elle avait espéré, d'après ce qu'on lui avait dit de sa naissance, qu'elle pourrait bien être la personne désignée dans le testament; puis, en y pensant, qu'elle avait cru y voir quelque machination politique. Ne sachant si ces papiers venaient de France, de Turquie ou de Russie, elle en avait été tourmentée au point d'en tomber malade. Elle n'a pas envoyé le paquet destiné au sultan. Si elle en a gardé copie, c'est par pure curiosité et pour le montrer au comte de Limbourg. Elle jura qu'elle n'avait jamais demandé la protection du sultan, ni pris le nom de

princesse russe. Toute sa vie, ajouta-t-elle, la Russie avait été l'objet de son affection, et plusieurs fois elle s'est appliquée à lui être utile. Un jour un officier au service de Radziwill lui avait annoncé qu'il allait à Constantinople, et que, par le moyen de l'ambassadeur de France, il y ferait quelque grosse affaire, en révélant le mystère de sa naissance. Elle lui avait défendu d'en rien faire, et avait empêché Radziwill de lui donner de l'argent pour le voyage. Cet homme furieux voulait aller avec un brûlot incendier la flotte russe; mais elle s'y était opposée, et c'est à cette occasion qu'elle s'était brouillée avec Radziwill. En terminant elle protesta de son innocence, assura qu'elle n'avait fait de mal à personne et qu'elle mettait toute sa confiance en Dieu et dans la bonté de l'impératrice. Elle signa l'interrogatoire du nom d'Elisabeth, et demanda au prince Golitsyne, par écrit, la permission d'adresser elle-même une lettre à l'impératrice. Dans l'espoir qu'elle s'expliquerait avec plus de franchise, le prince le permit et envoya la lettre suivante à Catherine :

“ Votre Majesté Impériale,

“ Je croy qu'il est à propos que je prévienne Votre Majesté Impériale touchant les histoires qu'on a écrit ici dans la forteresse. Elles ne sont pas suffisantes pour éclaircir Votre Majesté touchant les faux soupçons qu'on a sur mon compte. C'est pourquoi je prends la résolution supplier Votre Majesté Impériale de m'entendre elle-même. Je suis dans le cas de faire et procurer de grands avantages à votre empire.

“ Mes démarches le prouvent. Il suffit que je suis

en état d'anulé toutes les histoires qu'on a tramés contre moi à mon insue.

“ J'attends avec impatience les ordres de Votre Majesté Impériale et je me repose sur sa clémence.

“ J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect, de Votre Majesté Impériale, la très obéissante et soumise servante.

“ ELISABETH ¹. ”

Catherine, loin de l'admettre auprès d'elle, écrit au prince Golitsyne :

“ Prince Alexandre Mikhaïlovitch, allez dire à la femme en question, que, si elle veut un adoucissement à son sort, elle ait à cesser la comédie qu'elle continue à jouer dans les lettres que vous m'avez transmises. Elle pousse l'impudence jusqu'à signer *Elisabeth*. Ajoutez que personne ne doute qu'elle ne soit une aventurière, et conseillez-lui de baisser de ton, et de déclarer franchement de qui elle a appris le rôle qu'elle joue, quelle est son origine, et depuis quand elle a commencé ses impostures. *Voilà une fieffée canaille* (en français). L'impudence de sa lettre dépasse toute croyance, et je commence à la soupçonner de n'être pas dans son bon sens.

“ Votre affectionnée

“ CATHERINE. ”

“ Moscou, 7 juin 1775. ”

Quelques jours plus tard, elle ordonnait au prince Viazemski, procureur général, de transmettre à Golitsyne des renseignements sur l'origine de l'aventurière, communiqués par le ministre d'An-

gleterre. Selon son rapport, la fausse Elisabeth aurait été la fille d'un ancien traiteur de Prague. Le procureur général invitait Golitsyne à presser la prisonnière de dire la vérité en lui montrant toutes les contradictions contenues dans ses premières déclarations. Il recommandait encore de lui envoyer un ecclésiastique dont les exhortations triompheraient peut-être de son entêtement.

Je ne pense pas qu'il fût besoin de stimuler le zèle du prince Golitsyne. Dès qu'il s'était aperçu que la prisonnière était moins souffrante, il l'avait fait transporter de l'appartement du commandant à une chambre dans un bastion, peut-être dans un cachot. Mais ce redoublement de rigueur n'avait pu la déterminer à des aveux, pas plus que l'espérance qu'on avait cherché à lui donner d'un pardon complet en retour d'une entière franchise. Déçu dans toutes ses tentatives, Golitsyne écrivait à l'impératrice, le 12 août 1775, qu'il désespérait de vaincre son obstination. " Elle m'avait promis, dit-il, une lettre dans laquelle elle dirait toute la vérité; au lieu de cela elle m'écrit maintes choses qu'on ne lui demande pas. Elle prétend se justifier des écrits supposés, ce qui est impossible, car ils sont de sa main et ne peuvent être que des originaux ou des brouillons. Elle se plaint de la rigueur avec laquelle on la traite. Elle m'a dit qu'elle était mariée au prince de Limbourg-Styrum, et qu'un certain Keith connaissait le secret de sa naissance. Je passe une foule de mensonges, comme en peut dire une personne qui n'a ni pudeur, ni conscience, ni religion. A l'entendre, elle serait catholique et elle l'a fait accroire au prince de Limbourg, mais la femme de chambre qui ne l'a pas quittée dit que, bien qu'elle allât dans les

églises catholiques, elle ne s'est jamais confessée. Cela montre qu'un ecclésiastique ne pourra pas en venir à bout. Aussi je n'ai plus appelé l'archidiacre russe que je lui avais d'abord envoyé, et je n'ai pas cru à propos de la mettre en rapport avec un prêtre catholique, d'autant plus qu'elle m'a dit n'en avoir pas besoin. Lorsque je lui ai demandé pourquoi elle avait d'abord voulu voir un prêtre grec, elle m'a répondu que ses malheurs l'avaient tellement troublée, qu'elle ne savait plus, par moments, ce qu'elle disait. Je lui ai demandé pourquoi elle n'avait pas dit tout de suite qu'elle était mariée au prince de Limbourg-Styrum, et comment le mariage avait eu lieu? Elle a répondu qu'il n'y avait pas eu de pope, mais que le prince lui avait promis de l'épouser, et qu'en gage il lui avait donné par contrat le comté d'Oberstein, à la condition qu'elle ne le quitterait pas. Selon le témoignage de sa gouvernante Catherine, Keith connaissait ses parents, ainsi qu'un certain Schmidt, qui a été son professeur de mathématiques. Ce Keith n'est autre que mylord Maréchal, dont le frère a servi dans notre armée pendant la dernière guerre contre les Turcs. Dans son enfance, dit-elle, elle l'a vu en Suisse, où on l'avait menée de Kiel pour peu de temps. Lorsqu'elle retourna à Kiel, il lui procura un passe-port. Il y avait chez lui une femme turque, que son frère lui avait donnée après l'avoir amenée d'Otchakof ou de Circassie. Cette femme était à la tête d'une école de petites filles. Je lui ai demandé si elle n'avait pas été dans cette école? Elle a répondu négativement. A la mort de Keith, cette femme turque est venue à Berlin et la prisonnière l'y a vue.

“ Elle m'a demandé la permission d'écrire à ses amis pour en obtenir des informations sur ses parents.

Je lui ai fait observer qu'il était bien étrange qu'elle n'eût pas fait encore une pareille recherche, ajoutant que nous savions de source certaine que son père était un traître de Prague, et qu'elle serait obligée tôt ou tard d'en convenir. Elle a répondu que jamais de sa vie elle n'était allée à Prague, et que, si elle savait qui a inventé cette fable, elle lui arracherait les yeux.

“ Ayant remarqué l'attachement singulier du Polonais Domanski pour la prisonnière, je l'ai pressé de dire la vérité, lui promettant qu'on la lui donnerait pour femme, s'il révélait son origine et ses desseins. Il a dit qu'il ne savait rien sur son compte, mais qu'il était prêt à signer l'engagement de ne jamais sortir de sa prison, si on lui permettait de l'épouser. Ses sentiments ne sont pas partagés par l'aventurière. Lorsque je lui en ai parlé, elle m'a dit que Domanski était un imbécile, *qu'il ne savait pas les langues*, et quelle ne l'avait jamais traité autrement que Czernomski. La voyant inflexible de ce côté, je crus devoir lui offrir de la renvoyer à son prince de Limbourg, à la condition de dire toute la vérité. Alors elle m'a remis la note ci-jointe, en m'assurant qu'elle ne pouvait dire autre chose que ce qui était contenu dans ce papier. En le cachetant elle pleurait à chaudes larmes. A l'exception des noms qu'elle cite de personnes qui ont connu ses parents, rien de curieux dans cette communication, qui d'ailleurs m'est suspecte. L'impression que ses réponses m'ont laissée est que c'est une femme fausse, éhontée, méchante et sans conscience. La dernière fois que je l'ai vue, je lui ai signifié que, comme coupable non repentante, elle est condamnée à la prison perpétuelle, et je l'ai laissée là-dessus. J'ai tout essayé pour l'ame-

ner à un aveu : promesses, rigueurs de détention, réductions de nourriture, de linge et autres nécessités, si bien qu'elle n'a plus maintenant que le strict nécessaire ; on la garde à vue, je lui ai ôté sa femme de chambre. Je ne ferai rien de plus sans l'ordre de Votre Majesté. Peut-être que le temps et la perte de la liberté, sans espoir, l'amèneront enfin à confesser la vérité. ”

Voici la lettre et la note de la main de la prisonnière, que Golitsyne envoyait à l'impératrice avec le précédent rapport :

“ Mon prince,

“ J'ai l'honneur de vous envoyer le peut de notes ; j'ai fait mon possible pour rassembler toutes mes forces. Je suis si malades et si chagrinée ici, que Votre Altesse serait touchée jusqu'aux larmes si elle voyais tout.

“ Je vous conjure au nom de Dieu, mon prince ayé pitié de moi. Je n'ay ici que vous pour me défendre, ma confiance vis-à-vis de Votre Altesse est sans borne et il n'y a rien que je ne face au monde pour vous le témoigner. Voici une petite lettre pour Sa Majesté Impériale. Je ne sais si Votre Altesse pourra l'envoyé, je ne puis pour ainsi dire pas me soutenir, mon état me fait horreur.

“ Je me repose entièrement sur la bonté de Votre Altesse, Dieu vous béniras et tous ceux qui vous sont chers. Si vous saviez comme je suis mon prince vous ny pouriez pas tenir vous-même, des hommes jour et nuit dans ma chambre. Ne savoir pas un mot de la langue, tout contre moi, privé de tout en un mot je sucombe. Faites moi l'amitié mon prince de me permettre que j'écrive à mes amis, affin que je ne

ne passe pas pour ce que je ne suis pas. J'aime mieux passer ma vie dans un couvent que d'être persécutée plus longtemps. En un mot tout m'acable. Je supplie Votre Altesse de m'accorder sa protection, ne m'abandonnez pas mon digne prince.

“ J'ai l'honneur d'être avec les sentiments les plus dévoués,

“ Mon Prince

“ De Votre Altesse

“ La très humble et très obéissante servante ¹. ”

“ Voici une note des personnes que je me souviens d'avoir vues étant enfant.

“ A l'âge de 6 ans on m'envoya à Lion, nous passâmes par le pays que Mr de Poët avait sous son gouvernement nous allâmes à Lion, où je fus cinq à six mois, on vint me chercher on me mena de refuge à Kil. Voici les personnes que j'ai vues à Kil.

“ Mr. Schmid qui me donnait des leçons en mathématiques. Les autres maîtres sont inutiles à nommer il n'y avait que celui là qui savait les secrets de la maison.

“ Mr. le baron de Stern avec sa femme et sa sœur. M. Chouman, négociant à Dendsig ² payait pour mon entretien à Kil, voilà les personnes à qui il faut s'adresser je ne sais rien de plus sûr. On m'a fait mystère de tout et je ne me suis point donné de peine pour savoir ce qui ne m'était d'aucune utilité et au surplus on ne m'a jamais dit qui j'étais, on m'a fait mille comptes, qui ne regardent personne, vues que ce sont des comptes. ”

Elle écrivait en même temps à l'Impératrice :

“ Votre Majesté Impériale,

“ Enfin à l'agonie je m'arrache des bras de la mort.

pour exposer mon déplorable sort aux pieds de Votre Majesté Impériale.

“ Bien loing quelle me perdra ce seras votre sacré Majesté qui feras seser mes peines Elle verras mon innocence. J’ai rasemblés le peut de force qui me reste pour faire des notes que j’ai remis au prince Golizin. On me dit que c’est Votre Majesté Impériale que j’ai eu le malheur d’offenser, vü qu’on croy telle chose je suplie a genoux votre sacré Majesté d’entendre elle-même cette chose, elle seras vengée de ses ennemis et elle seras mon juje.

“ Ce n’est pas vis-à-vis de Votre Majesté Impériale que je me veux justifier. Je connais mon devoir et sa profonde pénétration est trop connue pour que j’aye besoin de lui détailler les diminutifs ¹.

“ Mon état fait fremire la nature. Je conjure Votre Majesté Impériale au nom delle meme quelle veuille m’entendre et macorder sa grâce, Dieu a pitié de nous. Ce n’est pas à moi seule que Votre Sacré Majesté refuseras sa clémense : que Dieu touche son cœur magnanime à mon égard et le reste de ma vie je la consacrerai à son auguste prospérité et service.

“ Je suis de Votre Majesté Impériale la très humble et obéissante et soumise dévouée servante ¹. ”

Depuis le 12 août, date probable de cette lettre, jusqu’au 26 octobre, la prisonnière paraît être demeurée dans sa cellule sans communication avec son juge. Le 26 octobre le prince Golitsyne écrit à l’impératrice :

“ La femme détenue dans la forteresse est depuis longtemps dans un grand état de faiblesse. Son état s’est tellement aggravé, que le médecin qui a soin

d'elle désespère de son rétablissement et ne lui donne pas longtemps à vivre. Sans doute la surveillance a été rigoureuse, mais on ne peut attribuer son épuisement à l'insuffisance de sa nourriture. Si elle succombe, sa mort ne pourra être attribuée qu'à une maladie naturelle causée par le changement de position. ”

Quelques jours plus tard le commandant de la forteresse envoyait à Golitsyne le rapport suivant :

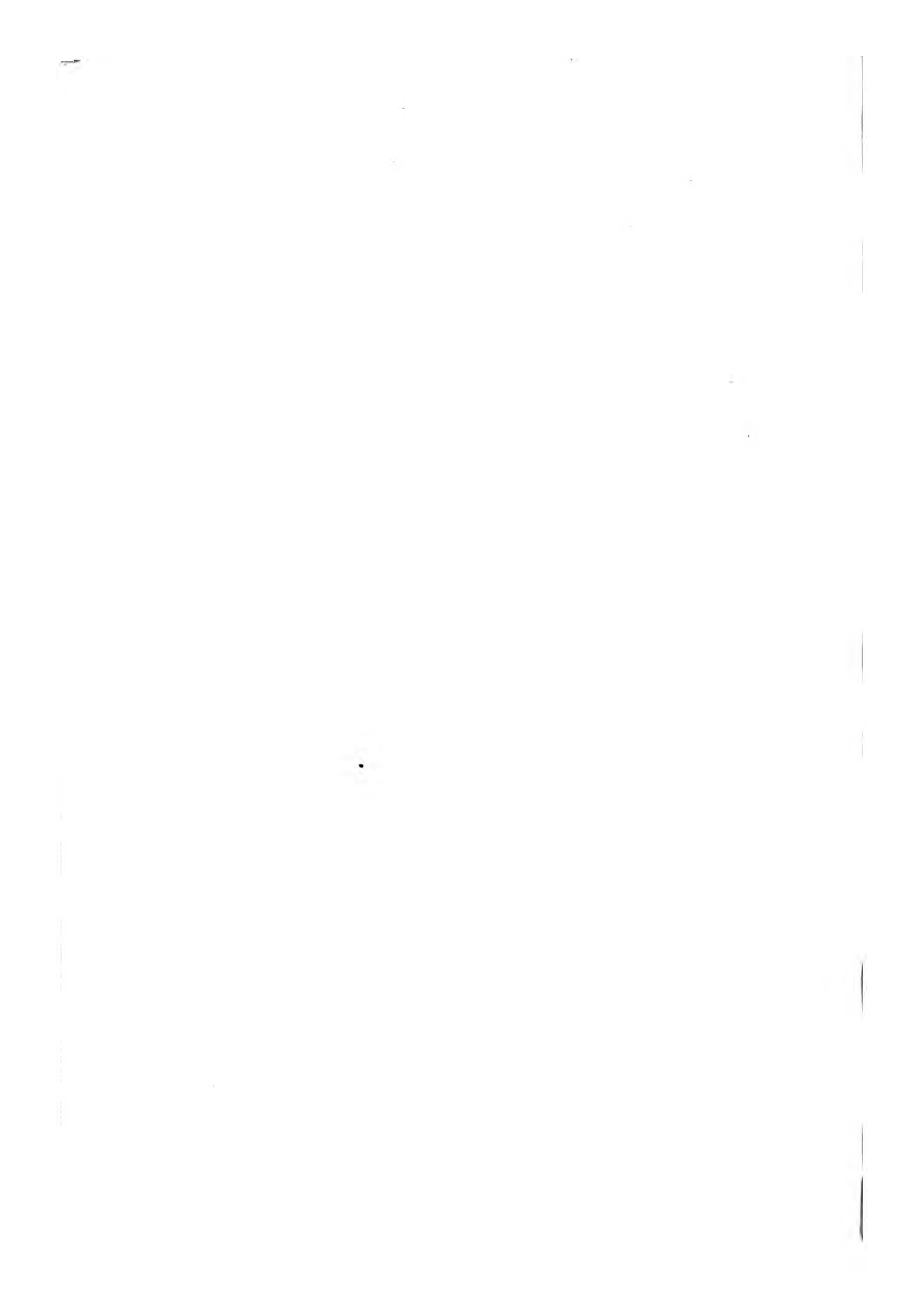
“ La femme détenue ici en vertu de l'ordre du 12 mai n'a cessé d'être malade depuis son entrée à la forteresse. Malgré les efforts qu'on a faits pour combattre le mal, il s'est aggravé, et finalement, le 4 décembre à 7 heures après midi, elle est morte, par la volonté divine, de la susdite maladie, et a été enterrée profondément en terre, dans le bastion où elle était renfermée. Au nom de Sa Majesté j'ai ordonné au sergent, au caporal et aux trente soldats de garde d'observer le secret¹, la femme de chambre, le maître d'hôtel et les quatre domestiques demeurent en bon état.

“ 6 décembre 1775,

André TCHERNICHEF.”

La fausse Elisabeth est morte avec son secret; ses lettres et les pièces diplomatiques qu'elle a composées donnent une idée fort médiocre de son intelligence. Comment expliquer pourtant qu'un certain nombre de gens d'esprit aient été ses dupes ou du moins lui aient accordé un intérêt ou même une attention qu'elle ne semble pas devoir mériter?

Oginski, le comte de Hornstein, Montagne, Radziwill, le cardinal et l'abbé Roccatani, ont, pendant quelque temps, subi son influence à différents degrés. Il y a des personnes dont la conversation est brillante et qui sont hors d'état d'écrire ce qu'elles savent dire avec esprit. Telle était peut-être notre aventurière. Cependant, lorsqu'on examine ses lettres à Golitsyne et à l'impératrice, le décousu et l'absurdité de la rédaction indiquent quelque chose de plus que la difficulté d'exprimer sa pensée. Catherine n'aurait-elle pas deviné juste lorsqu'elle écrivait que la fausse Elisabeth avait la tête dérangée. Nous avons vu que plusieurs imposteurs, Mathurin Bruneau par exemple, étaient des fous.



Mémoires contemporains
relatifs au faux
Démétrius

The first part of the document
 discusses the importance of
 maintaining accurate records
 and the role of the
 committee in this regard.



I

L'histoire de Russie n'offre pas d'épisode plus intéressant que l'apparition de cet imposteur célèbre qui prit le nom de Démétrius Ivanovitch et qui monta sur le trône à Moscou en 1605. Un jeune homme de vingt-deux ans, probablement d'une naissance obscure, conçoit le projet de s'emparer d'un puissant empire gouverné par un homme de tête et de courage, disposant d'un trésor immense et d'armées innombrables; seul, il tente l'entreprise et réussit. Dès qu'il a ceint la couronne, ce fourbe audacieux se montre digne de commander, il s'applique à civiliser son peuple; il est, en quelque sorte, un précurseur de Pierre le Grand, et s'il succombe sans avoir accompli sa tâche, c'est, il faut le dire, parce qu'au lieu de régner en usurpateur, il voulut régner en prince légitime.

Son histoire est demeurée fort obscure; la plupart des auteurs étrangers ou russes et l'illustre Karam-

zine lui-même, semblent ne l'avoir étudié qu'avec prévention et dans les récits passionnés ou peu fidèles. On s'est borné à copier des annalistes, la plupart déjà éloignés des contemporains, consignés dans un grand nombre de pièces et de mémoires d'une valeur historique considérable. M. Oustrialof a eu l'heureuse idée de recueillir des documents précieux, de les traduire du vieil allemand, du polonais, du français, du latin, et de les contrôler en les rapprochant les uns des autres; il a réuni de la sorte des matériaux excellents qu'à la vérité il a négligé de mettre en œuvre, mais qu'il serait facile de coordonner aujourd'hui. C'est ce que je vais essayer de faire. Ce Démétrius, dont le nom fut si funeste à la Russie, était fils du tsar Ivan le Terrible et frère cadet de Fédor, qui régna de 1584 à 1598. Fédor, prince d'une santé débile et encore plus faible d'esprit, avait remis les rênes du gouvernement à son ministre Boris Godounof, qui, du vivant même de son maître, reçut le titre de "Régent de l'Empire". Au despotisme brutal et insensé d'Ivan succéda un despotisme non moins absolu mais régulier et intelligent. Sous l'administration de Boris, on n'eut plus à craindre les emportements sanguinaires d'un frénétique, mais il fallut subir l'intervention continuelle d'une autorité jalouse et tracassière qui prétendait tout régler, l'intérieur de la famille comme les affaires de l'Etat. Soupçonneux, implacable dans ses ressentiments, punissant la désaffection comme la désobéissance, Boris fit sentir durement le joug à la nation moscovite: Ivan avait été pour elle un Caligula, Boris fut un Tibère.

La santé ruinée de Fédor faisait prévoir qu'il mourrait jeune et sans postérité. C'était donc sur

Démétrius que reposait le sort de la dynastie varègue, c'est-à-dire sur un enfant maladif, notoirement atteint d'épilepsie. Démétrius mort, il n'y avait qu'un homme en Russie qui pût être appelé au trône : c'était Boris, maître du trésor et des troupes, redouté des grands et du peuple, et que, depuis longtemps, on était accoutumé à regarder comme le chef de l'Etat. Les ennemis de Boris, et le nombre en était grand, fondaient tout leur espoir, pour l'avenir, sur le jeune Démétrius : élevé à Ouglitch, dans une espèce d'exil, par sa mère la veuve d'Ivan, et par ses oncles les Nagoï, il apprenait tout enfant à haïr le persécuteur de sa famille. A dix ans, il annonçait les instincts féroces de son père, il avait des accès de fureur dans lesquels il frappait tout ce qui s'offrait à lui, sa mère elle-même. Baer rapporte qu'il s'amusa un jour à faire des figures d'hommes avec de la neige, donnant à chacun le nom d'un boyard du conseil, et, la plus grande, il l'appela Boris; puis armé d'un sabre de bois, il leur abattit la tête en disant : *Quand je serai tsar, voilà comme je les traiterai.* Il n'eut pas le temps de mettre en pratique les leçons qu'on lui donnait : il mourut à Ouglitch avant d'avoir atteint sa onzième année.

Sa mort fut-elle le résultat d'un accident ou d'un crime? c'est un problème qu'il faut désespérer de résoudre aujourd'hui. Tous les historiens russes accusent Boris de l'avoir fait assassiner; mais on cherche vainement des preuves de cette imputation : leurs récits et celui de Karamzine même, ne soumettent pas un examen sérieux, car ils ne pourraient avoir été que transmis par un génie invisible, tantôt pénétrant dans le cabinet de Boris pour surprendre ses secrètes confidences, tantôt écoutant le dialogue

de la victime seule avec ses assassins. Le procès-verbal très détaillé de l'enquête tenue à Ouglitch, sur les causes et les suites de la mort du tsarevitch, paraît à Karamzine une pièce arrachée par l'intimidation, et il la rejette sans l'examiner : " Les témoins, dit-il, craignaient trop Boris pour révéler ce qu'ils savaient. " Mais qui a pu voir quelque chose excepté ces témoins, et où trouve-t-on une autre déposition qui infirme la leur ? Si cette pièce laisse encore quelques doutes, elle n'en reste pas moins la seule d'où l'on puisse tirer des renseignements pour connaître la vérité. J'en vais faire l'analyse le plus brièvement possible :

Le 15 mai 1591 (v. s.), vers le milieu du jour, le tsarevitch jouait avec des enfants de son âge dans l'enclos de son palais : sept témoins, sa gouvernante, sa nourrice, une fille de chambre et quatre menins, déclarent qu'en leur présence il fut pris d'un accès de sa maladie noire, *tchornaïa bolesgn*, qu'il tomba par terre et se perça la gorge d'un couteau qu'il tenait à la main. Tous les sept sont unanimes, trop unanimes peut-être, car les termes de leur déposition sentent un peu une leçon apprise par cœur.

On ne compara pas la blessure du tsarevitch avec le couteau dont il se servait. Cet oubli semble aujourd'hui extraordinaire ; mais, en 1591, la procédure criminelle n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui, et, à la rigueur, il n'est pas impossible que les commissaires de l'enquête ne se soient pas avisés de cette confrontation. Toutefois, ce point donne lieu à une supposition que j'examinerai tout à l'heure.

Aux cris des femmes, la tsarine accourt et voit son fils baigné dans son sang. Elle s'élançe sur la

gouvernante qui devait surveiller l'enfant, et la frappe à coups de bûche, puis dans la première furie de son désespoir, elle s'écrie que les officiers de la chancellerie du tsar ont assassiné son fils. Ces hommes, créatures de Boris, étaient sans cesse en querelle avec la mère et les oncles du tsarevitch. Survient Michel Nagoï (frère de la tsarine), sortant de table et dans un état d'ivresse; à son tour il frappe la gouvernante et fait sonner la cloche d'alarme à une église voisine. En un instant l'enclos se remplit de serviteurs et d'habitants d'Ouglitch, qui accourent avec des fourches et des haches, croyant que le feu est au palais. On leur désigne les assassins, c'est-à-dire les officiers de la chancellerie, accourus avec les autres au bruit du tocsin, et sur-le-champ la foule les massacre avec des raffinements de barbarie abominables. Ce fut une "vengeance illégale quoique juste", dit Karamzine : il aurait dû laisser ce mot à Danton. Quelle apparence que douze ou quinze personnes eussent été chargées par Boris de tuer un enfant de dix ans? N'importe, on ne peut admettre que la *justice populaire* commette une erreur, et, après Karamzine tous les historiens ont répété que les douze ou quinze malheureux massacrés à Ouglitch étaient des assassins.

Poursuivons l'étude de l'enquête. La tsarine, qui a désigné les meurtriers, bien qu'elle n'ait rien vu, est si peu sûre de son fait, que, dès le lendemain, elle s'avise qu'une naine, qui venait l'amuser par ses bouffonneries, a jeté un sort sur son fils : sans autre forme de procès, elle la fait tuer à coups d'arquebuse. De leur côté, les Nagoï, ses frères, ont cuvé leur vin : ils réfléchissent qu'ils ont fait tuer un peu vite les officiers du tsar; ils veulent avoir des preuves d'un

assassinat. Michel Nagoï fait mettre des armes sur les cadavres des morts, entre autres un poignard tartare, *nogaisky noge*, qu'il trempe dans le sang d'une poule.

Arrêtons-nous sur ce fait, avoué par l'auteur lui-même de l'ingénieux expédient. Pourquoi ce poignard tartare? pourquoi ce sang? Apparemment pour montrer entre les mains d'un des prétendus meurtriers une arme qu'on pût supposer employée contre le tsarévitch. Michel Nagoï avait dû voir la blessure que son neveu avait à la gorge. Il fallait donc que le poignard tartare parût s'adapter à cette blessure. Or, qu'est-ce qu'un poignard tartare? C'est une arme à lame large, à deux tranchants, fort différente du couteau, *nogik*, qu'on pouvait laisser aux mains d'un enfant épileptique. Ne peut-on pas soupçonner, d'après cette circonstance, que Démétrius fut frappé par un assassin demeuré inconnu? Bien que sept témoins déposent que l'enfant est mort sous leurs yeux, il se peut qu'ils l'aient perdu de vue un instant, dans un vaste enclos, *dvor*, planté d'arbres et renfermant plusieurs maisons séparées. Observons encore que ces témoins, qui devaient surveiller l'enfant épileptique, sont tous en faute, et, par conséquent, intéressés à mentir. M. Oustrialof a eu le premier le courage de déclarer que l'enquête d'Ouglitch méritait plus de confiance que les récits romanesques des annalistes. Ne va-t-il pas trop loin en acquittant Boris de toute participation à cette mort mystérieuse?

Quoi qu'il en soit, le régent était le seul homme qui eût un intérêt évident à la mort de Démétrius, et l'opinion publique l'en rendit responsable; la rigueur avec laquelle il sévit contre les auteurs du massacre

de ses officiers acheva de convaincre les plus incrédules. La tsarine fut obligée par lui de prendre le voile, il exila ses frères. Plus de 200 habitants d'Ouglitch périrent dans les supplices, et presque tous les autres furent transportés en Sibérie. La colère de Boris s'attacha même aux objets inanimés, souvenirs de ce forfait étrange : le palais du tsarévitch fut rasé, et la cloche qui avait ameuté les habitants d'Ouglitch fut exilée avec eux ; à la fin du siècle dernier on la montrait encore dans une église de Tobolsk.

Le peuple est ingénieux à charger de tous les crimes l'homme qu'il a pris en haine. C'était peu d'attribuer à Boris la mort de Démétrius, il n'y eut plus d'accusation absurde qui ne trouvât créance, inventée contre lui. En 1591, un incendie réduisit en cendres plusieurs quartiers de Moscou ; on dit qu'il avait été allumé par Boris, qui, en brûlant les boutiques des marchands, voulait leur tailler de la besogne jusqu'à ce que la rumeur fût un peu apaisée et les esprits rassis¹. Puis, le khan de Crimée, pénétrant tout à coup en Russie avec une armée formidable, parut aux portes de Moscou ; Boris sauva la ville par son énergie, mais on murmura qu'il avait appelé les Tartares, pour faire oublier le meurtre du tsarévitch. Pas un personnage ne mourut en Russie qu'on ne le crût empoisonné par son ordre ; et pourtant, malgré les calomnies, l'obéissance ne se démentit pas. Ceux même qui maudissaient le régent le regardaient comme indispensable, si bien que, lorsque Fédor mourut en 1598, les grands et le peuple supplièrent Boris de prendre la couronne. Ce fut une acclamation unanime, et il eut le droit de se dire l'élu de la nation. Cette contradiction apparente

s'explique par les services réels qu'il avait rendus à la Russie pendant sa longue administration, surtout par son habileté à entretenir le prestige de terreur établi autour du trône par le règne sanguinaire d'Ivan. Pendant quatorze ans il avait préparé les peuples au changement de dynastie, et ce changement s'opéra sans secousse; pendant sept ans encore il régna, toujours détesté, mais toujours craint, et sans avoir besoin de renouveler l'exemple du châtiement infligé à Ouglitch.

On sait que le roi don Sébastien de Portugal fut tué en Afrique en 1578, sans qu'on retrouvât son cadavre; le peuple ne crut pas à sa mort, qui amenait un changement de dynastie. Plusieurs imposteurs essayèrent de gagner un trône en prenant son nom, et l'on voit, dans les mémoires de Sully, qu'en 1595 "il y avait à Paris un faux Sébastien". J'ignore si l'histoire de ce roi portugais était connue en Russie; mais, dans les dernières années de son règne, Boris avait attiré à la cour un prince malheureux dont la vie aventureuse était également propre à préparer l'apparition d'un faux Démétrius: c'était Gustave Ericson, fils d'Eric XIV, roi de Suède. Echappé à la captivité et à la mort que lui réservaient ses sujets rebelles, il avait longtemps mené une vie errante, promenant sa misère de pays en pays. Boris, espérant se servir de son nom pour l'exécution des projets qu'il méditait contre la Suède et la Livonie, le fit venir à Moscou et le combla de présents; bientôt, s'apercevant qu'il avait affaire à une espèce de philosophe tout occupé d'études scientifiques et dépourvu d'ambition, il le relégua à Ouglitch avec une pension convenable à son rang. Je ne doute pas que le séjour de Gustave en Russie n'ait habitué les

imaginations aux aventures romanesques de princes persécutés par des tyrans et toujours protégés par la Providence. L'exilé suédois se plaisait au récit des dangers qu'il avait courus dans son enfance : il disait que, par ordre de son oncle l'usurpateur Jean III, il avait été mis dans un sac pour être noyé dans la mer, que vingt fois il avait échappé au poison ou aux poignards des assassins apostés par son persécuteur : il racontait les déguisements qu'il avait dû prendre, les travaux grossiers auxquels il s'était soumis pour gagner son pain, et cacher son existence, sans cesse menacée. Ces récits, embellis par l'imagination slave, parvinrent sans doute enfin à un homme dont l'audace et l'ambition n'attendaient qu'une forme pour se manifester. Le merveilleux est de tous les temps ; mais chaque époque a son goût particulier : au commencement du xvii^e siècle, la mode avait adopté les princes légitimes persécutés par des usurpateurs. L'inconnu qui prit le nom de Démétrius, trouvant une fable déjà accréditée par l'exemple de Gustave, se l'appropriâ et sut l'exploiter à son profit.

Vers le milieu de l'année 1603, un jeune homme inconnu qui venait d'entrer au service du prince Adam Wiszniowiecki, grand seigneur lithuanien, en qualité d'écuyer ou de valet de chambre, révéla à son maître qu'il était le tsarévitch Démétrius, fils d'Ivan. On conte de différentes manières les circonstances relatives à l'apparition de ce personnage ; la version du pasteur Baer, qui avait été en relations avec beaucoup de seigneurs polonais, et qui vit souvent l'imposteur lui-même, me semble avoir un caractère de vérité, malgré les couleurs un peu romanesques dont elle peut être ornée. Voici le récit de Baer¹ :

“ Ce jeune homme servait fidèlement le prince Wiszniowiecki comme valet de chambre; il advint qu’un certain jour à Brahin, son maître étant au bain, il oublia de lui porter quelque chose qu’on lui demandait, sur quoi ce prince lui donna un soufflet et l’appela fils de ... Le jeune homme outré s’écria : “ Ah! prince Adam, si tu savais qui je suis, tu ne me traiterais pas de la sorte! mais je dois tout endurer “ puisque j’ai pris le rôle de valet. — Eh, qui donc “ es-tu? ” demanda le prince! Alors le jeune homme raconta qu’il était fils d’Ivan Vassilievitch, et déclara de quelle façon il avait échappé aux embûches de Boris; ensuite il lui montra une croix d’or enrichie de diamants qu’il avait reçue de son parrain, suivant l’usage moscovite, le jour de son baptême. Enfin le faux Démétrius tombant à genoux ajouta : “ Fais “ de moi ce que tu voudras; aussi bien cette vie de “ misère m’excède, mais, si tu me donnes les secours “ dont j’ai besoin, puisse Dieu m’accorder un jour “ de t’en récompenser! ”

“ Le prince, confondu, crut tout ce que lui disait ce jeune homme modeste et de bonne mine; après lui avoir demandé pardon du soufflet et de l’épithète injurieuse qu’il lui avait adressée, il le supplie d’entrer dans le bain, et lui-même court prévenir sa femme qu’elle fasse préparer un repas splendide, car il attend le tsar de Moscovie, il ordonne à ses valets de harnacher six chevaux de race, d’amener un carrosse magnifique, de lui apporter des tapis et des armes précieuses. Tout étant prêt, il rentre dans le bain, suivi de douze serviteurs, lui-même aide respectueusement son ex-valet de chambre à revêtir des habits de brocards; il lui présente les chevaux, la voiture et les armes : “ Que Votre

“ Majesté, dit-il, daigne accepter cette bagatelle, tout ce que je possède est à son service. ”

Quelque soit le moyen dont l'inconnu se soit servi, il est certain que le choix de son premier confident annonçait du jugement et de la pénétration. Le prince Wiszniowiecki, issu des Jagellons, était riche, allié à toutes les grandes familles de Lithuanie et de Pologne, d'ailleurs généreux, plein de faste, en un mot un vrai chevalier du moyen âge, un peu déplacé déjà au commencement du xvii^e siècle; il fut séduit tout d'abord et s'empressa de promener son hôte de château en château. Plusieurs Polonais, qui avaient été prisonniers en Russie, reconnurent le tsarévitch ou prétendirent le reconnaître à quelques signes dont il faisait parade. L'hôte de Wiszniowiecki paraissait âgé de 20 à 22 ans; si Démétrius eût vécu il aurait eu 22 ans en 1603. Il était petit de taille, mais large d'épaules, et tout en lui annonçait la vigueur et l'agilité, ses cheveux étaient d'un blond tirant sur le roux, ses yeux d'un bleu pâle, et cependant, comme beaucoup d'hommes originaires des pays froids, il avait le teint très basané. On savait que Marie Fedorovna, la mère de Démétrius, était très brune, et qu'Ivan était d'une stature au-dessous de la moyenne; mais le tsar était beau, et les traits de son fils prétendu ne prévenaient guère en sa faveur. Le visage large, les pommettes saillantes, le nez gros, les lèvres épaisses, peu ou point de barbe, c'est ainsi que le représentent les auteurs qui l'ont souvent approché, description qui se rapporte de tout point à une gravure publiée en Pologne en 1606, et qui paraît être exécutée d'après un dessin¹; on y voit comme l'exagération du type slave, avec une expression d'audace et d'énergie peu communes. L'hôte

du prince Wiszniowiecki avait deux verrues, l'une au front, l'autre sous l'œil droit; il avait un bras un peu plus long que l'autre. Tous ces signes avaient sans doute été remarqués sur l'enfant mort à Ouglitch.

L'inconnu parlait le polonais aussi facilement et peut-être plus facilement que le russe. Il savait quelques mots de latin, écrivait vite et d'une main hardie. C'en était assez alors pour prouver qu'il avait reçu une éducation libérale. L'histoire de Russie semblait lui être bien connue. Il possédait les généalogies de toutes les grandes familles, et n'ignorait ni leurs intérêts, ni leurs rivalités. Adroit à flatter ses hôtes, il laissait voir, plutôt qu'il n'avouait, une certaine partialité pour la civilisation polonaise, et faisait bon marché des institutions de la Russie et même de mainte pratique de l'Eglise grecque. Enfin, et ce n'était pas un mince mérite auprès d'une noblesse guerrière, il montait admirablement à cheval et excellait dans tous les exercices qui exigent de l'adresse et de la vigueur.

Il évitait d'entrer dans des détails compromettants sur les circonstances de son évasion : c'était, disait-il, son médecin qui l'avait sauvé en mettant dans son lit le fils d'un serf, que les assassins avaient égorgé la nuit sans le connaître; puis il s'était caché quelque temps dans un couvent sous des habits de moine, et, avant de se découvrir à Wiszniowiecki, il avait habité un monastère de Kief.

Tandis que le personnage inconnu que, faute de pouvoir lui donner un autre nom, j'appellerai désormais Démétrius, recevait les hommages des nobles lithuaniens, un moine, avec lequel il entretenait une correspondance suivie, parcourait les villages

des Cosaques du Don et du Dniepér, leur annonçant que le tsarévitch, fils d'Ivan, avait échappé à la mort, qu'il était en Lithuanie, et que bientôt, à la tête d'une armée polonaise, il allait passer la frontière et revendiquer son trône. L'espoir du pillage enflammait ces hordes sauvages, et la plupart de leurs atamans écrivirent à Démétrius pour lui offrir leurs services et lui annoncer qu'ils étaient prêts à se rallier à son étendard.

Boris apprit presque à la fois l'apparition du prétendant et les symptômes menaçants d'une révolte des Cosaques. D'abord il crut qu'en faisant disparaître l'homme au nom duquel ils se disposaient à prendre les armes, il étoufferait leur rébellion dès sa naissance; mais, pour s'emparer de la personne de Démétrius, il s'y prit fort mal, en offrant au prince Wiszniowiecki des terres et de l'argent, s'il voulait lui livrer l'imposteur. Indigné, le généreux palatin renvoya les agents de Boris sans daigner lui répondre; puis il se hâta de mener son hôte dans l'intérieur de la Pologne et de réclamer pour lui la protection de Sigismond III.

Probablement Boris ignorait, comme tout le monde, quel était ce prétendant tombé des nues qui agitait déjà son empire. Son attention était partagée entre l'inconnu à qui les seigneurs polonais donnaient des fêtes et le moine dont les prédications soulevaient les Cosaques. Quant à ce dernier il avait un nom: il s'appelait Grégoire (ou Grichka) Otrepief; il était natif d'Iaroslavl; fort décrié parmi le clergé russe pour les désordres de sa conduite, ivrogne, débauché, insolent; il avait été chassé de plusieurs monastères. Son père, capitaine de Strelitz, avait été tué à Moscou dans une rixe de cabaret; enfin, un de

ses oncles, Smirnoï Otrepief, vivait à la cour du tsar, on ne sait en quelle qualité, mais jouissant d'une privauté singulière auprès du souverain.

Il s'agissait de perdre le faux Démétrius dans l'esprit du peuple, avant qu'il eût augmenté le nombre de ses partisans : Boris crut que le plus sûr moyen était d'identifier le prétendant avec le moine défroqué Grichka Otrepief, méprisé de tout le monde. Il le fit excommunier, on répandit dans tout l'empire que Grégoire Otrepief était en Lithuanie, se donnant pour le tsarévitch, et l'on ne parla point du moine qui prêchait l'insurrection aux Cosaques. L'invention n'obtint alors aucun succès et chacun y vit une ruse de Boris. Cependant la fable s'accrédita dans la suite, après la mort de Démétrius, et elle est admise aujourd'hui par tous les historiens russes. M. Oustrialof lui-même la répète dans ses notes, après avoir publié bien des documents qui, à mon avis, auraient dû la lui faire rejeter. Pour moi, il me semble que, s'il est impossible de découvrir l'origine véritable de l'imposteur, il est, du moins, assez facile de prouver qu'il n'était pas Grichka Otrepief.

Baer et Margeret, qui ont connu personnellement l'imposteur, le distinguent tous les deux du moine défroqué. Baer croit que le moine instruisit le faux Démétrius du rôle qu'il avait à jouer; Margeret en fait un agent obscur du prétendant : " Ledit Rostrigue (" moine apostat " en russe,) est âgé, dit-il, " de 35 à 38 ans, au lieu que ledit Démétrius n'avait " que 23 ou 24 ans quand il rentra en Russie, puis l'y " ramena, et un chacun qui l'a voulu voir l'a vu. " L'on connoissoit ce Rostrigue pour un homme " insolent, adonné à ivrognerie, pour laquelle inso- " lence fut par ledit Démétrius confiné à Ierislaf

“ (Iaroslavl), où il y a une maison de la compagnie
“ angloise, et celui qui y demeuroit m’a affirmé
“ qu’il avoit été asseuré par ledit Rostrigue, lors
“ mesme que les nouvelles vinrent que ledit Démé-
“ trius avoit été meurtry, que ledit Démétrius étoit
“ le vrai fils de l’empereur Ioannes Basilius (Ivan
“ Vassilievitch), et qu’il l’avoit conduit lui-mesme
“ hors de Russie, ce qu’il atesta avec grands serments,
“ assurant qu’on ne pouvoit nier que lui mesme ne
“ fut Grisque Otrepief, surnommé Rostrigue.¹ ”

Devant ce témoignage si précis tombe une hypothèse de Karamzine empruntée à je ne sais quel annaliste : il prétend qu’arrivé à la frontière, Otrepief changea de nom avec un autre moine fugitif qu’il envoya chez les Cosaques. Mais pourquoi lui donner ce nom d’Otrepief, parfaitement inconnu sur les bords du Don ? Quel crédit pouvait avoir un moine de Iaroslavl parmi les Cosaques ? Enfin le moyen de croire que le véritable Otrepief, reconnu pour tsar, ait été assez fou pour exiler le faux Otrepief, son agent, précisément dans la ville où le véritable Otrepief avait sa famille et était connu de tout le monde ?

Mais, en outre, une pièce émanée de la chancellerie impériale, et qui dénonce le prétendant comme n’étant que ce moine apostat, fixe la date de son arrivée en Lithuanie : c’est en 1603, la même année que Démétrius se fit reconnaître pour le fils d’Ivan par le prince Wiszniowiecki. Tous les annalistes s’accordent à dire que, jusqu’alors, Otrepief, élevé à Iaroslavl, avait erré de couvent en couvent dans l’intérieur de la Russie. Or deux faits sont parfaitement établis sur le compte du faux Démétrius : premièrement, qu’il parlait le polonais avec la plus

grande facilité, au point qu'il employait cette langue de préférence au russe pour sa correspondance intime, et il est impossible qu'un moine élevé dans l'intérieur de la Russie se fût si bien familiarisé avec le polonais, qu'il le parlât, dès en rentrant en Pologne, aussi bien que sa langue maternelle; en second lieu, l'adresse de Démétrius dans tous les exercices guerriers, ses habitudes de chasseur et de soldat, comment les expliquer avec une éducation monacale? Sans doute il y avait alors en Russie bien des moines qui ne menaient pas une vie régulière; mais dans quel couvent en eût-on trouvé qui tuassent des ours, comme Démétrius, d'un seul coup d'épieu, ou qui menassent à la charge un escadron de gendarmes?

Karamzine cherche à se tirer de cette difficulté en disant " que le moine Otrepief habita successivement deux couvents en Lithuanie; puis " (ayant conscience sans doute de l'insuffisance de son éducation) " qu'il s'associa aux Zaporogues, parmi lesquels il apprit à manier le sabre et à conduire un cheval; après quoi il serait venu à Gatcha (Huszczza), en Volhynie, étudier le polonais et le latin; enfin il entra au service du prince Wisznio-viecki, où il resta assez longtemps ¹." Tous ces faits empruntés à des annalistes plus ou moins modernes, peuvent s'appliquer au faux Démétrius, mais ils ne conviennent nullement à Otrepief. En effet, Otrepief fut tonsuré en 1603; il vint en Lithuanie en 1603. Qui croira que, dans la même année 1603, ce moine soit allé de Russie en Lithuanie, de Lithuanie à l'embouchure du Dnieper, de là en Volhynie, puis de nouveau en Lithuanie, et enfin en Pologne, faisant partout d'assez longs séjours; qu'il ait été, toujours en 1603, tantôt moine, tantôt

soldat, puis écolier, puis valet de chambre et prince finalement; qui croira, dis-je, qu'au milieu des grandes intrigues qui l'occupaient, il ait trouvé le temps d'apprendre le polonais, le latin, l'escrime et l'équitation? Quel moine que cet Otrepief, et quelle facilité pour apprendre et faire tant de choses en quelques mois!

Baer tenait du prince Sapicha que le faux Démétrius était un fils naturel d'Etienne Batthori. Pour moi, je ne crois pas possible que le fils d'un grand roi ait pu demeurer si complètement inconnu pendant vingt ans au moins. Il me semble probable, au contraire, que les Polonais, un peu honteux d'avoir été pris pour dupes par un imposteur, ont cherché, par vanité nationale, à lui attribuer une illustre origine.

Le métropolitain Platon, auteur d'une histoire estimée de l'Eglise russe, propose une hypothèse plus spécieuse. Après avoir examiné le caractère et les habitudes de Démétrius, son mépris pour les usages et la religion de la Russie, et sa partialité pour l'Eglise latine (faits d'ailleurs très contestables, comme on le verra bientôt) le docte prélat se demande, si cet homme extraordinaire n'a pas été un agent des jésuites, instruit par eux, tout enfant, à jouer le roi légitime, en un mot, une espèce de Joas élevé dans le secret du temple pour détruire la religion nationale en Russie. A cette question, le métropolitain répond par l'affirmative, et conclut que Démétrius était un Polonais, ou bien un Russe enlevé fort jeune à sa famille, et de longue main façonné au métier de prétendant¹. Je n'ai pas à défendre les jésuites de tous les méfaits qu'on leur attribue, je ne contesterai pas même leur talent singulier à découvrir un grand homme dans un écolier intelligent; mais, en lisant

l'histoire de Démétrius, on se convaincra que, s'il fut en effet élevé par des jésuites, ils en furent pour leurs frais d'éducation. Ce que Platon appelle du zèle pour la foi catholique ne semblera à la plupart des lecteurs qu'une grande tolérance religieuse, ou plutôt l'indifférence d'un ambitieux uniquement préoccupé de ses intérêts temporels; d'ailleurs, où les jésuites ont-ils pu l'élever si secrètement que toute trace de ses premières années ait complètement disparue? On sait par les lettres du P. Possevin que le collège des jésuites de Dorpat était à peu près abandonné vers la fin du xvi^e siècle, et je ne vois pas d'autre lieu où Démétrius eût pu apprendre le russe et étudier les affaires de Russie.

J'admets volontiers avec Platon que Démétrius n'était pas Russe, car son esprit, libre de préjugés, son amour des nouveautés et des institutions étrangères seraient un phénomène inexplicable à cette époque chez un Moscovite de la classe obscure, d'où sans doute il sortait. Je le crois originaire d'un pays où les langues russe et polonaise étaient parlées à la fois : telle était alors l'Ukraine. Parmi les Cosaques de cette province, témoins et acteurs dans les querelles entre la Russie et la Pologne, il avait pu apprendre, et le métier de soldat, et l'art difficile de mener les hommes. Une *sietche* ou village de Cosaques, petite république de flibustiers, où l'éloquence, la ruse et le courage faisaient les chefs, était pour un prétendant une meilleure école qu'un collège de jésuites. On trouvera peut-être dans cette hypothèse une difficulté à expliquer l'espèce d'éducation classique que Démétrius paraît avoir reçue. Il est certain, par exemple, qu'il écrivait facilement, ce que peu d'atamans cosaques eussent pu faire à cette

époque; mais Démétrius avouait qu'il avait demeuré quelque temps dans un monastère, et l'on en peut inférer qu'il avait été d'abord destiné à l'état ecclésiastique. Alors il n'était pas rare que des étudiants de l'Université de Kief, las du fouet de l'école, jetassent leurs livres pour chercher fortune parmi les Zaporogues, dont la vie de liberté et d'aventures séduisait les jeunes imaginations : Russes, Polonais, gentilshommes ruinés, moines défroqués, trouvaient un asile dans cette république de bandits. Telles furent peut-être les premières années de Démétrius, abandonnant d'abord une famille obscure dans l'espoir de devenir un jour ataman de Cosaques. Puis son esprit observateur lui montre la haine que les Russes portent à Boris et la faiblesse de son gouvernement déguisée sous l'apparence de l'ordre; il entend les accusations du peuple, qui impute au tsar le meurtre du fils d'Ivan, et en même temps les récits des voyageurs qui ont vu le prince Gustave de Suède échappé au fer des assassins : il a, pour ainsi dire, dans un même tableau la mort tragique de Démétrius et l'évasion miraculeuse de Gustave Ericson. Dès ce moment une idée nouvelle le possède : c'est un rôle plus élevé qui s'offre à sa pensée; il l'accepte, et le joue avec une inconcevable présence d'esprit, n'ayant, pour favoriser l'illusion, que des récits assez vagues sur la catastrophe d'Ouglitch, et cette croix de diamants qui éblouit les palatins polonais. Il l'avait peut-être gagnée à quelque mardage.

II

Georges Mniszek, palatin de Sendomir, fut un des sénateurs polonais qui accueillirent le mieux le faux Démétrius. C'était un grand seigneur ruiné, à bout de ressources pour subvenir au faîte ordinaire alors aux personnes de son rang. Probablement, comme la plupart de ses compatriotes, il fut dupe de l'inconnu qu'on lui présenta; d'ailleurs, l'assurance, les manières et l'esprit de Démétrius lui plurent, et il résolut de jouer les débris de sa fortune sur la chance de faire un tsar à Moscou. Sa fille Marine, jeune personne d'une rare beauté, qui songeait aux parures et aux joyaux de la couronne de Russie, beaucoup plus qu'aux devoirs d'une impératrice, avait fait la conquête du prétendu tsarévitch. Mniszek s'en applaudit, et ne négligea rien pour encourager cette passion, en même temps qu'il travaillait à obtenir pour son gendre futur l'appui du roi de Pologne.

Sigismond III était zélé pour la religion catholique : en Pologne il avait éloigné les schismatiques de son conseil ; en Suède il avait persécuté les luthériens qui le détrônèrent, et l'Empereur disait de lui qu'il avait perdu la terre afin de gagner le ciel. Pour qu'il accordât sa protection à l'imposéteur, il fallait que celui-ci lui fût d'abord recommandé par les jésuites. Aussi c'est de ce côté que Démétrius tourna d'abord ses batteries. Il savait toute l'ardeur de l'ordre à détruire le schisme en Russie, et il fut un catéchumène docile. L'espoir de convertir les Moscovites, en leur donnant un souverain catholique, s'alliait, chez les pères jésuites, à une grande pensée politique. A cette époque, l'empire turc était encore dans toute sa force et menaçant pour la chrétienté : on sait que quatre-vingts ans plus tard, une armée ottomane faillit prendre Vienne. La Pologne, avant-garde de l'Europe contre les barbares, une fois intimement alliée à la Russie, aurait suffi à les contenir et même à les refouler en Asie. Quant à la conversion des Russes, on la croyait facile ; peu d'années auparavant, au moyen de quelques changements dans la liturgie, on avait ramené au giron de l'Eglise romaine la plupart des Lithuaniens, sous le nom de *Grecs-unis*. On pouvait se flatter que les Russes accepteraient sans plus de peine un accommodement analogue.

Rarement les jésuites, en s'engageant dans une entreprise, ont tenu compte de la grandeur des obstacles, et la témérité est au nombre des reproches qu'on leur adressa quelquefois. Entre les jésuites polonais et l'hôte de Mniszek il y avait une certaine conformité de vues et de sentiments qui devait bientôt amener une liaison étroite. D'ailleurs, Démé-

trius était prodigue de promesses, et n'ayant rien, accordait tout avec empressement. Sa conversion fut prompte, mais il est douteux qu'elle ait été sincère. S'il faut en croire Cilli, ecclésiastique italien attaché à la chapelle de Sigismond, Démétrius abjura solennellement le schisme d'Orient en présence du nonce et d'un grand nombre de témoins, parmi lesquels se trouvait Cilli lui-même. On en donna avis au pape, qui écrivit fréquemment à l'illustre néophyte pour l'encourager à poursuivre l'accomplissement de ses desseins et de ses promesses. Cependant cette conversion fut tenue secrète, et, jusqu'à la fin de sa vie, Démétrius ne cessa de professer publiquement la religion grecque, dans laquelle il prétendait avoir été élevé. De leur côté Mniszek et Marine ne négligèrent pas leurs intérêts particuliers. Il existe un acte signé de la main du Tsarévitch et daté du 25 mai 1604, par lequel il s'engage, dès qu'il sera remonté sur le trône, à compter à Mniszeck un million de florins; de plus il promet d'épouser Marine et de lui donner la suzeraineté des provinces de Novgorod et de Pskof, avec pouvoir d'y bâtir des églises catholiques et d'y *instituer* des évêques, A cet engagement se joint une clause singulière qui dénote une médiocre confiance dans le succès du prétendant: la promesse de mariage n'est valable qu'à Moscou, et pour un an. Enfin, par un acte postérieur de quelques jours, Démétrius céda à son beau-père futur la suzeraineté de Smolensk à partager avec le roi de Pologne.

Toutes ces promesses faites et signées, le nonce et Mniszek présentèrent solennellement le tsarévitch à Sigismond. Cilli, témoin de l'entrevue, raconte que l'aventurier perdit un peu contenance en voyant

un roi véritable. La joie et la surprise de l'accueil qu'il reçut furent si fortes, qu'il ne trouva pas un mot à dire; il salua Sigismond à la manière moscovite, les mains jointes sur la poitrine, et se retira aussitôt. Le roi n'en prit pas une très bonne opinion, et il fallut que le légat excusât de son mieux cette timidité, qui semblait étrange dans le fils d'Ivan le Terrible. Au reste, Sigismond l'avait appelé Démétrius Ivanovitch, lui avait accordé une pension de 40.000 florins, et, ce qui était bien plus considérable, l'avait autorisé à recevoir les conseils et les secours de ses sujets. L'impoûteur se hâta de lever des soldats en Pologne et en Lithuanie.

Malgré tous ses efforts, l'argent lui manquant sans doute, il ne fut prêt à entrer en campagne qu'à la fin de l'automne de 1604. Ce délai donna le temps à Boris de rassembler des troupes et même d'envoyer à Sigismond des ambassadeurs, pour se plaindre de l'accueil fait à un aventurier. A la suite de cette ambassade venait Smirnoï Otrepief, oncle du moine Grégoire, chargé d'affirmer que le prétendu Démétrius était son neveu; mais une confrontation ne fut pas tentée, et Sigismond répondit d'une manière évasive qu'il ne pouvait empêcher des gentilshommes polonais de montrer leur intérêt pour un étranger malheureux.

Le 25 octobre 1604, Démétrius passa le Dnieper et entra sur le territoire russe par la province de Sévérie, déjà travaillée par ses émissaires et notamment par le moine Otrepief; il n'avait avec lui que onze cents *hussards*¹ polonais, cinq cents fantassins de la même nation et un millier de cavaliers russes. Trois mille Cosaques du Don ou Zaporogues l'attendaient de l'autre côté du fleuve pour se joindre

à lui. Ses premiers pas furent marqués par des succès : presque toute la Sévérie s'insurgea en sa faveur, et ce ne fut que devant Novgorod-Severski qu'on s'aperçut que Boris régnait encore. Pierre Basmanof, capitaine expérimenté, en était gouverneur. Repoussant les assauts comme les tentatives de séduction, il tint le prétendant en échec pendant plus d'un mois devant une bicoque défendue seulement par des palissades. Le bruit de ce revers fit considérer la cause de Démétrius comme déjà perdue, et Sigismond, cédant aux représentations des ambassadeurs de Boris, donna l'ordre à ses sujets de rentrer dans leur patrie.

Le courrier arriva trop tard pour prévenir une bataille. Près de cent mille hommes s'avançaient de Moscou pour secourir Novgorod. Le premier corps de cette grande armée parut devant le camp de Démétrius le dernier jour de décembre 1604. Bien que le tsarévitch n'eût que quinze mille hommes, Polonais ou Cosaques, il attaqua l'ennemi qui en avait plus de quarante mille, et le battit dans une action assez chaudement disputée. Toutefois cette victoire fut stérile. Il s'était flatté que les Moscovites passeraient sous ses drapeaux, et il n'y eut point de défection. Peu de jours après, la plupart des Polonais, Mniszek lui-même et les princes Wiszniowiecki l'abandonnèrent pour obéir aux ordres de Sigismond, colorant leur retraite par la promesse d'employer toute leur influence auprès de leur maître pour obtenir qu'il déclarât la guerre à Boris. Sans se laisser abattre, Démétrius leva le siège de Novgorod, et, ayant reçu un renfort de Cosaques Zaporogues, marcha au-devant de la grande armée de Boris. Le 20 janvier 1605, il l'attaqua audacieusement près du village de

Dobrynitchi. Cette fois le nombre l'emporta. Après s'être battu en brave soldat, Démétrius tourna bride et gagna Rylsk, puis Poutivle, faiblement poursuivi.

Les généraux russes n'étaient pas pressés de terminer la guerre. Tremblants à Moscou devant Boris, ils se sentaient libres à la tête de leur armée et voulaient obliger ce maître si absolu à compter avec eux. Au lieu de traquer Démétrius dans son fort, ils brûlèrent des villages, pendirent des paysans, ruinèrent le pays et augmentèrent la haine et l'acharnement des Cosaques contre Boris; puis, dans l'espoir d'obtenir un facile succès, ils allèrent assiéger Kromy, petite ville de la Sévérie, qui n'avait qu'une enceinte de palissades et une garnison de six cents Cosaques. Il est vrai que, selon un chroniqueur, l'ataman de ces Cosaques était un insigne sorcier; mais les tours magiques qu'on en raconte n'étonneraient guère nos ingénieurs. Creusant des fossés, élevant des parapets, embarrassant l'ennemi par un dédale d'épaulements et de tranchées, l'ataman Koréla brava pendant deux mois les généraux de Boris et une armée de quatre-vingt mille hommes.

Ce temps fut mis à profit par Démétrius: non seulement il se fortifia dans la Sévérie, mais il parvint à lier des intelligences dans le camp de son ennemi et dans toutes les provinces de l'empire; il répandit partout ses manifestes et annonça hardiment qu'il allait être soutenu par les troupes de Sigismond. Cependant Boris, témoin de la désaffection générale, craignant une révolte à Moscou, et encore plus la défection de son armée, commençait à perdre courage et à douter de sa fortune; sa santé, très altérée depuis quelques mois, ne lui permettait plus de

faire tout par lui-même comme au temps de ses succès. Il ne voyait autour de lui que des regards perfides, étudiant sur sa contenance les indices d'une fin prochaine; ses plus intimes conseillers lui étaient devenus suspects. Il avait mandé Basmanof à Moscou, pour le récompenser de sa belle défense de Novgorod, et le gardait auprès de lui pour défendre au besoin sa capitale; mais les faveurs qu'il prodiguait à un soldat obscur excitèrent la jalousie des boyards et ne les obligèrent pas à montrer plus de zèle. Boris épuisait le reste de ses forces à cacher ses inquiétudes et ses souffrances. Le 13 avril 1605, après avoir présidé le conseil à son ordinaire, il chancela tout à coup et s'évanouit; peu après il reprit connaissance, reçut les sacrements, et, comme un malade désespéré, se fit revêtir d'un habit de moine et prit un nom de religion. Le même jour, il expira dans les bras de sa femme et de ses enfants. Le peuple crut qu'il s'était empoisonné. " Il s'est fait justice, disait-on, il a prévenu le sort que lui réservait le prince légitime; il a vécu en lion, régné en renard; il meurt comme un chien. "

Il avait deux enfants : un fils nommé Fédor, âgé de dix-sept ans, et une fille appelée Xénia, plus jeune de deux années. Il laissait l'empire au premier, c'est-à-dire une armée d'une fidélité suspecte, des provinces envahies ou prêtes à s'insurger, une capitale déjà travaillée par les émissaires de l'ennemi. Le seul espoir de la tsarine, veuve de Boris, qui, aidée du patriarche, prit les rênes du gouvernement, était dans Basmanof : habile capitaine, loyal soldat, heureux jusqu'alors contre l'imposeur, il parut le seul homme en état d'étouffer la rébellion. On l'envoya au camp de Kromy, où il fit prêter à l'armée

assiégeante le serment de fidélité à Fédor Borissovitch. Peut-être en arrivant au camp était-il résolu à faire son devoir; mais il trouva des troupes découragées, ou séduites, des généraux en querelle ouverte les uns contre les autres, songeant beaucoup moins à se battre contre l'ennemi qu'à exploiter à leur profit la faiblesse de l'enfant qu'on venait de proclamer tsar. Témoin du désordre général, Basmanof s'occupa de ses intérêts : sans doute il comprit que, parvînt-il à conserver la couronne à Fédor, lui-même, soldat de fortune, ne serait jamais auprès de son souverain que dans un rang inférieur à celui du moindre des Godounof, membres de la maison impériale, tandis qu'un aventurier sans famille accorderait la première place au capitaine qui lui ouvrirait les portes de Moscou. Il faut ajouter que Basmanof, bien qu'il ne fût pas la dupe de Démétrius, éprouvait une sorte d'admiration pour son audace, et le jugeait plus digne du trône qu'un enfant gouverné par une femme et un prêtre.

Son parti fut pris aussitôt : d'abord, il gagna les officiers allemands et quelques généraux russes; il effraya le reste en leur annonçant que Démétrius, à la tête de quarante mille Polonais, allait les attaquer. Dès qu'il se fut assuré des chefs, il leva le masque, harangua les soldats et, trois semaines après le serment prêté à Fédor, toutes les troupes rassemblées autour de Kromy jurèrent fidélité à Démétrius Ivanovitch. La révolution était consommée. Moscou s'insurgea aussitôt que la défection de l'armée fut connue; les boyards du conseil proclamèrent Démétrius, et firent arrêter Fédor, sa mère et sa sœur, en attendant que le nouveau tsar ordonnât de leur sort. Le prince Basile Chouïski, un des principaux boyards du

conseil, se trouvait dans une position embarrassante; il avait présidé l'enquête tenue à Ouglitch, en 1591, et avait attesté que Démétrius s'était tué dans un accès d'épilepsie. Maintenant, s'il soutenait son dire, il s'attendait à être massacré par la populace ou livré à la vengeance du prétendant; s'il se rétractait, il se faisait un des principaux complices de l'imposteur. Il préféra ce dernier rôle, et déclara que le cadavre qu'on lui avait présenté était celui d'un *popovitch*, c'est-à-dire d'un fils de prêtre, égorgé à la place du jeune prince. Ce mensonge lui valut aussitôt la faveur du nouveau souverain.

Démétrius ne se hâtait pas de venir à Moscou; en vain les boyards le suppliaient d'entrer dans sa capitale soumise, il différait toujours. Des courtisans, empressés de prouver leur zèle, le délivrèrent d'une inquiétude qu'il laissa peut-être deviner: la tsarine, veuve de Boris, et son fils moururent subitement en prison. On publia que cette princesse, voulant soustraire ses enfants à l'ignominie, leur avait préparé un breuvage empoisonné, dont elle avait fait l'essai la première; mais Xénia, effrayée à la vue de la coupe fatale, l'avait rejetée et s'était dérobée à la mort. Un auteur contemporain affirme qu'il a observé sur le cadavre de Fédor les traces du lacet meurtrier¹, et, malheureusement le fait ne paraît que trop probable; il est confirmé par le langage de la députation des Moscovites qui vint offrir *le pain et le sel* à Démétrius, hommage symbolique du vassal à son souverain — “ Réjouis-toi, lui dirent-ils dans “ le langage figuré familier au peuple russe, *ceux qui voulaient te manger ne peuvent plus mordre à présent.*”

Le 20 juin 1605, Démétrius fit son entrée triomphale dans Moscou. Le peuple, toujours enthous-

siaïste d'une grande renommée dont le représentant lui est inconnu, l'accueillit avec des transports de joie. " Nous étions dans la nuit ", criait-on sur son passage, " voici notre beau soleil qui reparaît. " Cependant, on remarqua que ses gardes du corps étaient des Polonais; les trompettes de ces étrangers sonnèrent mal à propos au moment où le clergé présentait au tsar les saintes reliques et couvrirent les chants religieux; puis le cortège fut un instant enveloppé et comme caché par un tourbillon de poussière, ce qui sembla de mauvais augure. Quant à Démétrius, il plut par son affabilité, sa bonne grâce à cheval, et même par sa dévotion. Avant de prendre quelque repos dans le palais qu'on lui avait préparé, il voulut entrer dans l'église de l'Archange Michel pour prier sur le tombeau d'Ivan. Il s'agenouilla, versa des larmes, et baisant le marbre avec un transport bien joué : " O mon père! s'écria-t-il, ton orphelin règne, " et c'est à tes prières qu'il le doit! " Son émotion fut communicative, et tous les assistants pleurèrent avec lui en répétant : " Il est bien le fils du Terrible! "

Le premier soin de Démétrius fut d'organiser un gouvernement. Il destitua le patriarche Job, créature de Boris, et le remplaça par un évêque grec réfugié en Russie, suspect, dit-on, de catholicisme; puis il nomma un conseil d'Etat, et créa différentes charges de cour jusqu'alors inconnues dans l'empire. On conserve en original la liste de ce conseil, écrite en polonais, de la main du secrétaire du tsar. Il est évident qu'il a voulu modeler son gouvernement sur celui qu'il avait observé en Pologne. Pour lui, la cour de Pologne était le type de la grandeur, et il ne crut pouvoir faire mieux que de l'imiter. Il semble, d'ailleurs, à voir la liste de ses conseillers, qu'il ait

pris peu de soin pour les choisir; il est vrai que la soumission avait été si générale et si prompte, qu'il était difficile de distinguer le dévouement de la servilité. Fatigués du joug de Boris, les boyards avaient reçu Démétrius en libérateur; mais chacun s'était promis d'obtenir de l'aventurier une large part dans l'administration des affaires. Contre leur attente, l'intrus voulait et pouvait gouverner par lui-même. Le zèle se refroidit aussitôt. On s'aperçut, non sans horreur, que le tsar admirait les coutumes étrangères: or le peuple confondait, de bonne foi, dans une commune vénération, les usages antiques et la religion nationale. Réformer les uns, c'était outrager l'autre; toute innovation passait pour hérésie. Persuadés qu'ils étaient les seuls chrétiens au monde, les Russes de ce temps ne faisaient aucune différence entre le Calmouk idolâtre et l'Allemand catholique ou luthérien; ils appelaient le roi de Pologne *le roi païen*. Tout étranger leur était suspect; tout ce qui venait de l'Occident, entaché de souillure. Jean IV faisait brûler des almanachs apportés à Moscou par des marchands polonais; et Maskiewicz raconte qu'un boyard plus éclairé que ses compatriotes, voulant apprendre l'allemand et le latin, introduisait chez lui un maître de langue déguisé, pour ne pas scandaliser les dévôts de son voisinage.

Ce fut avec une douloureuse surprise qu'on vit le nouveau tsar vanter à tout propos les usages étrangers, accueillir les Allemands et les Polonais. Il avait beau se montrer affable pour les plus humbles de ses sujets, encourager le commerce, favoriser l'émancipation des serfs, réformer la justice, le peuple le considérait avec défiance et commençait à le soup-

çonner d'imposture. Déjà l'on murmurait que, depuis un mois qu'il était à Moscou, il n'avait pas encore vu la tsarine, veuve d'Ivan, sa mère, que Boris avait reléguée dans un couvent éloigné de la capitale. En effet ce long retard devait éveiller les soupçons. Il le sut, et manda la tsarine Marfa, c'était son nom de religion; lui-même vint à sa rencontre, suivi d'une foule innombrable qui se pressait pour étudier la contenance de la mère et du fils dans cette solennelle entrevue. Elle eut lieu à Toïninsk, à quelques lieues de Moscou, dans une tente dressée pour cette occasion. Pendant un quart d'heure Démétrius et la tsarine y furent seuls; puis ils sortirent de la tente, et, devant la multitude assemblée, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre avec tous les témoignages d'une vive tendresse. A ce spectacle il y eut une immense acclamation; le doute avait disparu dans l'attendrissement général. Le tsar conduisit sa mère à Moscou, marchant à la portière de son carrosse et lui parlant sans cesse avec les marques d'un profond respect. A la porte du monastère de Saint-Cyrille qu'elle devait habiter, il prit congé d'elle après un nouvel embrassement public. Depuis lors, tous les jours il allait lui rendre visite, demandait son avis sur les affaires d'Etat, et rendait les oukases au nom de sa mère associé au sien.

Cette reconnaissance ne prouvait pas grand'chose. Démétrius avait laissé un mois à la tsarine pour faire ses réflexions. L'ambition, l'intérêt, la vengeance, lui garantissaient que la princesse ne le désavouerait pas; il ne se trompa pas dans ce calcul.

La popularité que lui valut l'aveu public de la tsarine Marfa ne fut pas de longue durée. Loin de faire la moindre concession aux préjugés populaires,

il prenait plaisir à les braver. Dans l'esprit du peuple, l'idée d'un tsar était inséparable d'une étiquette solennelle qui l'entourait d'une espèce de sainteté. Fédor et Boris ne passaient pas d'une chambre dans une autre sans que des boyards ne les soutinssent par-dessous les bras, comme des enfants en lisières. Démétrius au contraire sortait dans la rue, souvent à pied, sans garde, entrait dans les boutiques et questionnait les marchands sur leur industrie; d'autres fois, il se mêlait aux soldats et prenait part à leurs exercices et à leurs jeux, sans vouloir qu'on eût le moindre égard à son rang. Ses divertissements favoris étaient des courses de chevaux ou des chasses dangereuses. Un jour on voulut lui donner le spectacle d'un combat d'ours, amusement favori des grands seigneurs russes, mais il n'était pas homme à demeurer simple spectateur, il sauta dans l'arène, se fit lâcher un ours énorme et l'abattit d'un coup d'épieu.

Ces habitudes semblaient manquer de dignité à une partie de la nation, mais il en avait d'autres qui la scandalisaient bien davantage. Ainsi quelquefois il se mettait à table sans avoir salué les saintes images appendues dans la salle; pendant le repas il faisait exécuter des symphonies, ce qui semblait une abomination, d'abord, parce que c'était une mode polonaise, puis, parce que, pour les Russes de ce temps, toute musique hors des églises passait pour un amusement diabolique. Avec ses boyards, tantôt il compromettait son rang par une familiarité excessive, tantôt il exigeait d'eux les marques de respect les plus serviles. Il aimait la discussion et y brillait par une éloquence naturelle, un sens droit et une mémoire prodigieuse. On se demandait où ce jeune homme de vingt-trois ans avait appris à connaître si bien son

empire, ses besoins et ses ressources. Mais il était sans pitié dans ses railleries contre ses conseillers lorsqu'il les avait convaincus d'erreur, et ses plaisanteries laissaient des blessures aussi cruelles que les injures d'un tyran capricieux. " Voyagez, instruisez-vous, disait-il souvent à ses boyards. Vous êtes des barbares, il faut vous policer. " Son grand tort était de vouloir trancher dans les questions religieuses comme dans les affaires civiles. Une fois, on lui objecta qu'une proposition discutée en sa présence était condamnée par le septième concile œcuménique. " Eh bien, dit-il, un huitième concile peut l'autoriser. " C'était un insigne blasphème aux yeux des Russes, qui ne reconnaissent pas de concile œcuménique après le septième. Souvent il lui échappait de dire à des évêques "*votre*" Eglise, "*votre*" religion : il semblait avouer par ces mots que sa croyance n'était pas celle de ses sujets. Il fut le premier tsar qui permit de bâtir une chapelle catholique dans l'enceinte du Kremlin; quelques auteurs en ont conclu qu'il était zélé catholique, mais il accorda la même faveur aux luthériens allemands. Dans les excommunications fulminées contre lui après sa mort, il est accusé d'avoir voulu, à l'instigation du pape, introduire la religion *latine* et *luthérienne* en Russie.

Au reste, ce que les boyards lui pardonnaient le moins, c'est qu'il voulait gouverner par lui-même. On s'était attendu à trouver un roi fainéant, on s'était livré à un despote aussi absolu peut-être et plus intelligent que Boris; heureusement on le savait plus doux, moins prudent, moins soupçonneux. Il avait écarté les espions de son prédécesseur; il avait pardonné à la nombreuse parenté de Boris, il disait

souvent qu'il ne voulait pas faire couler le sang chrétien. C'étaient autant d'encouragements à conspirer. Aussi, quelques mois après son arrivée à Moscou, un complot se forma : d'abord il n'y entra que des gens obscurs, quelques popes et des fanatiques de la lie du peuple; mais maint boyard suivait de l'œil ces mouvements, prêt à s'y joindre dès que la réussite semblerait assurée. Basile Chouïski, autrefois président de l'enquête d'Ouglitch, en eut connaissance des premiers. Son caractère offre un mélange de ruse, de timidité et d'ambition : descendant de Rurik et possesseur d'une fortune immense, il était partagé entre la crainte de tout perdre en se compromettant et celle de laisser un autre plus hardi recueillir les fruits d'une révolution qui paraissait imminente; cette dernière considération prévalut et il devint le chef des conjurés. Il s'était flatté que l'autorité de son nom les contiendrait jusqu'au moment qu'il fixerait pour l'exécution, mais, comme il arrive d'ordinaire, il fut entraîné par ses complices à des imprudences, et le complot fut découvert. Démétrius fit châtier quelques strelitz et pardonna au reste des conjurés subalternes. Quant à Chouïski, il fut bâtonné et condamné à mort : on le conduisit sur la place des exécutions; déjà il était à genoux, et le bourreau levait sa hache, lorsqu'un garde du corps apporta une cédule du tsar qui commuait la peine de mort en un exil en Sibérie. Chouïski partit pour Pelim, mais un courrier le joignit en route et lui remit sa grâce, cette fois pleine et entière; Démétrius lui rendait ses biens, son rang, sa place au conseil de l'empire. Apparemment il crut que le bâton et la hache du bourreau, un instant levée, lui avaient acquis un sujet fidèle. Il s'applaudissait d'avoir réconcilié les Moscovites avec les

Polonais, car il publiait que c'était à l'intercession de ces derniers qu'il avait pardonné au coupable. Mais, selon toute vraisemblance, il ne voulait pas qu'on pût dire qu'il craignît les révélations du président de l'enquête d'Ouglitch. Chouïski reparut à la cour, humble, obséquieux, mais résolu à se venger; aux yeux du peuple il passa pour un martyr et obtint sur les mécontents plus d'autorité que jamais. ¶

Loin de conseiller la clémence à Démétrius, les plus avisés des Polonais à son service le blâmaient de sa douceur excessive. — “ Ces gens-là, lui dit un jour son secrétaire intime, Ian Buczynsky, vous feront repentir de votre clémence. ” — “ Non, ” répondit le tsar, j'ai juré de ne pas répandre le sang chrétien, je tiendrai mon serment. Crois-moi, il y a deux manières de gouverner un empire : — par la terreur; — mais je ne veux pas être un tyran; — par la générosité : je ne ménagerai pas l'argent, j'en donnerai à tout le monde. ” Ces paroles sont presque mot pour mot celles que César, après le passage du Rubicon, adressait à un de ses confidents¹.

Démétrius avait en vue un grand projet qui devait illustrer son règne et favoriser l'œuvre de civilisation qu'il avait entreprise. Ce projet était celui de Bathori et de la plupart des princes illustres du Nord : l'expulsion des Musulmans et la conquête des provinces d'Europe enlevées aux Chrétiens. Il comptait sur la coopération de la Pologne, et lui-même se réservait la direction de cette grande croisade. Dès les premiers jours de son arrivée à Moscou il s'occupait des préparatifs de l'expédition. Il faisait fondre des pièces d'artillerie, acheter des équipages, rassemblait des vivres et levait des soldats. Tous ces préparatifs entraînaient des dépenses considérables et le

trésor impérial n'y pouvait suffire. Dans cette extrémité, Démétrius eut recours au moyen qu'employa Charles Martel en semblable circonstance : il s'empara d'une partie des biens du clergé. Par son ordre on fit une enquête sur les revenus des couvents et l'on confisqua ce qui sembla superflu. De là des réclamations innombrables, et, de la part du clergé, un redoublement de haine.

Cette libéralité dont le tsar faisait gloire, et qu'il érigeait en système politique, épuisait ses ressources plus vite que ses préparatifs militaires. Il avait annoncé qu'il payerait toutes les dettes de son père. Mais, en effet, il accorda aux réclamants beaucoup plus que ce qu'ils demandaient. Les Polonais et les Cosaques qui l'avaient servi furent richement récompensés. En outre, il fit faire de grandes constructions au Kremlin, et acheta quantité d'objets d'art à des marchands étrangers. Enfin l'on découvrit qu'il envoyait hors de Russie de grosses sommes d'argent et des pierreries pour une valeur immense.

C'étaient des présents qu'il faisait à Marine et à Mniszek. Il annonça à sa cour l'intention d'épouser la fille du palatin de Sendomir, et envoya en Pologne un ambassadeur chargé de l'amener ainsi que son père et ses parents. Épouser une catholique, et surtout une polonaise, était la plus grosse faute que pût faire Démétrius. Rien n'était plus décisif pour prouver aux Russes que les accusations d'hérésie répandues par le clergé étaient justement fondées. Il est difficile de croire qu'un aventurier et un imposteur se soit cru lié par un serment. D'ailleurs, Démétrius avait signé une promesse de mariage à Marine en 1603, et cette promesse, qui n'était valable que pour un an, ne paraît pas avoir été renouvelée. De plus

il avait pour se dédire un prétexte très plausible : c'était l'abandon de Mniszek et de sa famille au moment où toutes les forces de Boris allaient fondre sur lui. Assurément il avait gagné seul sa couronne et il ne devait rien aux Polonais. Lorsqu'il entra en Russie, il était probablement amoureux; à Moscou, on est obligé de croire que son amour s'était fort refroidi, car il avait une maîtresse en titre, et cette maîtresse n'était autre que Xénia, la fille de Boris.

Cette jeune personne était, pour son malheur, d'une rare beauté. Un contemporain rapporte " que son corps semblait *moulé avec de la crème, et que ses sourcils se joignaient.* " Démétrius l'enleva d'un couvent où elle s'était retirée, et, pendant quelques mois elle habita le Kremlin avec lui. D'abord, en l'enlevant, il ne céda peut-être qu'à un penchant brutal ou bien au plaisir cruel de déshonorer la fille de son ennemi; mais sa captive acquit bientôt un certain empire. On peut attribuer à l'influence de cette malheureuse princesse la grâce accordée à plusieurs des Godounof exilés; quelques-uns obtinrent même des voïevodies ou gouvernements des provinces. Enfin Mniszek s'en alarma et adressa des représentations fort vives à son futur gendre.

Il faut donc chercher un autre motif que l'amour pour expliquer un mariage si contraire aux intérêts évidents de Démétrius. Je n'en puis découvrir d'autre que la vanité d'un parvenu désireux de se montrer dans l'éclat de sa gloire aux gens qui avaient vu son abjection. La famille de Mniszek fut, pendant plusieurs mois, pour Démétrius, le type de la noblesse, de la grandeur et de l'élégance. A y regarder de près, toutes les actions des hommes sont dictées par l'opinion d'une coterie. Entouré de ses boyards qu'il

méprisait, Démétrius pensait encore probablement à ses hôtes de Sendomir, et son triomphe n'eût pas été complet s'ils n'en eussent été les témoins.

Cette vanité puérile forme un trait saillant de son caractère. Le chasseur d'ours, le soldat qui déposait toute étiquette avec ses camarades, laissait échapper de temps en temps des bouffées d'un orgueil outré. Il avait pris dans le protocole de ses lettres les titres d'*invictissimus*, d'*empereur* et de *César*. L'innovation avait sa portée. Il prétendait devenir le César de l'Orient, comme l'empereur d'Allemagne était le César d'Occident, et se mettre en cette qualité à la tête de la ligue chrétienne au-dessus de tous les rois croisés contre les Musulmans. D'abord, il se fit appeler *Majesté césarienne*, et l'on put croire presque à une faute d'orthographe, les mots de tsar et de César, ayant beaucoup d'analogie en russe; puis il signa dans ses lettres *imperator*, dont il faisait deux mots : *In Perator*, c'est ainsi qu'on le voit écrit de sa main. Ses prétentions furent mal accueillies en Pologne; on se moqua fort du superlatif *invictissimus*, et le roi Sigismond, en lui répondant, ne lui donna d'autre titre que celui de grand-duc ou grand-prince de Moscovie. Il n'est pas impossible, au reste, qu'en suscitant ainsi de gaîté de cœur une querelle d'étiquette, Démétrius ne voulût se ménager les moyens de rompre avec Sigismond s'il s'avisait de réclamer l'exécution du traité relatif à la cession de Smolensk. Les derniers jours de Démétrius se passèrent en de longues discussions avec les ambassadeurs polonais, qu'il mortifia de toutes les manières. Le récit de ces conférences est fort curieux en ce qu'il révèle très clairement le mélange de pénétration, de ruse et d'étourderie qu'offre le caractère de Démétrius.

Ce n'est ni l'aplomb ni l'intelligence qui lui manquent pour le rôle qu'il joue, c'est seulement la patience qui fait défaut et qui décèle la jeunesse de l'aventurier.

L'arrivée de Marine à Moscou, au mois de mai 1606, porta à son comble l'exaspération des Moscovites. Marine amenait une suite de quinze cents personnes, les ambassadeurs de Sigismond n'en avaient pas une moins nombreuse; et les jeunes gentilshommes polonais parurent, selon l'usage du temps, en grand costume de guerre à l'entrée de la tsarine, cuirassés et la lance au poing. " Est-ce l'usage chez vous de venir armés à des noces ? " leur demandaient les Moscovites. Le bas peuple ne douta point que ces étrangers n'eussent des desseins perfides.

Démétrius voulait persuader à ses sujets que sa femme professait la religion grecque, et, à cet effet, il prit des peines infinies pour qu'aucun acte extérieur de catholicisme n'occasionnât de scandale. Il avait demandé pour elle à Rome la permission de jeûner le mercredi et de faire gras le samedi, selon le rit grec. Le patriarche célébra le mariage dans la cathédrale avec les cérémonies de l'Eglise russe, et il oignit même la tsarine avec les saintes huiles¹. Tout le résultat de cette comédie fut d'irriter encore plus les dévôts. En agissant de la sorte, Démétrius offensait également les deux religions, et contrevenait aux ordres formels du pape, qui lui avait refusé la plupart des dispenses sollicitées². De son côté Marine se prêtait fort mal à la contrainte qu'on exigeait d'elle. Le couvent, où elle dut passer quelques jours auprès de la tsarine Marfa, l'ennuya tellement, qu'elle en fit des plaintes amères, et Démétrius, pour l'apaiser, y mena des musiciens et même des masques, ce qui parut un sacrilège énorme. Lorsqu'il s'agit de

régler le costume pour la cérémonie du mariage et du couronnement, Marine se récria sur l'habit moscovite qu'on prétendait lui faire porter : cacher ses cheveux et son col, ne pas se serrer la taille, c'était un trop grand sacrifice pour une jeune fille qui recevait de Paris, sans doute, ses *corps* et ses *vertugadins*. Une autre fois, elle déclara qu'il lui était impossible de manger de la cuisine russe. Démétrius perdit patience au sujet du costume : il exigea que sa femme fût vêtue comme une impératrice russe : mais, dès le lendemain du mariage, il lui présenta des robes françaises, et lui-même prit le dolman de hussard, adopté par les gentilshommes polonais. Quant à la cuisine, il se montra plus facile ; il chassa ses cuisiniers russes, qui allèrent publier dans toute la ville que le tsar et sa femme ne mangeaient que du veau, viande impure et défendue alors par les prêtres russes. Ce veau ne contribua pas peu à le perdre.

En effet, Chouïski avait renoué très adroitement les fils rompus de la conjuration ; il exploita les fautes de Démétrius et de Marine, et répandit le bruit parmi le peuple que le tsar était vendu à la Pologne, qu'il voulait massacrer tous les boyards, tous les ecclésiastiques et livrer la ville sainte à Sigismond. Il n'y a pas, on le sait, de calomnie si extravagante qu'elle ne trouve créance chez une multitude passionnée. L'annonce d'une revue et d'un tournoi où devaient figurer les Polonais en armes, à l'occasion du mariage de la tsarine, parut aux Moscovites la confirmation de ces projets sinistres. En même temps le tsar traitait ses hôtes avec toute l'hospitalité slave ; sortant de ses fêtes, échauffés par le vin, les jeunes gentilshommes polonais se livraient à des

désordres qui augmentaient encore l'irritation. Leurs domestiques se battaient dans les cabarets avec des hommes du peuple. Dans les marchés, sur les places publiques, on s'entretenait déjà ouvertement des violences que méditaient les quatre à cinq mille Polonais venus à Moscou.

Mniszek et plusieurs de ses compatriotes avertirent Démétrius des mauvaises dispositions de la populace; mais il se moqua de leurs craintes. Depuis le premier complot de Chouïski il s'était entouré d'une garde; mais au lieu de la choisir parmi les plus braves et les plus fidèles des strelitz, au lieu de tenir auprès de sa personne quelques centaines de Cosaques, dont le dévouement n'était pas plus suspect que l'orthodoxie, Démétrius avait formé trois compagnies de hallebardiers allemands, richement vêtus, mais ne portant que des armes de parade, odieux d'ailleurs aux Moscovites en leur qualité d'étrangers et de païens. Le capitaine de la première compagnie était Margeret, homme de tête et de résolution; par malheur il était gravement malade. Toute la garde du palais se composait d'une cinquantaine de ces hallebardiers, le reste avait une caserne éloignée, les strelitz habitaient un quartier à part dans la ville, et l'armée qui se rassemblait pour l'invasion de la Crimée campait à plusieurs lieues de la capitale; enfin les Polonais étaient disséminés dans toutes les rues, et il n'y avait que les principaux d'entre eux qui eussent des palais entièrement occupés par les gens de leur suite.

Toutes ces circonstances étaient bien connues de Chouïski et de ses complices. Dans la nuit du 27 mai 1606, quelques jours après le mariage du tsar, les principaux conjurés se rassemblèrent chez

Chouïski. Il leur expose ses plans, leur montre la facilité de l'exécution, et pour dernier argument, leur déclare qu'ils ont été dénoncés et que leur perte est certaine s'ils ne préviennent la vengeance de Démétrius. Au point du jour Chouïski et ses frères, à la tête d'un gros de jeunes gentilshommes (*diéti boïarsky*) à cheval et en armes, paraissent devant la porte du Kremlin qu'on leur livre aussitôt; ils sonnent la cloche d'alarme à la cathédrale, et en même temps d'autres conjurés font répéter ce signal dans toutes les églises et crient dans les rues : *Aux armes ! les Polonais assassinent le tsar !* (On sait qu'en matière d'émeute il est classique de donner à la multitude un cri populaire qui ne révèle pas les desseins des meneurs.) Les Moscovites n'avaient pas besoin d'être animés contre les Polonais; ils se ruent aussitôt contre ceux qui logeaient dans des maisons particulières et les massacrent sans pitié.

Les chefs de conjurés cependant marchent au palais et l'assailent. Basmanof, sorti pour reconnaître la cause du tumulte, est poignardé. C'est en vain que le tsar essaye de se barricader de chambre en chambre : on brise les portes à coups de hache et tous les appartements sont inondés d'une foule furieuse.

Démétrius, après avoir tenté de se faire jour les armes à la main, saute par une fenêtre élevée; en tombant, il se démit le pied. Aux gémissements qu'il poussait, quelques strelitz accourent, le raniment et le font asseoir sur les fondations du palais de Boris que Démétrius avait fait raser. Ces soldats étaient attachés au tsar, ils jurent de le défendre, et en effet ils repoussent à coups de mousquet les premiers assaillants qui se présentent; mais bientôt, accablés par le nombre, ils abandonnent à la populace la proie

qu'elle réclame. Quelque temps cette foule furieuse épargna sa victime pour l'abreuver d'outrages et rendre son agonie plus longue. — " Dis-nous qui tu es et d'où tu viens ? " lui demandaient les rebelles. — " Vous savez tous que je suis Démétrius Ivanovitch, répondait fièrement l'infortuné. Interroge la tsarine ma mère. " Quelques historiens ont prétendu qu'en effet on était allé consulter la tsarine et qu'elle avait déclaré que son véritable fils était mort à Ouglitch; mais il me paraît peu probable que les meurtriers aient tenté cette épreuve, qui pouvait tourner contre eux. Un marchand, nommé Valouief, fendant la presse, s'écria : " Pourquoi tant causer avec un hérétique ? Voilà pour le baptiser ! " Et il lui lâcha un coup d'arquebuse dans la poitrine. Aussitôt la foule se jeta sur le mourant et chacun se disputa l'honneur de le frapper.

L'auteur de la *Relation des ambassadeurs polonais* rapporte que la tsarine Marfa fut en effet consultée, mais seulement après la mort de Démétrius : " Il fallait m'interroger, répondit-elle, quand il était vivant; à présent, *il n'est plus mien.* " Au reste, quelques jours après, on l'obligea de publier que le tsar assassiné n'était pas son fils, et qu'en le reconnaissant pour tel elle avait cédé à d'horribles menaces. Ce témoignage n'a pas plus de valeur que n'en avait l'affirmation contraire, mais si l'impoſteur eût été encore vivant, c'eût été, de la part de la tsarine, une lâcheté et une noire ingratitude que de le désavouer.

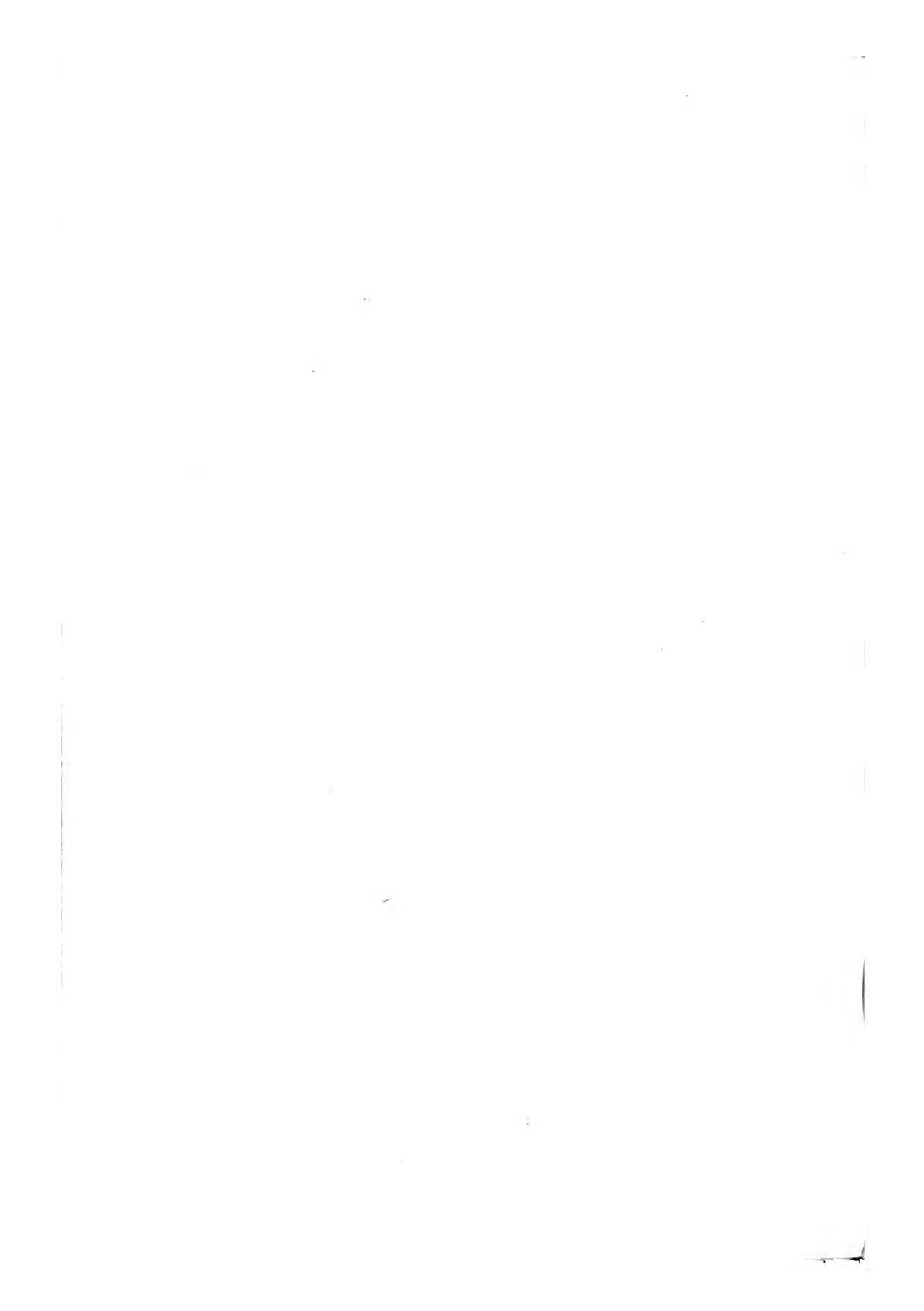
Il est à remarquer que, parmi les injures que les assassins prodiguaient à Démétrius, on n'en trouve aucune qui donne lieu de croire que le peuple le prit pour Grégoire Otrepief. Il semble plutôt qu'on le crût un Polonais déguisé, et c'était en effet comme

tel que Chouïski le désignait à la vengeance des Moscovites ¹.

Trois jours après la mort de Démétrius, Basile Chouïski fut élu tsar, ou plutôt acclamé par un petit nombre de conjurés. Le peuple de Moscou se soumit non sans quelque répugnance. Les provinces montrèrent des sentiments encore moins favorables au nouveau souverain, et les Cosaques s'insurgèrent, refusant de croire à la mort de leur héros. Quelques doutes, en effet, pouvaient subsister. En s'acharnant sur le cadavre, les meurtriers l'avaient rendu méconnaissable. Après avoir été exposé en public pendant plusieurs jours, il fut enterré presque en cachette et aussitôt déterré par des mains inconnues. Le bruit se répandit que Démétrius était un de ces sorciers finnois qui savent mourir et ressusciter. On s'en alarma sérieusement. Le corps fut brûlé, et de ses cendres on chargea un canon qui fut tiré sur la route de Pologne, comme si l'on eût voulu qu'il ne restât rien de la poussière de l'imposteur dans la sainte ville de Moscou.

Etudes

sur la situation intérieure, la vie nationale
et les institutions rurales de la Russie.



La Russie est un des pays les moins connus, et probablement des plus difficiles à connaître. Le voyageur que la curiosité conduit à Pétersbourg ou à Moscou est accueilli par une société polie et prévenante, où il retrouve les manières, le ton et jusqu'à la langue de sa patrie. Dans les salons de la noblesse russe, qui parle sans accent toutes les langues de l'Europe, qui adopte toutes les habitudes, toutes les modes de l'Occident, le Français pourra causer du nouvel opéra ou de la nouvelle révolution de Paris, l'Anglais des courses d'Ascot ou du dernier débat du parlement, l'Allemand du Zollverein ou des théories esthétiques du professeur à la mode à Berlin. Hors de ces salons cosmopolites, l'étranger voit un peuple barbu, plus qu'à moitié asiatique par le costume, dont il ne comprend pas le langage

et dont le caractère, les mœurs, *la vie nationale* (pour me servir de l'heureuse expression du baron de Haxthausen) échappent complètement à son observation. Chacun, à sa manière et d'après les apparences qui le frappent, a essayé de deviner le Moujik russe. — “ Il est profondément mélancolique et gémit sur sa dure servitude ”, dit un homme de beaucoup d'esprit, qui entend les bateliers du Volga chanter l'amour et le vin sur un ton mineur. — “ Il est féroce et n'aspire qu'à briser le joug; une grande jacquerie se prépare ”, dit un autre touriste, apprenant qu'un paysan ivre a tué un gentilhomme.

Voici heureusement le livre d'un voyageur plus attentif et plus curieux de pénétrer au fond des choses. Un long séjour, beaucoup de patience, surtout un jugement droit et sain, qualité plus utile que l'imagination chez un voyageur, ont permis au baron de Haxthausen d'étudier et de connaître le peuple russe. Son ouvrage porte à chaque page le caractère de la vérité, et il est impossible de ne pas lui accorder pleine confiance. Au dire des Russes, le baron Haxthausen est un auteur exact et consciencieux et l'on ne peut s'inscrire en faux contre ses observations personnelles; seulement ils réclament contre la sévérité de quelques-unes de ses critiques et lui reprochent de trop juger les hommes et les choses de la Russie avec les idées de l'Allemagne. Mais le moyen de se défaire complètement de sa nationalité? Pour moi, je tiens la bonne foi chose si rare par le temps qui court, qu'en sa faveur, je suis prêt à excuser bien des préjugés. Que le baron de Haxthausen soit Allemand, qu'il croie et qu'il écrive que Berlin est le centre intellectuel de l'Europe, qu'importe, et pourquoi discuter? Il s'agit de

la Russie. Félicitons-nous plutôt que notre auteur nous avertisse de quelle couleur sont ses lunettes; c'est à nous, ses lecteurs, de rectifier ses observations avec nos lunettes particulières.

Si je n'ai pas d'objection contre les idées allemandes du baron de Haxthausen, j'en aurais beaucoup contre la langue dans laquelle cette édition, soi-disant française, a été publiée. Passe encore pour l'orthographe de fantaisie employée par les compositeurs de Hanovre; mais que dire de l'étrange jargon du prétendu traducteur? C'est bien le cas de s'écrier: *Traduttore, traditore!* On regrette souvent qu'il ait omis, pour la clarté, de mettre le texte allemand en regard de sa déplorable version! Que dis-je version? c'est bien plutôt le thème français d'un écolier allemand. Pourtant, avec un peu d'application, un lecteur courageux, s'il a passé quelque temps en Suisse ou en Alsace, parviendra à se familiariser avec ce langage sans nom, et il sera récompensé de sa patience par une foule de renseignements précieux qu'il chercherait vainement ailleurs.

Le baron de Haxthausen s'est principalement occupé d'économie politique et d'agriculture, sciences que je révère trop pour oser en parler; mais tout en recherchant de quelle façon on cultive le seigle et le chanvre en Russie, comment on élève l'espèce *ovine* et l'espèce *chevaline*, il n'a pas dédaigné l'espèce humaine, et celle-là m'intéresse bien davantage. Si, comme je l'espère, les lecteurs du *Moniteur* partagent mon goût, ils ne suivront pas sans intérêt les observations du baron allemand sur la *vie nationale* de ce peuple immense, encore séparé de l'Europe comme l'étaient les Bretons de Virgile.

Il faut aller en Chine, je pense, pour trouver une

agglomération d'hommes plus nombreuse et plus homogène que celle de la nation russe, unie par un même langage et par un attachement sans bornes à sa religion et à sa patrie. Permis aux libéraux de l'Occident de sourire à ce mot de patrie. — Des serfs en ont-ils une? — Sans doute les paysans russes ne pratiquent point la liberté, l'égalité, ni la fraternité; mais leur amour du sol natal, ils l'ont assez vigoureusement prouvé en 1812 par l'incendie de Moscou.

Deux siècles plus tôt, ils l'avaient déjà prouvé en se levant comme un seul homme à la voix d'un brave boucher de Novgorod pour briser le joug polonais.

Par une contradiction apparente, le moujik, si attaché à son pays, a conservé les goûts nomades de ses ancêtres. Il est inconstant, aime la vie d'aventures, et nul peuple, si ce n'est peut-être l'Américain du nord, ne change plus facilement de demeure et de profession; mais ces habitudes inquiètes, ce goût du mouvement n'excluent pas l'amour de la patrie. Le Bédouin ne quitte pas le désert où il s'agite sans cesse: le paysan russe aime à errer dans ses vastes plaines et ne veut pas sortir de sa *sainte Russie*; il peut y faire beaucoup de chemin sans franchir la frontière.

Malheureusement la loi gêne fort sa passion pour la vie errante, et avant de quitter son village, il lui faut, au préalable, l'autorisation de son seigneur. Le baron de Haxthausen, recherchant l'origine de l'institution du servage en Russie, s'en est rapporté à Karamzine, très peu explicite sur cette question demeurée encore fort obscure. Suivant le témoignage du grand historien russe, le servage serait

d'invention assez moderne et ne remonterait qu'à l'année 1593.

Jusqu'alors, dit-il, le paysan, bien qu'il ne possédât pas de terres, était maître de sa personne, changeait de demeure selon son caprice et louait ses bras partout où il trouvait son avantage. Boris Godounof, voulant mettre un frein à l'humeur vagabonde des paysans, leur défendit de changer de domicile. Or, que peut devenir un cultivateur sans terre, obligé de demeurer à poste fixe dans son village, sinon le serf du possesseur de la terre où il doit résider? Les chroniqueurs du xvi^e et du xvii^e siècles racontent en deux lignes cette grande révolution qu'ils appellent *l'Abolition de la Saint-Georges*, parce qu'avant l'édit de 1593, c'était au jour de la Saint-Georges que commençaient et finissaient les contrats temporaires entre les paysans et leurs seigneurs. Ils ajoutent que seigneurs et paysans se plaignirent de cette nouvelle loi, et il y a lieu de croire qu'elle eut une part notable aux cruelles révolutions qui ensanglantèrent la Russie au commencement du xvii^e siècle.

Il paraît hors de doute qu'à cette époque les provinces du nord et du centre de l'empire menaçaient de se dépeupler par suite d'émigrations continuelles vers les contrées du sud, où les paysans trouvaient un sol plus fertile et une indépendance presque absolue. C'est alors que florissaient les républiques des Cosaques établies sur les bords du Dnieper, du Don et du Volga, parmi lesquelles tout homme hardi et intelligent pouvait s'enrichir et gagner de la renommée. Ce déplacement de la population était fort alarmant sans doute, et peut-être justifiait-il politiquement l'abolition de la Saint-Georges. Dans notre temps de systèmes historiques,

des écrivains distingués ont proposé une autre explication à l'édit de Boris. Il aurait voulu, disent-ils, détruire l'influence des grands propriétaires (princes et boyards) et fonder une classe moyenne, composée de la petite noblesse; elle était fort malheureuse alors, car elle ne trouvait pas de bras pour cultiver ses terres, les paysans se louant de préférence aux grands propriétaires en état de les mieux payer. Dans cette hypothèse, plus ingénieuse à mon avis que fondée en vérité, de même que dans le système de Karamzine, il faudrait croire que l'institution du servage, sous sa forme actuelle, a été la conséquence imprévue d'une mesure dont l'auteur n'avait pas calculé la portée et dont il attendait un tout autre résultat. Pour moi, il m'est bien difficile d'admettre une révolution si extraordinaire, opérée d'un trait de plume, si le servage n'eût été d'origine beaucoup plus ancienne.

Dès les premiers temps de l'histoire de Russie on peut observer parmi les tribus slaves de ce vaste empire des institutions politiques fort différentes. Tandis que chez les Petits-Russiens il n'existe pas de noblesse, on trouve dans la Moscovie proprement dite une classe privilégiée, probablement de race étrangère, qui possède un pouvoir considérable sur le reste du peuple. Le Petite-Russie présente une démocratie militaire, la Grande-Russie une aristocratie féodale. Partout le gouvernement est patriarcal; mais ici le chef est électif, là il est héréditaire. L'autorité patriarcale, voilà un mot bien élastique et qui peut avoir autant de significations différentes qu'il y a de patriarches. Celui des Cosaques, l'*ataman*, n'avait de pouvoir que pendant la guerre; en temps de paix, il était le très humble serviteur de tous les membres

de sa horde; dans le nord, au contraire, le prince exerçait en tout temps la même autorité. Il me paraît vraisemblable que, dans le grand-duché de Moscovie, l'abolition de la Saint-Georges, loin de créer une situation nouvelle, augmenta seulement et consacra la puissance établie et déjà considérable de la noblesse. On sait que dans la Petite-Russie le servage fut la conséquence de la conquête polonaise ou moscovite.

Ces institutions patriarcales si anciennes se retrouvent encore aujourd'hui, selon le baron de Haxthausen, dans tous les détails de la vie nationale des Russes. L'organisation de la commune, qu'il a longuement analysée et décrite avec un soin minutieux, est l'assimilation presque rigoureuse d'un village à une famille. Le nom donné au chef du village est caractéristique: on l'appelle le *staroste*, c'est-à-dire l'ancien. Le territoire de la commune, c'est l'héritage de la famille, et celle-ci demeurant toujours sous la tutelle de son chef, il s'ensuit que l'héritage reste toujours indivis. Si des partages ont lieu, c'est seulement pour rendre la culture facile, ou plutôt, on assigne à chacun sa part de travail, mais on ne lui donne point de propriété personnelle. D'ailleurs ces partages sont toujours temporaires. En général, la répartition du champ communal entre les différents membres de la famille fictive s'opère à l'époque des recensements de la population; mais, dans quelques districts, il a lieu à des intervalles plus rapprochés, quelquefois même la division n'a que la durée d'une culture et d'une récolte.

Les lots, aussi égaux que possible pour la quantité et la qualité de la terre, se tirent au sort, comme autrefois chez les Romains lors de la fondation d'une colonie. On a soin de réserver un certain nombre de

lots pour parer aux éventualités, doter les nouveaux membres de la commune et subvenir aux besoins généraux. Les fruits de la terre appartiennent en propre à celui qui la cultive, sauf, bien entendu, le produit des lots réservés qui fait retour à la masse communale. Que si quelques individus quittent le village pour exercer une industrie, ils lui doivent une indemnité pour les bras dont ils le privent, et une partie de leurs bénéfices appartient à la commune, dont ils ne cessent pas d'être membres. L'espèce de taxe à laquelle ils sont assujettis alors est proportionnée à leur intelligence, leur éducation, en un mot à leurs gains probables.

Parmi ces *familles communales*, les unes sont libres et n'ont à compter qu'avec l'empereur; les autres ont leur seigneur, propriétaire du sol, et lui doivent une redevance qui se solde, soit en journées de travail sur les champs que le seigneur se réserve, soit en prestations en nature, soit, enfin, en argent comptant. Le serf qui a une industrie est taxé par son seigneur plus que celui qui ne sait que labourer. Et M. de Haxthausen nous apprend qu'il s'exerce en Russie des industries de toute espèce. Tel serf habile horloger rapporte chaque année de gros revenus à son seigneur; tel autre est mendiant et n'est pas d'un mauvais produit. Selon notre auteur, des villages entiers subsistent de la sorte et font subsister leurs propriétaires. Il semble que le laboureur est, entre tous, celui qui gagne et rapporte le moins.

Aussi le baron de Haxthausen a trouvé partout l'agriculture fort peu avancée, et ses produits très inférieurs à ce qu'on devait attendre de la fertilité du sol. Faut-il s'en étonner? D'un côté, le paysan n'aspire qu'à quitter la charrue pour devenir colporteur

ou cocher de fiacre, professions chéries qui satisfont ces goûts nomades dont je parlais tout à l'heure. D'un autre côté, comment s'attacherait-il à un champ qu'au premier jour il peut abandonner? En Russie, où l'espace est immense, eu égard à la population, le système de culture communale n'a pas tous les inconvénients qu'il aurait ailleurs. Il se conserve comme une institution antique, et partant respectable, parmi les populations de race slave, et même il séduit parfois les colons étrangers. C'est ainsi que notre voyageur a vu des villages allemands établis en Russie renoncer à la charte de leur fondation, qui garantissait la propriété individuelle, et obtenir comme un bienfait d'entrer sous le régime de la loi des Slaves. Au reste, ce fait ne doit être regardé que comme une exception, motivée sans doute par des causes qui ont échappé à l'observateur, car il reconnaît que, presque partout ailleurs, l'opinion publique réprouve le système de la propriété communale. Pour un assez mince avantage, celui d'une administration facile, elle a des inconvénients intolérables aux paysans comme aux propriétaires. On en voit tous les vices, là surtout où, par suite d'une succession, un même village se trouve appartenir à plusieurs propriétaires.

Par une anomalie remarquable, la loi qui consacre pour les paysans l'indivisibilité de la terre, et qui, à la mort d'un père de famille, empêche la dissolution du petit groupe qu'il présidait, en transmettant son autorité à un seul de ses descendants, cette loi patriarcale ne régit point la noblesse. Il est avéré, dit M. de Haxthausen, que les seigneurs propriétaires de fractions de village sont toujours des maîtres exigeants, qui pressurent leurs serfs et les rendent

les plus misérables des hommes. Que deviennent alors l'administration communale et la répartition de la terre en lots égaux, lorsqu'il n'y a pas égalité de charges entre les membres de la commune? C'est ce que M. de Haxthausen ne dit point et ce qu'il est assez difficile de deviner.

En droit, le serf étant la propriété de son seigneur, ce que le serf acquiert doit appartenir au seigneur, de même qu'une pomme appartient au possesseur du pommier qui l'a produite. En fait, et par une coutume humaine plus puissante que la loi, le pécule du serf lui demeure assuré. Il n'est pas rare de voir des paysans plus riches que leurs seigneurs, et, chose extraordinaire, qui se rachètent à un prix modéré, dont cependant ces derniers sont également les seuls arbitres. Souvent des villages entiers achètent leur émancipation. On en a vu qui donnaient de l'argent à un seigneur pauvre pour qu'il les achetât d'un autre seigneur dont l'autorité patriarcale s'exerçait un peu trop durement. Il faut au paysan russe un protecteur, et, comme tous les hommes, il n'aime pas prendre pour chef son égal. Un village sans seigneur se croirait dans la position d'un troupeau privé de son berger.

J'ai signalé, en commençant cet article, l'attachement caractéristique des Russes à leur religion. Il s'en faut beaucoup, d'ailleurs, qu'il y ait parmi eux unité de croyance. Sans parler des Slaves catholiques, des nombreux sujets musulmans de l'empire, de quelques tribus finnoises encore à peu près idolâtres, les Grecs eux-mêmes, les orthodoxes comme ils se nomment, sont fort divisés sur leurs articles de foi. Un lieu commun les réunit pourtant, c'est une profonde aversion, une espèce d'horreur pour tous

les cultes étrangers. Le peuple ne fait guère de distinction entre un idolâtre, un chrétien catholique ou un protestant, il les confond tous les trois sous le nom de païens. *Le roi païen*, c'est ainsi que les annalistes russes désignent d'ordinaire le roi de Pologne; et telle était, au commencement du xvii^e siècle, l'ignorance du clergé russe, qu'en 1606, il anathématisait le faux Démétrius pour avoir voulu introduire en Russie *l'hérésie laïine et luthérienne*.

La plupart des hérétiques prétendent conserver dans leur pureté primitive les formes les plus anciennes du culte, et professent une horreur systématique pour toute innovation. M. de Haxthausen, qui s'est appliqué à pénétrer le mystère sous lequel s'enveloppent les sectes grecques, cite quelques exemples curieux de leurs superstitions. La plupart des *vieux croyants* (c'est le nom que se donnent beaucoup de ces hérétiques) refusent de manger des pommes de terre, et tiennent que c'est au moyen de ce tubercule que notre mère Eve fut tentée par le démon. Ils croient également, et peut-être avec plus de raison, que l'imprimerie est une invention diabolique, et ne veulent pour leur liturgie que des livres manuscrits, écrits avec l'ancien alphabet slavon, non avec les lettres russes en usage depuis Pierre le Grand. Cette opinion était générale à la fin du xvi^e siècle, et certain imprimeur, attiré à Moscou par Ivan IV, fut contraint de s'enfuir au plus vite pour avoir voulu publier une Bible en russe. Après tout, ces fantaisies et d'autres semblables sont assez innocentes; mais il y a des fanatiques qui croient ne pouvoir point assez renchérir sur les expiations qui doivent les laver du péché originel : quelques-uns se mutilent cruellement, ou, ce qui est pire, mutilent des niais

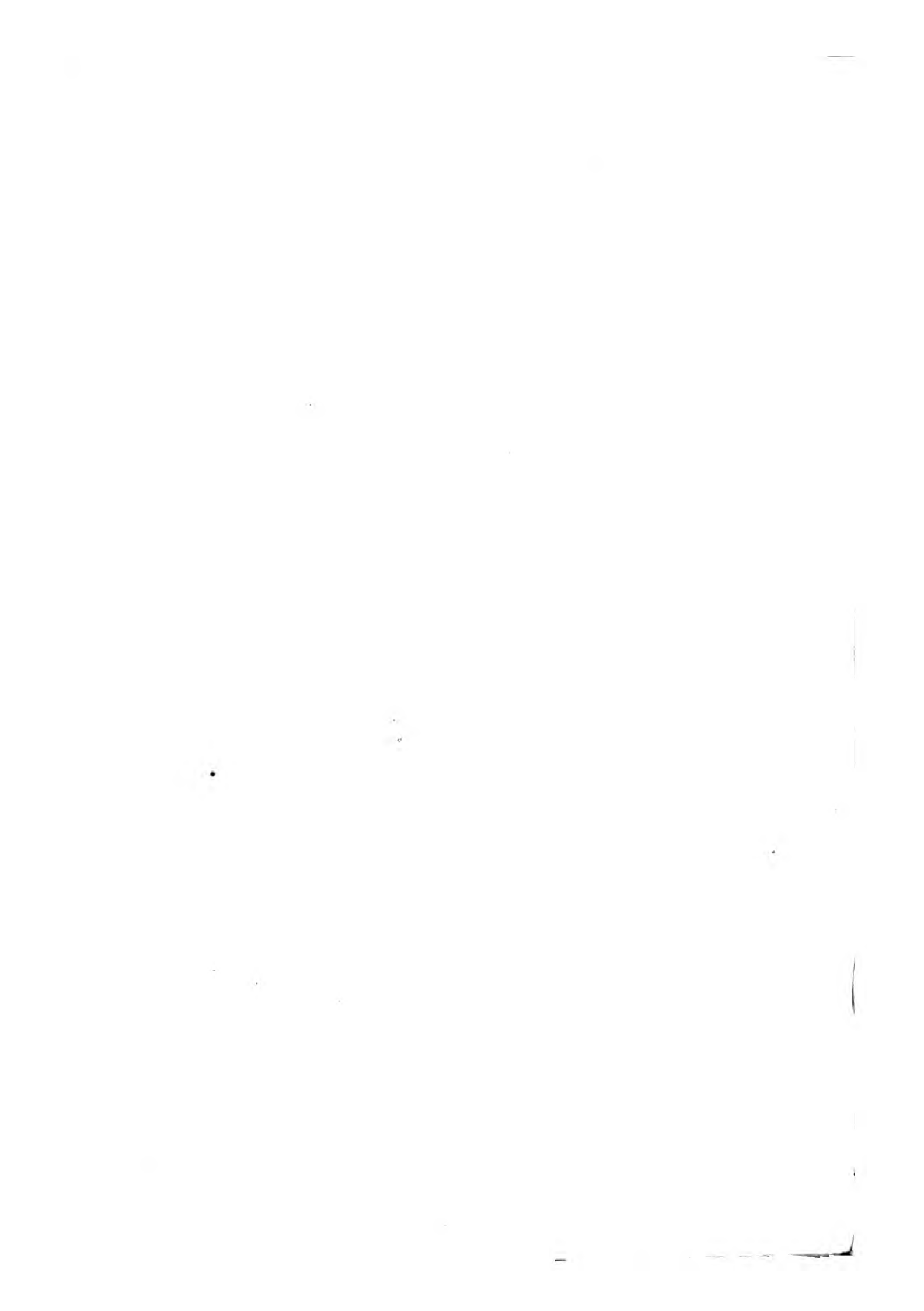
qu'ils séduisent; d'autres font du suicide le dernier acte de leur foi. De nos jours, dans une petite ville sur les bords du Volga, une cinquantaine de fous se réunirent mystérieusement pour célébrer cette cérémonie suprême, s'entr'égorger. Lorsque la police intervint, attirée par les cris de quelques récalcitrants, elle trouva quarante-sept cadavres; deux de ces fanatiques, seuls survivants à cette horrible boucherie, furent condamnés au knout, médiocre moyen de persuasion, comme il semble, car, à chaque coup, les patients faisaient éclater la joie la plus vive, et se félicitaient d'avoir obtenu le martyre. Ces monstrueuses fureurs sont bien éloignées des doctrines que nous avons entendu prêcher récemment dans notre Europe occidentale, sur la *réhabilitation* de la *chair*. Cependant, si l'on en croit M. de Haxthausen, le diable n'y perd rien, et quelques sectes font un précepte de la communauté des femmes et passent pour se livrer à de dégoûtantes orgies.

Jusqu'à présent les efforts du clergé orthodoxe, soutenu par le bras séculier de la police, ont échoué devant l'obstination des sectaires; mais toutefois les progrès matériels de la civilisation, suivant M. de Haxthausen, font plus de conversions que les argumentations théologiques ou le knout même. On voit rarement, dit-il, le fils d'un *vieux croyant* hériter du rigorisme et des superstitions de son père. La mode le séduit d'abord. Il se fait la barbe et dépouille le caftan asiatique pour prendre le frac européen; il mange des pommes de terre pour faire comme les honnêtes gens, et bientôt il ne se distingue plus du reste de la population. A vrai dire, je doute un peu du pouvoir que notre auteur attribue à la mode et aux progrès matériels de la civilisation.

Les Mormons de l'Etat d'Utah, en Amérique, pratiquent, dit-on, la polygamie en habit noir, et les *schaking quakers* se rendent en chemin de fer à leurs assemblées, où ils essayent, en sautant, d'attraper *la patte de l'agneau*. Le sentiment religieux chez les peuples jeunes est souvent perverti par des superstitions ridicules ou barbares; mais, après tout, on peut se demander si l'indifférence sceptique du vieux monde n'a pas ses dangers encore plus réels et redoutables pour la société.

Mémoires secrets

pour servir à l'histoire de la cour de Russie
sous les règnes de Pierre le Grand et de
Catherine 1^{re}.



Un jour, voyageant en Espagne et me trouvant dans une espèce de désert, je m'arrêtai sous un chêne pour manger quelques glands doux. Comme j'en admirais le goût et la grosseur, mon guide me dit qu'il en avait fait porter de plus gros encore au même arbre, car il y avait fait accrocher un meunier. Je lui demandai s'il avait été juge, ou bien... (Je n'osai nommer ce fonctionnaire si utile que M. de Maître appelle la *pierre angulaire* de la société.) — “ Ni l'un ni l'autre, répondit mon guide. J'étais lieutenant dans une guérilla, pendant la guerre de l'Indépendance, détaché dans cette montagne avec quarante-cinq hommes, quand le meunier de Castelar, pour son malheur, vint m'apporter du vin et un jambon que je ne lui demandais point. Il me dit beaucoup de mal des Français et me fit force éloges de don Juan

Martin (*l'Empecinado*); c'était mon général, ajouta-t-il en se découvrant. Si bien que je le pris pour un espion, et je le fis brancher. — Quelles preuves aviez-vous? ” m'écriai-je. — “ Quelles preuves?... dit-il; d'abord il était trop complimenteur... puis, j'avais à répondre devant Dieu et devant don Juan Martin de la vie de quarante-cinq hommes. Fallait-il les risquer pour un meunier? ” Je continuai ma route syllogisant à part moi, et me demandant s'il y a des occasions où, pour être *probablement* utile à quarante-cinq de ses semblables, on soit autorisé à en pendre effectivement un.

Il y a beaucoup à dire pour et contre. Pierre le Grand, ainsi que mon guide, avait charge d'âmes et peu de scrupules quand il s'agissait d'assurer la réussite de ses vastes desseins. Je ne serais pas éloigné de croire que dans le nombre des Strelitz qu'il a fait pendre ou décapiter, il ne se soit trouvé quelques pauvres diables aussi innocents que pouvaient l'être des Strelitz à cette époque. Doit-on cependant avoir de Pierre l'opinion qu'on aurait d'un juge prévaricateur, ou même d'un juge distrait? Nullement. On ne demande pas compte à un habile chirurgien des douleurs que son scalpel a fait endurer au malade qu'il a guéri; *et je tiens* qu'il faut accepter l'œuvre des grands réformateurs, sans rechercher de trop près les moyens qu'ils ont pris pour arriver à leur but. Que devenait la Russie si les Strelitz et la princesse Sophie eussent triomphé? Qu'est-elle devenue sous la main de fer de Pierre le Grand? On n'est pas un grand homme si l'on n'ose parfois accepter une responsabilité terrible. Rien ne vous oblige d'ailleurs, et pour ma part je me félicite de n'être ni grand homme, ni lieutenant d'une compagnie franche.

L'auteur du livre que je viens de lire s'est complu à recueillir sur le compte de Pierre I^{er} une masse d'anecdotes tendant à le représenter comme une espèce d'ogre toujours altéré de sang, et l'on peut s'étonner qu'un aide de camp du tsar, témoin de ses travaux, peut-être confident de ses projets politiques, n'ait trouvé dignes de sa plume que des scènes de barbarie ou des turpitudes. Suétone, qui ne perd jamais l'occasion de vilipender ses héros, nous a raconté du moins les exploits de César en même temps que ses fredaines. Le sieur de Villebois qui, selon son biographe, avait commencé par être contrebandier et était demeuré toujours un ivrogne, ne s'est appliqué qu'à ramasser des histoires scandaleuses et à moraliser sur les vices de son maître. Cela peut inspirer quelque défiance. La mienne redouble quand je lis sur le titre que ces mémoires ont été *rédigés* sur les manuscrits originaux du sieur de Villebois. Qu'entend-on par *rédigés* ? Il est facile de voir en parcourant le volume que l'éditeur n'a corrigé ni l'orthographe ni le style. N'est-ce pas *tronqués* qu'il faut lire au lieu de *rédigés* ? Pour moi, je n'aime pas plus l'un que l'autre, et ces arrangements de mémoires, quels qu'ils soient, ont pour résultat habituel de ne faire connaître ni l'auteur ni les personnages dont il parle.

D'ordinaire un auteur de mémoires se met en scène; il raconte avec détail les événements auxquels il a assisté; souvent rien ne s'est fait que par son entremise, qui serait demeurée inconnue s'il n'eût pris la plume. Le sieur de Villebois est trop modeste pour en agir ainsi. Il ne nous dit pas un mot de ce qu'il a fait; il rapporte des ouï-dire, et ne cite presque jamais ses témoins. Il s'étend fort au long sur les sanglantes

exécutions des Strelitz, mais il en tient le récit d'on ne sait quelles gens. A la vérité, l'éditeur a joint à ces renseignements des citations de l'*Histoire de Russie* de Lévêque, s'imaginant sans doute que Lévêque était une autorité. Tout ce que j'ai lu de l'un et de l'autre, me paraît copié, *rédigé*, si l'on veut, d'après un ouvrage assez amusant, mais peu connu : c'est le voyage en Moscovie du baron de Guarient, envoyé de l'Empereur auprès de Pierre le Grand, en 1698 et 1699¹. Le secrétaire de l'ambassade, nommé Georges Korb, a publié cette relation en assez médiocre latin. C'était un brave Allemand, qui note très curieusement tout ce qu'il voit, n'oublie pas un dîner, et ne se permet guère de réflexions sur les actions des grands. Présent à Moscou, en 1698, au moment de la révolte des Strelitz, il *n'a pas vu*, mais il a entendu raconter à des témoins oculaires des détails effrayants sur le châtiment des rebelles. Le premier, je pense, Korb a rapporté que Pierre avait décapité lui-même plusieurs des rebelles, et ordonné à quelques-uns de ses officiers et de ses boyards de l'imiter. Villebois et Lévêque ont copié tout cela en le *rédigeant*. Korb nous dit que le tsar se contenta d'appeler imbéciles ceux de ses courtisans qui s'excusèrent sur leur manque d'habitude; mais Villebois, qui n'était pas à Moscou, rapporte que *tous* remplirent l'office de bourreau, " sûrs qu'un refus leur eût coûté la vie. " Il ne dit pas non plus ce que le secrétaire d'ambassade autrichien n'a pas omis, c'est qu'au moment où le tsar reparut inopinément à Moscou, un grand nombre de ses boyards traitaient secrètement avec la princesse Sophie, qu'une partie du clergé favorisait ouvertement les Strelitz; enfin que les autres troupes étaient si peu sûres, qu'il avait fallu

écraser les rebelles de loin, avec de l'artillerie, pour éviter une défection, probable si l'on en fût venu à un combat main à main. Ces circonstances, qui ont leur valeur, donnent à la conduite de Pierre un autre mobile qu'une froide férocité. Il voulait compromettre ses boyards, et pour les compromettre il osa leur donner l'exemple.

Malgré la sécheresse des récits de Korb, malgré son latin germanique, on y trouve des traits intéressants qui méritaient d'être reproduits par ses compilateurs. Le patriarche, fort ennemi des réformes et véhémentement suspect d'intelligence avec les Strelitz, osa implorer leur grâce. Il se présenta devant l'empereur revêtu de ses habits pontificaux et portant une image de la Vierge. — " Que viens-tu faire ici, lui cria Pierre, et pourquoi cette image? Hâte-toi de la reporter où tu l'as prise. Sache que je sers Dieu et que je vénère sa très sainte mère peut-être mieux que tu ne fais. Ma mission à moi et mon devoir envers Dieu, c'est de protéger mon peuple et de le venger des méchants qui ont conspiré sa ruine. " — Un Strelitz, au moment de poser la tête sur le fatal billot, s'écriait qu'il était innocent. — " Meurs, malheureux, ton sang sera sur moi. " Il me semble que, dans ces deux anecdotes, on ne voit pas le boucher du sieur de Villebois, mais le juge inflexible qui se croit une mission de la Providence.

Je ne puis m'empêcher de citer encore une autre anecdote que j'emprunte à Korb, et qui montrera quelles gens étaient les ennemis des réformes de Pierre. Un officier de Strelitz, complice de l'insurrection de 1696, avait été appliqué quatre fois à la question, selon l'usage du temps, et, soit dit à la

honte de l'humanité, cette manière d'interroger les accusés était alors générale en Europe. Quatre fois l'officier soutint cette horrible épreuve sans qu'on pût lui arracher un aveu. Etonné de sa constance, admirant peut-être son courage, le tsar éloigna les bourreaux et embrassa le patient. — “ Je sais, dit-il, que tu as conspiré contre moi. Tu en as été assez puni. Avoue maintenant, non plus par la peur des tourments, mais par l'amour que tu dois à ton seigneur qui te pardonne et te fait colonel. ” A ces mots, le prisonnier, jusqu'alors impassible, se prit à pleurer, et rendant au tsar son baiser de paix : — “ Voilà, dit-il, un genre de tourments contre lequel je n'étais pas préparé. Sache que nous formons une association secrète, où personne n'est admis sans avoir passé par l'épreuve de la torture. Celui qui sait endurer le mieux la douleur obtient le grade le plus élevé. J'ai été torturé six fois. Tes bourreaux n'entendent pas leur métier; ils ne savent pas, comme nous, vous mettre un charbon rouge dans l'oreille, ou bien vous tenir leur homme sous un filet d'eau glacée, tombant goutte à goutte de douze pieds sur la tête nue et rasée. Voilà des souffrances! J'ai enduré cela par six fois pour devenir un de leurs chefs. Quant à ceux qui faiblissaient dans les épreuves, nous savions nous en débarrasser, et mes camarades et moi nous en avons expédié plus de quatre cents. ” Pierre tint sa parole à cet enragé, mais lui donna un commandement en Sibérie.

En voilà bien long sur les Strelitz. En revanche, je serai bref sur le reste du volume. Mais l'éditeur a beau annoncer dans son titre que les manuscrits de M. de Villebois sont rédigés ou publiés pour la première fois, il m'est impossible d'en tomber d'accord.

A l'exception de quelques anecdotes un peu suspectes, et encore plus scandaleuses, je cherche en vain dans ce volume quelques renseignements inédits. Un fort long chapitre est consacré à l'histoire de l'impératrice Catherine avant et après son mariage avec Pierre le Grand; mais on n'y trouvera rien qui ne soit déjà dans la *Biographie universelle*, soit que ses auteurs aient eu connaissance des manuscrits du sieur de Villebois, soit qu'ils aient puisé à d'autres sources. Il faut en dire autant des aventures de Menchikof et de sa rencontre en Sibérie avec Dolgorouki, son rival. Nous avons tous lu dans le *Dictionnaire d'Education*, aux articles Magnanimité ou Résignation. Malgré l'autorité du sieur de Villebois, je tiens que, de ces récits romanesques, il n'en faut croire que la moitié tout au plus. Quant aux anecdotes dont j'ai parlé tout à l'heure, je laisse aux personnes curieuses de vieux scandales le plaisir de les lire dans l'original. Elles rappellent, à la gaîté près, quelques-unes des aventures qu'on trouve dans les mémoires presque aussi véridiques du Vénitien Casanova.



La Littérature
et le Servage en Russie



Tout le monde a pu remarquer que les voyageurs, causants et communicatifs dans une voiture publique tirée par des chevaux, deviennent silencieux et plus ou moins égoïstes lorsqu'ils se trouvent sur un chemin de fer; sans chercher aujourd'hui une explication à ce phénomène, je me bornerai à faire remarquer une de ses conséquences. On a imaginé une littérature spécialement à l'usage des personnes qui, de même que Jocrisse, "n'aiment pas à faire connaissance avec les gens qu'elles ne connaissent pas". Les *Mémoires d'un seigneur russe* me semblent une heureuse addition à cette bibliothèque des chemins de fer; seulement il est fâcheux qu'un livre destiné à être lu parmi les *lacets*, malheureusement trop fréquents sur nos rails, ne soit pas imprimé avec des caractères plus gros et moins serrés. Qui nous rendra les belles éditions du xvi^e et du xvii^e siècle, le papier solide et pas trop blanc, les lettres nettes et carrées? Mais la civilisation et le progrès ont sans doute leurs conditions mystérieuses, et il faut savoir se résigner à

quelques inconvénients pour beaucoup d'avantages. Au reste, quelque mal imprimés que soient les *Mémoires d'un seigneur russe*, on les lira pourtant avec plaisir, non seulement en diligence, mais dans les châteaux, où le désœuvrement va commencer; c'est un ouvrage amusant, instructif, sans prétention, qui en dit plus long qu'il n'est gros.

Il est intitulé en russe, *Mémoires d'un Chasseur*, titre modeste que le traducteur a cru devoir changer, je ne devine pas trop pourquoi, à moins que ce ne soit pour ne pas induire en erreur MM. les *sportsmen* qui espéraient y trouver des renseignements sur les ours et les gélinoites. Selon toute apparence, l'auteur, M. Ivan Tourghenief, n'est point un Nemrod, et pour ma part je ne l'en estime pas moins. Pour lui, la chasse paraît être un prétexte à parler de toutes sortes de choses, peut-être même a-t-il jugé nécessaire de prendre une espèce de déguisement pour observer à son aise un pays où l'on ne tolère guère que les observateurs patentés du gouvernement. M. Tourghenief donc, costumé en chasseur, va de village en village à la poursuite d'un gibier dont il ne paraît pas se soucier beaucoup; mais chemin faisant il rencontre des gens de toutes les classes, de tous les caractères, qu'il aime à faire jaser; il décrit leurs façons, leurs gestes, attrape quelque chose de leur histoire, puis il poursuit sa chasse en laissant au lecteur le soin de commenter et de conclure. Les vingt-deux chapitres de ce petit livre n'ont aucune liaison l'un avec l'autre; ils n'ont qu'un rapport de forme, qui, à vrai dire, manque un peu de variété. " J'étais à la chasse, dit l'auteur, en telle saison, en tel pays. " Vient une description bien faite d'un paysage russe qui ne manque pas d'originalité, mais

où l'on sent un peu la pauvreté et la monotonie de la nature du nord; puis un personnage entre en scène, et l'intérêt commence. Ce sont vingt-deux petits tableaux de genre, encadrés à peu près uniformément, mais habilement variés de composition et de couleur, tous très finement travaillés, parfois avec un peu de minutie; leur ensemble, dit-on, donne une idée assez exacte de l'état social de la Russie.

Contre l'habitude de presque tous les voyageurs, qui n'aiment à parler que du beau monde, notre chasseur s'attache de préférence à étudier les mœurs du peuple, surtout celles des paysans, assez mal observées en tous pays, et plus mal peut-être en Russie que partout ailleurs. On se demandera si l'auteur, appartenant lui-même à la noblesse, s'est trouvé en mesure de voir les choses au point de vue le plus vrai. Après avoir lu le livre de M. Tourghenief, on répondra hardiment que ce n'est ni la curiosité ni la philanthropie qui lui font défaut. C'est un observateur honnête et consciencieux qui cherche et qui trouve. Il se complaît dans les détails; il sait surprendre les mouvements du cœur humain et les décrit avec esprit et finesse, comme Sterne dans son *Voyage sentimental*, qu'il paraît avoir pris pour modèle, ou, ce qui est plus exact et plus juste, dont il s'est inspiré heureusement. Un patriotisme honorable ne l'empêche pas d'apercevoir les vices et les malheurs des institutions de son pays. Il ne cherche pas le mal, souffre même à le rencontrer, et c'est à regret qu'il le dénonce; il le signale avec candeur cependant et avec courage. Parlant des paysans, il est obligé de parler de l'esclavage, et c'est un sujet qu'on ne peut aborder en Russie qu'avec une certaine réserve; aussi M. Tourghenief ne tire pas le voile, mais il le soulève

discrètement, et d'ordinaire c'est au lecteur de deviner ce que l'auteur aurait eu quelque peine à lui dire.

Malgré ces réticences et les euphémismes dont il se sert quelquefois, on ne peut s'empêcher d'être frappé d'une certaine hardiesse d'honnête homme qui respire dans tout le livre. Il m'a fait éprouver une surprise analogue à celle qu'ont produite sur moi d'autres ouvrages de la littérature russe, où les institutions nationales sont traitées encore plus cavalièrement. Tel est le roman des *Ames mortes* de Gogol et sa comédie de l'*Inspecteur général*. En réfléchissant, on trouvera que les satiriques n'ont que l'apparence de la témérité, et qu'ils obéissent en effet à un mot d'ordre du maître. Il y a en Russie le gouvernement et la coutume qui ne sont pas d'accord sur bien des points. Par exemple, la coutume des employés, s'il en faut croire Gogol et le bruit public, est de voler très effrontément, et le gouvernement y trouve à redire. Ni les destitutions, ni le Caucase, ni la Sibérie, ne pouvant remédier à un mal invétéré, le gouvernement abandonne la coutume à la malice des gens de lettres et les prend comme des auxiliaires utiles; mais la coutume est, comme il semble, en état de résister à une double attaque.

Sur la question de l'esclavage, le gouvernement a des principes très libéraux et qui lui font honneur, même dans l'hypothèse où des intérêts matériels et politiques dicteraient sa conduite. Vraisemblablement l'émancipation des serfs ajouterait à sa force et à sa richesse; elle le délivrerait de certaines inquiétudes que la noblesse peut lui causer. A cela, la coutume répond que des inconvénients graves naîtraient de cette mesure, et qu'il est difficile de s'arrêter lorsqu'on commence une réforme. Peut-être, mais cette réforme

est commandée par la morale et la justice, et les embarras de l'avenir ne sont pas des motifs suffisants pour empêcher de l'entreprendre. Si, comme on l'assure, sa Majesté l'Empereur Nicolas s'est proposé pour but de détruire l'esclavage dans ses Etats, l'exécution d'un tel plan suffisait à sa gloire, et il est à regretter qu'il en ait cherché une autre beaucoup plus difficile et beaucoup moins honorable.

L'opposition que fait la coutume au gouvernement en matière d'esclavage est représentée par la classe des gentilshommes propriétaires, dont la fortune ne se calcule pas, comme dans l'Occident, par le nombre d'arpents de terre, mais par le nombre d'*âmes*, c'est-à-dire de paysans, qu'ils possèdent. Dans toutes les contrées de l'Europe, excepté en Russie et peut-être en Espagne, la caste noble est descendue d'une race étrangère, autrefois conquérante, aujourd'hui plus ou moins intimement unie et amalgamée avec le peuple conquis. Les nobles russes au contraire ont la même origine que leurs paysans, ils sont slaves comme eux. Quelques grandes familles, il est vrai, se disent issues des princes Varègues, qui donnèrent des souverains à la Moscovie, vers le milieu du ix^e siècle; mais les Varègues ne furent pas des conquérants. Appelés comme médiateurs entre un grand nombre de petits chefs qui se faisaient une guerre acharnée, ils s'établirent assez paisiblement au milieu d'une nation qui les adopta à peu près comme les princes étrangers qu'à différentes époques les diètes de Pologne élevèrent sur le trône. Autant qu'on peut le conjecturer d'après les annales très confuses et très obscures, les chefs russes ou les plus anciens nobles furent des espèces de patriarches exerçant une autorité toute paternelle

sur leur famille ou sur leur tribu, assimilée par les mœurs à une famille naturelle. Dans les idées du peuple russe, toujours si attaché aux antiques traditions, un gentilhomme est encore un patriarche. L'autorité et l'âge ont été autrefois inséparables, et l'on en trouve la preuve dans le langage. Ainsi les magistrats municipaux portent les noms caractéristiques d'*anciens* ou de *vieillards*. Au xvi^e siècle, les petits gentilshommes d'un rang inférieur aux boyards s'appelaient *fils de boyards*. Enfin aujourd'hui même un paysan sexagénaire, en parlant à son seigneur âgé de vingt ans, le traitera de *petit père*.

Dans l'antique société patriarcale de la Russie, le chef de famille possédait une certaine étendue de terre qui faisait vivre sa tribu. Les individus qui la composaient étaient cultivateurs, mais non propriétaires, et comme pour bien prouver qu'ils ne possédaient en propre aucune parcelle déterminée de cette terre, tous les ans, d'après un usage qui se perd dans la nuit des temps, elle était divisée par les soins du chef en un certain nombre de lots et partagée entre tous les membres de la tribu pour être exploitée jusqu'à la récolte. Cette antique institution, qui remonte à l'origine des sociétés, s'est perpétuée jusqu'à ce jour en Russie. Partout on y trouve ce partage annuel du territoire entre les individus d'une même communauté, soit que cette communauté soit libre, soit qu'elle soit esclave. Dans le premier cas, les produits appartiennent au cultivateur; dans le second, au seigneur terrien, qui abandonne quelque chose à ses paysans.

Il était nécessaire d'entrer dans ces détails pour comprendre l'histoire de l'esclavage en Russie. Je ne me charge pas d'expliquer par quelle transition le fils

d'un chef devint chef lui-même avant que l'âge eût consacré ses droits sur ses frères ou sur ses égaux. Il est certain qu'à une époque très reculée on trouve en Russie des nobles et des paysans. Il semble que le principe d'une noblesse héréditaire fut reconnu plus tôt dans le nord de la Russie que dans le sud, et il n'est pas improbable que ce fut une importation étrangère parmi les Slaves. Tandis qu'on voit d'antiques familles princières dans la Moscovie, l'histoire nous montre en même temps dans la Petite-Russie des communautés fondées sur le principe de l'élection. Tels furent les premiers Cosaques du Dnieper, et un peu plus tard ceux du Don et du Volga. Cependant dans la Grande-Russie même, où régnait le système de l'hérédité, le servage n'existait pas avant la fin du xvi^e siècle. A la vérité, la loi nationale n'accordait qu'aux seuls nobles le droit de posséder des terres, mais les paysans étaient libres, et louaient leurs bras à leurs seigneurs selon une convention débattue de gré à gré. D'après un ancien usage, les engagements, qui n'avaient lieu que pour une année, commençaient et finissaient le jour de la Saint-Georges, *Iourev Den*, encore célèbre dans les poésies populaires comme un souvenir de liberté.

Sous le règne d'Ivan IV, surnommé le Terrible, la Russie fit une conquête importante, celle du royaume de Kazan, enlevé aux Tartares et aux Tchérémisses idolâtres. Presque en même temps un capitaine de Cosaques, ancien bandit, Iermak, découvrait et subjuguait la Sibérie. La petite république des Zaporogues florissait dans les îlots du Dnieper. Sur les rives de ce fleuve, sur celles du Don, du Volga et de l'Iaïk, des colonies militaires à peu près indépendantes, qui prenaient le nom d'armées cosaques,

possédaient des territoires fertiles et s'enrichissaient par la petite guerre contre leurs voisins musulmans. Aussi l'émigration fut-elle considérable en Russie vers ces grands fleuves où les Cosaques avaient formé leurs établissements. Le goût de la vie nomade et des aventures est un des caractères du paysan russe. Il aime à changer de demeure aussi bien que de métier, pourvu toutefois qu'il ne quitte pas la *sainte Russie*, dont il ne franchit jamais les frontières sans un secret effroi. La vie des Cosaques avait de quoi le séduire : tantôt une culture facile et des pêches abondantes sur de grands fleuves poissonneux, tantôt de rapides expéditions sur terre ou sur mer, dont les privations étaient bien vite oubliées dans d'immenses orgies. Or ces communautés cosaques étaient des asiles, comme Rome autrefois, où tous les aventuriers étaient reçus à bras ouverts. Les paysans polonais s'enfuyaient chez les Zaporogues. Les laboureurs moscovites, au lieu de renouveler leur engagement de la Saint-Georges, abandonnaient leurs villages pour s'enrôler dans les camps du Don ou du Volga. On put craindre un moment la dépopulation complète du nord de l'empire, et de fait plusieurs localités importantes au commencement du règne d'Ivan IV étaient devenues des déserts, à la mort de ce prince, par l'émigration de tous leurs habitants.

Un homme énergique et peu scrupuleux, Boris Godounof, gouvernait alors la Russie au nom de Fédor Ivanovitch, qui l'avait nommé régent de l'empire pour vaquer plus librement lui-même aux soins de son salut. Boris vit le danger, et y porta remède avec son inflexibilité ordinaire. Il fit rendre un ukase qui abolissait la coutume de la Saint-Georges et défendait aux paysans de changer de demeure.

Désormais ils durent vivre et mourir au lieu où ils étaient nés. C'est de cet ukase, rendu en 1593, que date l'esclavage en Russie.

Il y a grande apparence que ni Boris, ni la noblesse russe, ni les paysans ne comprirent bien nettement d'abord la portée et les conséquences de ce décret. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut réprouvé alors aussi bien par la classe des gentilshommes, qui acquéraient ainsi des serfs, que par celle des paysans, qui perdaient leur liberté. Les nobles qui avaient de grandes propriétés, mais éloignées des villages, se trouvaient ruinés faute de pouvoir se procurer des laboureurs; d'autres ayant plus de paysans qu'ils n'en pouvaient employer à la culture de leurs terres, se plaignaient qu'on fît peser sur eux une charge intolérable; enfin les paysans, exaspérés, prirent souvent les armes pour recouvrer leur indépendance. L'histoire russe, au commencement du xvii^e siècle, est toute remplie par les désastreuses conséquences de l'abolition de la Saint-Georges. Presque partout les terres demeuraient incultes, au point que trois années de famine consécutives désolèrent le centre de l'empire. Les paysans, nouvellement attachés à la glèbe et encore impatients du joug, accueillirent tout bandit audacieux comme un libérateur, et se mettaient à ses ordres dès qu'il leur promettait le pillage des villes et des châteaux et l'extermination de leurs oppresseurs. La facilité avec laquelle les différents imposteurs qui prirent le nom de Démétrius soulevèrent les populations, l'accroissement prodigieux des républiques cosaques, les armées immenses qu'à plusieurs reprises elles vomirent sur la Pologne, tout atteste l'ébranlement profond de la société en Russie dans les premières années du xvii^e

siècle, et les efforts des paysans pour échapper à la servitude. Ils furent vaincus cependant, et par tous leurs excès ils méritèrent de l'être. Quelques écrivains russes, avec le talent particulier à leur nation pour défendre les mauvaises causes, ont essayé de justifier la mémoire de Boris; ils ont prétendu qu'il n'avait pas voulu que les paysans fussent esclaves, et qu'il s'était borné à leur interdire la vie nomade. Je le veux bien; mais quelle est la condition de travailleurs *libres* condamnés à rester sur le sol où ils ont pris naissance, et qu'ils ne peuvent posséder? Evidemment leur liberté, dont il leur est interdit de faire usage, et qui les condamne à mourir de faim ou bien à accepter le salaire qu'il plaît au propriétaire du sol de leur offrir, leur sera bientôt à charge, et la servitude leur paraîtra préférable à l'incertitude de leur position.

Dans un pays neuf comme la Russie, une institution qui date de près de trois siècles a reçu sa consécration. Le *moujik* s'est habitué à son sort, et il pense à la Saint-Georges comme au paradis dont nos premiers pères furent chassés. Si l'on en juge par les récits de M. Tourghenief, le trait caractéristique du paysan russe, c'est la patience. C'est une vertu que le climat seul sous lequel il vit suffirait à développer. Les lois et les habitudes nationales contribuent merveilleusement à l'entretenir. Depuis son enfance jusqu'à sa mort, le serf obéit. Voilà pourquoi, je pense, le Russe est un excellent soldat, bien que ses instincts ne soient pas trop belliqueux. Peu touché de l'amour de la gloire, trop sensé pour avoir une ambition impossible, il va au feu sans enthousiasme, mais parce que c'est *l'ordre*. — *Prikaz*, ce mot répond à tout. Pénétré de respect pour ses

chefs, qu'il sait d'une autre espèce que lui, il ne se mêle pas de penser, bien rarement de comprendre. On raconte que dans un engagement sur la Baltique entre les Suédois et les Russes, un vaisseau russe fut coulé bas. Le vaisseau le plus proche met ses embarcations à la mer, et le capitaine leur crie : " Sauvez les officiers de la garde ! " Les matelots, avant de tendre une gaffe aux têtes qu'ils voyaient surnager, leur demandaient : " Etes-vous officiers de la garde ? " Quelques-unes de ces têtes répondaient : Non, et disparaissaient sous les vagues.

On dit que lorsque l'excès du mal, la colère et l'eau-de-vie ont mis fin à cette merveilleuse patience, le serf devient une bête féroce ; mais sa rage s'acharne contre un homme, et non contre l'institution qui a fait de cet homme un tyran. Chez les Slaves on ne se passionne guère pour une idée. Un gentilhomme, ou, ce qui est le cas le plus fréquent, l'homme d'affaires, le régisseur d'un gentilhomme, à force de voleries, d'exactions, de violences, pousse à bout les paysans de son village : ils le saisissent, le massacrent, quelquefois avec des raffinements de cruauté, et, dans le premier énérvement de la fureur, font main basse sur toute personne de condition noble qui a le malheur de tomber entre leurs mains. Cependant le droit seigneurial n'en demeure pas moins intact. Vers le milieu du siècle dernier, un simple Cosaque nommé Pougatchef, assez mauvais sujet et déjà brouillé avec la justice, se rappela qu'on lui avait dit un jour qu'il ressemblait à Pierre III. Ce prince était mort depuis quelques années de l'accident que l'on sait. En Russie, c'est une espèce de tradition consacrée pour un chef de rebelles que de prendre le nom d'un prince miraculeusement échappé à des

assassins. Pougatchef se fit passer pour Pierre III, rassembla une armée nombreuse composée de quelques bandits de son espèce et d'une multitude immense de niais. A leur tête il ravagea le sud de la Russie, pilla de grandes villes et causa d'affreux ravages. Les paysans lui amenaient leurs seigneurs, qui essayaient de les détromper, et les pendaient aussitôt sur l'ordre de l'imposteur, mais ils les pendaient comme rebelles à leur légitime souverain. Pougatchef ne faisait pas la guerre à l'esclavage; après avoir pendu un gentilhomme, il donnait ses terres et ses paysans à quelque coquin de sa bande.

La révolte et le meurtre sont heureusement de rares exceptions dans les mœurs du paysan russe, qui conserve plus de reconnaissance pour les bons traitements que de rancune pour l'injustice dont il a souffert. Humble et résigné, il croit que son maître a raison, même quand il en est le plus maltraité. Tout au plus pense-t-il qu'ainsi le bon Dieu l'a voulu, et que ce lui serait un gros péché que d'aller contre l'ordre des choses. Malheureusement un des plus tristes effets de la servitude, c'est de corrompre tout ce qu'elle entoure, et trop souvent le plus généreux naturel se déprave aux leçons de valets toujours intéressés à deviner les faiblesses de leurs maîtres et à flatter leurs passions. Qui résisterait aux entraînements d'un pouvoir sans limites? Demandez l'impossible à un moujik et il essaiera d'obéir. Son maître s'est accoutumé à le regarder comme sa chose, dont il peut user et abuser, et l'homme étant de tous les animaux celui dont il y a le plus de parti à tirer, c'est celui dont on abuse le plus.

Bien que M. Tourghenief ait évité de nous montrer l'esclavage sous son aspect terrible et tragique,

il y a dans son livre des scènes qui serrent le cœur : c'est par exemple le contraste, si fréquent en Russie, de la civilisation occidentale la plus raffinée avec les coutumes de l'antique barbarie. Je recommande au lecteur le chapitre intitulé *le Bourmistre* : c'est le nom qu'on donne aux magistrats qui gouvernent pour un seigneur un village de serfs. Je n'ai pas besoin de dire qu'ils n'ont rien de commun avec les respectables *bourguemestres* allemands, dont les Russes ont emprunté et défiguré le nom. Le seigneur de ce bourmistre est un jeune élégant qui passe l'été dans ses terres. Il a voyagé dans toute l'Europe, il en sait toutes les langues, il en a importé chez lui toutes les espèces de luxe. Sa maison de campagne, admirablement tenue, ferait honneur à un lord d'Angleterre. Sa table est excellente, sa livrée magnifique; mais dans toute cette maison il y a quelque chose de guindé, de contre nature qui attriste d'abord. Tout ce bel ordre est dû à certain mystère qu'on ne tarde pas à découvrir. Le jeune seigneur est à déjeuner, causant gaîment avec un ami. Il se verse un verre de vin de Bordeaux, et il arrive que ce vin est de quelques degrés au-dessous de la température qu'il a ordonnée d'après Brillat-Savarin. " Qu'est-ce que cela? " dit-il à son sommelier sans colère, sans élever la voix. Le domestique convaincu de négligence tord sa serviette et n'a pas la force de répondre. Le jeune gentilhomme presse un timbre, entre un grand gaillard de mauvaise mine : c'est le fouetteur de cette jolie maison de campagne. " Va ", dit le maître au coupable, toujours froidement, négligemment. On emmène le pauvre diable, et on a soin de le fouetter assez loin pour que ses cris ne donnent aucune incommodité aux nobles hôtes du

château. M. Tourghenief aurait pu ajouter qu'à la ville la bastonnade s'administre encore plus poliment. Une jeune dame donne à son domestique, dont elle est mécontente, un petit billet parfumé à porter chez le commissaire de police : " La princesse prie M. le commissaire de faire châtier le porteur. " Le nouveau Bellérophon remet la lettre fatale, à laquelle on ne manque pas de faire honneur. On donne au patient, non pas un reçu, mais un certificat qui le dispense de montrer son dos, et comme la justice en aucun pays n'instrumente gratis, le fouetté paye les verges. Voilà le mélange des institutions patriarcales et de la régularité administrative de l'Occident. J'avoue que j'aime mieux la vieille sauvagerie moscovite et le maître battant son serf, avec lequel il s'est enivré et s'enivrera bientôt. Il semble, du moins M. Tourghenief nous l'assure, que les paysans sont du même avis. " Qui aime bien châtie bien, " dit un de ces maîtres de la vieille roche qui vient de faire rosser un de ses gens que le traducteur appelle son *buvetier*. Une demi-heure après, l'auteur rencontre ledit buvetier qui marche comme si de rien n'était, tout en croquant des noisettes. " Qu'est-ce donc, frère? On t'a châtié aujourd'hui? Pourquoi ton maître t'a-t-il fait rosser? — Il y avait une raison, monsieur, certainement. Chez nous, on n'est pas rossé sans cause..., non, non. Chez nous, rien de pareil, non, non. Chez nous, le *bârine* (seigneur) n'est pas comme ça. Chez nous, c'est un bârine..., ho! ho! ho! un tel bârine! non, non, il n'a pas son second dans tout le gouvernement, allez. "

Rabelais, appelle messer Gaster " le premier maître ès arts du monde; " s'il fût allé en Russie, il

eût sans doute donné ce titre à Martin Bâton. Moyennant ce dernier instructeur en “ toute honnête discipline ”, il n’est sorte de métier que le moujik n’apprenne et ne fasse à *peu près*. Il faut lire dans les *Mémoires d’un Chasseur russe* un joli chapitre intitulé *Lgof*. Ce mot, très difficile à prononcer pour un Français, est le nom d’un village où l’auteur, allant chasser aux canards, rencontre, au bord d’un étang *sans poissons*, un pêcheur. C’est le seigneur du lieu qui a trouvé comme il faut d’avoir un pêcheur, et qui en a donné les fonctions impossibles dans la localité à un pauvre diable nommé Kouzma Soutchok. Avant d’être pêcheur, il a fait plus d’un métier; il était cocher, mais il ne savait pas conduire; puis il a été veneur, bien qu’il ne sût pas monter à cheval. Rossé parce qu’il s’était laissé choir et que son cheval s’était estropié à la chasse, un de ses maîtres l’a fait cuisinier, mais *seulement pour la campagne*. A la campagne même, ses sauces paraissant trop mauvaises, on l’envoie en apprentissage chez un cordonnier; bientôt son maître meurt, et l’héritier rappelle Soutchok au village, et lui donne un emploi qu’il n’a pas trop compris, et dont il ne sait pas même bien le nom; il appelle cela être *kofichenok* (probablement pour *konfektchik*, faiseur de confitures). — “ Quel emploi est-ce là? lui demande-t-on. Est-ce que je sais, moi! Seulement j’étais à l’office et je devais me nommer Anton et non plus Kouzma; madame l’avait ordonné ainsi. ” A chaque maître qui achète Soutchok ou qui en hérite, c’est un emploi nouveau; il en a rempli d’assez relevés. — “ On m’a fait *akhter*, dit-il (il veut dire acteur); je jouais sur un *kéatre*. Oui, notre dame avait fait un *kéatre* dans une grande chambre. — Quel était ton emploi? — Plaît-il?

Qu'est-ce que tu faisais sur le théâtre? — Eh! vous ne savez donc pas? On me prenait, on m'habillait. Moi, je marchais comme cela, avec ces habits. Je m'arrêtais, je m'asseyais. On me disait: Parle, et dis ça et ça. Moi, qu'est-ce que cela me faisait? Je parlais tout de suite et je disais. Un jour, j'ai représenté un aveugle... comment donc! oui, monsieur, un aveugle. ”

Le manière de M. Tourghenief offre une certaine analogie avec celle de Gogol. Comme l'auteur des *Ames mortes*, il excelle dans les petits détails, il s'arrête à tous les accessoires. S'il est question d'une chaumière, il en compte les bancs et ne fait pas grâce du moindre ustensile. Il décrit les habits de ses personnages et n'en oubliera pas un bouton; leur signalement est si précis, si minutieux, qu'après l'avoir lu, deux peintres, sans se concerter, pourraient, je pense, en faire des portraits qui seraient ressemblants entre eux. Ce goût, ce talent pour décrire est une qualité, ou si l'on veut, un défaut commun à la plupart des écrivains russes. Je ne connais que Pouchkine dont la manière soit vraiment large et simple, et qui sache, avec une merveilleuse sûreté de goût, choisir entre mille traits celui qui doit vivement frapper son lecteur. Au début de son poëme des *Bohémiens*, cinq ou six vers lui suffisent pour nous représenter le campement d'une bande de ces nomades groupés autour d'un feu, en compagnie d'un ours apprivoisé. Chaque mot de cette description si courte éveille une idée et laisse un souvenir ineffaçable. Il n'en est pas de même des tableaux si précieusement étudiés de M. Tourghenief, et en lisant un de ses chapitres, d'ailleurs fort intéressants, *Biejine-Loug*, qui commence par une scène de bivouac

dans la steppe, je me suis rappelé involontairement le poème de Pouchkine, en regrettant que sa concision n'ait pas fait école. J'ai commencé par comparer M. Tourghenief à Gogol, et me voici le mettant en parallèle avec Pouchkine. C'est être trop exigeant, je m'en aperçois, et je reprends ma première comparaison. Sur Gogol, M. Tourghenief a un avantage qui, à mon sentiment, est considérable. Il fuit le laid, que l'auteur des *Ames mortes* recherche avec tant de curiosité. On sent dans tout ce qu'il écrit un amour du bien et du beau, une sensibilité communicative. Rien de tout cela dans Gogol; toujours sarcastique et morose, il rit d'un rire faux, qui souvent est plus triste que les larmes. L'un et l'autre se sont appliqués à faire la satire des mœurs de leur temps. Gogol qui était, à ce que j'ai ouï dire, le plus honnête homme du monde et de plus animé d'une pitié sincère, s'est montré railleur impitoyable, et semble désespérer d'une société où il n'a vu que des brutes ou des coquins. M. Tourghenief raille aussi, mais plus doucement; il voit le bien à côté du mal, et jusque dans les figures grotesques et ridicules qu'il nous présente, il sait découvrir quelque trait noble et touchant. J'espère que M. Tourghenief, que je n'ai pas l'honneur de connaître, est un jeune homme, et que les *Mémoires d'un Chasseur russe* sont un prélude à un ouvrage plus sérieux et plus considérable.

Je ne dois point oublier son traducteur, M. Charrière. Il fallait une connaissance très approfondie non seulement de l'idiome, mais encore de la société russe, pour faire passer dans notre langue un ouvrage tout rempli de nuances et de petits détails de mœurs. M. Charrière s'est bien tiré de cette tâche difficile. Des notes très courtes et substantielles expliquent

tout ce qui n'a pas d'équivalent en français. On pourrait reprocher parfois au traducteur d'avoir introduit quelques expressions qui sans doute ont cours dans la société française de Pétersbourg ou de Moscou, mais qui n'ont pas encore acquis en France droit de naturalité. Pourquoi par exemple écrire, au lieu d'un grand seigneur, un *velmoje*, mot qui n'est pas même russe, car c'est *velmoja* qu'il faudrait dire? Notre langue autrefois n'admettait pas de ces emprunts inutiles; aujourd'hui on est malheureusement plus facile. C'est ainsi qu'on lit dans un journal : Le colonel A... s'est mis à la tête du *maghzen* ; il est entré dans un *douar* où on lui a demandé l'*aman* et donné une *diffa* ; puis il est allé faire une *razzia*... — Ce qui est encore plus grave, c'est que M. Charrière, trop plein de son russe, traduit quelquefois mot pour mot sans s'apercevoir que chaque langue a ses métamorphoses particulières et ses idiotismes qu'on ne peut changer impunément. Qu'est-ce que la *corne d'un bois* ? Cela est fort intelligible pour un Russe qui ne comprendrait peut-être pas aussi bien le *coin* d'un bois. Je relève ces taches légères, parce qu'il est facile de les faire disparaître dans une nouvelle édition : elles n'empêcheront personne de lire avec plaisir les *Mémoires d'un Chasseur russe*.

Notes sur les
Mèmoires Historiques



Nous avons groupé dans ce volume, parmi les œuvres encore inédites de Mérimée, celles qui se rapportent plus précisément aux problèmes et aux figures historiques qui ont occupé sa pensée pendant la plus grande partie de sa vie. Philippe II, Jules César sont pour lui des personnages vivants dont même l'aspect physique ne lui échappe pas. Attiré par un ouvrage important qu'il a lu en historien curieux du détail et du mystère, et faisant appel à ce propos à tout ce qu'il sait, il rend compte du sujet traité avec une grande maîtrise où l'on retrouve tout Mérimée. Il compose donc de véritables mémoires : Philippe II, une incarnation de l'Espagne, son pays de prédilection; Jules César, dont il a écrit, ainsi que nous le disons plus bas, une vie aujourd'hui perdue. Nous avons fait suivre ces deux études de celles de la Fausse Elisabeth II et du Faux Démétrius, — qui appartiennent à la famille de ces imposteurs dont Mérimée, à plusieurs reprises, s'attacha à déchiffrer l'énigme et la légende, — puis de ce qui restait encore dans l'oubli parmi les pages qu'il consacra à la pensée russe, dont il fut en France le véritable initiateur.

PHILIPPE II ET DON CARLOS

Ce mémoire parut à la *Revue des Deux Mondes* le 1^{er} avril 1859, à propos de l'ouvrage de l'historien anglais W. H. Prescott: *History of the Reign of Philip the Second*. London, R. Bentley. 2 vol. in-8°.

HISTOIRE DE JULES CÉSAR

Ce mémoire, qui parut au *Journal des Savants* en septembre 1865 et en juillet 1866, est une appréciation de l'*Histoire de Jules César*, par Napoléon III, ouvrage en deux volumes in-4°. Paris, Impr. Impériale; H. Plon, 1865-1866.

On sait que très longtemps Mérimée a songé à une vie de Jules César, dont la figure le hantait. Il voulait que ce fût son "maître livre". Etienne, le recevant à l'Académie française le 14 mars 1844, parle dans son discours de cette œuvre future qui devait compléter la trilogie commencée par la *Guerre Sociale* et la *Conjuration de Catilina*. "En voyage, nous dit Augustin Filon, tout le fait songer à César. C'est le nez de Wellington, ce sera plus tard le crâne de Morny (1)." Sur la colline où se dressa sans doute Gergovie, Mérimée raconte dans ses *Notes d'un Voyage en Auvergne* (2) comment il suit les opérations du siège, les *Commentaires* en main. Enfin, constamment, dans sa correspondance, le nom de César revient. Le 25 octobre 1838, il écrit à Requier (3) : "Avez-vous entendu parler d'un certain Jules César, lequel fut fait mourir en l'an de grâce 44 ? J'écris la vie de ce drôle-là, qui, comme feu M. de Robespierre, n'est pas encore jugé." Le 18 juillet 1841, à Lenormant (4) : "Le César des premières années ressemble fort au conspirateur (5) que je vis l'autre jour au Mont Saint-Michel. César évita le Mont Saint-Michel parce qu'il avait beaucoup d'entregent, mais c'était une franche canaille à cette époque. Ce diable d'homme alla toujours en se perfectionnant. Il fût devenu honnête homme si on l'eût laissé vivre." En 1856, à Madame de la Rochejacquelin (6) : "Ne trouvez-vous pas agréable de voir *in the mind's eye* les objets dont il est question dans l'histoire ? Lorsque je voulais écrire l'histoire de César, j'avais tant regardé et si souvent dessiné ses médailles et son buste de Naples, que je le voyais très distinctement à Pharsale et même à Alexandrie."

Mérimée ne publia rien de ses notes qui n'ont pu être retrouvées. Sans doute s'est-il effacé devant le projet de l'Empereur qui l'associa à son œuvre. "Au début de ce travail, raconte A. Filon (7), l'Empereur, qui savait le prix du temps

(1) A. Filon. *Mérimée*, p. 101.

(2) p. 317.

(3) *Revue de Paris*, 15 mai 1898.

(4) *Revue de Paris*, 15 novembre 1895.

(5) Barbès.

(6) *Une Correspondance inédite*, p. 53.

(7) A. Filon. *Mérimée et ses amis*, éd. 1909, p. 254.

pour un tel écrivain, lui donna à entendre qu'il serait largement indemnisé. Mérimée sourit : " J'ai, dit-il, chez moi tous les livres nécessaires. Je calcule qu'avec deux mains de papier, une douzaine de plumes d'oie et une bouteille d'encre de la Petite Vertu, je suffirai à tout. Que Votre Majesté me permette de lui faire ce cadeau, " Mérimée " ne voulut donc pour sa récompense que l'estime du maître ", et donna au *Journal des Savants* l'article, " agréable aux Tuileries ", que nous publions, au lieu de sa Vie de Jules César, aujourd'hui disparue.

HISTOIRE DE LA FAUSSE ELISABETH II

Ce mémoire parut au *Journal des Savants* en juin et juillet 1869, à propos de documents qui parurent les uns dans un ouvrage allemand anonyme, *Die vorgebliche Tochter der Kaiserin Elisabeth Petrowna*, Berlin 1867, les autres dans les *Mémoires de la Société historique de Russie*, en 1867.

Nous donnons ici quelques lettres relatives aux recherches que Mérimée fit pour ce mémoire (1). Les trois premières sont adressées à Faugère, directeur des Archives du Ministère des Affaires étrangères, la quatrième à Gobineau.

" Paris, 52, rue de Lille,
" 30 avril.

" Monsieur,

" Permettez-moi de vous soumettre la note ci-jointe et de vous demander avec beaucoup d'instance la communication des documents que vous pourriez avoir. Les archives Impériales de S. Pétersbourg ont communiqué, à la société de l'Histoire nationale de Russie, toutes les pièces relatives à la fausse princesse Tarakanof. Elles sont imprimées dans le premier volume des mémoires de cette société. Il est évident que le gouvernement russe n'attache aucune importance à cette affaire.

" Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de tous mes sentiments de haute considération.

" Pr Mérimée. "

Nouvelle lettre quelques jours après :

" 15 mai 1869.

" Monsieur,

" A-t-on trouvé quelque renseignement sur la soi-disant

filles d'Elisabeth ? Je trouve que cette femme est arrivée à Venise dans les derniers jours de mai 1774 et qu'elle a logé chez le résident de France. Elle avait pris le nom de comtesse de Pinneberg. Vers la fin de juin, même année, elle logeait à Raguse chez M. Desrivaux, consul de France. En février 1775, elle arrivait à Livourne et était enlevée par le Comte Alexis Orlof.

“ Existe-t-il quelque document relatif à cette femme dans la correspondance des Trois Consuls ? Je vous demande pardon de vous importuner ainsi, et vous prie, Monsieur, de vouloir bien agréer avec tous mes remerciements, l'expression de tous mes sentiments de haute considération.

“ Pr Mérimée ”.

La lettre suivante clôt la série :

“ Paris, 27 mai.

“ Monsieur,

“ Je vous remercie beaucoup des renseignements que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Je suis si souffrant depuis quelques jours que je n'ai pas osé monter dans votre cabinet. C'est une visite différée seulement et j'espère que je pourrai bientôt aller vous remercier en personne.

“ Quant au séjour de la comtesse de Pinneberg à Venise, dans la maison du résident de France, je ne trouve d'autres renseignements que sa déclaration lors de son interrogatoire à Cronstadt. L'auteur d'une brochure allemande, *Die vorgebliche Tochter der Kaiserin Elisabeth Petrowna*, tient le fait pour certain, et il avait à sa disposition toutes les pièces réunies dans les archives de Pétersbourg. Je vois, par une lettre du Prince Radziwill, qu'il avait fait préparer une maison à Venise pour la fausse Elisabeth. Peut-être sera-t-il arrivé à Venise ce qui arriva à Raguse, où le résident français croyant louer sa maison à un prince polonais, se trouva avoir chez lui une prétendante au trône de Russie. Il paraît d'ailleurs qu'en ce moment la France montrait une assez grande partialité pour les Polonais confédérés. Alexis Orlof croyait que la soi-disant fille d'Elisabeth était inspirée par la France, mais il était atteint de gallophobie.

“ Veuillez agréer, Monsieur, avec tous mes remerciements, l'expression de mes sentiments de la plus haute considération,

“ Pr Mérimée. ”

Enfin dans une lettre du 5 juin 1869 à M. de Gobineau, il expliquait son article :

“ ... Si le *Journal des Savants* passe la mer, vous verrez, dans la livraison de ce mois, un article aussi remarquable par l'aménité du style que pour la profondeur des pensées. C'est assez vous dire que j'en suis l'auteur. Il s'agit de justifier Catherine II d'avoir laissé noyer dans un cachot une fille d'Elisabeth pendant une inondation de la Néva. L'empereur Alexandre ouvre ses archives aux gens de lettres et on a publié des pièces assez curieuses, d'où il résulte que la prétendue fille d'Elisabeth était une drôlesse, et qu'elle est morte de la poitrine. Il y a dans tout cela des figures assez drôlatiques, entre autres un amant de cette drôlesse, prince de Limbourg, rempli de *gemüth* et aussi niais que les Allemands le sont au Vaudeville. Nos archives se sont piquées d'honneur et m'ont fourni quelques pièces assez curieuses. Le fait mérite d'être cité. ”

MÉMOIRES CONTEMPORAINS RELATIFS AU FAUX DÉMÉTRIUS

Ce mémoire est une analyse des *Mémoires contemporains relatifs au Faux Démétrius*, traduits et publiés par M. Oustrialof. Pétersbourg, 1837. 5 vol. in-8° (1). Il parut au *Journal des Savants*, en février et mars 1852. Le Faux Démétrius, ainsi que la Fausse Elisabeth II, se rattache à la famille de ces imposteurs qui intéressèrent Mérimée au plus haut point; la même année il fit aussi paraître sur ce même personnage un ouvrage : *Episode de l'histoire de Russie : Les faux Démétrius*, Paris, Michel Lévy. In-8°, 452 p., où il s'efforce de distinguer à travers les documents la vraie figure de l'aventurier de celle de ses imitateurs qui cherchèrent à jouer le même rôle; puis, après avoir isolé le mystère de son personnage, l'imagination de Mérimée se réveille et il écrit un drame : *Les Débuts d'un Aventurier*.

Ces deux articles parurent en tirage à part en avril 1852 à l'Imprimerie Nationale.

Ce recueil comprend: T. I^{er}, La Chronique de Moscou, par le pasteur luthérien Martin Baer, 1581 à 1612. T. II, Mémoires de Georges Peyerle, 1606 à 1608. T. III, État de l'empire de Russie, par Margeret, suivi du 135^e livre de l'histoire de Thoa.

(1) Ces lettres inédites parurent dans Chambon. *Lettres aux Lagrené*, pp. 57-60.

T. IV, Journal de Marine, femme de l'imposteur; et journal des ambassadeurs polonais envoyés par Sigismond à Démétrius, 1606-1608. T. V, Journal de Samuel Maskiewicz, 1609-1612. Outre ces ouvrages, publiés la plupart d'après des Manuscrits originaux, M. Oustrialof a réuni dans des notes nombreuses quelques extraits des annalistes russes et les pièces les plus importantes de la grande Collection des Chartes et diplômes impériaux.

ÉTUDES SUR LA SITUATION INTÉRIEURE, LA VIE NATIONALE ET LES INSTITUTIONS RURALES DE LA RUSSIE

Ce mémoire parut à propos des *Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie*, par le baron Auguste de Haxthausen. Edition française. Hanovre, 1847-1848, 2 vol. in-8°, au *Moniteur Universel*, le 30 octobre 1852.

MÉMOIRES SECRETS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA COUR DE RUSSIE

Ce mémoire est un compte rendu des *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la cour de Russie sous les règnes de Pierre le Grand et de Catherine I^{re}*; rédigés et publiés pour la première fois, d'après les manuscrits originaux du sieur de Villebois, chef d'escadre et aide-de-camp de S. M. le czar Pierre I^{er}; par M. Théophile Hallez. Paris, chez Dentu et chez Amyot, 1853, in-8°. Il parut à l'*Atheneum français* le 29 janvier 1853.

LA LITTÉRATURE ET LE SERVAGE EN RUSSIE

Ce mémoire parut à la *Revue des Deux Mondes* en juillet 1854, à propos des *Mémoires d'un chasseur russe* par Ivan Tourghenief.

Notes de l'Auteur

NOTES DE L'AUTEUR

(p. 9)

(1) On annonce qu'un troisième volume vient de paraître.

(p. 19)

(1) Voir le *Manual de Inquisidores*.

(p. 20)

(1) *Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1846.

(p. 36)

(1) On sait qu'en 1557 le duc d'Albe tenta de s'emparer de Paul IV et de Rome par surprise; un accident fortuit empêcha l'exécution de ce projet qui dénote, de la part du duc, plus d'instinct militaire que de dévotion.

(p. 40)

(1) "Vea V. A. que haran y diran todos cuando se entienda que no se confiesa, y se vayan descubriendo otras cosas terribles, que lo son tanto que llegan à que el S^o Officio tuviera mucha entenda en otro para saber si era cristiano à no."

(p. 42)

(1) Ce sont les propres expressions de Castaneo, le nonce du pape, dans une lettre au Saint Père.

(p. 46)

(1) Doña Juana, sœur de Philippe et veuve du prince de Portugal, régente d'Espagne pendant que son frère était en Angleterre, ne se montrait jamais à visage découvert. Les ambassadeurs étrangers s'étant plaints de cet usage, déclarant qu'il leur était impossible de savoir à qui ils avaient affaire,

Juana, au commencement de l'audience, soulevait son voile (ou plutôt son manteau) et demandait à l'ambassadeur : " Suis-je bien la princesse ? " et sur sa réponse affirmative se cachait soigneusement le visage. (Florez, *Reynas Catholicas*, t. II, p. 873). On voit quelle avait été sur les Espagnols l'influence de la conquête musulmane.

(p. 57)

(1) Notons, en passant, qu'au moyen âge, ce mot, écrit *tirant* et *tyrant*, ayant peut-être une autre étymologie que *turannos*, avait le sens de persécuteur, bourreau, etc. Nous soupçonnons que l'idée moderne excitée par le mot tyran a été modifiée par la signification du moyen âge.

(p. 61)

(1) CICÉRON. *Ad. Att.* passim.

(p. 62)

(1) CICÉRON. *Ad. Att.* IV. (IV. 2).

(2) PLUTARQUE, *Cato Majos.* XXI.

Le même Caton vendait à vil prix ou chassait ses vieux esclaves, pour n'avoir pas à les nourrir, ce qui scandalisa à bon droit le bon Plutarque, " qui, — dit-il, — se garderait " de vendre un vieux bœuf, même inutile ". (*Ibid.* V).

(p. 71)

(1) Cic. *Ad. Att.* IX. (x. 6.)

(2) ID. *Ibid.*

(p. 73)

(1) Apuleius Saturninus, en 655. Les causes de cette sédition ne sont que très imparfaitement connues, mais le prétexte paraît avoir été une loi agraire rejetée par le Sénat.

(p. 74)

(1) " Marium quem vere patrem patriæ, parentem, inquam, " *vestræ libertatis atque hujus-ce reipublicæ possumus dicere.* " (Cic. *Pro C. Rab, perd. reo*, X, xxvii).

(2) " Poreia lex libertatem civium lictori eripuit : Labienus, homo popularis, carnifici tradidit " (Cic. *Pro C. Rab.* IV, xii.) " Tu mihi étiam legis Pareiæ, tu C. Gracchi, " tu horum libertatis, tu cujusquam denique hominis popularis mentionem facis, qui non modo suppliciis inusitatis, sed etiam verborum inaudita crudelitate violare " libertatem hujus populi, tentare mansuetudinem, commutare, disciplinam conatus es. (Cic. *Pro C. Rab.* IV (xiii.) "

(p. 77)

(1) " Præterea si ulla res est, quæ bonorum animos vehementius possit incendere, hæc certe est, et eo magis quod " portorii Italiæ sublatis, agro Campano diviso, quod Vec-

“ tugal super est domesticum præter vicesimam ? ” CIC. *Ad. Att.* II. (xv, 1.)

(p. 80)

(1) PLUT. *César*, xxvi.

(2) *Précis des guerres de César*, p. 165.

(p. 81)

(1) CIC. *Brutus*, LXXIV.

(p. 83)

(1) L'examen des nombreuses médailles trouvées dans ces fouilles suffirait seul pour établir l'identité d'Alise-Sainte-Reine avec Alésia. Toutes les médailles romaines sont des monnaies consulaires, toutes antérieures à l'année 702, date de la prise d'Alésia. La plus récente, apportée peut-être par une recrue est de l'année 700. Les médailles gauloises appartiennent à vingt-quatre peuples différents, et, sur quatre cent quatre-vingt-sept qu'on a recueillies, il y en a cent trois qui proviennent des Avernes. Plusieurs portent le nom et les types de Vercingétorix. Un autre chef averne, Epasnaetus, a fourni soixante et une médailles. On sait que cet Epasnaetus, après avoir fait la guerre aux Romains, se soumit et fut nommé par César roi ou suprême magistrat de son pays. Les numismatistes distinguent deux types très reconnaissables parmi ses médailles, l'un antérieur, l'autre postérieur à sa soumission. Le premier est ainsi décrit : AR, tête tournée à droite. B, cavalier en costume gaulois au galop. EPAD.—Æ, tête tournée à droite. CICIIDVBRI. (Cicedubrigisfilius) B, même cavalier que sur la médaille précédente. IIPAD (Epadnaetus). — Voici maintenant le second type : AR et Æ, tête à droite, portant un casque à crinière à la romaine ; B, guerrier debout, tête nue, armé à la romaine, avec des cnémides et un bouclier rond, tenant de la main droite une enseigne romaine. Or, autour d'Alise, les soixante et une médailles d'Epasnaetus appartiennent toutes au premier type.

Les ignorants demandent pourquoi, lorsqu'on regarde à ses pieds, on trouve tant de deniers romains, tant de monnaies antiques et si peu de pièces d'un franc et même de sous. Les érudits répondent que les anciens n'avaient pas de poches. Sans discuter ici cette grande question nous nous contenterons de rapporter un fait assez curieux ; c'est que plusieurs fois, autour d'Alise, on a trouvé de petits amas de médailles dans la concavité d'un umbo de bouclier. Il paraît que les soldats portaient ainsi leur pécule.

Nous citerons encore parmi les trouvailles faites dans les fouilles d'Alise des pointes de pilum, des épées légionnaires.

avec leurs fourreaux de bronze, des balles de fronde en plomb et plusieurs échantillons de ces chasse-trapes, stimuli, semés par les Romains en avant de leurs lignes; enfin un magnifique vase d'argent, de travail grec, recueilli dans un fossé, du côté de la plaine des Laumes.

(p. 85)

(1) CAT. XXX.

(2) PLIN. *Hist. nat.* XXXVI.(3) *Précis des guerres de César*. P. 105.

(p. 86)

(1) CÆS. *De Bello. civ.* II, VIII.(2) CÆS. *De Bello. Gall.* V, VI et suiv.(3) CÆS. *De Bello. civ.* II, LXXII.

(p. 87)

(1) *Histoire de J. César*, p. 397.

(p. 88)

(1) Il écrivait à Cicéron que les Grecs n'avaient rien fait de mieux; puis, sans doute pour ne pas paraître exagérer la flatterie, il ajoutait qu'il avait trouvé, vers la fin, quelques négligences, qu'il y avait quelques passages faibles, *rathumstera*. On sait que les Romains de ce temps avaient recours au grec pour exprimer toutes les nuances délicates. Mais César n'avait pas deviné jusqu'où allait l'amour-propre de Cicéron, que ce mot grec paraît avoir un peu choqué (Cic. *Ad. Q. Fratr.* II, XVI, 5).

(p. 89)

(1) Cic. *Ad. Att.* VIII, IV.

(p. 91)

(1) SUET. *Jul.* XLVII.

(p. 92)

(1) ²ID. *ibid* I. — VELL. PAT. II, XLIII.(2) PLUT. *C. Gracchus*. xv.

(p. 93)

(1) “Qua in re Cæsar non solum publicas, sed etiam privatas injurias ultus est, quod ejus soceri L. Pisonis avum, L. Pisonem legatum, Tigurini eodem prælio quo Cassium, interfecerant.” (CÆS. *De bello gall.* I, XII.)

(2) “Reliqui diuturnitate odium effugere non potuerunt, neque victoriam diutius tenere, præter unum L. Sullam, quem imitaturus non sum.” (César, *Lettre à Oppius et Balbus*. Cic. *Ad. Attic.* IX, VIII.)

(p. 95)

(1) Cic. *Pro. Marc.* x.

(p. 96)

(1) CÆS. *De Bello Gall.* VIII, xxxix.

(p. 97)

(1) “ Lege jam in æs incisa, et inærarium condita, errorem
“ (Pompeius) corrigeret. ” (SÆT. *Jul.* xxviii.)

(p. 98)

(1) Il n'avait dû son salut qu'à la protection de Pompée.

(p. 100)

(1) “ Hortatur cujus imperatoris ductu VIII annis R. P.
“ felicissime gesserint plurimaque prælia secunda fecerint,
“ omnem Galliam Germaniamque pacaverint, ut ejus existi-
“ mationem dignitatemque ab inimicis defendant. ” (CÆS.
De bello civ. I, vii.). — (1) “ Unum hoc prælium superest,
“ quo confecto et ille suam dignitatem, et nos nostram liber-
“ tatem recuperabimus. ” (CÆS. *De bello civ.* III, xci.)

(p. 102)

(1) “ Vir nobilis, eloquens, audax... homo ingeniosissime
“ nequam et facundus malo publico. ” (VELL. PAT. II,
XLVIII.)

(2) “ Nostri milites bellum ambulando confecerunt. ”
(Cœlius à Cicéron, CIC. *Div.* VIII, xv.)

(p. 103)

(1) SÆT. *Jul.* iv.

(2) PLUT. *Cæs.* XLVI.

(p. 109)

(1) Ce nom vient d'un village de la Petite Russie appartenant au comte Razoumofski, favori d'Elisabeth, qu'elle avait nommé Ataman des Cosaques. On tient généralement pour certain que l'impératrice avait épousé secrètement Razoumofski, et qu'elle en eut un fils et une fille, à qui on donna le nom de Tarakanof. Ils furent élevés dans des couvents, entrèrent de bonne heure en religion, et moururent à Moscou presque ignorés, dans les premières années de ce siècle.

(2) On se rappelle le beau tableau de Flavitski à l'Exposition universelle de 1867.

(p. 110)

(1) Le résident français en Toscane écrivait à M. Vergennes en 1775 : “ Elle est borgne ; son âge est de 40 à 42 ans. ”
Mais il ne l'avait pas vue lui-même.

(p. 115)

(1) *Die vorgebliche Tochter*, etc. Beilagen, XXXVII. L'original est en français.

(p. 116)

(1) Mosbach n'est pas loin d'Oberstein. Il se peut au reste que l'inconnu fût venu de Mosbach au château qu'habitait

la dame. L'étranger de Mosbach, c'est ainsi que le comte de Limbourg le désigne dans ses lettres. Le même individu se retrouve plus tard à Raguse avec la fausse Elisabeth; or, à l'exception de Domanski, on ne sait personne qui ait pu continuer dans cette ville une liaison commencée en Allemagne.

(p. 117)

(1) Elle fut brûlée par la flotte russe, que commandait Alexis Orlof et que dirigeait l'Anglais Elphinston.

(p. 119)

(1) Probablement dans les troupes de S. A. le prince de Limbourg.

(p. 120)

(1) Le fils de lady W. Montagne.

(p. 121)

(1) Lettre de M. Desrivaux à M. de Boynes, ministre de la marine. Raguse, 16 mai 1774. (Archives du ministère des Affaires étrangères).

(p. 122)

(1) Archives du ministère des Affaires étrangères.

(2) Je ne sais où il a pris ce nom, que Pougatchef, ni aucun Russe, je crois, n'a jamais porté.

(p. 123)

(1) Elle avait commencé par dire que le schah était parent de Razoumofski. A Raguse elle se corrige.

(p. 124)

(1) Archives du Ministère des Affaires Etrangères.

(p. 126)

(1) *Die vorgebliche Tochter*, etc. Beilagen, IX.

(p. 128)

(1) Le Polonais qui, dans l'hiver de 1773-1774, avait été remarqué par l'aventurière. D'après l'expression du prince, il semble qu'il ne sache pas son nom. C'est à n'en pas douter, Dormanski.

(2) S'il s'agit du Palatinat, province d'Allemagne, je ne comprends pas la phrase. Peut-on dire : " Je connais un homme par la maison qu'il a en Normandie ? " Je crois que le prince fait allusion aux *palatins* polonais, Oginski ou Radziwill. Il suppose que l'inconnu de Mosbach est quelqu'un de leur suite, et se révolte à l'idée que sa Betty épouse un serviteur ou un gentilhomme attaché dans une fonction subalterne à un seigneur polonais.

(p. 129)

(1) Il veut dire, je pense : " Si vous épousez cet homme,

vous deviendrez une petite bourgeoise comme mesdames Frank, etc. ”

(2) Radziwill.

(p. 131)

(1) C'est-à-dire le manifeste adressé à la flotte russe pour qu'elle eût à la reconnaître comme légitime héritière d'Elisabeth.

(2) *Die vorgebliche Tochter*, etc. Beilagen, XVIII. Elle croit que *susceptibilité* veut dire décision, hardiesse. Dans sa lettre au comte Panine elle dit : “ Votre caractère noble et *susceptible*. ” Au reste Alexis Orloff n'entendait pas le français.

(p. 133)

(1) C'est le célèbre antiquaire.

(p. 139)

(1) Il l'avait reçue dans une rixe.

(p. 140)

(1) Vraisemblablement. Quelque maîtresse obscure avant ses grandeurs.

(2) *Die vorg. Tochter*, etc., Beilagen XX, 4.

(p. 141)

(1) Sir John Dick reçut un cadeau de Catherine pour le concours qu'il prêta à Orlof dans cette occasion.

(p. 142)

(1) Beilagen XVIII. La lettre d'Orlof est en mauvais allemand.

(2) Beilagen XX, A.

(p. 144)

(1) Il y a une certaine adresse à désigner ainsi la Sibérie sans la nommer.

(p. 146)

(1) C'est un art très ordinaire aux menteurs de mêler à leurs récits un petit nombre de traits inutiles en apparence, mais qui leur donnent un air de vraisemblance. Rien de plus fréquent que des étrangers embauchés dans l'armée prussienne à cette époque.

(p. 151)

(1) Sans date; évidemment des premiers jours de juin.

(p. 156)

(1) Sans date ni signature.

(2) Il est étrange qu'une Allemande écrive si mal des noms allemands : Schmidt; Schuhmann. Kiel, Dantzig.

(p. 157)

(1) Elle veut dire des détails; ce mot suffirait à prouver que l'aventurière n'était pas Française.

(2) Point de date ni de signature. Probablement Golitsyne l'avait prévenue que le nom d'Elisabeth déplaisait à l'Impératrice.

(p. 158)

(1) Il y a quelques années un officier de mes amis, ayant été mis aux arrêts dans la forteresse, se promenait dans un des bastions. Un soldat lui montra d'un air de mystère un endroit près du rempart : " C'est là, lui dit-il, qu'on a enterré la Tarakanof. " Le secret de cette sépulture avait été transmis de génération en génération par les soldats de garde. Aucun ne savait qui était la Tarakanof. J'ai dit en commençant que tel était le nom d'une vraie fille d'Elisabeth, et par une confusion naturelle, on l'a donné à l'aventurière morte en 1775.

(p. 169)

(1) Margeret, p. 19.

(p. 171)

(1) Baer, p. 32.

(p. 173)

(1) Je dois la communication de cette gravure très rare à l'obligeance du savant M. Sienkiewicz, conservateur de la bibliothèque polonaise à Paris.

(p. 177)

(1) Margeret, p. 156.

(p. 178)

(1) KARAMZINE, t. XI, ch. II, p. 160. Les Zaporogues étaient des Cosaques indépendants, habitant le delta formé par le Dnieper et l'Ingouletz.

(p. 179)

(1) Histoire abrégée de l'Eglise Russe. Chap. 65.

(p. 184)

(1) *Istoria delle sollevazioni seguite in Polonia*, Pistoia, 1627, 4^o.

(p. 185)

(1) On appelait ainsi des gentilshommes armés de toutes pièces et suivis chacun de plusieurs cavaliers. Les hussards polonais répondent exactement à nos lances françaises du XVI^e siècle.

(p. 190)

(1) *Muszkowitische Chronica publiciert durch Petrum Petreium de Erlesunda*, p. 314.

(p. 197)

(1) CICER. *Ep. ad. Att.* IX, 8.

(p. 187)

(1) Il ne fit pas le signe de croix mais seulement l'onction. (PLATON, II, 158.)

(p. 201)

(1) Tourghenief, *Historiae patriae monumenta*, 2, 87. — Lettre du cardinal Borghèse au nonce du pape en Pologne.

(p. 206)

(1) Le cadavre fut exposé avec une cornemuse (instrument polonais) dont on fit entrer le tuyau dans sa bouche. Le peuple l'appelait le fluteur polonais, le bouffon polonais.

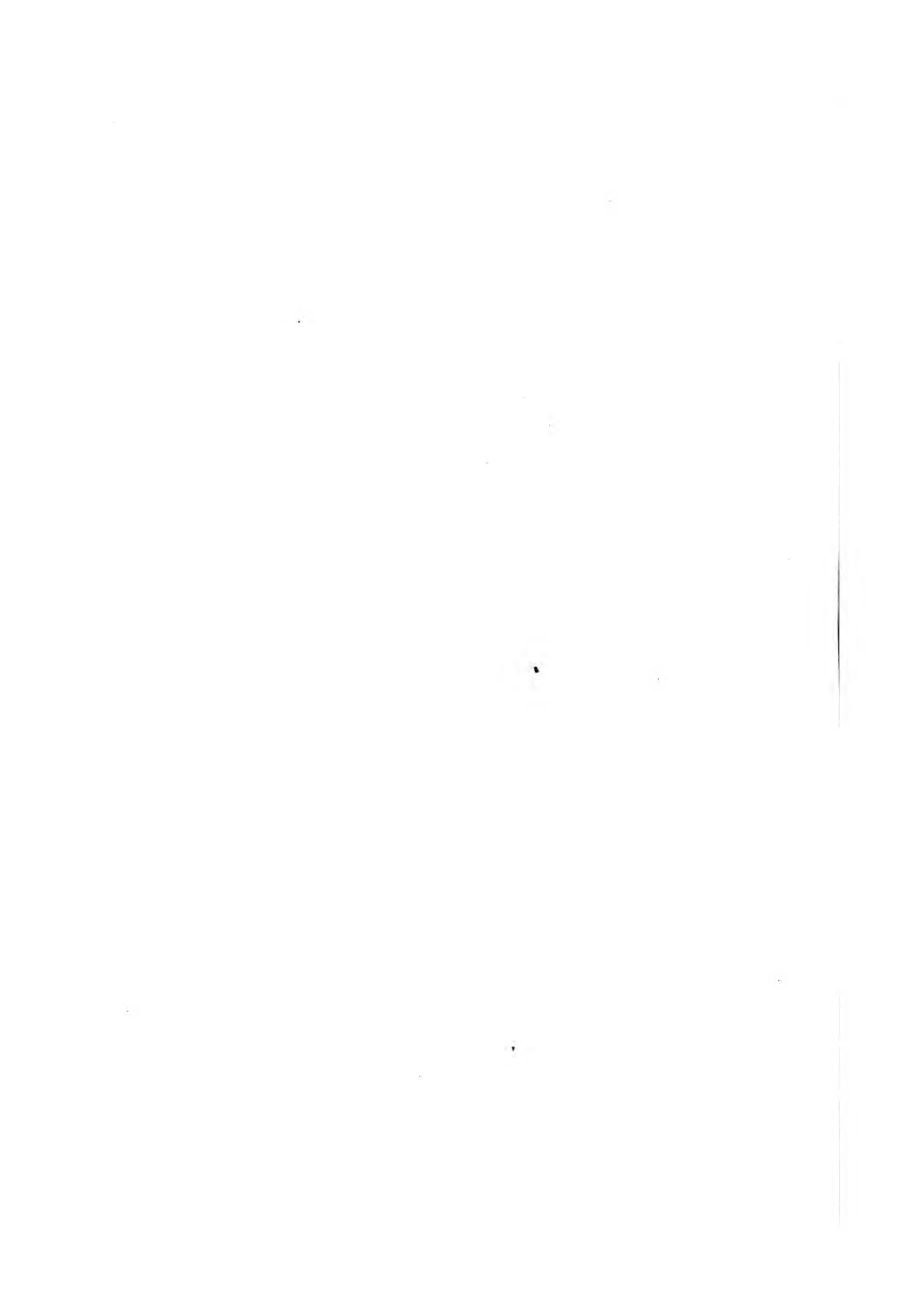
(p. 228)

(1) *Diarium itineris in Moscoviam perillustris de magnifici Domini Ignatii Christophori nobilis domini de Guarient et Rall, etc., ab Imperatore Leopoldo I ad S. ac Pot. Tzarum Petrum Alexiowicium anno M D C X C VIII ablegati extraordinarii, descriptum a I. G. Korb. secretario ableg. ces. Viennae Austriae, s. d. (1700), fol.*

TABLE

Philippe II et Don Carlos	7
Histoire de Jules César	49
Histoire de la fausse Elisabeth II	107
Mémoires contemporains relatifs au faux Démétrius	161
Etudes	207
Mémoires secrets	223
La Littérature et le Servage en Russie	233
Notes sur les Mémoires Historiques	253
Notes ^{de} sur l'auteur	261
Table	273

Achevé
de typographier
et d'imprimer
dans les ateliers de
FRANÇOIS BERNOUARD
le quinzième jour de Mai
mil-neuf-cent-vingt-sept
10, Rue Lebel
Vincennes



Bern 13

A88

LES ŒUVRES COMPLÈTES

de

Prosper Mérimée

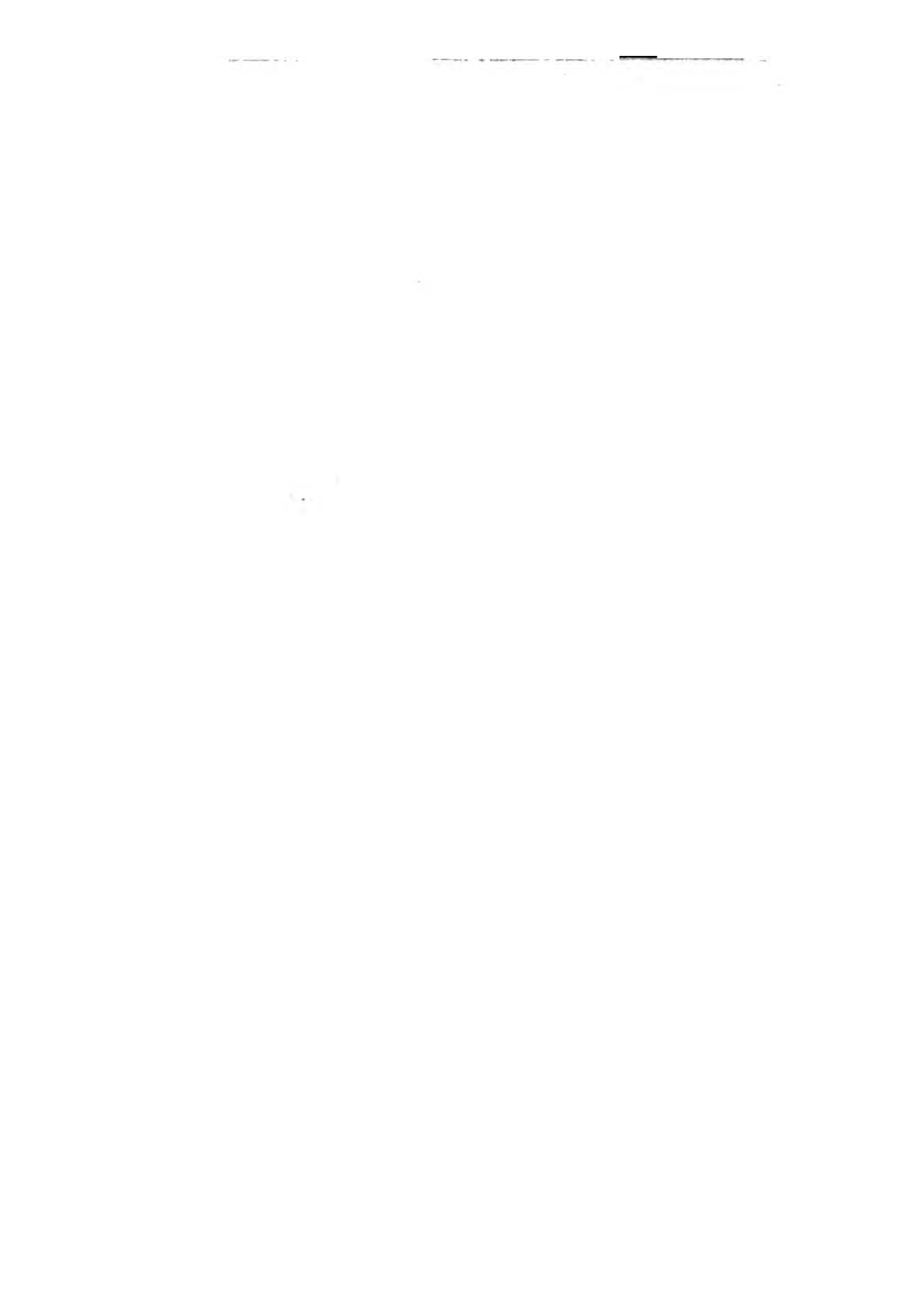
Mémoires
Historiques
(Inédits)



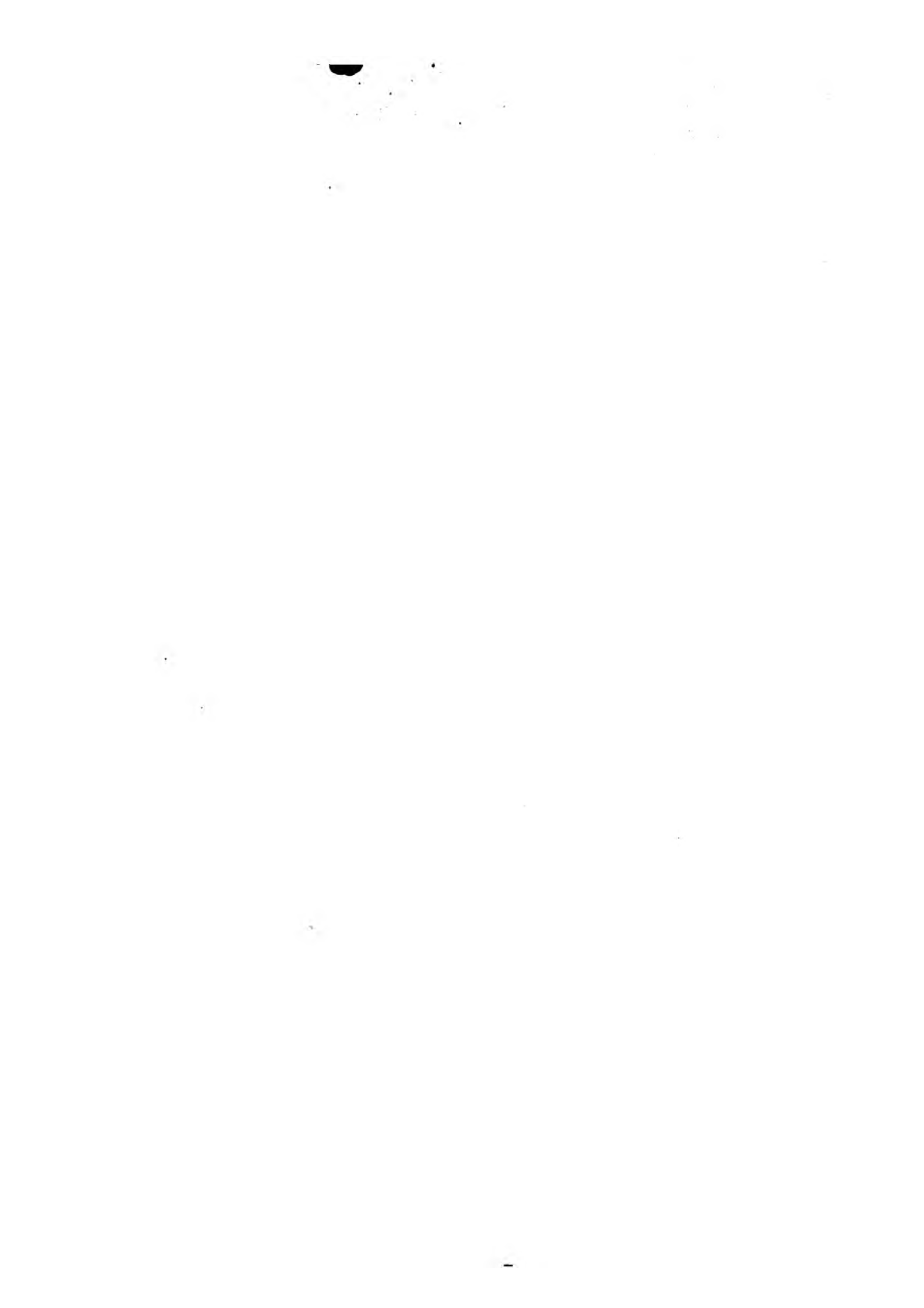
Typographie

FRANÇOIS BERNOUARD
73, Rue des Saints-Pères, 73
A PARIS

1/2 20 d 10



EE. B







303229191U



